

MAY 19 1945

# REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD



## **MÉMOIRES ET ÉTUDES**

ANDRÉ-E. SAYOUS et JEAN COMBES. <i>Les commerçants et les capitalistes de Montpellier aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles</i> . . . . .	341
ROGER CHAUVIRÉ. <i>Grandeur de Bodin</i> . . . . .	378
LUCIEN FEBVRE. <i>France de l'Est et du Sud-Est : trois études historiques</i> . . . . .	398
CHARLES GUIGNEBERT. <i>Saint Augustin et la fin du monde antique, à propos d'un ouvrage récent</i> . . . . .	403
F. RUDE. <i>La première expédition de Savoie (février 1831)</i> . . . . .	413
COMPTES-RENDUS CRITIQUES ( <i>Pour le détail, voir au verso</i> ) . . . . .	444
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES . . . . .	459
PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES . . . . .	476
CHRONIQUE . . . . .	484
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE . . . . .	492
TABLE DES MATIÈRES . . . . .	497

65<sup>e</sup> année — T. CLXXXVIII-IX    Juillet-Décembre 1940

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

# REVUE HISTORIQUE

DIRECTEUR :

SÉBASTIEN CHARLÉTY

MEMBRE DE L'INSTITUT

RECTEUR HONORAIRE DE L'ACADÉMIE DE PARIS

## COMITÉ DE RÉDACTION :

Marc BLOCH, professeur à la Sorbonne; Georges BOURGIN, conservateur aux Archives nationales; Henri HAUSER, professeur honoraire à l'Université de Paris; Georges LEFEBVRE, professeur à la Sorbonne; Paul MANTOUX, directeur de l'Institut universitaire des Hautes Études internationales de Genève, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers; Ch.-Edmond PERRIN, professeur à la Sorbonne; Charles PETIT-DUTAILLIS, membre de l'Institut, directeur de l'Office national des Universités et Écoles françaises; André PIGANIOL, professeur à la Sorbonne; Pierre RENOUVIN, professeur à la Sorbonne; Charles RIST, professeur honoraire à la Faculté de Droit; Charles SEIGNOBOS, professeur honoraire à la Sorbonne.

*Secrétaires de la Rédaction* : Ch.-André JULIEN et Maurice CROUZET, agrégés de l'Université.

*RÉDACTION* : 7, place de la Sorbonne (Presses Universitaires de France), le mercredi, de 14 heures 30 à 17 heures.

*Administration et abonnements* : Presses Universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain, Paris, 6<sup>e</sup>.

---

ABONNEMENTS ANNUELS à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1941

France et Colonies : **150 francs.**

Étranger : **200 francs.**

La livraison : **Mémoires et Études, 30 francs; Bulletins critiques, 15 francs.**

Compte de chèques postaux : Paris 392-33.

**AVIS IMPORTANT.** — Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme d'un franc.

Les demandes en duplicata de numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans un délai maximum de quinze jours après réception du numéro suivant.

---

## OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES-RENDUS

### DE LA PRÉSENTE LIVRAISON

	Pages
Louis BRÉHIER et René AIGRAIN. Grégoire le Grand, les États barbares et la conquête arabe, 590-757 ( <b>R. Gd</b> ) . . . . .	444
Fr. BLOCKMANS. Het Gentsche stadspatriciaat tot omstreeks 1302 ( <b>E. C.</b> ) . . . . .	446
H. Maynard SMITH. Pre-Reformation England ( <b>G. C.</b> ) . . . . .	449
Aug. RENAUDET. Études érasmienne, 1521-1529 ( <b>H. Hr</b> ) . . . . .	450
Korrespondenzen österreichischer Herrscher. Die Korrespondenz Ferdinands I. 2 <sup>e</sup> vol., 1 <sup>re</sup> partie : Familienkorrespondenz 1527 und 1528 ( <b>F. B.</b> ) . . . . .	452
M. A. F. FITZLER. Die Entstehung der sogenannten Fuggerzeitungen in der Wiener Nationalbibliothek ( <b>E. C.</b> ) . . . . .	453
Henry Charles LEA. Materials towards a history of Witchcraft ( <b>H. Hr</b> ) . . . . .	455
Henri HAUSER. Recherches et documents sur l'histoire des prix en France, de 1500 à 1800 ( <b>H. B.</b> ) . . . . .	455
Robert DEMOULIN. Guillaume I <sup>er</sup> et la transformation économique des Provinces belges, 1815-1830 ( <b>E. C.</b> ) . . . . .	457



# LES COMMERÇANTS

ET

## LES CAPITALISTES DE MONTPELLIER

AUX XIII<sup>E</sup> ET XIV<sup>E</sup> SIÈCLES

Après une belle *Histoire de la commune de Montpellier*<sup>1</sup>, Alexandre Germain a donné une *Histoire du commerce de Montpellier*<sup>2</sup> qui demeure, au bout de quatre-vingts ans environ, très utile à consulter, même fondamentale sur le sujet, à cause tant de la rectitude de ses exposés que de l'intérêt de ses annexes ; toutefois, quelques points en ont été précisés depuis lors<sup>3</sup> : indiquons, à grands traits, l'état actuel des recherches.

Les origines de la ville sont très obscures ; il est possible seulement d'entrevoir<sup>4</sup> que, de petites agglomérations ou ilots de maisons s'étant formés pour des motifs d'ordres politique et économique, l'activité des marchands et artisans avec des agriculteurs ou entre eux naquit, puis s'élargit, par la voie terrestre, et qu'ensuite le voisinage de la Méditerranée, qui facilitait les rapports avec les pays les plus riches en produits et marchandises recherchés, donna un essor à un trafic maritime. Montpellier, *villa mercibus et mercatoribus fundata*, a été peuplé ou visité, de bonne heure, par des marchands des pays les plus divers qui firent sa réputation avant qu'il ne devint célèbre par ses savants.

Les croisades ont développé le mouvement des affaires, comme précisé les méthodes commerciales<sup>5</sup> et étendu leur emploi ; elles n'ont

1. Montpellier, 1851.

2. Montpellier, 1861.

3. Voir notamment Louis-J. Thomas, *Montpellier, ville marchande*. Montpellier, 1936.

4. Si M. Auguste Fliche n'a pas abordé ce problème délicat, sinon insoluble, dans son intéressant *Montpellier*. Paris, 1935, p. 17, M. Louis-J. Thomas, *ouvr. cité*, p. 13 et suiv., a rapporté diverses hypothèses, pour conclure en faveur d'une étape « sur un chemin », ce qui est vraisemblable, en ajoutant toutefois : « sur celui d'un pèlerinage » (Saint-Jacques de Compostelle), précision plus contestable.

5. S. (abréviation de Sayous), *Les associations de caractère capitaliste à Venise, entre le*

pourtant laissé de traces de leur influence économique, dans les dépôts montpelliérains d'archives, que sous la forme de clauses de privilèges et sous celle de traités d'établissement et de commerce avec l'étranger selon les coutumes du temps. Aussi Germain n'y a-t-il trouvé, de même que dans les textes relatifs au port voisin d'Aigues-Mortes<sup>1</sup>, que la preuve d'une assez notable activité et d'une expansion jusqu'en pays éloignés. En 1273, Montpellier avait, en y comprenant sans doute la banlieue, quelque dix mille « maisons<sup>2</sup> ».

Malgré l'expulsion des Juifs qui diminua le nombre des prêteurs et des commerçants et qui prolongea ses effets après leur retour, malgré surtout de terribles épidémies et de graves troubles intérieurs<sup>3</sup>, Montpellier développa, au siècle suivant, ses relations par terre et par mer sous des influences politiques et commerciales, que Germain a très bien indiquées, en laissant, toutefois, de côté les bases de sa vie économique.

Avec le dernier quart du xiv<sup>e</sup> siècle, la prospérité de Montpellier « déclina<sup>4</sup> » : son commerce dut « s'adapter » à des conditions nouvelles et moins favorables<sup>5</sup>. Les « Compoix » (listes des contribuables à l'impôt) du début du xv<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup> laissent l'impression plus d'une assez large aisance que d'une richesse. Si Jacques Cœur y vint en 1432 en vue de trafiquer dans la Méditerranée, ce fut parce qu'il connaissait l'existence de ses relations régulières d'affaires, ainsi que de ses marchands compétents et de ses capitalistes entreprenants<sup>7</sup>.

Nous nous arrêterons, dans nos recherches et nos exposés, aux premières années du xv<sup>e</sup> siècle (en fait, aux protocoles de 1414 du notaire G. Bourdon, de Montpellier), après avoir embrassé la période, en tout cas, la plus importante.

*milieu du XI<sup>e</sup> siècle et celui du XII<sup>e</sup> (Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comptes-rendus, 1933).*

1. L'histoire d'Aigues-Mortes est encore à écrire ; l'article de Jean Morize, *Aigues-Mortes au XIII<sup>e</sup> siècle (Annales du Midi, vol. XXVI, 1914, p. 313 et suiv.)*, mérite cependant une mention particulière. Voir aussi J. Pagézy, *Histoire d'Aigues-Mortes*. Paris, 1879 ; Nicolas Lasserre, *Histoire populaire d'Aigues-Mortes*. Nîmes, 1937 ; Ch. Lenthéric, *Les villes mortes du golfe du Lion*. Paris, 1889.

2. Réponse à une demande de Grégoire X sur les logements dont on aurait pu disposer à Montpellier pour un Concile œcuménique : *domorum decem millia, vel circa* (Germain, *Commune*, t. II, p. 45).

3. Cl. Devic et J. Vaissète, *Histoire générale du Languedoc*, éd. Toulouse, 1885, t. IX.

4. Germain, *Commerce*, t. II, p. 51.

5. Thomas, *ouvr. cité*, p. 7.

6. Oudot de Dainville, *Archives de la ville de Montpellier* ; ch. vi : *Inventaire de Joffre*. Montpellier, 1934, p. 40, d'après des documents des archives du greffe de la maison consulaire.

7. L. Guiraud, *Recherches et conclusions nouvelles sur le prétendu rôle de Jacques Cœur... à Montpellier*, Paris, 1900.

L'histoire du commerce de Montpellier mérite d'être reprise, malgré les intéressants travaux dont elle a déjà fait l'objet, en utilisant des textes longtemps négligés et des documents publiés depuis l'ouvrage de Germain. Et il convient de le faire selon les nouvelles préoccupations des historiens de la vie économique et du capitalisme plus spécialement.

Les archives départementales de l'Hérault et municipales de Montpellier<sup>1</sup> contiennent des actes intéressants, surtout sur les questions politiques et religieuses, pour la période s'étendant jusqu'à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle ; les plus anciens protocoles de notaires qui y soient conservés ne datent que de 1293. Heureusement, pour l'ensemble de ce dernier siècle possédons-nous d'assez nombreux protocoles et actes de notaires d'autres villes qui visent des Montpelliérains, qui nous montrent le rôle que ces derniers ont joué et les opérations qu'ils ont traitées au dehors, parfois aussi qui établissent des références à des contrats passés par eux à Montpellier même, permettant de saisir les situations et les méthodes. Les textes les plus importants sont contenus dans les *Monumenta historiae patriae*, *Chartarum II*<sup>2</sup>, dans les *Documents inédits sur le commerce de Marseille au XIII<sup>e</sup> siècle*, publiés par Louis Blancard<sup>3</sup>, et dans le *Codice diplomatico delle relazioni fra la Liguria, la Toscana et la Lunigiana ai tempi di Dante, 1265-1321*, établi par Arturo Ferretto<sup>4</sup>. Si l'étude de l'un d'entre nous sur Barcelone au XIII<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup> ne fournit pas de références directes, elle précise le cadre de l'époque où Montpellier dépendit du roi de Majorque.

En ce qui concerne le XIV<sup>e</sup> siècle, les annexes des deux volumes de Germain sur l'*Histoire du commerce de Montpellier* sont beaucoup plus riches en informations que ses exposés ne l'ont relevé, et, si cet historien a connu l'existence de nombreux protocoles de notaires locaux, il ne s'en est point servi, parce qu'il y voyait une documentation trop fractionnée et relative à des ordres de faits peu dignes d'intérêt. Ces deux sources sont fort riches, la dernière même si considérable que nous ne pouvons l'utiliser que partiellement en faisant porter nos recherches sur quelques années espacées les unes des autres, de même que l'on procéderait par « coups de sonde » sur un large gisement mi-

1. Dont le directeur commun est le savant et obligeant M. Maurice de Dainville.

2. Turin, 1853, minutes du notaire génois Scriba (éd. plus récente de ces minutes par Mario Chiaudano et Matteo Moresco).

3. Marseille, 1884 et 1885.

4. *Atti della Società ligure di storia patria*, vol. XXXI, 2 part. Rome, 1901.

5. S., *Les méthodes commerciales de Barcelone au XIII<sup>e</sup> siècle d'après des documents inédits des archives de sa cathédrale* (*Estudis Universitaris Catalans*, t. XVI).

nier. Elles trouvent d'utiles compléments dans diverses publications et, au point de vue de la technique commerciale, dans les articles de l'un de nous sur les pratiques des deux grandes villes à l'Est et au Sud-Ouest, Marseille<sup>1</sup> et Barcelone<sup>2</sup>, à la même époque.

D'autre part, l'attention des historiens, et notamment de ceux d'entre eux qui se sont spécialisés dans l'histoire économique, porte sur de nouveaux ordres de problèmes<sup>3</sup> : non seulement sur la nature des produits et des marchandises échangés, sur leurs déplacements et sur les mesures ayant eu pour but de faciliter ou réglementer leur trafic, mais sur la vie commerciale dans son ensemble et, en particulier, sur le rôle du travail et du capital préparant les bases fondamentales des milieux commerciaux et financiers dans la société moderne, sur l'enrichissement de la population, ainsi que sur les répercussions de ces événements en ce qui concerne la nature et la forme des opérations, liant ainsi aux problèmes économiques des problèmes techniques. Il convient d'exposer et d'expliquer les faits économiques en dirigeant les lecteurs sur une voie encore peu parcourue, sinon à travers des espaces mal ou point défrichés. M. Jean Combes, qui poursuit ses recherches dans les archives de Montpellier, sera, sans doute un jour, en état de reprendre, dans son ensemble, l'histoire du commerce de cette ville.

D'abord, traçons un tableau rapide des conditions géographiques de Montpellier dans leurs relations avec l'histoire et précisons les formes des interventions commerciales et capitalistes dans la partie chrétienne du bassin de la Méditerranée au Moyen Age, parce que, seule, leur connaissance fournit l'explication de points importants. Puis, avec des sources surtout étrangères, essayons de saisir les transformations qui se sont produites, au XIII<sup>e</sup> siècle, dans l'activité économique des Montpelliérains au dehors, avant d'embrasser la situation, à la fin du siècle, avec la série de protocoles inédits d'un notaire local. Enfin, analysons de plus nombreux documents de cette dernière nature jusqu'au début du XV<sup>e</sup> siècle, en mettant en relief le rôle croissant du capital dans le commerce, ainsi que le début du fusionnement, sans lequel l'histoire économique de Montpellier et de la société moderne ne

1. S., *Les transferts de risques, les associations commerciales et la lettre de change à Marseille au XIV<sup>e</sup> siècle* (Revue d'histoire du droit, 1935).

2. S., *Les méthodes commerciales de Barcelone au XIV<sup>e</sup> siècle d'après les protocoles inédits de ses notaires* (Estudis Universitatís Catalans, t. XVIII).

3. S., *Le capitalisme commercial et financier dans les pays chrétiens de la Méditerranée occidentale, depuis la première Croisade jusqu'à la fin du Moyen Age* (Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, t. XXIX, cah. 3, 1936).

peut pas être comprise, des méthodes des villes commerciales, les unes à l'intérieur des terres, les autres maritimes, par suite tant d'une situation particulière que d'une transformation générale à ses débuts.

I. — MONTPELLIER : DE PETIT MARCHÉ A UNE VILLE AYANT UN LARGE TRAFIC TERRESTRE ET MARITIME. — LES MÉTHODES COMMERCIALES DES VILLES A L'INTÉRIEUR DES TERRES ET DES VILLES MARITIMES AU MOYEN AGE.

Situé sur et entre deux collines peu élevées, Montpellier avait comme avantages naturels de posséder dans ses garrigues la « graine » d'écarlate qui servit de bonne heure à teindre les draps et, dans ses environs, un sol permettant de produire la majeure partie des céréales nécessaires et plus que ses besoins de vin ; il ne se trouvait cependant pas dans une position bien favorable pour devenir un grand centre économique, excepté du fait de routes fréquentées et du voisinage de la mer. Il avait, par la voie terrestre qui longeait la côte à quelque distance depuis des époques déjà anciennes, des relations faciles avec des cités déjà importantes ou appelées à le devenir. De plus, il n'était séparé de la Méditerranée que par un assez faible espace de terrain et par des étangs qui communiquaient avec la mer par des « graus » (*gradus*) formés et, pour la plupart, souvent modifiés du fait des courants côtiers et des tempêtes. Ces étangs permettaient des transports par de petits bateaux là surtout où des « roulines » (canaux) les amélioraient : après le déchargement des marchandises dans les conditions primitives de Lattès, et le transport de celles-là par la rivière le Lez jusqu'aux portes de la ville, on utilisait, depuis la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, malgré son plus grand éloignement, surtout Aigues-Mortes, qui avait pris les caractères d'un vrai port sous saint Louis et ses successeurs, et qui avait été joint aux graus, dans la direction de Montpellier, par la Grande Rouline<sup>1</sup>.

Entre le Rhône et l'Aude, Montpellier ne pouvait avoir comme concurrent, une fois Saint-Gilles déchu, que Nîmes. Après avoir circulé entre la mer et la montagne, ses actifs habitants franchirent celle-ci, prenant leur expansion sur terre en forme d'éventail, tandis que ses transports maritimes étaient faits, en large mesure, par des bateaux faisant simple « escale », selon le mot moderne.

Les deux collines sur et entre lesquelles la ville s'est formée étaient :

1. Germain, *Commerce*, carte de la fin du t. II ; voir aussi Flahault, Joubin, Babut, Gachon et Thomas, *Conférences sur l'histoire de Montpellier*, Montpellier, 1912.



à l'ouest, Montpellier proprement dit, le Montpellier des Guillems et des rois de Majorque ; à l'est, Montpelliéret, sous l'autorité directe de l'évêque de Maguelone<sup>1</sup>, réunis d'abord par une commune clôturé (xii<sup>e</sup> siècle). Montpellier devint une ville unique au point de vue politique, à la suite de la vente de Montpelliéret, en 1293, au roi de France par l'évêque, et de la vente de Montpellier, en 1349, au souverain du même État par le roi de Majorque. Ainsi, les situations ont été variables et complexes : les éléments catalans ont exercé une influence ; les usages et principes communs aux peuples chrétiens de la Méditerranée ont pénétré ; enfin, une orientation plus nettement française, si elle ne modifia pas les institutions économiques dans leurs bases, établit une plus étroite cohésion entre le Midi et le Nord.

Montpellier a conservé, dans ses édifices, peu de traces de son activité commerciale à une époque reculée<sup>2</sup>. Les groupes primitifs de maisons réunissaient des marchands et artisans bien modestes, en relations surtout avec la population rurale des environs. Dès le xi<sup>e</sup> siècle, le commerce y prit une certaine importance, à en juger par les mesures de protection édictées par les papes et les efforts des Guillems pour attirer les trafiquants étrangers<sup>3</sup>. Le passage de l'économie naturelle à l'économie d'argent fut facilité par la création de la monnaie dite melgorienne par les comtes de Melgueil (ou Mauguio)<sup>4</sup>. Nous n'en sommes pas moins étonnés que Guillaume de Malmesbury<sup>5</sup> ait signalé, en 1099, non seulement des traces, mais une influence de Montpelliérains dans le Levant : commerçants isolés sans doute, qui auraient cherché fortune au loin, ou bien conséquence de l'importance que la monnaie melgorienne ou montpelliéraine avait prise au dehors. Ils satisfaisaient les besoins les plus courants de la population avec des produits locaux, auxquels ils ajoutaient d'autres, achetés au dehors, et des marchandises faites par les artisans de la ville. Ils ont pris, comme « mercadiers », vrais commerçants, au xii<sup>e</sup> siècle, une place parmi les chrétiens qui trafiquaient entre l'ouest et

1. Nous ne pouvons pas parler ici de Maguelone ; voir Frédéric Fabrège, *Histoire de Maguelone*. Paris, 1894-1911 ; Joseph Rouquette, *Histoire du diocèse de Maguelone*. Vic-la-Gardiole, 1921 et années suivantes.

2. Louise Guiraud, *Recherches topographiques*.

3. *Liber instrumentorum memorialium, Cartulaire des Guillems de Montpellier*, éd. Alexandre Germain, publication de la Société archéologique de Montpellier. Montpellier, 1886.

4. A. Germain, *Mémoire sur les anciennes monnaies seigneuriales de Melgueil et de Montpellier* (*Mémoires de la Société archéologique de Montpellier*, 1852) ; P. F. Casaretto, *La moneta genovese in confronto contro le altre valute mediterranee nei secoli XII e XIII* (*Atti della società ligure di storia patria*, t. LV. Gênes, 1928, p. 18 et suiv.).

5. *De Gestis Regum Anglorum*, livre V (notamment éd. des *Rerum Anglicarum scriptores*).

l'est de la Méditerranée, et connu les méthodes qui y étaient d'usage courant. Montpellier ne semble *pas* avoir été alors le *centre d'un trafic maritime propre*; en tout cas, ses habitants ne possédaient pas, ou qu'exceptionnellement, des bateaux et n'avaient pas établi un commerce direct et régulier avec le Levant. Si, dès 1180, ils vendaient du gingembre<sup>1</sup> — qui demeura une de leurs spécialités dans le commerce des épices —, ils pouvaient le recevoir par une voie indirecte ou, d'une façon exceptionnelle, par des nationaux établis dans le Levant et trouvant quelque moyen de le faire transporter jusqu'à Lattès.

Les Montpelliérains, qui, peut-être en partie à cause de leur éloignement d'un bon port, ne profitaient pas de grandes facilités dans leur expansion et étaient très actifs, participèrent au trafic maritime d'abord dans des villes étrangères; ensuite, au courant des méthodes pratiquées dans les ports de la Méditerranée, ils se sont fixés dans leur ville d'origine et, avec leur expérience, ont accentué le mouvement d'expansion plus par leur richesse et l'utilisation de leurs relations lointaines que par leur participation à la navigation.

Pour comprendre la vie économique de Montpellier aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, le principal est donc de connaître la technique du commerce terrestre, diffusée surtout aux foires de Champagne, et celle du commerce maritime, antérieure aux Croisades et développée à leur occasion<sup>2</sup>, et d'apercevoir, après leur coexistence, les formes de leur conjonction.

Le commerce des villes de l'« intérieur » reposait sur la *confiance*, pour le moins relative, qui tenait à des rapports directs et personnels, et qui était d'autant plus explicable que les risques naturels n'étaient pas généralement très grands. Lorsque le cadre primitif devint trop étroit, la collaboration du capital et du travail gagna le premier plan. Le prêt donna à chacun une fonction différente : à l'emprunteur, celle d'un chef d'entreprise désireux d'étendre son activité; au cas de stipulation du remboursement sur une place autre que celle du contrat, il prépara la transmission de l'argent au loin sans déplacements d'espèces. Quant à la « compagnie » ou société, elle joignait, dans le cadre persistant de la famille et, assez fréquemment, dans celui de gens compétents, le travail (d'une façon extensive) et le capital. La vente à crédit fut vite pratiquée comme un dérivé du prêt. Enfin, la difficulté de distinguer les

1. D'après la Bible Guiot, v. 2618, au mot Gingembre, de Victor Gay, *Glossaire archéologique du Moyen Âge*, sans date.

2. A. Saponi, *Il commercio internazionale nel medioevo* (Archivio di Studi corporativi, fasc. III, 1938).

bonnes monnaies et la diversité des pièces en circulation imposèrent un concours très actif de spécialistes, les changeurs<sup>1</sup>.

Sur ces bases, les transactions pouvaient, dans le trafic terrestre, passer du petit au grand commerce, du commerce local au commerce international, à mesure que l'enrichissement, provenant de toutes sources, plus particulièrement du trafic des marchandises, fournirait aux affaires de plus importants capitaux. D'une part, le prêt et la vente à crédit n'intéressaient les capitalistes ou commerçants-capitalistes aux résultats des entreprises que d'une façon indirecte, dans celles où ils mettaient en jeu la solvabilité des débiteurs ; même les grandes entreprises recevaient de l'argent d'autres personnes que leurs associés, uniquement ou presque sous la forme de prêts, rarement sous celle d'une participation dans les bénéfices<sup>2</sup>. D'autre part, le contrat de société, en s'élargissant, permettait la formation de forces plus puissantes, comme tel a été le cas dans les plus importantes villes à l'intérieur des terres de l'Italie, Sienne, Plaisance, Lucques et surtout Florence<sup>3</sup>. Quant à la banque, qui ne pouvait naître et se développer que là où les risques étaient limités, elle eut d'étroites relations avec le commerce en écartant, en règle — les exceptions principales sont des sociétés florentines se livrant au grand commerce, au commerce du blé plus spécialement<sup>4</sup> — les opérations vraiment maritimes<sup>5</sup>.

Toutes différentes, malgré des rapprochements dus au droit ou aux circonstances, étaient les méthodes pratiquées dans les *villes maritimes* de la Méditerranée chrétienne. Le trafic par mer comportait des dan-

1. S., *Sienne de 1221-1229* (*Annales d'histoire économique et sociale*, avril 1931).

2. Sur ce point, Levin Goldschmidt avait entraîné à considérer les sources de la commande comme doubles, la commande maritime et les participations du public aux sociétés des villes à l'intérieur des terres, d'autant plus que M. Roberto Davidsohn a insisté sur ces dernières participations dans sa belle histoire de Florence ; nos recherches dans les archives de cette dernière ville ont donné un résultat négatif, qui a été confirmé par M<sup>me</sup> Edler de Roover dans un article sur les sociétés florentines (*Vierteljahrsschrift für Social-und Wirtschaftsgeschichte*, 1938).

3. Armando Saponi, notamment *Storia interna della compagnia mercantile dei Peruzzi di Firenze* (*Archivio storico italiano*, 1934), et Renouard, *Le Compagnie commerciali florentine del trecento* (*Archivio storico italiano*, 1938).

4. Riniero Zeno, *Documenti per la storia del diritto marittimo nei secoli XIII e XIV*. Turin, 1936 ; en plus de l'ouvrage bien connu de G. Yver.

5. Les Génois furent d'abord des capitalistes actifs, non des « banquiers » ; les premiers banquiers de Gênes ont été des Placentins (S., *Les mandats de saint Louis sur son Trésor et le mouvement international des capitaux pendant la septième Croisade*, *Revue historique*, 1931). L'exception en ce qui concerne Florence vise plus spécialement le trafic des grains et d'autres transactions avec outre-mer qui ont fait que les Florentins se sont intéressés de bonne heure à l'assurance maritime.

gers qui furent graves au Moyen Age par suite de l'audace des navigateurs, d'une connaissance imparfaite des éléments naturels, de la faible résistance des bateaux en cas de tempête ou de guerre, ainsi que de la piraterie<sup>1</sup>. Bien peu de commerçants pouvaient courir ces risques avec leur seule fortune, tout en ayant une activité assez large pour obtenir une rémunération en cas de succès : l'intervention des commerçants-capitalistes, ou de capitalistes ayant fait leur fortune d'une façon quelconque, devint utile, même nécessaire. Et, de façon à limiter les dangers, ils continuèrent à concevoir chaque opération séparément.

Dans les villes maritimes, le prêt comportait souvent pour le prêteur les importants risques de mer ; ce contrat, lorsque l'on sépara l'opération de crédit et le risque, a donné naissance, grâce à une sorte de prime déjà incluse dans l'intérêt masqué, à Gênes au XIV<sup>e</sup> siècle, à l'assurance moderne dont l'emploi ne s'est généralisé que lentement. Opération de capitalistes, en attendant de devenir celles de semi-spéculateurs, puis, plus tard, de spécialistes.

La collaboration du capital et du travail eut lieu, dans le trafic maritime, surtout sous la forme de la commande, mandat donné par un capitaliste dans le commerce lui-même, parfois aussi par une personne touchant moins directement au milieu des affaires, restant en tout cas sur place, à un commerçant sans fortune disposé à se rendre au loin afin d'y trafiquer pour le profit commun. Séparation assez nette du capital entre les mains de personnes compétentes et du travail ; intensification de ce que l'on appelle aujourd'hui le « capitalisme » ; et source de la commandite là où les commerçants avaient acquis une plus grande indépendance.

A côté de cette opération, l'on connaissait, plus ou moins selon les places et les époques, et sans que l'on puisse parler de l'antériorité de l'une ou de l'autre, la *société* prenant les formes spéciales, celles de la *societas maris*, par laquelle le « commerçant » fournissait lui-même un capital, plus petit en règle que celui du capitaliste, ce qui laissait le premier en infériorité, moins cependant que dans la commande, parce qu'il était un « associé » selon le droit.

Ces deux techniques furent, peu à peu, adaptées aux besoins de chaque place ; elles s'entrepénétrèrent dès le XIII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>, mais plus

1. S., *Le commerce des Européens à Tunis depuis le XII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin du XVI<sup>e</sup>. Paris, 1929.*

2. S., *Le commerce terrestre de Marseille au XIII<sup>e</sup> siècle (Revue historique, janvier-février 1931).*

particulièrement aux <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> — comme en art religieux le style roman, traditionnel, ainsi que les méthodes commerciales des villes à l'intérieur des terres, et le style gothique, influencé par les aspirations religieuses, de même que les méthodes des villes maritimes l'étaient par de grands risques et de fortes chances de gain.

## II. — LES COMMERÇANTS ET LES CAPITALISTES DE MONTPELLIER AU TEMPS DES CROISADES

Au <sup>xi</sup><sup>e</sup> siècle, tandis que le seigneur de Montpellier construisit une forteresse, une chapelle dédiée à Notre-Dame devint le centre de la ville artisanale et commerciale ; Montpelliérêt demeura plus en contact avec les agriculteurs. Les marchands étaient au même niveau que les artisans. Les Montpelliérains qui fréquentaient la mer étaient, pour large partie, les fournisseurs des « peysonniers <sup>1</sup> », plus rarement des navigateurs, les maîtres de navires d'autres villes enlevant ou apportant des marchandises sur les plages ou dans les petits ports avoisnants <sup>2</sup>.

La vie économique de Montpellier durant le premier siècle des Croisades nous est connue par des voies assez indirectes. Trois faits en ressortent surtout : le développement des relations de Montpellier avec les villes italiennes, d'abord surtout avec Gênes et Pise ; le rôle joué par ses bourgeois dans le Levant et le caractère international de sa population.

Après un secours militaire pour rétablir l'ordre intérieur <sup>3</sup>, les Gênois obtinrent un traité de commerce et d'établissement <sup>4</sup>, qui facilita leurs transactions avec cette ville et, en resserrant les relations, fournit l'exemple de méthodes. D'autre part, les privilèges que les Marseillais obtinrent en Syrie durant le <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle mentionnent les Montpelliérains comme devant ou pouvant en jouir <sup>5</sup>, ce qui ne laisse aucun doute sur leur présence en nombre notable dans ce pays, et sur leur activité ;

1. L. Guiraud, *Recherches*, p. 225.

2. Adolph Schaube, *Handelsgeschichte der roemischen Voelker des Mittelmeergebiets bis zum Ende der Kreuzzüge*. Munich, 1906, p. 208.

3. *Annali genovesi di Caffare e dei soi continuatori* ; I : Caffaro, éd. Monleone. Gênes, 1923, p. 41.

4. Un accord de cette nature aurait existé depuis 1109 ; celui de 1145 a été publié dans les *Monumenta historiae patriae, Liber jurium reipublicae genovensis*. Turin, 1854, t. I, p. 87.

5. Ces actes, publiés d'abord par Méry et Guindon d'une façon incorrecte, se trouvent rectifiés dans Bourrilly, *Essai sur l'histoire politique de la commune de Marseille*. Aix-en-Provence, 1926, p. 247 et 249.



« bien que les derniers venus en Syrie », a écrit W. Heyd<sup>1</sup>, « ils n'avaient rien à redouter de la comparaison avec les autres nations commerçantes » ; déjà au courant des méthodes des principales villes maritimes de la Méditerranée occidentale, ils intensifièrent leur sorte d'apprentissage dans le Levant, milieu le plus actif et divers de l'époque. Enfin, Montpellier était une place très internationale ; nous avons, sur ce point, les constatations de Benjamin de Tudela<sup>2</sup> : « Cette ville est un lieu très favorable au commerce, où viennent trafiquer de tous côtés chrétiens et Sarrasins. On y vient d'Algarva<sup>3</sup>, de la Lombardie, du royaume de Rome la Grande, de toutes les parties de l'Égypte et du pays d'Israël, de la Grèce, de la Gaule et de l'Espagne, de l'Angleterre et de toutes les nations qui se trouvent aux environs de Gênes et de Pise... Il y en a qui sont extrêmement riches. » Ce témoignage, que des études antérieures nous font entrevoir comme sérieux, a trop exagéré, semble-t-il, des faits occasionnels. Il faut en retenir l'afflux de marchands d'origines diverses : Juifs, Arabes et Italiens surtout, auxquels se joignaient d'autres éléments qui ont donné, de bonne heure, à Montpellier, le caractère qu'il conserva et qui donna à ses gens d'affaires une nature assez particulière et une grande ardeur au gain<sup>4</sup>.

Sur le commerce à Montpellier pendant le XII<sup>e</sup> siècle, nous n'avons trouvé dans les sources locales qu'une charte de 1176 affectant une place à la vente du cuir, et un acte de 1194 parlant des « tables des changeurs » (*tabulae cambiatorum*)<sup>5</sup>, le « change » étant très bien précisé dans sa nature par le terme latin *permutacio* (*monetae*), auquel on ajoutait parfois *seu escambium*. Ces tables, ou bancs au sens large du mot<sup>6</sup>, devenant sans doute des échoppes par suite des efforts pour les protéger contre le soleil et la pluie, se trouvaient groupées autour du sanctuaire, restauré en 1143<sup>7</sup>, de l'église Notre-Dame, connue sous le nom de Notre-Dame-des-Tables<sup>8</sup>. Le *Cartulaire des Guillems* relate en dates de 1180 à 1185 quelques dispositions d'ordre commercial qui se retrouveront une vingtaine d'années plus tard dans les privilèges de la ville<sup>9</sup>.

1. *Histoire du commerce du Levant au Moyen Age*. Leipzig, 1885, t. I, p. 328.

2. *Voyages de... en Europe*, éd. Baratier. Amsterdam, 1734, p. 6 et 7.

3. W. Heyd a traduit « Algarva » par Portugal ; il s'agit en effet d'un de ses centres.

4. Même constatation pour Barcelone. R. Altamira, *Historia de España*. Barcelone, 1909, t. I, p. 567.

5. Germain, *Commerce*, t. I, p. 186 et 187.

6. *Cartulaire des Guillems*, p. 266.

7. Fliche, *Montpellier*, p. 25 ; cf. Louise Guiraud, *ouvr. cité*, p. 84.

8. L. Guiraud, *Histoire du culte et des miracles de Notre-Dame-des-Tables*. Lille, 1889.

9. Rouquette, *Maguelone*, t. I, p. 366.

Les protocoles du notaire génois Jean Scriba<sup>1</sup> nous fournissent bien des renseignements sur les exemples que les Montpelliérains, allant à l'étranger, avaient devant leurs yeux entre 1156 et 1164, et sur les opérations qui en résultaient dans leur propre ville. D'abord, la déclaration du « commerçant » *porto de rebus* à destination de Saint-Gilles et Montpellier (n° 369) ; puis la formule : *accepi a te libras quas laboratum portare debeo apud montem pesulanum* (n°s 713 et 1061) ; une fois, l'opération est expliquée : *societas ad portandum et mittendum laboratum sicut res mea ex ipsis habeo inter Montem Pesulanum et Sanctum Egidium* (n° 911) ; en réalité, la commande. Le contrat n° 911 contient l'indication intéressante des marchandises transportées à Montpellier par des Génois : poivre, brésil, etc., produits de l'Orient ayant pénétré dans cette dernière ville, en 1164 certainement, par l'Italie et probablement par l'intermédiaire d'Italiens.

Le 4 mai 1162, nous trouvons un contrat de change sans que le mot soit dans le texte : *cepi libras denariorum ianuensium pro quibus promitto solvere tibi vel tuo nuncio... mirgorenses infra quindecim dies postquam Montem Pesulanum iueris* (n° 1161) ; puis des « prêts », remboursables à Montpellier (n°s 1273 et 1286) et remplissant sans doute un rôle semblable.

Le milieu très international qui fréquentait Montpellier, et les Montpelliérains qui fréquentaient les villes étrangères, eurent donc certainement connaissance des pratiques des principales places : commande, et même contrat de change avec *permutacio monetæ* et paiement sur une autre place non seulement à l'acheteur de change, mais à son mandataire, au plus tard durant le troisième quart du XII<sup>e</sup> siècle. L'époque où elles pénétrèrent à Montpellier, et surtout où elles y devinrent d'usage courant, reste incertaine.

Les deux privilèges ou coutumes de la commune de Montpellier en date de 1204 et 1205 reflètent la situation vers la fin de la période que nous étudions.

L'exercice d'un métier devait être libre aux indigènes et aux étrangers : *omnibus passim ibi proficere liceat, et officium suum exercere legaliter quodcumque sit, sine interdictione* ; sauf, implicitement, les mesures éventuelles de représailles contre les nationaux d'un pays qui refuserait de rendre justice à un Montpelliérain, et, expressément, les garanties

1. Teulet, *Layettes du Trésor des chartes*, t. I. Paris, 1863, p. 258 et 263, texte latin ; texte roman, dans le *Petit Thalamus* de Montpellier (publication de la Société d'archéologie de Montpellier, 1840).

spéciales exigées pour exercer la profession de teinturier de drap en carlate<sup>1</sup>.

A côté des petits métiers qui avaient pour but de satisfaire les besoins courants de la vie, il y avait les métiers majeurs. Les privilèges précisent les mesures de caractère policier qui avaient pour but de conserver à la ville sa bonne réputation, non seulement pour les teinturiers, mais aussi pour les orfèvres, les *dauradors* ou *dauraires*, qui, avec les tanneurs, *coyratiers*, et les mégissiers, *blanquiers*, étaient dans la situation intermédiaire entre de simples artisans et de petits industriels<sup>2</sup>. Rien ne nous permet, malheureusement, de nous rendre compte de l'enrichissement de ce milieu qui a fourni certainement des éléments et des concours au grand commerce.

Le début de l'article 31 du privilège mérite d'être cité (nous préférons le faire en roman à cause de l'imprécision de certains termes latins) : *Si negun hom estranh ad autre comanda o cre aur o argen o denier... o son aver met en companhia ad autre o el meteys taula o obrador o autre mestier fa...* Dans quel sens le mot *comanda* est-il pris ici? Nos études sur le XII<sup>e</sup> siècle et le début du XIII<sup>e</sup> en Catalogne, et à Barcelone en particulier<sup>3</sup>, nous poussaient à croire que c'est dans celui de contrat de dépôt, dépôt « régulier », devenu, par la suite, dépôt comportant l'usage par le dépositaire de l'argent ou des marchandises qui lui étaient confiées, et cependant nous avons vu, pratiqué quarante ans auparavant, le mandat avec une participation aux bénéfices, dans les relations de Gênes<sup>4</sup> et, presque à la même époque, de Marseille<sup>5</sup> avec Montpellier. Le point demeure donc obscur. Les autres opérations étaient celles du commerce des villes à l'intérieur des terres : d'abord, les vieux accords, d'origine familiale et en conservant le caractère malgré la pénétration de collaborateurs et gens compétents, conclus en vue de mener, en communauté d'argent et de travail, une activité rémunératrice (*compania*, selon le terme le plus courant qui faisait, cependant, place, en latin, au mot *societas*, termes que l'on employait souvent conjointement) ; puis les « tables » qui, pouvant servir à l'exposition de marchandises, étaient utilisées surtout par les changeurs en vue d'examiner les

1. Thomas, *Montpellier*, p. 41 et 55.

2. Même ouvrage, p. 46 et 61.

3. S., *Barcelone au XIII<sup>e</sup> siècle*, p. 11 du tirage à part.

4. S., *Der moderne Kapitalismus* de Werner Sombart et Gênes aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles (*Revue d'histoire économique et sociale*, 1931).

5. Blancard, *Documents inédits*, t. I, p. 5 (contrat de franche commande maritime en date de 1207).

pièces de monnaies avant de les « changer » contre d'autres monnaies, ou de les offrir à ceux qui en avaient besoin.

Un autre article (96) vise les accaparements ou manœuvres pour influencer le prix des marchandises ou les monnaies (*monopolia* — ou *manipolia* — *vel razza*<sup>1</sup>, *vel trasza*<sup>2</sup>; il fut bientôt renforcé par une disposition permettant à toute personne ayant connaissance de la conclusion d'une opération commerciale d'y prendre une part, excepté au cas où il s'agirait de pourvoir à ses besoins domestiques<sup>3</sup>. Aucun acte ou protocole de notaire ne nous prouve que l'on ait fait application de ce dernier texte.

Les capitaux, constitués surtout par le milieu artisanal et commercial, étaient employés dans les affaires qu'ils facilitaient selon la technique des villes à l'intérieur des terres : la commande, au sens large de contrat fiduciaire ou de contrat d'aide ou de collaboration ; la compagnie, permettant la concentration, à la fois, des énergies et de l'argent disponibles en les unissant étroitement ; la table du changeur, s'occupant des monnaies et métaux précieux et sollicité sans doute déjà par ceux qui avaient besoin d'argent ; et, enfin, le petit prêt destiné à fournir une aide passagère et consenti, beaucoup ou même surtout, par des Juifs.

Les Montpelliérains, grands voyageurs et actifs commerçants, ne pouvaient pas ignorer à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle les méthodes du trafic maritime qui étaient employées dans toute la Méditerranée chrétienne.

Les archives de Montpellier ne nous fournissent sur le XIII<sup>e</sup> siècle, du moins jusqu'à 1293, des données générales d'ordre économique que relativement au rôle des nationaux au dehors, par une série de traités de commerce avec les Républiques de l'Italie et la Provence<sup>4</sup>, et sur les foires de la Champagne<sup>5</sup>, où, dès 1246, il y avait « un consul des marchands » de Montpellier : l'on ne peut en tirer qu'une idée de l'étendue et de l'intensité du mouvement — l'une comme l'autre assez grandes. De plus, les Templiers avaient, à Montpellier, une « maison » dont les

1. *Conjuratio*, selon Du Cange, *Glossarium*.

2. *Pensitatio species*, d'après le même ouvrage ; sur ce mot, voir aussi Raynouard, *Glossarium*, t. V, au mot *Traissa*.

3. Teulet, *ouvr. cité*, t. I, p. 263.

4. D'après le *Grand Thalamus*. *Archives de la ville de Montpellier, inventaires et documents*, t. III. Montpellier, 1901-1907, p. 84 et suiv.

5. Germain, *Commerce*, t. I, p. 201 ; Albert Berne, *Consuls sur mer et d'outre-mer de Montpellier*. Carcassonne, 1904 ; Félix Bourquelot, *Études sur les Foires de Champagne*. Paris, 1865, p. 151.

documents nous parlent à propos du dépôt de titres de propriété<sup>1</sup> et de la transmission de capitaux<sup>2</sup>. Quant aux faits particuliers, elles ne les indiquent qu'incidemment, ce qui leur donne la portée de simples points de repères. Aussi est-ce dans les documents conservés en Italie et en Provence qu'il nous faut chercher des renseignements.

Voici, de 1230, un acte d'un notaire de Marseille par lequel un Montpelliérain recevait d'Étienne de Manduel, originaire du bourg du même nom voisin de Nîmes, une commande pour Gênes et Tunis « en 63 besants doubles d'or, d'une valeur estimative de 40 livres royaux coronats », à employer à destination ; puis, de 1233, deux autres actes, l'un par lequel Bernard de Manduel, fils d'Étienne, octroyait un crédit avec risque de mer pour le paiement de toiles expédiées à Montpellier par Aigues-Mortes, et le second par lequel les deux Manduel, père et fils, consentaient un prêt remboursable à Montpellier<sup>3</sup>. Mêmes opérations que celles que nous avons constatées à Gênes pour cette ville un demi-siècle environ auparavant, sauf le crédit maritime, nouveau, mais pouvant très bien ne pas avoir été pratiqué à Montpellier même, comme ce fut le cas à Barcelone.

En 1244, un Cigala, de Gênes, donnait en commande de l'alun et une somme de 40 livres tournois à destination des foires de France et des Flandres par Montpellier<sup>4</sup>.

Les protocoles du notaire marseillais Amalric, en date de 1248-1249<sup>5</sup>, nous montrent, par de nombreux exemples, les Montpelliérains faisant toutes les opérations courantes sur la place de Marseille dans le trafic maritime<sup>6</sup> et même, incidemment, mentionnent une commande maritime passée à Montpellier vers la même époque<sup>7</sup> : preuve la plus ancienne que nous ayons trouvée d'un tel contrat fait sur place.

Les Montpelliérains apparaissent souvent dans des commandes, soit

1. Léopold Delisle, *Mémoire sur les opérations financières des Templiers*. Paris, 1889, p. 7.

2. Migne, *Patrologie*, p. 216. Paris, 1885, col. 693.

3. Blancard, *Documents*, t. I, p. 33, 47 et 51. Sur Étienne de Manduel, article de S., dans la *Revue des Questions historiques*, 1<sup>er</sup> janvier 1930 ; sur Bernard de Manduel et son frère Jean, article de S., dans la *Revue d'histoire économique et sociale*, 1929.

4. Renée Doehaerd, *Les galères génoises dans la Manche et la mer du Nord à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIV<sup>e</sup>* (Bulletin de l'Institut historique belge de Rome, t. XIX, p. 25 du tirage à part).

5. Blancard, *Documents*, seconde partie. (Il faut reprendre tous les textes, les tables de la fin étant à peu près inutilisables.)

6. Schaube s'est servi de ces textes dans le même but, *ouvr. cité*, p. 208 et suiv. ; voir aussi, sur une des séries les plus importantes de ces protocoles, S., *Le commerce de Marseille avec la Syrie au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle* (*Revue des Études historiques*, octobre-décembre 1929).

7. Blancard, *Documents*, t. I, p. 369, n° 251.



comme commanditaires (capitalistes), soit comme commandités (commerçants). Dans plusieurs cas, le commanditaire et le commandité étaient, l'un et l'autre, de Montpellier.

Lorsque les Montpelliérains, disposant d'argent et de marchandises, comptaient sur des besoins en pays lointains, ils précisaient l'opération commerciale à réaliser à l'aller, ainsi que des marchands parfaitement au courant, bien qu'en sens inverse ils se trouvaient dans l'impossibilité de prévoir quelles autres marchandises pourraient être rapportées. Étaient-ils des commerçants, d'anciens commerçants ou des capitalistes plus ou moins en dehors du courant des affaires? Rien ne nous permet de le dire; nous n'avons, cependant, aucun motif de douter que, comme dans les autres villes à la même époque, ses nationaux appartenissent généralement au milieu commercial et que les rares « capitalistes » à proprement parler ne faisaient que d'une façon exceptionnelle ce genre d'opération, pour employer leur argent disponible, moins dans un esprit de spéculation.

En sens inverse, des Montpelliérains allaient tenter la fortune en pays lointains comme « commerçants » avec le concours de capitalistes, lesquels conservaient un rôle directeur et une influence déterminante. La faible rémunération qui revenait aux commerçants au cas de succès (un quart, en règle, au plus un tiers, des bénéfices à réaliser, malgré tous les dangers du voyage, des négociations et de non-paiements lors des crédits souvent nécessaires) les poussait à rechercher plusieurs commandes afin d'obtenir une rémunération proportionnée à leurs efforts.

Nous devons remarquer d'autant plus le texte d'un contrat, où un commerçant montpelliérain joignait ses capitaux à ceux d'un capitaliste (*societas*, n° 236), que nous verrons un notaire de Montpellier chercher dans un cas semblable, non sans embarras, une solution technique à cette question, au lieu de se rappeler les méthodes pratiquées au dehors.

Le cadre originaire des opérations, tant à l'aller qu'au retour, comportait des fissures qui s'élargissaient. Ce fut le cas d'abord dans les prêts remboursables au loin : ainsi, pour un Montpelliérain, qui, en courant les risques de la traversée, devait recevoir, lui-même ou par procureur, le prix de meules et de fers à Messine d'un « Messinois », dans le mois de l'arrivée à destination, temps nécessaire pour revendre les marchandises et en toucher le montant (n° 68), ou qui chargeait un mandataire de recouvrer la somme comme d'en renvoyer la contre-valeur en marchandises (n° 72).

Les Montpelliérains, comme les Marseillais, devaient souvent toucher la somme due dans une ville éloignée et dans sa monnaie ; le contrat qu'ils passaient avec leur débiteur comportait alors *ex causa permutationis* (n° 469) ou *ex causa permutationis seu cambii* (n° 691). Francs contrats notariés de change précédant les lettres de change proprement dites.

Le paiement était stipulé, assez souvent, aux foires de Champagne ; ainsi, dans le cas où deux frères de Montpellier avaient remis la somme considérable de 1,012 livres de melgoriens dans leur ville à deux Siennois contre promesse de rendre 1,000 livres de provinois aux prochaines foires de Provins (n° 691).

Dans les relations avec les pays d'outre-mer, le créancier courait presque toujours les risques de mer et touchait, en conséquence, une prime, comprise avec les intérêts dans la somme à rembourser. Crédit et assurance se trouvaient ainsi étroitement unis ; ce point est encore digne de remarque comme prouvant l'utilité du capitaliste.

Nous n'avons retrouvé à Marseille, à cette époque, aucun contrat de nolisement passé par un propriétaire de navire montpelliérain, ni de participation d'un Montpelliérain à un bateau<sup>1</sup> : les Montpelliérains n'étaient pas de vrais marins ou armateurs.

Deux contrats marseillais nous laissent entrevoir le rôle des changeurs de Montpellier. L'un de ceux-ci dirigeait, de loin, pour le compte d'une « compagnie », dont il était l'un des trois membres, une commande conclue à Marseille avec un Montpelliérain (n° 31) : il y apparaissait donc comme un homme d'affaires actif. Un autre Montpelliérain ayant à toucher d'un Messinois une somme cautionnée par l'un des Placentins les plus connus, le Placentin prenait l'engagement de faire garantir le paiement à Montpellier « à quelque table de changeur » ; les changeurs sortaient ainsi de leur cadre primitif et assez étroit pour cautionner une personne connue d'eux (n° 409) : opération de banque moderne.

1. En précisant ce dernier point, nous aurions trouvé l'occasion de revenir sur la question de savoir sous quelle influence était déterminé le nombre des parts de bateaux. Selon nous — et rien n'est venu modifier notre conviction — d'après les disponibilités ou possibilités financières de chacun (S., *Les travaux des Américains sur le commerce de Gênes aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles*, *Giornale storico e letterario della Liguria*, 1937) ; selon M. E. H. Byrne (*Genoese Shipping in the twelfth and thirteenth Century*, Cambridge, 1930) et M. R. L. Reynolds (*Gli studi americani sulla storia Genovese*, *Giornale storico e letterario della Liguria*, 1938), d'après, parfois au moins, le nombre des matelots ; M. Mario Chiaudano a, avec ménagements pour les Américains, conclu à peu près exactement dans notre sens (*I loca navis nei documenti genovesi dei sec. XII e XIII*, *Studi in onore di Enrico Besta*, Milan, 1939).

Vers la même époque, d'après des documents des Archives nationales, des Montpelliérains consentaient à Chypre, au cours des Croisades, des prêts garantis par le roi de France et remboursables aux foires<sup>1</sup>, comme c'était le cas pour les Génois traitant directement avec le roi<sup>2</sup>.

Essayons d'entrevoir la situation de Montpellier vers le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle.

Dans le commerce, les marchands d'épices, *pébriers* — *pebraria sobeyrana*, les plus importants, et *pebraria del marcat*, détaillistes — selon le nom de leur principal article, jouaient un rôle considérable à côté des « mercadiers », commerçants se livrant au trafic d'importation et d'exportation.

L'industrie locale se développait, sans que les marchandises vendues sur les instructions des Montpelliérains, ou par eux via Marseille, nous fournissent sur ce point des indications bien précises : les besoins des pays lointains étaient plus spécialement en vue pour comporter les plus grandes chances de gain. La draperie occupait localement l'un des tout premiers rangs ; le marchand drapier, sans rompre ses liens avec les artisans, avait une activité de plus en plus directrice et pas seulement productrice ; les teinturiers apprêtaient et teignaient des draps, même étrangers. Les orfèvres continuaient à faire de belles œuvres qui les enrichissaient. Tanneurs et corroyeurs traitaient les peaux du pays ou du dehors<sup>3</sup>. Un mouvement d'affaires en était la conséquence avec des pays souvent éloignés ; la richesse s'en trouvait développée.

Le commerce local avait lieu selon les procédés traditionnels, avec l'aide d'argent prêté, ou par « compagnies » assurant la collaboration de connaissances professionnelles et de capitaux économisés du côté de chacun des associés. L'importance des compagnies ne grandissait pourtant pas dans la mesure où elles auraient pu le faire : même au cas d'un moulin situé dans le diocèse voisin de Lodève<sup>4</sup>, les « parsonniers » ou « porsonniers » ne jouaient pas un rôle considérable. Les Placentins et les Siennois<sup>5</sup> exerçaient à Montpellier leur activité de « mercadiers-lombarts », commerçants et aussi prêteurs et trafiquants de change pour

1. J. de Laborde, *Layettes du Trésor des chartes*, t. III. Paris, 1875, n° 3770. Voir aussi de Mas-Latrie, *Histoire de Chypre*, t. II. Paris, p. 64.

2. S., *Les mandats de saint Louis* (*Revue historique*, 1931).

3. Thomas, *ouvr. cité*, p. 54 et 58.

4. Jos. Berthélé, *Quelques documents concernant les moulins de Carabottes au XIII<sup>e</sup> siècle* (*Plaquettes montpelliéraines et languedociennes*. Montpellier, 1907).

5. S., *Les opérations des banquiers italiens en Italie et aux Foires de Champagne pendant le XIII<sup>e</sup> siècle* (*Revue historique*, 1932).

les foires de Champagne. Les changeurs (*cambiadours*), enrichis, étaient tant des capitalistes prêtant de l'argent, ou s'associant à d'autres pour faire une opération, que des spécialistes en matière de monnaies et, par là, de change manuel et de change tiré.

L'influence des méthodes des villes maritimes est beaucoup plus difficile à apercevoir. En tout cas, la commande-mandat pour la vente était connue à Montpellier ; instrument du capitalisme, elle donnait des pouvoirs très grands et une très large part dans les bénéfices au fournisseur du capital, et elle traitait très médiocrement le « commerçant », malgré ses dangers. Le milieu du grand commerce auquel appartenaient la plupart des commanditaires n'était pas prêt à abandonner ses avantages, comme cela eût été le cas si la commande sans instructions très précises avait tendu à créer de suite une situation voisine de la commandite moderne.

Nous n'avons pas trouvé, à Montpellier, dès cette époque, des traces certaines du contrat où le capitaliste fournissait la majeure partie du capital et où le commerçant en fournissait une partie moindre toutefois, car le commerçant avait assez de ses propres dangers. Quant au prêt maritime, devenant d'instrument de crédit instrument de paiement et d'assurance, nous croyons que, vers le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, c'était une opération que les Montpelliérains faisaient à Marseille et qu'ils n'avaient pas encore introduite chez eux.

La seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle débutait à peine que les documents locaux constatent l'existence de compagnies et de commandes<sup>1</sup>.

Des protestations s'élevaient contre l'usure des Juifs, que Jacques I<sup>er</sup> interdisait de molester<sup>2</sup>, mais qui exagéraient le taux de l'intérêt<sup>3</sup>.

Les documents du monastère de Saint-Victor, conservés aux archives départementales des Bouches-du-Rhône, nous montrent, à partir de 1257<sup>4</sup>, des associés et facteurs de la grande société Bonsignori de Sienne<sup>5</sup>, s'occupant activement du recouvrement à Montpellier d'ar-

1. Germain, *Commerce*, p. 214. — Des actes de notaires génois de 1253 ne mentionnent qu'une fois Montpellier pour une commande ordinaire (*Atti notarili del marzo 1253, Atti della Società ligure di storia patria*, t. LXIV, p. 84, n° 118).

2. Germain, *Commerce*, p. 219.

3. Gustave Saige, *Les Juifs du Languedoc antérieurement au XIV<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1881, p. 24.

4. Blancard, *Documents*, IV<sup>e</sup> série, t. II, p. 390 et suiv., nos 2, 4, 5, 6, 11, 12.

5. E. Jordan, *De mercatoribus camerae apostolae saeculo XIII*, Rennes, 1907, p. 17 et 18 ; Mario Chiaudano, *Studi e documenti per la storia del diritto commerciale italiano nel secolo XIII*, Turin, 1930, p. 114 et suiv. ; A. Gottlob, *Zur Gesellschaftlist der Buonsignori von Siena (Historisches Jahrbuch*, t. XXII, p. 716 et suiv.).

gent dû à ce monastère. Montpellier y apparaît comme le centre de la région, assez important pour que des associés différents de la puissante société siennoise s'y rendissent et y délivrassent eux-mêmes des reçus; l'argent touché était transmis à Marseille; rien ne nous dit, toutefois, de quelles façons le transfert avait lieu : par transports de monnaies? ou par lettres de change?

Les résumés des protocoles des notaires génois publiés par Arturo Ferreto<sup>1</sup> résument beaucoup d'opérations passées entre 1265 et 1281 à Gênes dans ses relations avec Montpellier : ils sont du plus haut intérêt et mériteraient une reproduction intégrale.

En 1269, un Montpelliérain vendit à Gênes une esclave blanche<sup>2</sup>. Un protocole de notaire génois, en date de 1276, se réfère à un contrat de nolisement de bateau passé à Montpellier<sup>3</sup>. De rares commandes<sup>4</sup>; surtout des opérations de maniements et transferts d'argent qui permettent de conclure à l'importance des transactions commerciales dans le cadre capitaliste.

Des gens de Narbonne avaient emprunté à des Florentins, pour payer des marchandises, de l'argent remboursable en melgoriens à Montpellier<sup>5</sup>. Sans compter des Génois, des Lucquois<sup>6</sup> surtout, mais aussi des Siennois — tel un représentant des Bonsignori<sup>7</sup> — des Pisans<sup>8</sup>, des Placentins — même le grand banquier Scotto<sup>9</sup> — des Florentins<sup>10</sup>, remettaient ou recevaient des « génois » (monnaie) pour recevoir ou remettre à Montpellier des melgoriens. Un des actes spécifiait que « l'instrument » (contrat) serait montré à Montpellier, soit à l'associé du Lucquois qui s'engageait à payer, soit au consul des Lucquois<sup>11</sup>.

D'après la même série, en 1278<sup>12</sup>, les comptes de tutèle des enfants de Guillaume Boccanegra, Génois bien connu, comportaient une somme de 7,500 livres tournois — somme considérable pour l'époque — confiée à des marchands placentins de Montpellier.

1. *Codice diplomatico*, cité.

2. *Même ouvrage*, t. I, p. 362, note 1; voir aussi t. II, p. 58, note 1; G. I. Bratianu, *Actes des notaires génois de Pera et Caffa à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle*. Bucarest, 1927, n° CCLXIX.

3. *Codice diplomatico*, t. II, n° 167.

4. T. II, p. 143, note 2.

5. T. I, n° 341.

6. T. I, n°s 385, 438, 639, 836, 873; t. II, n°s 205, 215.

7. T. I, n° 397.

8. T. I, n° 839.

9. T. II, n° 309.

10. T. II, n°s 145, 215.

11. T. I, n° 639.

12. T. II, p. 220, note 1.



La papauté renouvela, en 1272, l'interdiction de trafiquer avec les Sarrasins, plus spécialement de leur vendre des armes et des bateaux<sup>1</sup>.

En 1273, Philippe le Hardi fit tous ses efforts pour attirer à Nîmes, ville française, les Italiens<sup>2</sup>, notamment ceux qui demeuraient à Montpellier ; et, en 1277, les Italiens « sortirent de cette ville<sup>3</sup> ». Le coup porté à l'activité locale fut assez rude ; les meilleures preuves en sont dans les efforts des Italiens pour trafiquer avec Montpellier, malgré les interdictions et les effets certains des grosses amendes qui leur étaient imposées<sup>4</sup>.

Un Juif de Montpellier emprunta, en 1278, de l'argent à un Marseillais dans la ville de Rome, *pro redimendo quodam privilegio quod nuper impetravi a sanctissimo patre domino N. papa pro judeis Montispessulani*<sup>5</sup>.

Il faut attendre 1293 pour posséder les protocoles du notaire montpelliérain Grimaud, conservés aux archives municipales. Ce qui y frappe tout d'abord, c'est le nombre considérable d'actes où les Juifs ont une part. Jouaient-ils un rôle important sur la place, ou le notaire avait-il une clientèle surtout israélite ? Ils faisaient beaucoup de prêts à intérêts consentis généralement en argent, souvent en céréales, quelquefois en argent et céréales (fol. 10 v<sup>o</sup>), froment (fol. 8 r<sup>o</sup>), froment et orge (fol. 38 v<sup>o</sup>) et avoine (fol. 6 v<sup>o</sup> et 7 v<sup>o</sup>) ; le motif ou, plus probablement, les motifs nous en échappent : rareté de la monnaie, façon de satisfaire directement des besoins, etc. Ils passaient aussi entre eux ou avec les chrétiens les opérations les plus diverses : sociétés (fol. 76 v<sup>o</sup>), ou commandes, comme celle d'un Juif et d'une Juive avec leur beau-père ou père (fol. 49 v<sup>o</sup>).

Les contractants et les témoins étaient de la ville même, de villes peu lointaines comme Béziers et Perpignan, ou d'autres plus éloignées, Toulouse, Figeac, Saint-Antonin, Lyon, Lucques<sup>6</sup> et Burgos.

Les marchandises venaient, pour large partie, du Levant : le poivre,

1. Germain, *Commerce*, t. I, p. 266.

2. Marcel Gouron, *Les étapes de l'histoire de Nîmes*. Nîmes, 1939, p. 34 et suiv. ; voir aussi Devic et Vaissète, *ouvr. cité*, t. IX, p. 59.

3. Germain, *Commerce*, t. I, p. 277 et suiv.

4. Ferretto, *Codice*, t. II, nombreuses condamnations, nos 851 et suiv.

5. Blancard, *Documents*, IV<sup>e</sup> série, n° 17. Le texte, qui n'est pas sans intérêt, se trouve dans les minutes du notaire Guillaume Feraud (Archives départementales des Bouches-du-Rhône, non au fol. 44, mais au fol. 58 v<sup>o</sup>, d'après le calcul des pages, car le registre n'est pas folioté).

6. Ces diverses villes se trouvent sur la carte jointe par Hektor Ammann à son article *Deutschland und die Messen der Champagne* (*Jahrbuch der Arbeitsgemeinschaft der rheinischen Geschichtsvereine*, t. II, 1936).

la canelle, le gingembre, le bois de brésil, l'alun, l'indigo, la cire, la soie, le sytéali; pour partie, d'Occident, l'or filé de Lucques, la futaine blanche, les tissus de lin et surtout les draps sans apprêt destinés à être apprêtés à Montpellier.

L'importance des opérations variait : il s'agissait de ventes tantôt en gros (fortes quantités, à en juger par les prix), tantôt en détail (quantités plus faibles). L'opposition est particulièrement sensible dans des cas comme ceux-ci : vente de cire consentie par un « poivrier à un apothicaire » au prix de 121 livres, payables à la foire de Provins (fol. 4 v<sup>o</sup>), et vente de gingembre pour 271 livres, payables à la foire de Troyes (fol. 4 v<sup>o</sup>) — importance du prix, mode de règlement ; — et, d'un autre côté, vente d'indigo par un apothicaire à un teinturier pour 10 livres 4 sous (fol. 3 r<sup>o</sup>) et vente d'épices variées par un apothicaire à un marchand étranger pour 13 livres 8 sous (fol. 3 v<sup>o</sup>) — faiblesse des quantités et utilisation des marchandises soit dans des ateliers, soit dans le trafic de détail.

Comme toujours, les ventes à crédit étaient enregistrées (fol. 50 v<sup>o</sup> et 54 r<sup>o</sup> et v<sup>o</sup>), ainsi que les contrats où les matières premières (soie) devaient être payées avec des tissus faits avec elles (fol. 63 r<sup>o</sup>).

Bien que les sociétés de caractère plus ou moins familial n'aient pas été régulièrement enregistrées par des notaires, nous possédons quelques protocoles de 1293 qui s'y rattachent (fol. 12 r<sup>o</sup>). Les protocoles relatifs à 1301-1302 du même notaire Grimaud — toujours aux archives municipales — contiennent cependant un certain nombre de contrats de sociétés à caractère plus ou moins familial (fol. 11 v<sup>o</sup>, 26 r<sup>o</sup>) et même entre personnes quelconques (fol. 38 r<sup>o</sup>).

Pour 1293, Grimaud n'a enregistré que deux commandes maritimes, l'une (fol. 25 v<sup>o</sup>) pour Almeria, Mahon, Grenade, et portant sur des marchandises de peu de valeur — 60 livres ; — l'autre (fol. 83 r<sup>o</sup>) à destination de Majorque et portant sur « des draps de laine et autres marchandises », d'une valeur estimative de 652 livres de melgoriens ; bien que, selon l'usage, les bénéfices à réaliser dussent être partagés dans la proportion des trois quarts au commanditaire et d'un quart au commandité, les risques étaient répartis par moitié — ce qui prouve la possibilité d'adapter le vieux cadre à des conditions nouvelles.

Le deuxième registre de Grimaud (1301-1302) nous renseigne sur une commande plus intéressante, consentie à un marchand de Montpellier par ses deux nièces (filles d'un frère décédé), d'un montant de 250 livres tournois, en drap de Provence pour Chypre et l'Arménie, les pertes et

les gains éventuels devant être répartis par moitié (fol. 14 r<sup>o</sup>). Voilà la première commande observée à Montpellier qui soit de nature purement capitaliste et où le capitaliste accordait au commerçant, dont la compétence allait jouer un rôle important, une part des bénéfices plus forte qu'à l'ordinaire.

Des commandes étaient conclues dans le trafic par terre, en extension des méthodes du trafic maritime, comme nous l'avons constaté pour Marseille vers la même époque<sup>1</sup>. Ainsi, deux associés de Saint-Antonin confiaient du gingembre et de la cire à un Montpelliérain pour être vendus en Bourgogne, aux conditions ordinaires de la commande, les risques incombant au commanditaire, *incendio, naufragio seu ruyna, vel incursu latronum vel hostium, vel aliquo alio casu fortuito* (fol. 45 r<sup>o</sup>). Autre commande par terre pour Toulouse (fol. 63 r<sup>o</sup>). Cela tendrait à confirmer qu'assez longtemps la connaissance plus que la pratique des méthodes des grands ports de la Méditerranée ait pénétré à Montpellier, dont les habitants préféraient traiter sur la ligne du Levant ou avec le Levant même, ou avec le Gharb, par des grandes villes plus favorisées par la navigation. Ce dernier point de vue trouve sa confirmation dans le fait que nous n'avons relevé aucun contrat de nolisement : à moins, bien entendu, que cela ne tienne encore à la clientèle du notaire ! Au contraire, les accords des *mercadiers* avec les *corratiers de bestias* ou transporteurs par terre prenaient forme très précise, avec l'indication, souvent, du jour de la livraison à destination, soit à Paris (fol. 4 v<sup>o</sup> et 5 r<sup>o</sup>), soit aux foires (fol. 5 v<sup>o</sup>, 24 v<sup>o</sup>, 35 r<sup>o</sup>).

Le grand mouvement des « changes » avait lieu avec les Foires de Champagne (fol. 52 r<sup>o</sup>, 92 v<sup>o</sup>) ; très typique est l'opération de commerçants de Saint-Antonin, ayant reçu des melgoriens à Montpellier et s'étant engagés à verser à Lagny une quantité correspondante de tournois à des Montpelliérains : prêt servant, sans doute, à acheter des marchandises dont la vente en Champagne permettrait le remboursement à une personne venue aux Foires.

Le deuxième registre du même notaire, qui se rapporte à une période postérieure de huit années, contient un protocole qui mérite notre attention (fol. 71 v<sup>o</sup>) : un prêt, consenti à Orfilia, avait été stipulé remboursable à Montpellier ; le débiteur avait remis au prêteur, qui était représenté dans cette ville par un associé, son fils, deux « lettres closes », destinées à deux personnes dont l'une, son frère, était chargée du remboursement ; or, le destinataire de la première lettre remise avait

1. S., *Commerce terrestre de Marseille* (Revue historique, p. 163).

déclaré qu'il n'avait pas d'instructions de payer et que, d'ailleurs, il ne devait pas d'argent à celui qui lui écrivait ; en l'absence du destinataire de la seconde lettre, le représentant du créancier fit répéter et constater ces dernières déclarations par un notaire. N'est-ce pas déjà là la *lettre de change, délégation par correspondance privée, sans intervention d'un notaire*, toutefois sous la forme très exceptionnelle d'une « lettre close » ; et n'est-ce pas déjà là aussi un *protêt* ?

Montpellier apparut donc, vers la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, comme une place de commerce importante, se livrant plutôt au trafic terrestre. Il ne fait aucun doute — mais nous n'en avons pas les preuves dans les protocoles des notaires de Montpellier — que des Montpelliérains établis à l'étranger, et jusque dans le Levant, envoyaient ou recevaient des marchandises, pour leur compte ou comme commandités.

La richesse restait entre les mains des « mercadiers » les plus habiles et de petits industriels, dans une ville toujours plus spécialement commerçante.

### III. — COMMERÇANTS ET CAPITALISTES DE MONTPELLIER AU XIV<sup>e</sup> SIÈCLE

Jusqu'aux environs de 1360, Montpellier jouit d'une particulière prospérité. Retenons ce témoignage en date de 1356<sup>1</sup> : cette ville « est proprement lieu fondé en marchandise, et plus de deux parties (moitié) des habitants d'icelle sont d'estranges parties, les uns Cathalains, les autres Espaignols, Jeunevois, Lombars, Venessiens, Chiprois, Provensals, Allemans et d'autres plusieurs estranges nations ». Presque mot pour mot, le langage de Benjamin de Tudela, deux cents ans environ auparavant, et, sans doute, avec moins d'exagérations.

Durant la seconde moitié du siècle, des causes nouvelles s'ajoutèrent aux causes, permanentes ou presque, de troubles dans le commerce, surtout l'insécurité des mers et l'ensablement des ports et canaux des environs de Montpellier ; heureusement, les courants commerciaux étaient établis et, appuyés sur la richesse acquise, comme sur des besoins permanents, se maintinrent considérables.

A Montpellier ainsi qu'à Barcelone, le capitalisme se précisa en adoptant, et souvent adaptant à des situations nouvelles, des solutions déjà largement pratiquées : capitalisme commercial, et dans ses bases, et

1. D'après une représentation adressée au roi Jean et conservée aux archives municipales. Germain, *Commerce*, t. I, p. II.

dans ses fins, beaucoup plus exactement que capitalisme utilisant le cadre commercial pour réaliser un profit sans effort.

Indiquons les principaux faits dans la mesure où il faut les connaître pour comprendre les modifications notables qui se sont produites à Montpellier et dans ses relations avec l'extérieur jusqu'en 1327, année pour laquelle nous possédons de très nombreuses minutes du notaire local Jean Holanie.

Vers la fin du siècle précédent, Montpellier se trouvait entraîné par le courant qui, dirigé contre les usuriers en général, atteignit d'abord les Juifs<sup>1</sup>, agglomérés dans certaines de ses rues<sup>2</sup>. Les Juifs furent expulsés en 1306, non sans quelque retard provenant de la tolérance et de l'indulgence de la majorité des habitants, hommes d'affaires avant tout<sup>3</sup>. Les biens saisis furent liquidés au cours des années suivantes<sup>4</sup>. Le coup était porté; aussi, malgré l'autorisation qui fut donnée aux Juifs, au bout de huit ans, de revenir, leur situation resta-t-elle par la suite très précaire<sup>5</sup>: tandis que le notaire de Montpellier dont nous avons analysé les protocoles de 1293 avait trouvé auprès d'eux de nombreux et notables clients, celui dont nous retiendrons les protocoles de 1327 n'eut plus qu'une clientèle purement chrétienne.

En 1304, le montant d'une succession déposée à Montpellier fut transmis, sur les ordres de Rome, par une société florentine<sup>6</sup>.

Les plaintes contre les « Juifs et autres usuriers notoires » qui « épuaient les facultés de leurs débiteurs », et « faisaient jeter ceux-ci en prison », continuèrent (1319); elles furent suivies par l'interdiction aux Italiens « isolés ou en société » de séjourner à Montpellier (1321)<sup>7</sup>. Cette réaction contre des abus, en même temps qu'application des principes de droit canon et moyen pour le roi de se procurer de l'argent, eut vite un effet, à en juger par les minutes du notaire Holanie en date de 1327<sup>8</sup>, où il n'apparaît plus d'Italiens se livrant au maniement de l'argent. Les Montpelliérains, qui avaient acquis de l'expérience, purent, sans grands inconvénients, se passer d'hommes ayant rendu des services, mais à activité, pour partie, parasitaire.

Au moment où les conditions intérieures du trafic étaient ainsi modi-

1. Devic et Vaissète, *ouvr. cité*, t. IX, p. 292.

2. L. Guiraud, *Recherches topographiques sur Montpellier*, p. 120 et 122.

3. G. Saige, *Les Juifs*, p. 92.

4. *Même ouvrage*, appendix 51.

5. *Même ouvrage*, p. 105.

6. Ch. Grandjean, *Le registre de Benoît XI*. Paris, 1905, n° 1237.

7. Germain, *Commerce*, t. I, p. 461 et 462.

8. Archives départementales de l'Hérault.

fiées, les relations avec l'étranger ne demeuraient pas non plus les mêmes. Les Foires de Champagne perdirent de leur importance à la suite, d'abord, de l'interdiction d'exporter la laine et le drap édictée par Philippe le Beau, puis de l'expulsion des Flamands de France, en 1315, par Louis X le Hutin<sup>1</sup>. Les courants commerciaux se trouvèrent ainsi, vers 1310-1330, changés d'une façon assez notable ; les protocoles montpelliérains de 1327 le démontrent, comme ils indiquent le développement des foires avoisinantes, celles de Pézenas en particulier (fol. 49 v<sup>o</sup>).

Les Montpelliérains continuaient à trafiquer avec le Levant, où, d'après un tableau d'amendes imposées par la papauté à des chrétiens pour vente de marchandises prohibées, dans le trafic avec les Musulmans, ils se livraient, certainement, à la contrebande des armes et des navires<sup>2</sup>. Ils obtinrent, en 1314, du roi de la Petite-Arménie des privilèges qui leur furent confirmés sept ans plus tard<sup>3</sup> ; c'est le moment où ils firent venir du blé de la Romanie<sup>4</sup>.

La papauté s'établit, vers 1309, à Avignon et son voisinage exerça de l'influence sur le mouvement des marchandises<sup>5</sup>, ainsi que sur le déplacement des monnaies et les opérations de paiements de place à place.

Plus les Montpelliérains se montrèrent d'actifs « mercadiers » et s'enrichirent, plus ils adoptèrent les méthodes courantes dans les pays chrétiens de la Méditerranée. L'économie locale ne changea pas de caractères ; la base en resta les pratiques des villes à l'intérieur des terres. Nous trouvons alors, pour la première fois à Montpellier, des ventes de produits livrables à la prochaine récolte ou tonte, le prix, fixé lors du contrat, faisant parfois l'objet d'une avance partielle<sup>6</sup> (pour les raisons, fol. 2 v<sup>o</sup> et 30 v<sup>o</sup> ; pour la laine, fol. 76 r<sup>o</sup>). C'est sur des opérations de cette nature que les Génois ont établi, en Espagne, au cours du xvi<sup>e</sup> siècle, les premiers marchés à terme en laine, tels qu'on les pra-

1. Bourquélot, *ouvr. cité*, t. I, p. 213, et t. II, p. 367.

2. Pour 1326-1327, Emil Goeller, *Die Einnahmen der apostolischen Kammer unter Johann XXII*. Paderborn, 1910, p. 336.

3. Ed. Dulaurier, *Notice sur les privilèges accordés par les rois de la Petite-Arménie aux marchands de Montpellier* (*Mémoires de la Société d'archéologie de Montpellier*, t. VI).

4. Devic et Vaissète, *ouvr. cité*, t. IX, p. 470.

5. Tels des draps de qualité moyenne pour l'Aumônerie et les couvents nécessaires. Yves Renouard, *Achats et paiements de draps flamands par les premiers papes d'Avignon* (*Mélanges d'archéologie et d'histoire*, publiés par l'École française de Rome, t. LII, 1935, p. 274).

6. R. Zeno, *La compra-vendita in prodotto futuro* (*Società italiana per il progresso delle scienze*, 1938) ; S., *Le commerce de Nice entre 1272 et 1284* (*Annales d'histoire sociale*, janvier 1939).



tique aujourd'hui dans nos Bourses de commerce<sup>1</sup>. Enchaînement de faits intéressant pour les historiens des institutions économiques<sup>2</sup>.

Les contrats ordinaires de « compagnies » entre parents, ou gens se connaissant bien et ayant une confiance réciproque, n'étaient guère passés devant notaire.

Les opérations par mer étaient traitées soit à destination de la Catalogne et de l'Espagne, soit pour des points d'arrêt ordinaires des bateaux, assez nombreux, à destination du Levant, qui passaient sur la côte ou à Aigues-Mortes.

En ce qui concerne les voies terrestres, entre les routes de Nice, Toulouse et Barcelone, se trouvait celle de Paris, qui jouait un rôle de plus en plus important.

Le caractère très international des transactions faites sur la place ressort d'une opération que des verriers florentins, établis à Nîmes, passèrent à Montpellier avec des Barcelonais (fol. 50 r<sup>o</sup>).

Bien entendu, les commandes maritimes étaient assez nombreuses. Par exemple, voici une commande, pour Chypre et la Petite-Arménie, avec partage des bénéfices dans les conditions ordinaires, trois quarts pour le commanditaire, un quart pour le commandité (fol. 15 v<sup>o</sup>) ; et un autre contrat semblable, à destination de Majorque (fol. 78 r<sup>o</sup>).

Le commandité avait une certaine liberté dans ses achats (*ad meam voluntatem*), avec cette restriction, *in bonis pannis laneis tantum bene valentibus* (fol. 35 r<sup>o</sup>), ou bien *in bonis pannis laneis et in bonis telis et in bono vermillhono tantum bene valentibus* (fol. 35 v<sup>o</sup>). C'était là, pour le commandité, une faculté, orientant légèrement vers les contrats modernes où le commerçant, recevant un concours capitaliste, a son indépendance. Pour le retour, les marchandises n'étaient pas spécifiées.

Nous possédons deux contrats de commande de la même année (fol. 36 r<sup>o</sup> et 59 r<sup>o</sup>) où le commanditaire n'était plus un commerçant, mais un pur capitaliste : dans l'un d'entre eux, une femme, pour « reconnaître le travail » (*labor*) de son commandité, acceptait de partager avec lui les bénéfices par moitié (fol. 59 r<sup>o</sup>), vraie société, sinon dans la forme, du moins sur des points d'une importance capitale, le commerçant étant le chef réel de l'entreprise et le commanditaire une personne se servant de son argent pour un placement doublé d'une spéculation.

1. S., *La pratique des affaires et leur mentalité en Espagne au XVII<sup>e</sup> siècle* (*Annales d'histoire économique et sociale*, 1937, p. 342).

2. S., *Les origines du marché à terme sur marchandises* (*Revue économique internationale*, août 1936).

Assez intéressant est le cas où un commandité recevait en commande 40 livres de petits tournois qu'il avait touchés comme prix de vente d'une maison pour le compte du commanditaire : *de l'emploi immobilier d'un capital à son emploi dans le commerce.*

Enfin (fol. 69 r<sup>o</sup>), un commanditaire apportait la somme importante de 800 livres sans spécifier les marchandises à acheter avec elles, pas plus pour l'aller que pour le retour ; le commandité faisait lui-même un apport (« société » se greffant sur une « commande ») de 57 livres ; le contrat devait rester un an en vigueur. Si, au point de vue du cadre et du droit, les traditions étaient maintenues, c'étaient là les conditions économiques de la commandite, car le commandité jouait seul un rôle actif et était, de fait, seul engagé vis-à-vis des tiers, tandis que le commanditaire, ayant limité ses risques, devait recevoir pour son argent une partie, fixée par avance, des bénéfices réalisés.

Nous tenons ici les termes de la transformation que nous avons constatée autre part et qui a abouti à une plus grande indépendance du « commerçant » à l'égard du « capitaliste », encore, en règle, commerçant restant sur place, qui jouait un rôle d'*organisateur* et aussi, parfois, exposait sa fortune *sans en diriger l'emploi*. Nous ne sommes pourtant pas, à Montpellier, vers 1327, à une époque décisive : une réaction s'y produira encore, pendant les trois derniers quarts du siècle, en faveur de la vieille commande-mandat du fait de l'adjonction d'une liste de marchandises pouvant être rapportées ; et un contrat, isolé il est vrai, mentionnera bientôt un agent touchant 2 % sur le montant des opérations de vente et d'achat. A côté du courant d'où sortira assez vite la commandite apparut ainsi la « commission » que nous avons observée à une époque antérieure sur d'autres places et qui jouera un rôle dans des circonstances exceptionnelles.

Aucun contrat de nolisement ! Les transporteurs maritimes qui s'arrêtaient sur la côte, y prenaient des marchandises un peu comme on fait aujourd'hui la « cueillette », là où il y a assez régulièrement des marchandises à charger.

Les contrats de transports terrestres ne sont pas rares : ainsi, pour Nice (fol. 37 r<sup>o</sup>) et pour Paris (fol. 55 v<sup>o</sup>) ; ils comportent des stipulations tantôt vagues, tantôt assez détaillées sur les risques qui incombaient au muletier ou voiturier.

Si les principaux commerçants de Montpellier faisaient des paiements moins importants que les puissantes sociétés italiennes d'auparavant ou de l'étranger, ils procédaient à de notables règlements de place à place ; ils devaient même, pour payer les plus importantes

« assignations » sur eux — celles de la papauté — utiliser les monnaies les plus diverses<sup>1</sup> à leur disposition, à cause de la rareté relative des espèces, comme de l'habitude de les apprécier d'après leur teneur.

Dans les protocoles du notaire Holanie, les contrats de change sont fort nombreux. Ils visent les relations de Montpellier avec les principales villes de la Catalogne et de l'Espagne — Valence en particulier — ainsi que les relations avec les places septentrionales ou orientales où les Montpelliérains avaient des affaires. *Pro cambio* (fol. 11 v<sup>o</sup>, 18 v<sup>o</sup>) signifiait, en règle, par le paiement dans une monnaie autre que celle versée, et aussi parfois (fol. 55 r<sup>o</sup>) dans la même monnaie sur une autre place. Seulement d'une façon exceptionnelle, les changes comprenaient le risque de mer ; le triomphe des méthodes terrestres amena celui de la lettre de change non pas *sana eunte navi*, mais *salvum in terra*, même sur les places maritimes, selon la coutume des villes à l'intérieur des terres.

Le sectionnement de plus en plus fréquent des opérations à l'aller et au retour a donné un rapide essor aux paiements, par délégations sur des places différentes, des capitalistes faisant rentrer leurs capitaux, tandis que d'autres s'en procuraient auprès de ceux qui en voulaient disposer. C'était là toujours une branche accessoire de commerce beaucoup plus qu'une activité spéciale.

Les protocoles d'Holanie ne fournissent aucune indication sur une opération spécifiquement bancaire. Rien n'est venu, dès lors, préciser une indication du second volume de protocoles du notaire Grimaud (1301-1302), d'après laquelle une personne désignée pour toucher une créance était tenue d'en déposer le montant *in tabula nummularia Alamandinorum Montispessulani* (fol. 60 v<sup>o</sup>), preuve que les changeurs Alamandini recevaient des dépôts d'argent de la part de personnes, leur faisant confiance et, tout autant, craignant le vol ou le détournement de leurs capitaux. Cela démontre que les changeurs sont devenus, à Montpellier comme à Lerida et à Barcelone<sup>2</sup>, de bonne heure des maîtres d'argent, les ancêtres des banquiers. Il y a eu, durant le premier quart du XIV<sup>e</sup> siècle, des banquiers des papes à Montpellier, tels les Scali, de Florence<sup>3</sup> ; vers 1325, un Portinari, Ricovero di Folchetto di Manetto, était le facteur des Bardi à Montpellier, où il mourut en 1334<sup>4</sup>.

1. Paiements en 1320-1321 des assignations sur Pierre Roch, marchand de Montpellier (Emil Goeller, *ouvr. cité*, p. 635, note 4).

2. S., *Barcelone au XIII<sup>e</sup> siècle*, p. 18.

3. Robert Davidsohn, *Forschungen zur Geschichte von Florenz*, III teil. Berlin, 1901, p. 197, n° 979.

4. A. Grunzweig, *Correspondance de la filiale de Bruges des Medici* (Commission royale d'histoire. Bruxelles, 1931, p. xi).

L'extension des méthodes des places maritimes, plus particulièrement de la commande, dans les pratiques commerciales de Montpellier, est donc d'un bon siècle et demi postérieure à leur fixation à Gênes et d'un siècle environ postérieure à leur fixation à Marseille.

Nous avons constaté le même fait à Barcelone<sup>1</sup>; l'ancien système suffit assez longtemps. Le développement des affaires poussa à adopter un cadre déjà tracé, dans un but toujours commercial, où le capitalisme se précisa sous la forme de la renonciation progressive du commanditaire à son ancien rôle de direction et par l'intervention de capitaux en quête simplement d'un rendement.

L'époque où F. B. Pegolotti a écrit sa *Practica della mercatura*<sup>2</sup> (vers 1340) est à peu près celle où Montpellier a atteint son plus haut degré de prospérité. Ses bourgeois commerçaient à Constantinople, Aïas (Petite-Arménie), Acre, Famagouste, Majorque, Gênes, Florence jusqu'à Bruges. La fixation des usages de place montre qu'ils occupaient une situation assez importante dans le trafic international et qu'ils en avaient adopté les méthodes.

Les transactions étaient exposées à de fréquentes perturbations. Les corsaires et les maîtres de bateaux, n'hésitant pas à profiter de quelque occasion de pillages<sup>3</sup>, causaient de très grands dommages, atténués, parfois, par des mesures de représailles et, parfois aussi, aggravés par les troubles que causait l'exercice de celles-ci<sup>4</sup>. En 1348 et 1349, la peste atteignit une large partie de la population<sup>5</sup>. Aux environs de 1350, près de 10,000 « feux » étaient taxés<sup>6</sup>, meilleure preuve d'une bonne situation. La liste que M. de Dainville<sup>7</sup> a donnée des diverses professions exercées dans la ville démontre une activité considérable, et spécialisée de façon à fournir le plus grand rendement et à assurer la production dans de bonnes conditions. Les Lombards commencèrent à revenir<sup>8</sup>.

La seconde moitié du xiv<sup>e</sup> siècle fut, à Montpellier, troublée par de graves événements. En 1361, les « routiers » firent supporter des pertes aux commerçants<sup>9</sup> qui envoyaient ou devaient recevoir des marchan-

1. S., *Barcelone au XIV<sup>e</sup> siècle*.

2. Volume III de Pagnini, *Della decima e delle altre gravezze della moneta*... Lisbonne et Lucques, 1766, p. 32, 47, 54, 88, 117, 205, 224, 228 et 250 (nouvelle édition en Amérique).

3. W. Heyd, *Levant*, p. 479.

4. *Inventaire sommaire des Archives communales* (de Marseille) antérieures à 1790, série BB, t. I, p. 36, 37, 38.

5. Devic et Vaissète, *ouvr. cité*, t. IX, p. 608.

6. L.-J. Thomas, *Montpellier*, p. 104.

7. *Archives de la ville de Montpellier, Inventaire*, t. VI, p. 7.

8. Germain, *Commerce*, t. II, p. 147 et 163.

9. Devic et Vaissète, *ouvr. cité*, t. IX, p. 722.

dises. En 1365, ce fut le tour de la Grande Compagnie<sup>1</sup>; et les impôts royaux frappaient rudement les populations<sup>2</sup>. En 1373, le nombre des contribuables avait baissé des trois quarts environ<sup>3</sup>! Cependant, Froissart remarquait, en 1389, dans ses *Chroniques*<sup>4</sup>, que « Montpellier était une puissante ville et riche et garnie de grand marchandise »; il relevait aussi sa force de résistance : « Cette ville est de soi-même de grand *recouvrance*, pour le fait de la marchandise, dont ceux de la ville s'ensonnaient (mêlaient) par mer et par terre »; pour conclure qu'elle était moins touchée que les autres villes du Midi<sup>5</sup>.

Bien que le nombre de ses habitants soumis à l'impôt ne cessât de décroître<sup>6</sup> et que les « compoix » de 1404 ne signalassent en grand nombre que des gens de moins de 100 livres et, en nombre encore considérable, des gens ayant de 100 à 700 livres, pour ne constater ensuite la présence que de douze ayant 1,000, une seule personne, 2,000, et une dernière, 4,500<sup>7</sup>. Le trafic se poursuivait.

Une lettre de Louis d'Anjou, en date de 1377, préconisa la construction à Montpellier d'une loge<sup>8</sup>, comme il en existait déjà une à Barcelone<sup>9</sup>, « pour le bien public et pour l'augmentation des marchandises qui se font en la dite ville et afin que les marchans fréquentans les marchandises au dit lieu puissent mieux, plus profitablement, honorablement et convenablement, exercer les dites marchandises ». Effectivement, une « loige » — nous disons : une bourse — pour l'ensemble des commerçants, en attendant d'autres spéciales, y fut construite et inaugurée quelque sept ans plus tard<sup>10</sup>.

Les minutes du notaire local Guillaume Bourdon<sup>11</sup>, qui embrassent la période 1387 à 1414, sauf, pour un motif ou un autre, 1397 à 1399, nous permettent de préciser l'esprit du trafic et ses méthodes.

Le grand mouvement d'affaires avait lieu sur la route du Levant par les bateaux touchant Aigues-Mortes et se dirigeant sur Rhodes, Alexandrie et Chypre, et aussi sur les côtes de l'Italie et de l'Espagne.

1. *Même ouvrage*, p. 777.

2. Thomas, *Montpellier*, p. 100.

3. *Même ouvrage*, p. 104 (Germain, *Commerce*, t. II, p. 328).

4. Livre IV, chapitre iv; éd. J.-A. Buchon, t. XII, p. 49 et 50.

5. Devic et Vaissète, *ouvr. cité*, t. IX, p. 1178.

6. Germain, *Commerce*, t. II, p. 328.

7. De Dainville, *Inventaire de Joffre*, p. 91.

8. Germain, *Commerce*, t. II, p. 302.

9. S., *Les méthodes commerciales de Barcelone au XV<sup>e</sup> siècle* (*Revue d'histoire du droit*, 1936, p. 258).

10. L. Guiraud, *Recherches*, p. 85.

11. Archives départementales de l'Hérault.

Les marchandises expédiées à la sortie avaient pour but, bien entendu, de réaliser un bénéfice et de former un actif au loin en vue d'une autre opération avantageuse. Au retour, les épices étaient très recherchées : poivre, gingembre, etc. ; ce n'est pas sans raison que les marchands d'épices étaient connus sous le nom de « pebriers <sup>1</sup> » ; les plus importants d'entre eux, les grossistes, avaient un trafic étendu à l'intérieur des terres.

Dès les minutes de 1387, les commandes comportent presque régulièrement (exemples : fol. 3 r<sup>o</sup>, 25 r<sup>o</sup>, 146 v<sup>o</sup> et 147 v<sup>o</sup>) une liste des marchandises parmi lesquelles devaient être choisies celles que le commandité rapporterait. Cette clause, nouvelle à Montpellier, provient de ce que, la fortune privée ayant diminué au cours des dernières années, seuls, ou presque seuls, les commerçants avaient conservé ou reconstitué leurs disponibilités et, naturellement, se préoccupaient surtout de se procurer des articles pour lesquels un débouché était assuré.

Au même moment, l'on trouve, pour la première fois à Montpellier, mention d'un contrat de représentation au dehors moyennant une commission de 2 % sur le montant des opérations, tant de ventes que d'achats (fol. 3 r<sup>o</sup>). Pour les Montpelliérains comme pour les autres, cela supposait une confiance très spéciale, puisque l'agent avait une rémunération, même au cas où l'opération s'avérerait médiocre par son fait, pourvu, toutefois, que ce ne fût pas d'une façon dolosive ; la fixation, au lieu du simple passage, d'Occidentaux sur certaines places rendait la chose très possible.

Samaran et Mollat <sup>2</sup> nous ont donné une liste assez longue de correspondants de la Curie établis à Montpellier pendant le xiv<sup>e</sup> siècle, en ajoutant « banques privées d'importance moins grande (que les banques italiennes) » : Antoine Gualat et Dominique Paschal, Jean Colombier et Antoine Brunech, Durand Christel, Durand Oulet, Jean Boudet, Jean Palinier ; noms du pays, presque pour la totalité. Encaissements et transmissions de fonds demeuraient le fait de grands commerçants ordinaires qui se servaient de leur activité générale pour se créer des relations assez étendues, et qui en profitaient pour faire des opérations avantageuses de change.

C'est pendant la seconde partie du xiv<sup>e</sup> siècle que la « lettre de change » est issue, dans le sud de l'Europe, des anciens contrats notariés

1. Louis Irissou, *Les épiciers-apothicaires et les poivriers de Montpellier dans le cadre communal du Moyen Âge* (Bulletin des Sciences pharmaceutiques, 1931).

2. La fiscalité pontificale en France au XIV<sup>e</sup> siècle, Paris, 1905, p. 151.



de change dont les principales dispositions ont été retenues dans la correspondance privée<sup>1</sup>.

Nous possédons deux données, relatives à Montpellier, bien que puisees dans les archives marseillaises ou vaticanes, qui montrent l'amélioration des méthodes, d'une part, et, de l'autre, une irrégularité persistante des éléments quasi bancaires dans la tenue de leurs engagements au cours du troisième quart du même siècle : Une personne, se trouvant à Gênes, avait acheté, dans cette ville, des florins or à toucher à Montpellier ; pour disposer de fonds dans cette dernière ville, le débiteur avait acheté du change sur elle par la voie de « lettres de change<sup>2</sup> ». Pierre Sirani, de Montpellier, avait pris l'engagement vis-à-vis de la Chambre apostolique de lui transmettre de l'argent qu'il toucherait à Chypre, et, bien qu'il eût reçu cet argent le 30 décembre 1365, il ne le versa à Avignon que les 8 juillet 1367, 13 mai 1368 et 25 avril 1369<sup>3</sup>.

Les protocoles de Bourdon ne contiennent guère, jusqu'à la fin du siècle, que des contrats de change perfectionnés. A partir de 1389, nous trouvons le refus de payer par la formule restée longtemps courante : le destinataire *non habet pecunias aliquas a dicto* (émetteur de l'ordre) (fol. 13 v°) ; à partir du 17 octobre 1392, la mention *accettata* au bas de la lettre (fol. 27 v°). Adoption sans doute de pratiques étrangères. Nous avons déjà vu une espèce de protêt par notaire au début du siècle ; vers sa fin, d'autres protêts nous renseignent assez bien sur les changes.

## CONCLUSION

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE MONTPELLIER TOUT AU DÉBUT DU XV<sup>e</sup> SIÈCLE ; IMPORTANCE DE LA PÉNÉTRATION DU CAPITALISME DANS LA VIE COMMERCIALE.

Les protocoles du notaire G. Bourdon nous fournissent des données assez précises sur la situation économique de Montpellier entre 1400 et 1414. Rien que leur nombre, considérable, prouve l'importance persistante de l'activité commerciale.

1. S., *Les origines de la lettre de change* (Revue d'histoire du droit, 1935) ; *Les premières lettres de change à Barcelone* (Ibid., 1936) ; *Les méthodes commerciales de Marseille au XIV<sup>e</sup> siècle* (Ibid., 1937).

2. Archives départementales des Bouches-du-Rhône, fonds Malauzat, vol. 83, protocole de P. Giraud, fol. 119 v°.

3. Gino Arias, *Per la storia economica del secolo XIV* (Archivio della Società romana di storia patria, t. XXVIII, p. 47 du tirage à part).

Si les contrats visant les transactions avec le Levant sont moins nombreux, le trafic des épices — poivre, canelle, gingembre — a été considérable. Certains produits de l'Asie et l'Afrique apparurent plus fréquemment : coton, anis, dattes, gomme, etc.

Ainsi que sur les places voisines, la commande s'y rapprocha de la société : tel fut le cas lorsque les pertes, comme les bénéfices, durent être partagés par moitié ; évidemment c'était là une charge nouvelle et lourde, mais le « commerçant » devenait plus indépendant, un associé, au lieu d'un mandataire, parfois même le chef réel de l'entreprise.

Bien que les commandes fussent encore fréquentes, leur rôle dans l'ensemble des transactions semble avoir diminué : aux « commerçants » dits *mercadiers navegans en las partidas d'otra mar*, commerçants ou commandités suivant les marchandises pour les vendre et en rapporter d'autres, succédèrent de plus en plus des personnes fixées dans les pays d'outre-mer et remplissant les mêmes fonctions d'après les instructions qu'on leur transmettait au loin par écrit.

Tous les contrats de transports terrestres que nous avons constatés, sauf trois — deux pour Nice (fol. 76 v<sup>o</sup> et 91 v<sup>o</sup>) et un pour Bruges (fol. 114 v<sup>o</sup>) — étaient à destination de Paris, avec la clause, généralement, de la livraison dans les vingt-quatre jours. Cela précise, assez exactement, la principale destination des marchandises expédiées par Montpellier depuis que les Foires de Champagne étaient très déchuës.

Un document de 1410, qui vise Montpellier, nous apprend que la lettre de change y avait, dès lors, « *grande auctorité et valeur* » et précise la « *voye de change* », celle « par laquelle les marchands qui ont besoin de marchandises d'aucun loingtain pais baillent leur argent contant à d'autres marchands de la dicte ville de Montpellier moyennant une *petite lettre privée*, par laquelle celui qui reçoit l'argent mande à un autre marchand à Paris, à Bruges, à Jennes, à Damas, à Alexandrie, à Barut (Beyrouth) ou ailleurs que ledit argent soit rendu et payé à celui qui le lui, a baillé ou à son commandement<sup>1</sup> ». Exposé net de la pratique la plus courante.

Les protocoles de Bourdon, qui datent de cette période, mettent en cause de nombreux Italiens, établis ou de passage à Montpellier, et en relief les abus auxquels la lettre de change donnait lieu. Ils mentionnent beaucoup de représentants de grandes familles de Gênes, comme les Lomellini, les Cibo, les de Mari, les Spinola, les Grimaldi, ou de Florence, comme les Aldobrandini, établis à Montpellier en 1410 en tout

1. Germain, *Commerce*, t. II, p. 329.

cas (fol. 88 r<sup>o</sup>)<sup>1</sup>. Il s'agissait d'auteurs ou de victimes d'abus commis sous le couvert de la « lettre de change » et même de ce que l'on a dénommé « faux et ficticieux ». Les Italiens continuaient à vendre et à acheter du change, en se prétendant dans une situation exceptionnellement favorable dans les relations internationales grâce à leurs parents et compatriotes. Des pertes ou des fautes les poussaient souvent à utiliser l'argent reçu à d'autres buts que celui pour lequel on le leur avait remis. Ce qui aurait dû ne servir qu'à des règlements de compte de place à place, avec les retards provenant des circonstances, avait fini par maintenir des activités chancelantes, par le crédit. Pire encore, les protêts permettent, par leur accumulation comme par la répétition des mêmes noms, de s'en rendre bien compte : c'était déjà, pour les gens dans une situation désespérée, une façon de gagner du temps dans l'espoir de quelque coup de fortune. Ainsi, ce qui aurait pu être les bases de la « banque » ne devenait qu'un circuit dangereux, sinon douloureux. Il est intéressant de le constater à un double point de vue : la lettre de change, issue du crédit, puis devenue un instrument principalement de paiement, a été l'occasion de crédits sans bases solides, au moment où l'on commença à l'utiliser à la fois comme instrument de paiement et instrument de crédit ; et les Italiens, entre leurs opérations aux Foires (XIII<sup>e</sup> siècle et début du XIV<sup>e</sup>) et celles avec le Nouveau Monde, et sur les grandes places de l'Europe (XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup>), ont passé par une période de crise pendant laquelle ils ont employé des procédés inspirés par les circonstances dans un milieu douteux de gens d'affaires.

Montpellier a eu au XIII<sup>e</sup> siècle, surtout durant la première moitié du XIV<sup>e</sup>, un brillant essor commercial et a pu, pendant assez longtemps, maintenir une activité importante et rémunératrice. Germain l'a très bien montré ; il restait à exposer comment cet essor a été « conditionné » par la situation géographique de la ville, à la fois à l'« intérieur des terres », et très voisine de la mer, tournée en très large mesure vers le commerce « maritime », et, d'un autre côté, ayant eu à résoudre, et ayant résolu selon les circonstances, les rapports du « capital » avec le « travail » sous des formes diverses. Nous avons insisté sur ces deux derniers ordres de questions, d'une importance très grande pour la vie économique et sociale, intéressants en soi pour cette époque reculée, plus intéressants encore par suite de leurs répercussions sur notre existence actuelle.

1. Voir aussi Enrico Bensa, *Francesco di Marco*, p. 446 et 447.

Après avoir débuté comme une ville à l'intérieur des terres avec une technique simple et traditionnelle, Montpellier n'est pas devenu une vraie ville maritime, malgré ses intérêts au loin par la voie de mer, faute de moyens de navigation propres et de préoccupations aussi pressantes que les villes vraiment maritimes à résoudre les grands problèmes des risques : il n'a jamais eu de flotte — il a eu tardivement des navires isolés ! — et seul le prêt maritime, en dehors de la commande, faisait assumer les dangers de mer, sans que nous ayons trouvé de traces de l'assurance à primes durant même la seconde moitié du xiv<sup>e</sup> siècle. Cependant, au lieu de concentrer les capitaux pour une action économique sous la forme de « sociétés », les Montpelliérains ont adopté la « commande », telle qu'on la pratiqua dans le trafic maritime d'abord, et qui tendit à devenir la commandite de caractère très général.

Curieux mélange d'éléments d'origines diverses. Il en résultait, dans la vie économique, comme une alliance des méthodes qui donnait à Montpellier des caractères propres.

À côté de cette étude morphologique, nous en avons mené une autre d'ordre *dynamique*, sur la force respective du capital et du travail, et ses répercussions. Sans revenir sur la question fort discutée des *origines* des fortunes qui ont servi à l'expansion du trafic, on constate que c'est le *commerce qui a fourni, bientôt en tout cas, au commerce, ses principaux éléments d'activité*, marchandises et monnaies, non sans de brusques et vifs *revirements* qui atteignaient beaucoup d'individualités et avaient ainsi une répercussion souvent générale.

Il y avait, à Montpellier comme ailleurs, surtout des capitalistes-commerçants, à côté des commerçants sans disponibilités ou, au moins, sans grandes disponibilités, et obligés, en conséquence, à courber devant de plus forts, et beaucoup moins des capitalistes purs, gens riches ou à leur aise, désireux d'augmenter leur fortune dans le commerce.

Le capitalisme commercial, déjà influent à Montpellier au xiii<sup>e</sup> siècle, y a pris de l'ampleur durant la première partie du siècle suivant. Lorsque les affaires furent moins brillantes, il redevint plus nettement commercial, car les marchands de la ville étaient les seuls ou presque à maintenir solides les bases de leur enrichissement et, en même temps, les abus du capitalisme apparurent non plus seulement, ainsi que par le passé, par la rigueur des principes que les détenteurs de capitaux imposaient à ceux qui en avaient besoin, mais par le rôle que jouèrent cer-

tains *parasites*, ceux-là même qui ont, sous de mêmes formes, essayé de faire confondre leur intérêt personnel avec l'intérêt général de la communauté.

Montpellier, entrepôt près de la mer, en même temps que lieu de production artisanale et centre d'une région agricole, a su renouveler ses stocks et trafiquer d'une façon avantageuse jusqu'en pays lointains avec l'appui du capital épargné : tels sont les traits principaux de cette étude ; le reste n'est que des variantes, souvent intéressantes il est vrai, de l'histoire économique du Moyen Age dans le bassin occidental de la Méditerranée.

André-E. SAYOUS et Jean COMBES.

## GRANDEUR DE BODIN

---

Ce me semble à moi-même une envie singulière que celle de revenir, après si long intervalle, à d'anciennes amours. Mais depuis le temps où, voici vingt-cinq ans, j'écrivais mes thèses sur Jean Bodin, l'effort d'une demi-douzaine d'érudits a grandement éclairci certains points capitaux, tantôt de sa vie, encore si obscure, tantôt de sa doctrine, notamment des sources où elle puise<sup>1</sup>. Et puis, quand on est très jeune, à peine hors des bancs de l'école, il arrive que, par une vergogne à demi écolière encore, on n'ose guère pousser, en ses jugements, au delà de la borne où ils surprendraient trop les opinions assises, et, il faut l'avouer, dans l'histoire littéraire du xvi<sup>e</sup> siècle, notre homme, pour des raisons qui sautent aux yeux, n'occupe guère mieux qu'un strapontin. Peut-être faut-il l'âge pour porter de ces jugements tranchés. Et enfin, à reprendre un ancien sujet favori, qu'on a jadis très bien connu, on a le sentiment qu'en ayant oublié le détail, vallées et méandres, on n'en garde en mémoire que les sommets-jalons, et qu'on acquière alors, de tout le paysage, une vue plus large, un orient plus juste. A retrouver celui-ci, il me paraissait qu'autrefois je n'avais pas ou bien éprouvé pleinement ou bien osé publier toute sa grandeur : *major e longinquo reverentia*.

1. John L. Browne, *The « Methodus ad facilem historiarum cognitionem » of Jean Bodin, a critical study*. Washington, 1939. — H. Busson, *Les sources et le développement du rationalisme dans la littérature française de la Renaissance*. Paris, 1922. — R. Chauviré, *Jean Bodin auteur de la « République »*. Paris, 1914. — Id., *L'Heptaplomeres ou Colloque entre sept sçavans qui sont de différens sentimens*. Paris, 1914. — Id., *La physique de Jean Bodin*. Revue d'Anjou, septembre 1912. — Id., *La pensée religieuse de Jean Bodin, d'après des documents nouveaux*. Province d'Anjou, novembre 1929. — Fournol, *Sur quelques traités de droit public*. Nouvelle Revue historique du droit, 1897. — L. Febvre, *L'universalisme de Jean Bodin*. Revue de synthèse, décembre 1934. — A. Gardot et divers, *Quatrième centenaire de Jean Bodin*. Province d'Anjou, novembre 1929. — H. Hauser, *La modernité du XVI<sup>e</sup> siècle*. Paris, 1930. — Id., *La vie chère au XVI<sup>e</sup> siècle : La réponse à M. de Malestroict de Bodin*. Paris, 1932. — P. Mesnard, *La pensée religieuse de Jean Bodin*. Revue du xvi<sup>e</sup> siècle. Paris, 1929, et *L'essor de la philosophie politique au XVI<sup>e</sup> siècle*. Paris, 1936. — J. Moreau-Reibel, *Jean Bodin et le droit public comparé dans ses rapports avec la philosophie de l'histoire*. Paris, 1933. — A. Ponthieux, *Quelques documents inédits sur Jean Bodin*. Revue du xvi<sup>e</sup> siècle, 1928.



## I

Il est un curieux ouvrage de Jean Bodin, la *Juris universi distributio*, livret d'environ soixante pages, d'aspect tant soit peu sec et de ton scolastique, où, rangeant les questions par catégories interdépendantes, un peu comme fiches en un fichier, il nous propose l'esquisse d'un droit « universel » — quoi qu'il faille entendre par là. Le livre a paru tard, seulement en 1578 ; mais nous le savons bien antérieur à cette date : il est cité, dès 1566, dans l'épître dédicatoire de la *Methodus* à Jean Tessier ; il appartient sans doute à cette période toulousaine qui s'achève en 1560, et où Bodin écrivait ces traités *De imperio*, *De decretis*, *De jurisdictione*, disparus aujourd'hui, brûlés par son ordre après sa mort. Ces titres seuls, et le précédent, indiquent de reste qu'à ce moment son esprit est centré exclusivement sur les études de droit, départ et source de toute sa pensée ultérieure. L'hypothèse, d'ailleurs, cadre avec ce que nous savons de ces années de jeunesse, et, l'on s'en souvient, notre connaissance en est, depuis les dernières enquêtes, à la fois plus précise et plus sûre. Bodin avait bien été carme (les documents d'archives ont confirmé l'honnête de Thou, qui l'assurait) dans le couvent de l'ordre, à Paris ; quittant l'habit avec l'assentiment de son protecteur et mécène, l'évêque Gabriel Bouveri, il passe au collège de Cambrai, il s'y adonne pendant deux ans aux langues classiques, notamment le grec et l'hébreu ; les noms des lecteurs Mercier et Cinq-Arbres, cités dans la *Methodus*, montrent qu'il en suivit aussi les cours, au Collège Royal récemment fondé par François I<sup>er</sup>. A Toulouse, ville de robins, qu'illustre son excellente et ancienne École de droit, et où il est arrivé à une date incertaine, peut-être vers 1555, il se spécialise, nous en avons la preuve par les controverses où il figure, dans les études juridiques. Telles sont donc, jusqu'ici, les diverses influences qui l'ont formé : une jeunesse pieuse, et qui l'a à jamais marqué de cette gravité religieuse, de ce besoin du mystère qui colore sa pensée ; au collège, la scolastique, qui laissera une trace dans ses lentes, pesantes, pédantes méthodes d'exposition ; plus tard, la double antiquité, profane et sacrée, avec tendresse singulière pour le syncrétisme des néo-platoniciens, soit ceux d'Alexandrie, les Plotin, Philon, Proclus, Jamblique, soit ceux de la Renaissance italienne, les Pic, Pomponace, Marsile Ficin ; plus tard encore, la leçon des juristes humanistes, Alciat ou Budé, qui cherchent à décrasser le texte antique, enseveli sous les commentaires des praticiens. Mais, tout en

estimant à son prix la science érudite et l'élégance d'un Cujas leur continuateur, Bodin — ses querelles avec Cujas le prouvent — en déclare la doctrine insuffisante. Insuffisants et barbares, certes, sont les Bartolistes, procéduriers et glossateurs, qui ont enveloppé la pureté d'Ulpian d'une gangue obscure et rebutante. Insuffisants aussi les humanistes, théoriciens qui, avec Cujas, s'imaginent qu'à restituer simplement le texte antique, ils formulent *ipso facto* un corps de lois parfait. L'amour des Anciens les abuse. Le droit romain n'est point « la raison mise par écrit », *ratio scripta*, comme ils le pensent. C'est une tentative heureuse pour dire un droit relatif, idoine aux Romains, et non autres. Le droit absolu, idéal, est quelque chose d'autre et de plus haut. « Le jurisconsulte n'est pas celui qui taille le patron de la justice sur la volonté instable des hommes, mais qui sait en définir la nature par la contemplation de la loi éternelle, celui qui pénètre en sa profondeur le sens majestueux des lois, celui qui use avec compétence de la norme de l'équité, celui qui sait diligemment remonter à la source du droit et à son premier principe<sup>1</sup>... » Ainsi parle notre homme aux Toulousains, et ce dès 1559 : il n'a pas trente ans. Quelle est donc cette justice qui prétend se calquer sur la loi éternelle? Quelle en est la source, et quel le principe premier? Quelle la marque de l'équité? Peut-être commençons-nous à entrevoir ce qu'il nous faut entendre par *jus universum*.

Il n'est de droit qu'universel et, d'un autre point de vue, pérenne. Les droits nationaux n'en sont que des approximations éphémères. « Quelle vérité est-ce que ces montagnes bornent, mensonge au monde qui se tient au delà? », ironise Montaigne, et il conclut à la chimère de toute justice. Bodin répliquerait, lui, que, la vraie justice, on la connaît précisément à ce que rien, frontière ni temps, ne la borne. Que Montaigne parlât anglais, il soulignerait narquoisement la distinction que marque la langue entre *justice* et *law* ; Bodin répliquerait que précisément *law* n'est vraie *law* qu'autant qu'elle est *justice*. Proposition qui présente un double aspect, l'intellectuel et le moral. L'aspect moral, c'est que le droit, pour avoir cours, comme il se doit, en tout pays et en tout temps, doit recouvrir exactement l'équité, dont un autre et plus beau nom est loi divine<sup>2</sup>. L'aspect intellectuel, c'est que,

1. *Oratio de instituenda in Republica juventute*, dans Moreau-Reibel, *Jean Bodin et le droit public*. Paris, 1933, p. 17.

2. Autre belle formule : ce droit-là, c'est « de la bonté et sagesse divines la lueur accordée aux hommes, et par eux appliquée aux besoins de la société humaine » (*Juris universi distri-*

justement, le droit ne saurait être objet de science s'il ne possède universalité et pérennité, c'est-à-dire, au fond, fixité. Il n'est pas de science de l'accident, de ce qui flotte, change, passe. Il n'est de science que de l'essence. Il peut bien exister une jurisprudence, collection de précédents faite aux fins de l'étroite pratique journalière ; il ne peut exister de « jurisscience » que d'un droit réduit aux principes, général, absolu. Reste à savoir comment discriminer ces principes.

Par l'étude *comparée* des faits, répond Bodin, et c'est là le trait de génie. Quels faits ? Dans cet ordre d'idées, évidemment les corps de lois antérieurement ou présentement en usage, et, pour les connaître, une connaissance de l'histoire universelle est nécessaire. D'où la *Methodus ad facilem historiarum cognitionem*, ouvrage qui, du moins initialement, répond à des besoins juridiques, s'assigne pour fin première d'aider à dire le droit universel. L'idée d'enquête comparative a pu venir à Bodin de Platon, cherchant à rapprocher, notamment dans les *Lois*, le juridique de l'éthique : apparaîtrait là, une fois de plus, « cette notion antique d'un droit humain, propre à la vaste cité des hommes<sup>1</sup> », ce que Bodin lui-même appelle *jus gentium seu commune*. Qu'il y ait eu inspiration, c'est possible ; mais il y a bien davantage encore originalité, et voici quelle : ce qui appartient en propre à Bodin, c'est la conviction qu'en confrontant les droits nationaux, on arrive, par filtrage ou décantation, à définir le droit naturel, lequel est le droit absolu. Idée selon moi, d'ailleurs, ouverte à critique : pourquoi le collationnement de ce que les divers peuples en ont pensé dégagerait-il nécessairement le droit vrai ? Est-il possible ou légitime de plébisciter le juste ? Droit naturel tant qu'on voudra : pourquoi le droit naturel serait-il le droit absolu ? Bodin ne voit pas la faille. Idée, donc, en soi contestable ; mais, contestable ou non, idée qui n'apparaît point, que je sache, avant Bodin, qui n'est qu'à lui ; idée, surtout, qui, par extension, va promptement s'ouvrir un avenir, une fortune illimitée.

Car elle amorce, tout simplement, la méthode expérimentale et comparée. Car la *Methodus*, d'intention originellement juridique, déborde bientôt par la force et comme sous la pression des choses, livre des résultats autrement variés, larges. Et, d'autre part, la recherche et la confrontation des faits, devenues pente permanente et loi de l'esprit

butio). En d'autres termes, c'est la loi morale appliquée à la cité. Comparez la « recta ratio » de Cicéron, ou la « vera philosophia » d'Ulpien.

1. Moreau-Reibel, *op. cit.*, p. 30. Cf. John L. Browne, *The Methodus of Jean Bodin, a critical study*. Washington, 1939, p. 22. Ai-je besoin de souligner que, dans le vocabulaire bodinien, *jus gentium* n'est pas du tout ce que nous appelons droit des gens ?

de Bodin, applicables et par lui appliquées à toutes les disciplines, commandent désormais son effort scientifique et en déterminent la courbe. Il y a, pense-t-il, trois objets d'études constitués en dignité ascendante : l'homme, la nature et Dieu. Hiérarchie qu'il hérite d'une tradition antérieure, celle des Patrizzi et des Baudouin<sup>1</sup>. Il la suivra à la lettre, dans l'ordre, et son principe d'observation comparée en remplissant les cadres. Connaissance de l'homme? elle lui dicte la *Methodus*, qui traite principalement<sup>2</sup> de l'histoire, la *République*, de la politique, la *Réponse à Malestroict*, de l'économie politique. Connaissance de la nature? elle lui dicte le *Theatrum universae naturae* et, dans une certaine mesure aussi, la *Démonomanie des sorciers*. Connaissance de Dieu? elle lui dicte l'*Heptaplomeres*. Qu'on vérifie, à présent, les dates où s'écrivent<sup>3</sup> ces ouvrages, et l'on verra combien la hiérarchie scientifique en détermine strictement l'échelonnement dans la durée. Visiblement, Bodin a toujours composé l'ouvrage qu'il devait au moment qu'il devait. Il a inflexiblement suivi un programme gradué qu'il avait, jeune, arrêté une fois pour toutes. Et, quand on réfléchit que, son dernier traité, l'hérétique *Heptaplomeres*, il l'écrivit dans ce Laon où la Ligue règne, où il est suspect, où une page découverte et c'est la mort, alors seulement on mesure quelle foi anime cet homme en sa méthode et en son œuvre, quel impératif grandiose le talonne. Pendant toute une vie, il n'a pas varié d'une ligne. Pas une année il n'a cessé de voir son horizon s'élargir en perspectives indéfinies.

Et sans doute on ne peut méconnaître ce qu'une constance, une ponctualité telles trahissent de roideur d'esprit, d'incapacité à s'enrichir, tranchons le mot : de candeur. Mais un problème domine tout, et c'est d'expliquer comment un corps de doctrine aussi puissant, lié, compact, aussi hardi et iconoclaste en même temps — car, il faut bien le voir, cette doctrine est la négation même de l'autorité et, plus spécialement au temps où nous sommes, de l'autorité des Anciens — comment, dis-je, un tel corps de doctrine jaillit tout armé d'une cervelle de trente ans, sans que rien autour de l'homme, avant l'homme, indique une incubation préparatoire. Serait-ce donc que le système

1. François Baudouin, *De institutione historiae universae et ejus cum jurisprudentia Prolegomenon*. Paris, 1561.

2. Disons « principalement », parce que ces ouvrages, comme on peut s'y attendre, se chevauchent toujours les uns les autres. Bodin est naturellement confus, et il croit qu'à leur limite, ou même avant, toutes les sciences se recourent et se confondent.

3. *S'écrivent*, et non *se publient*. L'*Heptaplomeres* date de 1593 et le *Theatrum* paraît seulement en 1596. Mais du texte résulte qu'il remonte à 1590.

est vraiment à lui, sort de lui? Ainsi de Montaigne. On sait bien à quelles veines il puise tous ces minerais qu'il étale; mais la pierre de touche dont il les éprouve, à qui est-elle, qu'à lui seul? La mode des exemples moraux tirés de lectures antiques, le goût des lieux communs, la conception même de l'essai, nous savons bien qu'il en hérite; mais cette justesse vive, déliée, aiguë, qui démêle les idées comme des jonchets, ce jet perçant et sûr qui plonge au cœur des choses et, de Bouaystuaui, le mène à l'*Art de conférer*, d'où les tient-il? De qui? De personne. Un jour, il apparaît, lui seul; c'est le mystère du génie. Bodin propose la même énigme.

## II

Considérez maintenant combien la méthode d'enquête comparative, sans doute originellement conçue pour le domaine juridique, épand rapidement son flot de proche en proche et féconde de nouveaux champs. D'abord, ces préoccupations juridiques mêmes impliquent d'avance une conception de l'histoire autrement ample et profonde que celle commune à son temps, autrement moderne aussi : dans le passé des peuples, ce qui intéresse le juriste, ce sont les institutions, et plus généralement la civilisation même, progrès scientifique, idées, religion, mœurs : point de vue d'un Voltaire, point de vue d'un Guizot. Aussi la *Methodus* déborde-t-elle immédiatement ses devancières. Les *artes historicae* italiennes, imbues des modèles antiques, voyaient encore dans l'histoire un art jumeau de l'éloquence et n'étaient que recueils de recettes rhétoriques, sur le style convenable au genre, le droit de supposer aux personnages des harangues, quelles harangues, etc.; les *artes* allemandes, nées principalement autour de Mélanchton et des *Centuries* de Magdebourg, œuvres moins élégantes et plus graves, ont cet autre défaut d'être inspirées par un double souci de propagande, propagande religieuse en faveur de la Réforme, propagande nationale, dérivée de l'autre, en faveur de la précellence germanique. Bodin est trop de son temps pour échapper complètement aux questions traditionnelles que lui lèguent une école ou l'autre; mais il a trop d'ampleur d'esprit pour longtemps s'y tenir. Pour lui, l'intérêt de l'histoire est d'abord d'être un magasin prodigieux de faits. Et, ces faits, il ne faut point se borner, comme c'est trop l'usage chez les théoriciens, à les aller chercher parmi les Romains ou les Grecs; pourquoi écarter les Barbares, le Moyen Age, les modernes, ou ces mondes que le siècle vient de découvrir, Indes occidentales dues aux navigateurs,

pays du proche Orient, Turquie, Moscovie, Pologne, dus aux récents voyageurs? A qui collige des faits qui lui illuminent l'homme, ceux d'un khan tartare ou d'un chef caraïbe valent ceux de Périclès : ils prouvent autant. Autre source, étonnamment riche, et pourtant inaperçue, de faits capitaux : le langage. D'où vient qu'à Toulouse on entendait les étudiants allemands, allumés par le nectar local, chanter à pleine gorge : *Per Theum ferum pipemus ponum finum*? Leurs consonnes explosives trahissaient des gosiers rebelles aux idiomes vocaux du Sud. N'y aurait-il donc pas dans le langage un témoin incorruptible, parce qu'involontaire, des hommes qui le parlent ou l'ont parlé? L'adulteration du latin par des bouches barbares serait, même seule, la preuve d'anciennes invasions. César établissait à bon droit la parenté entre Celtes de la Gaule belgique et Bretons sur l'homonymie des noms de lieux. Les suffixes *-dun* (forteresse) ou *-mag* (ville) dénoncent un ancien habitat celtique. De l'absence, en Allemagne, du suffixe *-mag*, on peut inférer que les anciens Germains n'avaient pas de villes. Spécialement sur les problèmes d'origines, l'étude des langues a droit à singulière audience. Et voici, à la lettre, notre homme préjudant à l'onomastique d'un Longnon. Autre source encore, et inexplorée, de faits historiques : les mythes. Loin d'être de simples fables, ils préservent le souvenir, à peine symbolisé, d'événements grandioses : la chute de Saturne détrôné par Jupiter traduit visiblement la dépossession des théocraties primitives au profit des premières royautés profanes. Au reste, mythes païens et traditions hébraïques s'emboîtent trop exactement pour qu'il y ait là simple effet du hasard : Cham insultant à la nudité de son père est évidemment Jupiter renversant le sien. Et voilà, avec en propre cette teinte de mysticisme juif qui est sa marque, Bodin annonçant, sur l'historicité des mythes, les conclusions de Vico, et de maint anthropologue moderne. Cette prospection des faits linguistiques et folkloriques, est-ce qu'il l'emprunte? A qui? Et, s'il ne l'emprunte point, quelle puissance, quelle originalité d'esprit elle trahit!

Mais, pour que les faits vaillent la peine qu'on a prise à les assembler, il faut qu'ils prêtent à interprétation générale. Il faut qu'ils mènent à une « philosophie de l'histoire ». L'histoire a-t-elle un sens? A travers l'incohérente multiplicité, la bigarrure confuse des épisodes, peut-on inférer des lois? Aristote le niait, et, confinant l'histoire dans l'accidentel, lui refusait le nom de science; Bodin l'affirme et, à l'appui de son dire, dégage de la fluidité des événements les éléments fixes qui peuvent élever l'histoire à l'universel et au permanent. « Quaeramus



igitur illa quae non ab hominum institutis, sed a natura ducuntur, quaeque stabilia sunt<sup>1</sup>. » Le langage, déjà, était un fait fixe. Il en est d'autres. L'homme est fils de la terre, il est produit par la terre. Gaspard Holster, le Suédois, un ami de Toulouse, avait haute stature, le teint clair, le poil blond, comme les Septentrionaux. Le montagnard est d'une sorte, les gens de plaine d'une autre, ceux de la mer d'une autre encore. Latitude, température, alimentation, air, autant d'influences qui pèsent sur l'homme et, chose remarquable, le déterminent non seulement dans son corps, mais dans son esprit même. Ceux du Nord, à cause d'un excès de « chaleur interne », sont actifs, violents, guerriers ; ceux du Sud, contemplatifs et « mélancoliques ». Du Nord descendent les empires ; du Sud, philosophies et religions. Naturellement, ces influences climatiques ne sont pas absolues : de là les contre-indications que donne l'histoire (et l'on sent ici avec quelle sage et délicate mesure Bodin nuance sa pensée) ; l'homme peut les contrarier soit par l'aide de Dieu, soit par son propre effort ; mais que cesse l'effort, la nature retombe sur l'homme de tout son poids. Il se trouve donc là, sinon un point exactement fixe, du moins « une constante<sup>2</sup> », éminemment justiciable de la science. La philosophie de l'histoire est associée à la géographie ; les meilleurs *philosophistorici*, Pausanias et Strabon dans l'antiquité, Leandre, Munster et Léon d'Afrique parmi nous ont été des *geographistorici*. Un commentateur de Bodin voit ici « la préhistoire de la géographie humaine » : exagère-t-il ?

Mais voici mieux encore que la théorie des climats. A rapprocher les dates importantes de l'histoire, qui peut douter que la clef en soit dans les nombres mystiques 7 et 9, leur produit, leur carré, leur cube ? Douter que l'âge « climactique » de l'homme soit  $7 \times 9 = 63$  ans ? L'histoire de Rome s'illumine tout entière par les combinaisons de nombres, et, à la limite du système, on conçoit comme possible de calculer par elles le cours de l'avenir<sup>3</sup>. L'astrologie, elle, est chose plus fragile, incertaine... On le voit, je ne dissimule pas, chez Bodin, les glissades malheureuses. Mais, qu'on y prenne garde, quand il déraile, ce n'est pas la méthode qui est en défaut, c'en est l'application. On alignerait autant de chiffres contre sa fantastique mystique des nombres qu'il en aligne pour, et la théorie est fausse parce que les

1. *Methodus*.

2. Moreau-Reibel.

3. On sait que, dans une lettre célèbre, Bodin, s'appuyant sur la mystique des nombres, a prédit bien à l'avance la mort d'Henri III — et qu'il est tombé juste !

*faits* sont faux. Ses étymologies<sup>1</sup>, et les conclusions qu'il en tire, prêtent plus d'une fois à rire ; mais, donnés des faits linguistiques sains, sa confiance en la linguistique est saine.

Et saines aussi les inductions générales auxquelles le mène sa méthode expérimentale. C'est un lieu commun établi en son temps (avec candeur, Rousseau, deux cents ans plus tard, le reprendra encore dans *l'Inégalité*) que, depuis l'Age d'Or, l'humanité est emportée par un processus de dégénérescence continue. De quelle poigne Bodin secoue la vieille fable ! Il n'y a jamais eu d'Age d'Or. Tout ce que la tradition nous apprend de nos origines le dément. Jupiter est incestueux, parricide ; Hercule, selon Manéthon, insigne pirate ; les crimes des hommes causent le déluge : que de preuves contre ! Non moins controuvée la supériorité des Anciens : leurs connaissances ne vont pas à la cheville des nôtres, témoin l'imprimerie, la découverte d'une moitié du monde qu'ils n'ont jamais soupçonnée, la « divine boussole ». Là encore apparaît la hardiesse d'esprit du vieux maître, et sa prudence, à discriminer le domaine scientifique, où l'avance est certaine, du champ artistique et moral, où elle n'a aucune évidente raison d'être. — S'il n'y a pas dégénérescence, y a-t-il progrès ? C'est possible, non sûr. Il y a changement, ce que lui-même appelle *conversiones*, et son compère Louis Le Roy *vicissitudes*<sup>2</sup>, tel florissement, puis mort lente d'une civilisation, telle corruption d'un régime par le jeu même de son principe même. Si maintenant ces ondes de l'histoire sont finalement ascendantes, c'est une question. L'aveugle croyance du XVIII<sup>e</sup> siècle à l'avance continue des lumières, Bodin la rejetterait certainement. S'il y a change en mieux, ce ne peut être qu'un retour du pendule du pis au moins mal, soit par l'effet de la honte, sentiment naturel à l'homme, soit par la nécessité de réprimer le crime pour simplement maintenir une société quelconque, soit plus probablement encore par la grâce de Dieu... — Contrairement, enfin, à son temps encore, et singulièrement aux publicistes allemands, dont c'était la marotte, Bodin condamne la recherche des origines. Il n'y a pas d'origines distinctes, il n'y a pas de races séparées : nous sommes tous fils du même Adam. Au reste, de telles douteuses enquêtes ne mènent les hommes qu'à l'orgueil et aux préjugés nationaux<sup>3</sup>, erreur et péché en soi, puisqu'ils

1. Il en donne d'effarantes : Ouallones (les Wallons) = Où allons-nous ?

2. Louis Le Roy, *Douze livres de la vicissitude ou variété des choses de l'univers*. Paris, 1575.

3. Cf. Paul Valéry : « L'histoire est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré. Il fait rêver, il enivre les peuples, leur engendre de faux souvenirs, exagère

sont contraires à l'Écriture, absurdité rebelle aux faits économiques dans un monde où Dieu n'a pas créé un seul pays qui se suffise à lui-même, calamité, enfin, qui entrave échanges commerciaux et sympathie humaine, affaires et charité, les deux piliers de la république universelle — le mot y est : *respublica mundana*. Ne croirait-on pas entendre un Voltaire, un Victor Hugo?

O république universelle,  
Demain tu seras le soleil.

On n'a l'espace que de jeter, au passage, un coup d'œil sur cette énorme *République*, d'ailleurs préfigurée au chapitre v de la *Methodus*, et où Bodin développe sa politique. Politique qui, elle aussi, n'élève de système ou de lois que sur la solide base des faits. Un coup de sonde au hasard : pour fonder la légitimité du régime monarchique quel argument invoque Bodin? une élection originelle? un droit divin abstrait et fumeux? Non pas du tout. Le temps. La prescription. Un fait. A l'âge du primitif désordre, le plus fort s'est imposé, comme tel, ou le plus brave; il s'est perpétué, par la force d'abord, l'hérédité ensuite, par les services toujours; car le bienfait de l'ordre s'est avéré si grand, l'habitude d'obéir ancrée si profond, qu'avec le cours du temps la force est devenue droit, le fait devenu titre. Il s'est produit ce fait légal : la prescription. On sent de reste, à cette façon d'arguer, quelle précellence Bodin continue d'accorder au fait.

De là l'indiscrète curiosité qui semble avoir, lors des voyages à la cour d'Élizabeth, fini par agacer les milords anglais. De là l'infatigable industrie qu'il met à s'introduire dans le monde diplomatique, si différent de ce qu'on le voit aujourd'hui, aventureux alors, souvent aventuré, parfois un peu aventurier, mais le seul d'où il puisse tirer information — j'allais dire : interviews — sur la géographie, le climat, les « polices », les mœurs des pays « estranges ». Que de noms on rencontre parmi ces utiles relations du savant, Suriano, l'illustre ambassadeur de Venise, Thomas Smith peut-être, à coup sûr maître Vincent Dale, le comte de Bedford, Walsingham qui sont des Anglais, Castelnau-Mauvissière qui a servi pour nous en Écosse et à Londres, Monluc (l'évêque de Valence) qui a fait le voyage de Pologne, Charles de Danzai, cet admirable agent, érudit et féal, voyageur et négociateur, qui a, pendant quarante ans, couru les pays baltes, enfin les magnats po-

leurs réflexes, entretient leurs vieilles plaies, les conduit au délire des grandeurs et rend les nations amères, superbes, insupportables et vaines. »

lonais qui viennent offrir la couronne à Monsieur, frère du roi. Tous ces hommes, beaucoup à très peu près comparables aux explorateurs d'aujourd'hui, Bodin les feuillette comme des répertoires ; c'est de leur expérience qu'il confirme, par exemple, le respect que, depuis ses débuts, lui a toujours inspiré l'État ture, et en quoi, je vous prie, l'État du Grand Seigneur, ce colossal empire qui menace l'Europe, serait-il moins intéressant pour l'étudiant de la politique comparée que la constitution de telle minuscule cité grecque, parce qu'elle fut décrite par Aristote ?

Même état d'esprit, au moins fondamental, et quoique obscurci souvent par bien des fumées, quand, de l'homme, la pensée de Bodin s'élève à la nature, ou physique. Alors il écrit la *Démonomanie* et le *Theatrum naturae universae* : s'il vous étonne de voir le *Theatrum* étudier les esprits, et la *Démonomanie* ressortir à la physique, sachez que les esprits ne sont point absolument incorporels (car, s'ils l'étaient, ils seraient Dieu) et ainsi sont objets de physique... Et sans doute, même dans le *Theatrum*, il reste bien des discussions (sur l'intellect agent ou patible), bien des classifications (comme celle des trois mondes terraque, sublunaire et céleste), qui viennent tout droit de l'école ; sans doute aussi l'éternel interrogant a-t-il accueilli bien des contes (sur les mœurs de la civette, etc.) ; mais, enfin, il a le premier fait certaines pesées, et il en tire gloire ; admettant les quatre éléments traditionnels, air, eau, terre, feu, il pressent qu'il faudrait aller plus loin, et ce par des analyses ; il admire François de Candale et ses expériences ; dès le temps de la *Methodus*, il profitait d'un voyage à Paris pour aller voir, à la ménagerie d'Henri II, des panthères offertes par le Grand Seigneur, pour se faire montrer par l'illustre explorateur Belon, retour d'Alexandrie, l'image d'une girafe que l'autre avait là-bas portée.

Irai-je jusqu'à le dire ? même à propos de la *Démonomanie*, il me paraît qu'on puisse au moins plaider sa cause. Ce qui nous prévient contre lui, c'est le caractère, aujourd'hui déclaré fantastique, de ses conclusions, et ce sont leurs suites judiciaires affreuses. Torture et bûchers nous hérissent, et spécialement si le motif n'en est qu'une fable. Mais, une négation sèche, une révolulsion sentimentale, est-ce là raison suffisante, ou même heureuse atmosphère, pour porter jugement sur une méthode ? Montaigne refuse de croire à la sorcellerie, et n'a pas tort ; mais, si vous examinez posément ses raisons, vous le trouverez maigre et léger. « C'est bien assez », dit-il, « qu'un homme, quelque recommandation qu'il aie, soit cru de ce qui est humain ; de ce qui est hors de sa

conception, et d'un effet supernaturel, il en doit être cru lors seulement qu'une approbation supernaturelle l'a autorisé<sup>1</sup>. » Belle raison, en vérité ! Et qu'est-ce qui sera humain ? Le concevable, j'imagine, l'intelligible, autrement dit le vraisemblable. Comme si la vraisemblance, ou son contraire, n'étaient pas, en fin de compte, fonction de l'état — provisoire — de nos connaissances ! Bodin, lui, mis en face du problème, que fait-il ? Au lieu de s'en fier à la couleur de son esprit, il écoute, il s'enquiert, il collige des « faits ». Le voilà qui constate l'insensibilité de certaines patientes à la torture : est-ce là un fait, ou non ? et Bodin est-il obligé, dès 1580, de connaître les phénomènes de l'hystérie ? Après la pauvre Jeanne Harvillier exécutée, voici d'autres bonnes femmes, et en nombre, qui, sans nécessité ni pression, spontanément, et sachant bien ce que leur vaudra la démarche, viennent se déclarer sorcières, succubes, hantées du Mauvais : au nom de quoi, comment rejeter des témoignages aussi manifestement désintéressés, purs ? et Bodin est-il obligé, dès 1580, de connaître les phénomènes de la mythomanie, de la contagion mentale ? Au reste, comment ne pas croire aux esprits, malins ou bienveillants, quand leur présence, autour de vous, est d'expérience courante ? Allez-vous prétendre aux gens qu'ils rêvent ? Ils savent mieux que vous, j'imagine, l'hôte qu'ils hébergent. D'Aubigné a son démon. Brantôme cite une demi-douzaine de personnages qui ont chacun le leur. Knox est visité de l'Esprit, et prophétise. Luther jette son encrier au nez du diable. Plus avancés dans l'étude des fonctions mentales, nous songeons à des illusions hallucinatoires ; mais ce qu'il ne faut pas oublier pour juger Bodin, c'est que lui (comment faire autrement ?) il voit là des *faits*, établis, indiscutables, et dont il est bien obligé de tenir compte<sup>2</sup>. Qu'il soit allé, comme magistrat, jusqu'au bout sanglant de son argument, cela prouve seulement, hélas ! sa sincérité, et l'intrépidité de sa logique.

Déjà, par l'invasion du surnaturel dans la nature, nous nous sentions à mi-chemin de la métaphysique ; nous y entrons à pleines voiles avec l'*Heptaplomeres*, où l'enquête, une fois de plus, et paradoxalement, se conduit par la méthode d'observation comparée. C'est la foi

1. *Essais*, III, 11.

2. « Que penser de la magie et du sortilège ? La théorie en est obscure, les principes vagues, incertains, et qui approchent du visionnaire ; mais il y a des faits embarrassants, affirmés par des hommes graves qui les ont vus ou qui les ont appris de personnes qui leur ressemblent : les admettre tous ou les nier tous paraît un égal inconvénient ; et j'ose dire qu'en cela, comme dans toutes les choses extraordinaires et qui sortent des communes règles, il y a un parti à trouver entre les âmes crédules et les esprits forts » (La Bruyère, *Caractères*, De quelques usages, éd. Rébelliau, p. 447).

à cette méthode, et à elle seule, qui aura, je pense, détaché si promptement Bodin de la Réforme. Vers 1563, si nous datons correctement sa *Lettre à Jean Bautru*, il en faisait clairement profession : le ton dont il en parle dans la *Methodus*, quelques années plus tard à peine, n'en est que plus remarquable : « La Bohême et la Saxe avaient nombre d'érudits sérieux qui révélèrent les cauteles des papes. Ces hommes, après de longues méditations sur le problème, prirent une décision, et lancèrent un mouvement d'une extrême difficulté : je parle surtout en ce qui concerne le commun peuple, lequel s'associa au mouvement sans y comprendre rien... Si, ayant rejeté l'ancienne religion, les Allemands avaient su prendre leur parti sur une autre et en rester d'accord, leur effort de propagande eût pris bien plus facilement ; au lieu de quoi, en un rien de temps, toute l'Allemagne devint un nœud inextricable de confessions opposées<sup>1</sup>. » Mais quoi ! ces Allemands avaient commis le péché majeur contre l'esprit, savoir de se fier à la logique personnelle : ils en étaient punis, comme de juste, par ce fourmillement des opinions, cette discorde intellectuelle, signe infaillible de l'erreur ; car la vérité est universelle comme elle est une, et en elle l'humanité doit s'unir.

Voyez, au rebours, par quelle voie le sage s'oriente vers la lumière : il institue un « colloque entre sept savants qui sont de différents sentiments » ; voici le catholique, les deux protestants, luthérien et calviniste, le juif, le renié devenu musulman, le partisan de la religion naturelle, le sceptique, assemblés en serein conclave sous l'égide de la tolérante Venise, chacun d'entre eux exprimant avec une liberté grave, un sensible amour du prochain, ses dogmes, ses arguments, sa conception du divin, en bref sa nature religieuse propre. De ces ingrédients confrontés, éliminons tous les éléments singuliers ou spéciaux — spéciaux à la nation, au groupe, à l'homme — laissons déposer l'accidentel : restera au fond du vase une essence agréable à tous, très limpide, très simple, et qui est la religion naturelle, harmonie entre les hommes parce qu'elle est la formule du vrai Dieu. Il régnait d'origine entre les sept hommes une charité réciproque, augure et prémisses de leur unisson, et, cet unisson, ils le perçoivent quand ils découvrent que, sans l'avoir su, ils ont tous et toujours adoré le même Dieu<sup>2</sup>. Le plus beau, c'est que, ce Dieu, en quelque sorte résiduel, produit de la

1. *Methodus* (1572, p. 184).

2. J'écarte délibérément l'imagination spécieuse et séduisante — un peu trop séduisante, à mon gré — de Pierre Mesnard, selon qui Bodin aurait, d'une part, conclu à la religion électorique, d'autre part, gardé son allégeance à l'Église pour sa valeur de discipline sociale, quitte



distillation d'expériences religieuses diverses, synthèse de ce que les hommes en divers temps ou lieux ont pensé de lui, il est évidemment un fils de la pensée humaine, une espèce de Dieu renanien. Nous voyons clairement que l'*Heptaplomeres* a tracé une histoire comparée des religions, moins clairement qu'il ait défini le vrai Dieu. Mais, à cette singulière inversion des choses, laquelle hérisserait le poil de sa chair, et où la créature crée son Créateur, le bon Bodin n'a pas pris garde.

Plein de foi, il vient de gravir la dernière cime, la plus altière, la plus proche du ciel, et de là-haut, sans un doute, sans une inquiétude, il embrasse du regard les crêtes qui sous lui s'étagent. De l'horizon naguère muet et confus, quel ordre à présent émane, manifeste à l'esprit qui sait, quelle majesté, quelle intelligence secrète ! Un instinct que nous avons souligné insuffisamment encore, car il est essentiel à Bodin, car il en colore toute la pensée, reçoit ici son assouvissement : l'instinct du mystère, la rêverie métaphysique que cette âme respire comme un milieu vital. D'où lui vient cette soif du surnaturel, ce recueillement émerveillé où spontanément elle baigne ? De sa pieuse jeunesse chez les Carmes, sous le bon évêque Bouveri ? De sa courte passe de ferveur huguenote ? De sa révérence illimitée, qu'elle soit elle-même d'origine protestante, ou allemande, ou directement juive, pour l'Ancien Testament ? Toutes les hypothèses sont possibles. Mais pourquoi chercher ? Cette couleur de pensée est commune alors. L'instinct de foi, ce souffle même des âmes depuis des siècles, a été surpris, ébranlé au choc du rationalisme antique ; il n'est pas mort, non pas même atteint en ses profondeurs ; il cherche seulement son objet. Il brûle plus ardemment encore chez les dissidents, où la sensibilité religieuse est à vif, les Aubigné, les Knox, qui vivent enveloppés de leur Dieu toujours présent. Et Dieu, une fois de plus, sur cette cime, est là. Bodin voit l'invisible. Cette essence immuable et universelle qu'il subodorait sous toutes les disciplines, c'était Dieu. Maintenant, regardant en arrière et contemplant son œuvre, elle lui paraît, à travers ses hypostases successives, se refermer en la figure parfaite du cercle ; le serpent « se remord l'étrécelante queue ». Et, pour en suivre l'orbe, dans les trois stades de la connaissance il n'a jamais eu qu'à déchiffrer la piste d'après mêmes vestiges : relever les traces et les comparer, observer, conférer, conclure. Ainsi de la science la fin est une, la méthode est une, le verdict est un. En la science, l'humanité réconciliée se connaît une. Autant dire en Dieu : car de Dieu le prédicat essentiel est l'unité.

à mettre là-dessous un contenu à lui propre. Bodin-Auguste Comte ou Bodin-Maurras (Mésnard *dixit*) m'amusent par leur inattendu : je les crois terriblement exotiques au xvi<sup>e</sup> siècle.

Et, ce rêve grandiose, n'allons pas en sourire, comme d'une naïveté : c'est nous qui serions naïfs. En lui, ce qui étonne, dépayse nos modernes, c'est bien moins la pensée que le vocabulaire, encore théologique. Quant au rêve lui-même, les plus grands esprits du dernier siècle, les Taine, les Renan, les Berthelot, l'ont, qui plus, qui moins, partagé. Espoir qu'à l'infini la science fermerait le cercle, vénération pour ces « saintes épées » nouvelles où se révèle l'ordre de l'univers, le Dieu panthéiste, conviction qu'elle est le lieu géométrique, où les différences humaines se dissipent et où les âmes communient, tous ces thèmes, sauf la terminologie un peu autre, ils sont aussi bien d'hier. Les textes abondent. C'est Hegel affirmant l'unité de la science. C'est Renan qui déclare : « La science est une religion <sup>1</sup>. » C'est Taine qui proclame : « Nous vivons tous dans une atmosphère spéciale, celui d'un parti, d'une secte, d'une opinion préconçue : de là nos discordes... Il n'y a qu'un terrain commun où tous ces dissentiments puissent s'atténuer et parfois disparaître, je veux dire la science, qui est un site plus élevé où les nuages, en s'évaporant, laissent arriver le plein jour. Nous devons nous réjouir chaque fois que des esprits indépendants et sincères nous proposent de nous mener sur cette éminence neutre et tranquille ; et pour cela il y a des méthodes <sup>2</sup>. » Qu'à l'usage ces nobles espérances se soient révélées excessives, qu'il en ait fallu rabattre, ce n'est point ici notre affaire ; notre affaire, c'est qu'elles aient été conçues alors, et qu'aux termes près ce soient celles mêmes qu'avait conçues Bodin. Quant à la méthode chère à Taine, n'est-elle pas aussi, *mutatis mutandis*, avec des instruments moins rustauds et moins simples, avec deux siècles de pratique en plus, précisément la méthode de Bodin, expérimentale et comparée ? Telle est la modernité du vieux maître !

### III

Non que, bien entendu, son ambitieuse bâtisse fasse guère illusion. Le plus naïf en discerne aisément les erreurs de tracé, les crevasses, les ruineuses fondations. Assurément, notre auteur n'aurait pas à suer sang et eau pour contrebattre la théorie germanique des Quatre Empires, s'il n'avait d'abord accepté sans discussion et la vision de Daniel et son interprétation allégorique. Mais l'on connaît la maxime : le théologien peut errer, la théologie jamais. Ainsi de Bodin : c'est lui qui erre,

1. *L'avenir de la science*, p. 108.

2. *Deux revues nouvelles*. Débats, 31 décembre 1875.

non la doctrine. « Qu'importent ses échecs, personnels ou intellectuels, ses découragements et ses imperfections? Ne nous plaçons jamais, pour apprécier la portée d'une œuvre de science, sur le terrain étranger de la « réussite<sup>1</sup> ». D'après Tycho-Brahé, Copernic usait pour ses observations d'un instrument parallaxique en bois, de sa fabrication : à n'en pas douter, il ne pouvait attendre d'un tel matériel la précision que nous exigeons du nôtre. Bodin, pareillement, se forgeait son outil. Qui veut porter sur lui un jugement équitable le comparera, non à nous autres, mais à ceux de son temps. Et, là, il reprend l'avantage.

Cet enthousiaste de la Renaissance, et qui, pour l'amour d'elle, salue François I<sup>er</sup> comme son roi préféré, a déjà laissé la Renaissance en arrière. L'ambition de tout savoir et la conviction qu'on le peut flottent bien, il est vrai, dans l'air autour de lui ; mais, cette notion de science universelle, Rabelais la traduit simplement par une boulimie indisciplinée, et l'engloutissement en vrac, infligé à l'infortuné Gargantua, d'une indigeste encyclopédie ; Bodin l'entend, lui, en profondeur, comme une unité organique où chaque fonction suppose les autres, où toutes proclament un divin ordre, et, si aventureuse qu'ainsi elle paraisse, on n'en saurait nier l'étrange et majestueuse beauté. — Au regard des Anciens, voyez la liberté dont il use, les pratiquant, certes, avec l'assiduité d'un humaniste, mais point gêné soit pour les contredire, soit pour les mettre à leur juste place, et comparez le culte aveugle, parfois absurde, que leur rend Montaigne, les contes fantastiques dont, parce qu'ils viennent d'eux, il farcit l'*Apologie de Raimon Sebond*. — Même, quand on pense à la philosophie cartésienne, encore toute confite en déductions abstraites, à un logicien pur comme Malebranche, Bodin, avec son goût pour les bons gros faits, pour la bonne terre solide sous les pieds, et malgré les vices grossiers de sa critique, Bodin, plus que le xvii<sup>e</sup> siècle, paraît proche de nous.

Au xvii<sup>e</sup>, c'est entendu, il y a Montaigne. Montaigne est très grand. Homme du Sud et du soleil, anxieux avant tout d'heureusement vivre, et à qui la pensée de la mort gâche son plaisir, le voilà qui, d'un problème purement pratique : se délivrer d'une hantise, dérive malgré lui, par l'aigu d'une intelligence entre toutes perçantes, vers la spéculation pure : valeur même de la connaissance. De cette connaissance, il examine instrument, procédés et, à mesure, le doute gagne : la science lui paraît limitée, relative ; la raison, faillible, ployable à tous sens. Vers la fin de sa vie, quand il écrivait le tiers livre, il allait très

1. L. Febvre, *L'universalisme de Jean Bodin*. Revue de synthèse, décembre 1934, p. 168.

loin, j'en ai peur : devant le perpétuel écoulement des phénomènes, il se demandait si nous pouvions accéder à mieux qu'aux apparences, et parfois, évoquant les variations qu'il observe en lui-même, il semble, devançant les ultimes hypothèses de nos modernes, soupçonner comme une possible illusion le sentiment de notre identité même<sup>1</sup>. Oui, Montaigne est très grand. Bodin, lui, a fait autre chose. Acceptant tel qu'il est, par un postulat tacite, l'outil humain de la connaissance, il a tracé à cette connaissance, encore tout empêtrée dans les vanités de l'école, des voies nouvelles, un but, des conditions. Ces voies nouvelles — expérience et induction — c'étaient celles qui, de plus en plus, au fur et à mesure que se construisait l'édifice moderne, physique, chimie, biologie, sciences politiques et sociales, c'étaient elles qui avaient devant soi le succès, l'avenir. Sans doute, ambitieux et indûment simpliste comme tous les débutants, la bâtisse que Bodin prétendait élever était branlante ; mais le principe qui en commandait le plan était juste, il était neuf et fécond. Et puis, toute bancalade que fût la bâtisse, c'en était une ; tout précaire qu'il fût, c'était un essai, un don positif offert à l'homme. Montaigne, lui, n'avait eu qu'à jeter bas l'ancienne mesure ; quant à reconstruire, il n'avait garde. Point de généralisations spécieuses à lui reprocher, c'est vrai ; mais, s'il tombait peu dans l'erreur ou l'imprudence, n'est-ce pas qu'il prenait grand soin d'esquiver les risques ? C'est pourquoi Bodin aussi est très grand.

Évidemment le rêve est démesuré d'une connaissance une, et une parce qu'elle est entièrement organique, mais une aussi parce qu'elle est totale, embrassant le ciel comme la terre, culminant en Dieu. Et précisément parce qu'elle dépasse la mesure humaine, elle expose aux chutes parfois les plus dérisoires. Rien de plus étonnant que de voir le vieux maître passer, la tête perdue dans les nuages, avec cette somnambulique assurance, et soudain choir dans la plus naïve chaussetrape.

Tandis qu'à peine à tes pieds tu peux voir,  
Penses-tu lire au-dessus de ta tête ?

1. « Moi, à cette heure, et moi, tantôt, sommes bien deux ; quand meilleur, je n'en puis rien dire. Il ferait bel être vieil, si nous ne marchions que vers l'amendement ; c'est un mouvement d'ivrogne, titubant, vertigineux, informe ; ou des jonchets, que l'air manie casuellement selon soi. » *Essais*, III, 11. « Les autres (moralistes) forment l'homme : je le récite. Les traits de ma peinture ne se fourvoient point, quoiqu'ils se changent et diversifient : le monde n'est qu'une branloire pérenne... toutes choses y branlent sans cesse... Je ne puis assurer mon objet (= le moi) ; je le prends en ce point comme il est en l'instant que je m'amuse à lui ; je ne peins pas l'être, mais le passage ; non un passage d'âge en âge, mais de jour en jour,

Mais, de ces faux pas puérils, les causes, qui sautent aux yeux, ne le diminuent point. L'une est la difficulté, bien plus redoutable en son temps qu'au nôtre, d'un criblage sérieux des prétendus « faits » ou données scientifiques, et la difficulté tient bien à ce qu'une foule de disciplines, qui, aujourd'hui, nous éclairent, sont alors encore dans l'enfance, mais au moins autant à la crédulité générale, à ce que l'esprit de l'homme, à cette époque, est encore tout imbu, altéré d'étrange<sup>1</sup>. — Une autre cause est que cette science universelle et une, pareille, en sa rondeur complète, à la perfection d'une sphère, Bodin croit la toucher du doigt, nous la rendre immédiate et présente, quand elle ne saurait être, au mieux, qu'une de ces fables abstraites et belles des géomètres, lesquelles requièrent l'infini pour prendre corps, qu'un de ces nécessaires mirages que nos horizons successifs poursuivent éternellement d'une course éternellement vaine. — Une troisième cause, enfin, est que, historien, politique, philosophe, théologien, Bodin s'est constamment appliqué à ce que nous appelons, abusivement peut-être, sciences politiques et morales : étranges « sciences », dont aucune ne tolère la rigueur d'évaluations chiffrées ; étranges « sciences », qui participent, et participeront toujours, de l'opinion, puisque notre équation personnelle y exercera toujours, *volens nolens*, son influence perturbante. Il est bien remarquable que ces difficultés, au moins les dernières, aient été celles mêmes qu'a rencontrées Taine.

Ce rêve d'une connaissance qui, à l'infini, devient une, il hante toujours, inavoué, l'esprit des chercheurs en quête ; car la raison, moyen de la quête, est une ; la vérité ne saurait être qu'une ; un système qui ne soit pas une explication générale n'est plus un système, et s'ils n'aperçoivent pas encore cette unité idéale, cela tient à l'infirmité de la condition humaine. Ces ambitions démesurées, ces certitudes inflexibles et ces roideurs qui, chez Bodin, nous tiraient un sourire, on les retrouverait — mises en sourdine assurément, mais identiques de tendance — dans le Renan jeune qui ne voyait aucune limite à l'avenir

de minute en minute ; il faut accommoder mon histoire à l'heure : je pourrai tantôt changer, non de fortune seulement, mais aussi d'intention... *soit que je sois autre moi-même*, soit que je saisisse les sujets par autres circonstances et considérations. » III, 2.

1. Un cas-limite : Ortelius et Beaton affirment à Bodin que les arbres de la région de Quinquelden (= Kirkcaldy?) portent des coquilles qui produisent des oisons (*Theatrum*). est-ce qu'ils se jouent de lui? Pas du tout. Or, Beaton, archevêque de Glasgow, ambassadeur d'Écosse à Paris, est un des hommes les plus honnêtes, graves, scrupuleux, de son pays. Abraham Oertel, le géographe, est un savant illustre. Douter d'eux? De quel droit? Que faire? Que penser? Les en croire? Pourquoi pas? Lisez, dans Ambroise Paré, le chapitre *Des monstres*...



de la science, surtout dans le Taine absolu des *Essais de critique* blindé dans ses théorèmes, assénant ses dogmes massifs. Et, comme jadis chez Bodin, chez eux aussi une noble foi en la science a enfanté les mêmes vastes espoirs : pour eux aussi, la science devait concilier les esprits et par conséquent les unir ; le progrès de la science annonçait la « république universelle », la charité humaine, le glas des haines et des orgueils<sup>1</sup>.

Mais le grand espace qui sépare, dira-t-on, Bodin de tels hommes, c'est chez lui le tour d'esprit mystique, ce culte aveugle pour Moïse et l'Écriture, la hantise avide du surnaturel, sa ferveur théologienne pour définir le vrai Dieu : quelle distance ! Est-ce bien sûr ? Le mysticisme que trahit Bodin, c'est la forme contemporaine du besoin d'absolu : cette forme diffère chez nos modernes, la nature de la pensée moins sans doute ; les espérances indéfinies dont un Renan se berce, les formules où s'enferme un Taine sont, elles aussi, l'aveu de leur besoin d'absolu. Eux comme Bodin sont des âmes qui ont horreur du suspens. Croyants déçus, ils se rebâtissent obstinément de quoi croire, et leurs systèmes sont, au fond, leur assouvissement. Ainsi de Bodin. Si l'on peut s'en fier (ce que j'ignore) au portrait que nous a laissé Stuerhelt, cette tête enfoncée dans les épaules, cette face rude et puissante, ce front plissé, cette bouche forte et serrée sous la barbe drue disent bien l'homme, son courage au travail, sa volonté de graver la pente, sa roideur ; c'est bien là celui qui, grave et un peu simple, a mis l'épaule à la roue de son colossal système et, quoi que vaille le système, c'est assez de l'avoir soulevé pour que l'homme soit grand.

Montaigne a eu plus de chance. C'est une nature autre, avec de l'abandon, du charme. Il n'a jamais cherché, au fond, que l'art du bonheur : cela séduit. Il n'avait pas ce besoin du fixe et du certain qui rongerait l'autre, il se jouait volontiers d'un équilibre instable, quitte à

1. « Dans le futur âge d'or, chacun travaillera plus que jamais. Or, l'homme qui travaille est bon, le travail est la source de toute vertu. Dans ce monde renouvelé, chacun travaillera avec zèle parce qu'il jouira du fruit de son travail, chacun trouvera dans cette rémunération légitime et intégrale les moyens pour pousser au plus haut point son développement intellectuel, moral, esthétique. » Berthelot, *Science et morale*. « (La science) réclame aujourd'hui à la fois la direction intellectuelle et la direction morale des sociétés. A mesure que les liens qui unissent les peuples se sont multipliés et resserrés davantage, par les progrès de la science et par l'unité des doctrines et des préceptes qu'elle déduit des faits constatés et qu'elle impose sans violence, et cependant d'une façon inéluctable, à toutes les convictions, ces notions ont pris une importance croissante et de plus en plus irrésistible : elles tendent à devenir les bases purement humaines de la morale et de la politique de l'avenir. » Berthelot, *Science et libre pensée*. (C'est moi qui souligne.) Qui ne voit que cet optimisme débridé du savant est l'expression moderne de l'universalisme cher à Bodin ?



se rétablir, d'un saut périlleux, dans les quiétudes de tradition, et ces acrobaties encore séduisent. Surtout il était un admirable artiste, ce qui l'a sauvé. Mais s'il fut, par la seule pensée, supérieur à l'autre, je ne sais. L'autre est une figure triste, quasi refrignée, un écrivain — sauf quelques pages, si rares! — sans grâce; plein de génie, oui; de talent, point. Mais, ce Bodin disgracié, je le crois, en son esprit, l'émule des Montaigne, une sorte de Taine du xvi<sup>e</sup> siècle, l'égal des plus grands<sup>1</sup>. Et peut-être son destin posthume nous est-il, à nous autres historiens trop graves et trop étrangers aux Grâces, un avertissement ironique, les trois mots tracés sur le mur.

Roger CHAUVIRÉ,

Professeur à l'Université de Dublin.

29 janvier 1940.

1. « La plus forte tête de l'Ancien Régime », dit Moreau-Reibel.
-

## MÉLANGES

---

### FRANCE DE L'EST ET DU SUD-EST : TROIS ÉTUDES HISTORIQUES

Une histoire ; un recueil de textes, une monographie : trois formes diversement utiles d'une bonne connaissance du passé. Le hasard nous les apporte ensemble ; ne les séparons point ; demandons-leur de nous dire où en sont, aujourd'hui, les études provinciales et locales.

\* \* \*

L'histoire est lorraine. C'est un gros volume abondamment et remarquablement illustré, enrichi non seulement de bonnes planches hors texte, mais de figures, de cartes, de plans dans le texte ; en appendice, les listes d'un Almanach ducal sommaire (souverains, évêques, intendants, préfets) ; au total, un livre séduisant, riche en données précises et surtout en suggestions de recherches proposées par l'exemple — ce qui vaut mieux.

Or, ce gros volume est œuvre collective. Comme la *Géographie lorraine*, publiée il y a deux ans, l'*Histoire de Lorraine* doit son existence à une initiative de la Société lorraine des Études locales dans l'enseignement public<sup>1</sup>. Conçue le 26 octobre 1937, elle a vu le jour le 1<sup>er</sup> juillet 1939 : un record. Et dans quelles circonstances ? Le professeur d'histoire de l'Est à l'Université de Nancy, André Gain, que son titre vouait à diriger l'élaboration du volume, l'indique d'un mot discret : « Au mois de septembre dernier, en arpentant sous l'uniforme une route quelconque — plus d'un d'entre nous put se demander si notre projet ne s'envolerait pas en fumée — ou s'il ne faudrait pas prolonger cette histoire d'un sanglant épilogue... » — Il ajoute : « Notre sérénité n'en aura, nous l'espérons, que plus de prix. »

Un record. Mais c'est que chaque collaborateur était un maître en son domaine. De l'excellent géographe J. Blache, qui s'est chargé de la brève *Introduction géographique*, à André Gain, qui a rédigé les conclusions après avoir fourni trois chapitres nourris, un véritable état-major de l'historio-

1. *Histoire de Lorraine*, publiée avec le concours de seize collaborateurs. Nancy, éditions Berger-Levrault, 1939, x-740 p. in-8°, 3 plans et 104 pl. hors texte, 102 cartes et fig. dans le texte.

graphie lorraine s'est trouvé rassemblé<sup>1</sup>. A être l'œuvre, non d'un seul historien repensant d'ensemble l'évolution d'un pays ardent et disputé, mais de seize hommes à la personnalité tranchée, *l'Histoire de Lorraine* gagne-t-elle ou perd-elle? Question métaphysique. Évidemment, d'un chapitre à un autre, il y a parfois un saut. Les auteurs ne visent pas tous le même lecteur. Les uns le choisissent habitué déjà aux méthodes de l'histoire — les autres le prennent dans le grand public, sans plus; ceux-ci songent à l'élève, voire à l'étudiant — et ceux-là au lecteur bénévole. Au total, ces disparates ne semblent pas de nature à affaiblir l'action du livre. Si tant de planches et de cartes neuves n'étaient venues, par les méditations qu'elles provoquent, faire du lecteur un collaborateur actif, l'inconvénient serait plus sensible. Il serait moindre, certes, avec un maître entouré de ses disciples; ne demandons pas l'impossible.

*L'Histoire de Lorraine*, à qui ne manquent (mais elles manquent) qu'une vingtaine de pages, en tête, sur les Archives lorraines, les archivistes, les historiens et les usuels de l'historiographie lorraine; *l'Histoire de Lorraine* à quoi, pour ma part, j'aurais voulu que s'ajoutent quelques pages, indispensables, de géographie linguistique; quelques notes de toponymie; quelques données enfin (non anecdotiques, mais comparatives) de folklore; *l'Histoire de Lorraine*, qui a le très gros tort d'être « gratuite »: je veux dire qu'elle ne contient pas un mot sur les Monnaies, pas un sur les Prix (heureuse Lorraine, qui n'a point lu Simiand, qui ne suit pas les enquêtes des *Annales d'histoire sociale*, et où, pendant tant de siècles, toute la vie des hommes a pu se dérouler sans que rien ne se vende ni que rien ne s'achète: mais qui donc taxait les Lorrains d'avarice paysanne?) — cette *Histoire* représente cependant un bon effort de vulgarisation intelligente. Qu'on me permette d'ajouter — songeant à la fois à mes années lorraines et à mes années strasbourgeoises: elle eût fait plaisir à notre cher Christian Pfister. J'ai cherché son portrait — comme celui de dom Calmet dont il fut le continuateur savant et souriant — sur une des planches du livre. Vœu pieux pour la première réédition?

\* \* \*

L'histoire est lorraine. Les textes sont dauphinois<sup>2</sup>. Deux professeurs

1. Connaisseur éprouvé de la préhistoire, G. Goury dit la Lorraine avant l'histoire; M. Tous-saint, la Lorraine gallo-romaine et franque; l'archiviste P. Marot, la Lorraine médiévale et, dans le chapitre des Trois-Évêchés, l'évêché de Toul; Mgr Armand traite, de droit, l'évêché de Verdun et M. Schneider l'évêché de Metz. Lorraine religieuse, économique, littéraire, artistique au Moyen Âge: Ch.-E. Perrin, M<sup>me</sup> G. Rose, Ch. Bruneau, P. Marot déploient ici leurs compétences. On gagne le xvi<sup>e</sup> siècle (E. Duvernoy); la Renaissance (P. Marot); les temps troubles du xvii<sup>e</sup> siècle et du xviii<sup>e</sup> (A. Gain) à quoi succède la Révolution (A. Troux) et le xix<sup>e</sup> siècle (H. Contamine). Pour finir, deux chapitres d'histoire économique: l'un (1789-1815) rédigé par M. Lacoste; l'autre (depuis 1815) par M. Grosdidier de Matons.

2. H. BLET, E. ESMONIN, G. LETONNELIER, *Le Dauphiné. Recueil de textes historiques*. Grenoble, B. Arthaud, 1938, viii-454 p. in-8°.

(E. Esmonin, H. Blet) et un archiviste (G. Letonnellier) présentent un recueil de documents propres à illustrer un enseignement d'histoire dauphinoise — ou d'histoire de France donnée dans le Dauphiné, avec références à des titres locaux. Disons-le de suite : ce recueil est formé de textes le plus souvent expressifs, et propres à étonner, donc à intéresser, les usagers.

Qu'on puisse alléguer : « J'aurais préféré ce texte-ci... », peu importe. La question n'est pas d'évoquer ce qui ne se trouve pas ; elle est d'apprécier ce qui se trouve dans le recueil — et ce qui s'y trouve est généralement bon. Un professeur (quand je dis professeur, je ne fais pas la distinction entre les détenteurs officiels de ce prédicat et, par exemple, les instituteurs), consacrant une fin de leçon au commentaire d'un de ces textes, est à peu près assuré de tomber sur une lecture à succès. En tout cas, sur une lecture qui ne sera inutile ni à ses élèves ni, souvent, à lui-même.

Ce qui surprend un peu, c'est « l'encadrement » des textes. Section I, *les Origines* ; section IV, *les Temps modernes* : voilà qui signifie Histoire de la province et de ses habitants. Mais, alors, pourquoi intituler la section II, *les Dauphins*, et la section III, *des Valois aux Bourbons* ? Nous voilà lancés sur une histoire des dynasties : il eût dès lors fallu continuer : section IV, *les Bourbons* — et non pas *les Temps modernes* ? Ces temps modernes ne débutent du reste qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle : je ne me ferai jamais à l'idée que, Rabelais, Calvin, Montaigne, etc., ce soient des « hommes du Moyen Age » ; ou alors ces termes sont absurdes ; changeons-les.

Dans une brève préface, les auteurs, ou l'un d'eux, s'excusent de donner les textes latins en traduction française et de rajeunir fortement les documents en vieux français. Ce n'est pas moi qui leur chercherai chicane sur ce point. Il faut savoir ce qu'on fait ; vouloir se faire lire, mais tout faire pour n'être point lu, c'est en effet un dessein de Gribouille. Les auteurs s'excusent aussi d'avoir préféré aux « documents trop abstraits, sans caractère et sans vie », ceux qui « pouvaient vraiment caractériser des faits ou formes de civilisation ». Ici encore, absolution plénière, s'il faut. Mais je souris un peu de l'embarras dont témoignent ces excuses. Traduire, choisir, éliminer : cette méthode, horreur, ne relèverait-elle point « plus de l'art que de la science » ? Une formule un peu concise nous enseigne d'autre part qu'aujourd'hui on « se méfie des ouvrages dont le principal mérite vient, soit du talent de l'auteur, soit de la crédulité des lecteurs ». L'alternative : talent ou crédulité, ne laisse point que d'avoir son piquant ; mais choisir des textes parce qu'ils sont « passionnants » (p. iv) et d'une valeur d'évocation certaine... aux yeux de qui choisit : l'auteur, ou les auteurs, sont-ils bien assurés que ce n'est point là, d'aventure, une forme larvée de cet abominable talent qui... Pour le reste, voir certaine *Introduction aux Études historiques* dont la notion de « Science » datait un peu déjà en 1898 ; elle n'a pas dû, j'imagine, rajeunir depuis. Pour moi, au risque d'accroître leur confusion, je féliciterai, froidement, les trois auteurs du « talent » qu'impliquent leurs choix.

\* \* \*

Pour finir, une monographie. Une simple et scrupuleuse monographie<sup>1</sup>. Il m'amuse qu'elle soit de Confrérie ; il me plaît qu'elle soit l'œuvre d'un instituteur, Louis Borne, qui n'en est pas à son coup d'essai. Car, s'étant initié seul aux études d'histoire, ayant appris seul la paléographie, il a mis au jour en 1924 une grosse étude sur *Les sires de Montferrand* en Franche-Comté, qui lui valut une médaille au Concours des Antiquités nationales ; j'écrivais ici même qu'on ne « pourrait plus faire d'étude sérieuse sur la Comté médiévale sans recourir au travail de ce modeste instituteur, bel exemple de probité intellectuelle et de labeur intelligent ».

Or, le modeste instituteur se fait récidiviste. Non seulement il a préparé, nous dit Georges Gazier dans la préface du nouvel ouvrage, une histoire de l'instruction primaire en Franche-Comté sous l'Ancien Régime, fondée principalement sur le dépouillement des registres paroissiaux : elle devrait bien voir le jour — mais encore Louis Borne nous donne aujourd'hui, en un gros volume bien illustré, l'histoire d'un pèlerinage comtois de ses origines à nos jours. Mince sujet en apparence : une chapelle fondée au xvi<sup>e</sup> siècle ; un pèlerinage rustique ; une confrérie pieuse du xvii<sup>e</sup>. Mais, à qui scrute minutieusement le passé, que de trouvailles assurées ? La chapelle fut probablement la conséquence d'un vœu fait en 1575, pendant la grande surprise de Besançon, par la veuve de Jean III d'Achey, Marguerite Perrenot, dame de Thoraise, la propre sœur du cardinal Granvelle dont l'hôtel fut pillé par les huguenots et qui dut avoir grand'peur. M. Borne fait l'histoire de la chapelle, évoque ses desservants, fait à ce propos l'histoire de la congrégation des ermites de Saint-Jean-Baptiste, passe aux chapelains qui leur succédèrent (d'où toute une série de monographies intéressant l'histoire de nombreuses familles) : après quoi, la confrérie, les confrères et leurs vicissitudes. — S'il n'a pas la portée du livre de 1924, le récent ouvrage de L. Borne atteste les mêmes qualités. On a abusé longtemps, dans les comptes-rendus, de la « petite pierre apportée à l'édifice ». S'agissant de monographies aussi fouillées, aussi honnêtes que celle-là, l'expression est juste. Si les auteurs ne se posent pas tous les problèmes que leur entreprise devrait les conduire à poser, ils permettent aux historiens « de plus grande périphérie », comme on disait au xvii<sup>e</sup> siècle, de les formuler en connaissance de cause. Ce qui n'est pas petit mérite.

\* \* \*

Histoire proprement dite ; recueil de textes, monographie : est-ce bien là l'ordre des difficultés ? Je n'en suis pas sûr ; mais ce sont certainement trois

1. Louis BORNE, *Notre-Dame-du-Mont à Thoraise, et sa confrérie du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*. Besançon, Jacques et Demontrond, 1939, in-8°, xii + 453 p., 32 pl. phot., 5 plans.

« genres historiques » qui ne semblent pas à la veille d'un décès. Je n'aurai pas l'impertinence de me demander si c'est un bien, ou un mal : on me traiterait de métaphysicien — la plus grosse des injures dans une bouche d'historien. Simplement, puisque j'écris en mai 1940, et dans un pays tendu pour un immense effort — un effort de sauvegarde de la forme de civilisation qui lui est chère — qu'on me permette quelques réflexions supplémentaires. Je les accrocherai, sans plus chercher, à l'un des livres, des bons livres, dont je viens de rendre compte. Elles n'en constitueront point une critique supplémentaire. Je voudrais, simplement, qu'elles fassent méditer nos historiens sur des problèmes que je tiens pour importants.

*L'Histoire de Lorraine* dont je parlais à l'instant se clôt par deux chapitres d'histoire économique. Je ne crois pas, personnellement, nourrir de grands préjugés contre l'histoire économique ; mais réfléchissons. De bons historiens, et bien de chez nous, ont mis en chantier l'histoire d'une petite nation tenace, j'allais dire coriace, cabocharde, de forte personnalité, assurément, et qui finit, après bien des résistances, par se fondre dans l'unité d'une grande nation à quoi tant de choses profondes la rattachaient. Ils terminent leur livre par deux chapitres d'économie. Bien, s'il s'agit de nous démontrer que « l'économie prime tout ». Mais, si ce propos n'est pas dans la pensée des auteurs (et il n'y est point), pourquoi ce plongeon, cette chute finale dans la matière ?

C'est entendu : la Lorraine rurale d'autrefois est devenue une Lorraine industrielle. Puissamment industrielle. Sa valeur est, maintenant — jusqu'à quand ? — une valeur d'industrie, encore qu'il y ait toujours des agriculteurs et une agriculture au pays de « Mat. de Dombasle », comme dit l'inscription d'une statue que j'ai beaucoup contemplée jadis ; le livre ne l'oublie pas et le dit clairement. — Prenons acte des novations économiques. Elles sont de l'histoire, et dans l'histoire. Mais, ceci fait, n'oublions pas le reste. En 1940. Il y a des mines à Briey, des hauts fourneaux à Pont-à-Mousson : certes. Mais il y a une Université à Nancy. Les barons de l'industrie lourde, oui. Mais les promoteurs d'une vie scientifique nouvelle à Nancy : un Gasquet, un Bichat, tant d'autres ? Mais les travaux qui sont sortis de là ? Mais les mainteneurs de la vie intellectuelle et artistique ? J'ai bien lu le bas de la page 614 ; dirai-je qu'il met en goût, sans plus ? Aux environs de 1900, je crois bien me rappeler qu'il y avait à Nancy une certaine fièvre artistique : vous croyez-vous libéré, vis-à-vis de tout ce mouvement, par les deux lignes dédaigneuses de la page 607 ? Et les écrivains ? Et ce Barrès dont les ascendances n'étaient guère plus purement lorraines que celles d'un Liautey<sup>1</sup>, mais qui se voulut Lorrain ? Il en est question, certes (p. 606 et 702), à deux reprises au moins ; mais c'est pour le jeter par-dessus bord, avec une belle couronne ; ce qui ne laisse point que

1. Car, enfin, de ce dernier, les racines ancestrales plongent, depuis des siècles, en bonne terre comtoise, à Vellefaux-les-Vesoul. Je ne le dis que pour signaler, une fois de plus, la difficulté d'incarner dans certains hommes ce qu'on est convenu d'appeler « l'âme d'une province ».



d'amuser ceux qui, n'ayant jamais pris pour argent comptant les théories de la Terre et des Morts (au contraire!), seraient certainement tentés de lui faire une autre place dans cette histoire. Poincaré, soit; ne soyez tout de même pas trop modeste, Lorrains mes demi-frères... Il y a eu, peut-être, des mouvements spirituels dans votre pays sans sourire? Il y a eu, peut-être, des mouvements de pensée? Ou alors, s'il n'y a rien eu, dites-le: ce sera bien surprenant, et vous aurez sans doute mal cherché; mais ne laissez pas aller les choses à la dérive. La France a toujours été prête au pire pour défendre les valeurs spirituelles et morales qui font sa grandeur, et même sa force, sa vraie force dans le monde: c'est donc là-dessus — je veux dire: c'est sur l'esprit, c'est par l'esprit — qu'il nous faut terminer nos histoires.

Question de plan, question de forme, chinoiserie pour les pédants et les cuistres? Eh non; sensibilité à l'humain. Histoire, science de l'homme.

LUCIEN FEBVRE,

Professeur au Collège de France.

## SAINT AUGUSTIN ET LA FIN DU MONDE ANTIQUE

### A PROPOS D'UN OUVRAGE RÉCENT<sup>1</sup>

Le point de départ de ce livre considérable, c'est au fond le problème de la décadence et de la fin de la civilisation antique; car, à propos de saint Augustin, regardé, à juste titre, comme le personnage intellectuellement le plus représentatif de son temps, l'auteur cherche à déterminer avec précision ce qu'était l'activité — et le contenu — de l'intelligence, donc de la culture d'un tel homme, à la fin de l'Antiquité. Du point de vue particulier de la bibliographie augustinienne, cette recherche ne fait double emploi avec aucune autre; elle ne prétend se substituer à aucune autre et, en vérité, elle les complète toutes. Augustin n'a jamais clos son évolution intellectuelle et, si, au terme du développement de ce perpétuel devenir, il a fini par atteindre la foi et s'y ancrer, ce n'a pas été pour y demeurer immobile et passif. Le mouvement même de cette foi vivante l'a conduit à opérer une revision critique de tout l'apport de la civilisation antique, à y séparer les éléments qu'il jugeait caducs et inutilisables de ceux qu'il conservait, pour les faire contribuer à l'installation, dans le monde chrétien et, d'abord, dans son propre usage, d'une culture, en principe nouvelle, subordonnée toute à la foi; d'une culture encore antique par ses matériaux constitutifs et déjà médiévale par son inspiration. *Antique*, la sclérose l'envahit et elle est, en fait, entrée dans

1. Henri-Irénée MARROU, *Saint Augustin et la fin de la culture antique*. Paris, de Boccard, 1938, 1 vol. in-8°, xv-620 p. — Thèse principale de doctorat ès lettres.

la mort ; *médiévale*, elle frémit de jeunesse et s'élance vers la vie. C'est du moins à la représentation d'un tel schéma qu'aboutit la réflexion du lecteur en fermant le livre de M. Marrou.

En vérité, l'exposé dont il a suivi le développement avec un intérêt croissant a évoqué pour lui le souvenir mélangé d'une douche écossaise. Selon que M. Marrou s'applique, si je puis dire, à liquider en Augustin l'Antiquité intellectuelle virtuellement morte et glacée, ou, au contraire, qu'il essaie de préciser les chaudes espérances qu'il sent palper chez le docteur et qui lui paraissent annoncer des temps nouveaux pour la vie de l'esprit au seuil du Moyen Age.

La disposition générale du livre est la suivante : *trois parties*, dont chacune se caractérise par une rubrique initiale qui, en quelque manière, la synthétise : I. *Vir eloquentissimus ac doctissimus* (p. 1 à 157) ; Augustin nous apparaît sous les aspects du grammairien, de l'helléniste, du rhéteur, du lettré de la décadence, de l'érudit. — II. *Studium sapientiae* ; il s'agit de l'acquisition par un homme cultivé de l'Antiquité de la philosophie, des connaissances scientifiques, de l'ensemble culturel qui se nommait les sept arts libéraux et, spécialement, de ce que tout cela a représenté dans la culture d'Augustin (p. 159 à 327). — III. *Doctrina christiana* ; c'est la description de l'effort d'Augustin vers la constitution et l'acquisition d'une culture proprement chrétienne ; d'une culture réalisée, si je puis dire, en fonction de la foi (p. 329-540). Quelques *Appendices* pleins de choses précisent divers points de détail, spécialement la relation de l'idée de *culture* avec quelques mots du vocabulaire latin qui s'approchent d'elle ; le sens des mots *scientia* et *sapientia*, etc. Quatre *Indices* (bibliographique, augustinien, lexicographique et répertoire des *notabilia varia*) complètent le volume. A la vérité, s'ils me paraissent bien construits et ingénieux, je les trouve aussi quelquefois un peu sommaires et la table analytique des matières, commode en ce que, du premier coup d'œil, elle permet de bien saisir le plan du livre dans toutes ses parties, n'est pas, par elle-même, assez poussée pour suppléer efficacement aux *Indices*, là où ils ne *rendent* pas aussi bien qu'on pourrait le souhaiter. Un exemple : à la page 437, M. Marrou parle de « la technique du recours au grec » ; l'*Index lexicographique* ne suffit pas à éclairer cette technique plus qu'à définir ce recours et force nous est, pour prendre quelque idée de ce que tout cela représente réellement, de lire *in extenso* tout le chapitre intitulé *La science chrétienne au travail*. Le cas est loin d'être unique.

\* \* \*

M. Marrou se demande donc d'abord ce que représentait la culture d'Augustin *avant* sa complète conversion et il la considère sous *deux aspects* : 1° le *pédagogique*, qui intéresse le dressage et l'entraînement de la fonction intellectuelle ; 2° l'*intellectuel* proprement dit, qui est une réalisation de la civilisation du temps.

Fondamentalement, la culture normale d'un intellectuel latin à la fin du IV<sup>e</sup> siècle demeure toute littéraire. Préparée par le *grammairien* et le *rhéteur*, son idéal est de faire éclore l'*orateur*. C'était déjà le fonds dont disposait Cicéron et, *mutatis mutandis*, la culture grecque du temps, dans le principe, mère de la latine, lui ressemblait essentiellement. Littéraire donc, la culture augustinienne préchrétienne paraît dès l'abord très superficielle (p. 18) ; elle se borne, *en poésie*, à une connaissance directe et satisfaisante de Virgile et, sans doute, de Térence, à la lecture, sinon à l'étude poussée, d'*extraits* de Catulle, d'Horace, d'Ovide, de Lucain et de Juvénal, car nous sommes au temps où la rareté et la cherté des livres, autant que l'appauvrissement de l'esprit, avaient imposé l'usage des *excerpta* et des *manuals* ; *in prosa*, à une pratique assidue de Cicéron orateur et avocat et à quelques clartés de Sénèque, Apulée et Salluste. Le bagage est en vérité léger et on ne voit pas comment, n'ayant pas cherché, semble-t-il, à l'alourdir, Augustin aurait pu être plus qu'un orateur de formation scolaire, nourri de livres de seconde ou de troisième main (p. 85), assez indifférent au véritable esprit comme à l'érudition littéraires. Il paraît posséder des *clartés de tout*, ce qui représentait, dès le temps de Cicéron, l'idéal de l'homme réputé instruit ; en réalité, pauvres petites lueurs d'emprunt qui ne sauraient éblouir ni seulement guider personne (p. 117 et suiv.).

Les anciens avaient bien coutume de placer en face de la culture proprement littéraire, de celle qu'inspirait fondamentalement la rhétorique, la culture philosophique, réputée plus élevée, le *nec plus ultra* de la spéculation et de la réflexion. Augustin maintient — cela va de soi — la distinction, voire l'opposition, et il semble toujours attacher une importance particulière au *studium sapientiae* (p. 168). Alors qu'il a parlé sans ménagement — et pas toujours avec une absolue sérénité — du mépris que doit garder le chrétien pour les grâces de la littérature, il n'a jamais porté de condamnation contre les ouvrages philosophiques (p. 359) ; il en a même toujours recommandé la lecture et s'il en a, en fait, négligé l'étude après son entrée dans les ordres (en 391), c'est seulement parce que, désormais, le loisir lui a manqué au milieu des obligations grandissantes d'une vie pratique très encombrée.

Sa vie intellectuelle a connu une phase néo-platonicienne<sup>1</sup>. Philosophie d'école que la sienne et qui, formée comme sa rhétorique, par les mêmes procédés et les mêmes moyens, ne vaut, en vrai, ni plus ni moins qu'elle. Prenons garde, d'autre part, que la *grammaire*, qui est la base de toute éducation scolaire, la grammaire classique selon Donat, Charisius, Macrobe et Servius, celle-là même dont Augustin est resté toute sa vie le disciple et le fidèle (p. 15), n'étudie qu'une langue dont la vie s'est retirée, une langue morte. Aussi bien n'a-t-elle jamais dépassé pour Augustin la phase de la *technique scolaire élémentaire* (p. 443) ; de ce point de vue, il reste très loin en arrière de saint Jérôme. Sa rhétorique demeure, tout à l'égal, irréaliste et convention-

1. Cf. Alfarc, *L'évolution intellectuelle de saint Augustin*, 3<sup>e</sup> partie.

nelle dans son *scolarisme* (p. 52). Moins encombrante assurément, moins tyrannique que chez la plupart de ses contemporains, elle ne laisse pas de nous fatiguer, parce qu'elle nous paraît — ce qu'elle est — vide de substance vivante (p. 83). — M. Marrou a insisté sur le goût de la *science* et de l'*érudition* que marquent les contemporains d'Augustin et qu'il affiche lui-même (p. 105) ; mais prenons garde et ne confondons pas la manie des *exempla*, la recherche éparpillée et incohérente des *curiosités*<sup>1</sup> et *singularités* diverses, telles que les ont pratiquées un Valère Maxime au 1<sup>er</sup> siècle, ou un Solinus Polyhistor au III<sup>e</sup>, avec une recherche méthodique ayant, même de loin, le *sens des faits positifs*, tendant à les assembler avec méthode et s'inspirant d'une notion, si vague fût-elle, d'un *progrès* de la connaissance (p. 150 et suiv.). En réalité, Augustin n'a pas idée de ce que nous nommons la *science* ; il ne sait pas ce que c'est que l'*expérience* : « Il ne se sert pas de l'expérience pour serrer de plus près le réel, pour perfectionner les notions qui lui servent à l'analyser... Il se sert d'elle pour établir que la réalité est extraordinaire » (p. 156). Ce qui est pour nous, peut-on dire, l'expérience en soi, la *physico-chimique*, n'est pas, sans doute, totalement inexistante chez Augustin, mais c'est insignifiant et pour le principal totalement *livresque*, emprunté au trésor traditionnel des *Mirabilia* dont Pline s'était montré si friand : nous sommes déjà dans la ligne des *Lapidaires* et *Bestiaires* du Moyen Age. Les exemples d'observations personnelles que M. Marrou a relevées (p. 139) sont, en vérité, misérables. J'ai noté moi-même que, dans la *Cité de Dieu* (21, not. 4 et 5), Augustin rapporte sans aucune espèce de critique nombre de fables sur les propriétés naturelles du diamant et sur divers autres pseudo-phénomènes dont une observation directe, si simple fût-elle, lui aurait prouvé la fausseté : il n'a pas eu l'idée de la faire ; il s'en est rapporté à un raconter. Et, pourtant, il recommande l'étude de l'histoire naturelle (*De Doctr. christ.*, 2, 29, 45) ! Augustin (*De morib. eccles. cath.*, I, 38) blâme ceux qui se lancent dans des recherches sur le monde sans seulement connaître Dieu. La science sans charité est celle que possèdent les démons (*De civ. Dei*, IX, 20).

La culture scientifique qu'Augustin juge nécessaire au philosophe, elle est définie, peut-on dire, par le cycle des *arts libéraux* (p. 187 et suiv.), qui sont, en théorie, après la grammaire, la dialectique, la rhétorique, plus l'arithmétique, la musique, la géométrie, l'astronomie. Ces arts libéraux, Augustin ne les pousse pas plus loin que ne faisait l'habitude courante et il n'arrive à tirer d'eux qu'une culture très incomplète (p. 237), celle qu'il devait aux souvenirs de ses études, tout simplement. Il est spécialement curieux qu'Augustin, qui n'ignore pas l'importance que l'astrologie, sous ses divers aspects, avait acquise de son temps, ne paraît en avoir accordé aucune à l'astronomie

1. *Curiosus, curiositas* n'évoquent en ce temps-là que l'idée de *savoir pour savoir* : aucun rapport avec la notion de curiosité moderne ou celle d'*encyclopédie* (p. 148 et 229).

(p. 273). A cette science proprement inexistante, correspond une *érudition* qui ne vaut guère mieux. Elle est d'abord grammaticale et littéraire ; elle a, par exemple, la passion des *étymologies*, et elle en risque de bien surprenantes — sans, du reste, les inventer. Ce qu'elle sait d'histoire et de géographie reste dans la ligne des *mirabilia* tout comme ce qu'elle a retenu de l'histoire naturelle, de la médecine ou de la physique, et elle ne s'intéresse qu'à ce qui confine à la littérature ; elle ne sort pas du *livresque* d'école (p. 135-148). La seule acquisition intéressante dans cette ligne — intéressante et originale — sera imposée à Augustin par la force des choses, c'est celle de la *patristique* dont, bien entendu, ses manuels scolaires n'avaient pas osé parler. Il la connaissait très peu avant son ordination : il l'a étudiée sérieusement après, du moins en ce qui regarde les Pères *latins* — spécialement Tertullien, Cyprien, Ambroise — car les *grecs* lui sont toujours demeurés assez lointains, y compris Origène, qui est celui qu'il ignore le moins (p. 416 et suiv.). M. Marrou juge son information *latine*, dans le domaine chrétien, remarquablement étendue ; je n'en suis pas, pour ma part, si convaincu : il faudrait définir avec précision ce *remarquablement*. Au fond, très grave nous paraît cette si médiocre intelligence du grec. Au temps d'Augustin, on a presque oublié le grec en Occident ; Augustin l'a appris, parce que les hommes cultivés en devaient encore, selon l'opinion commune, posséder quelque teinture ; il le sait assez pour l'utiliser *sur le plan technique* (vérifier un texte, redresser la traduction d'une phrase et autres menues besognes de détail) ; il n'a pas les moyens d'en nourrir sa culture, d'en éclaircir sa formation, car il est bien peu probable qu'il ait lu dans le texte grec, d'un bout à l'autre, un seul texte, même chrétien (p. 27, 35, 43). Qu'il ait eu quelquefois le texte grec de la Bible sous les yeux — quelquefois — on peut le croire. (On peut être sûr, du moins, qu'il le tenait ainsi en composant les *Enarrationes in Psalmos* et les *Quaestiones in Heptateuchum* ; mais, normalement, il étudiait la Bible en latin (p. 438 et suiv.). Il n'avait aucun goût pour la philologie (p. 443), au contraire de saint Jérôme.

M. Marrou s'attache spécialement, et avec un bonheur particulier, à définir exactement la *musica* augustinienne, qui ne correspond pas du tout à ce que nous nommons la *musique* : la première est la science abstraite des lois qui régissent la mélodie, sans rapports avec la pratique proprement musicale ; elle repose sur les théories dites de Pythagore et d'Aristoxène, et ne tient aucun compte de la *réalité artistique* (p. 197-208).

\* \* \*

De ce tour d'horizon intellectuel conduit par M. Marrou avec diligence et avec une bienveillante équité, ce n'est pas une opinion très élevée que nous rapportons de la culture d'Augustin ; si, comme il est apparent, elle représente tout ce qu'un intellectuel romain de la décadence pouvait savoir, il ne



nous fait pas l'effet d'être très encombré de connaissances vraiment utiles dans la conduite de sa vie et le perfectionnement de son intellect. Mais, paraît-il, « la conversion de saint Augustin entraîne... un renouvellement total de sa vie intellectuelle ; ce ne sont pas seulement ses convictions philosophiques qui changent, c'est l'organisation même de sa culture » (p. 165). A partir de sa conversion, Augustin a voulu, c'est certain, se détourner de la littérature, au profit de la philosophie, et, à feuilleter, par exemple, les *Dialogues* (en 387), on pourrait croire qu'il y a réussi : l'écrivain paraît tout entier orienté dans la ligne de la recherche de la sagesse, c'est-à-dire de son perfectionnement religieux et moral. Seulement, il n'a pu réformer son tempérament, ni abolir ses habitudes d'esprit, plus qu'opérer la substitution pratique et véritable d'un contenu intellectuel à un autre. C'était un homme alors pleinement formé, car il approchait de la quarantaine ; comment aurait-il pu faire table rase en lui-même de tout ce qui avait, depuis son enfance, nourri son existence spirituelle ? Son âme peut réclamer autre chose, aspirer à autre chose : comment son esprit serait-il d'abord en état de la satisfaire ? Il ne suffisait pas de se répéter : *Totum exigit te, qui fecit te* (p. 335). Donc, n'attachons pas une importance exagérée aux aspirations — très sincères — et aux déclarations — très éloquentes — d'Augustin sur cette *transformation* radicale qu'il appelle et que, peut-être, il s'imagine avoir réussie, des Cassiacum (p. 176). Infiniment plus intéressante pour nous, et plus active, plus efficace aussi pour lui, nous paraît être sa prise de contact véritable avec la vie, quand il se trouve amené, par la force des choses, à découvrir « le peuple chrétien, ses besoins, ses problèmes ». Cela, M. Marrou l'a fort bien vu et fortement dit. Jusqu'au moment où il accepte une responsabilité ecclésiastique, Augustin est resté « un lettré de la décadence, prisonnier, quoi qu'il fit, de cadres usés et de préjugés stérilisants ». Après, c'est l'évasion hors des livres et de l'école, à l'écart désormais de l'existence intellectuelle artificielle et appauvrie, dont se contentait la *caste close* que représentait, en vérité, l'élite de l'esprit à laquelle il avait si longtemps appartenu (p. 338).

Comme pour lui, désormais, c'est la religion qui prime tout, c'est à elle qu'il entend subordonner étroitement sa culture et celle des autres. Confiné à Hippone, nous l'entendons critiquer âprement la culture littéraire et la *curiositas*. M. Marrou estime qu'il y a dans cette palinodie une « prise de conscience de la décadence » (p. 331). Augustin entend, je pense, remplacer la vanité du classicisme par la plénitude chrétienne. Ainsi, si nous en croyons M. Marrou, c'est une véritable volte-face qu'a opérée Augustin en devenant un authentique chrétien. Mais devons-nous l'en croire si complètement ? Ayant posé la question, j'hésite devant la réponse ; et je m'arrête, non sans inquiétude, devant une remarque, du reste très juste, que fait en passant notre critique à propos de la correspondance de l'évêque d'Hippone et que voici : « C'est surtout le genre de la « lettre d'art » qui se trouve bien représenté dans la correspondance d'Augustin » (p. 96). Il est vrai ; mais, s'il en



est ainsi, que penser de la *conversion intellectuelle* d'un homme qui, méprisant par principe les grâces du langage et les élégances du style, plie pourtant les instructions de tout ordre qu'il enferme dans ses lettres *pratiques* aux habitudes et aux formes de l'*épître*? S'il n'a pu se contraindre à écrire toujours, dans les occasions que lui offrent les questions de ses correspondants et les incidents de sa vie épiscopale, d'une manière simple, directe, spontanée et sans apprêts, je n'ai plus grande confiance, non certes dans la *sincérité* de sa volte-face intellectuelle, mais dans sa *réalité*. Et, aussi bien, j'ai l'impression qu'au fond M. Marrou n'est pas, en l'espèce, très loin de mon sentiment.

Qu'Augustin ait eu la conviction profonde qu'il y avait incompatibilité spécifique entre son état d'esprit antérieur à sa résolution de conversion et celui qu'il avait dessein de s'imposer à l'avenir, d'accord. Il a certainement eu l'impression que sa culture classique ne favorisait pas l'acquisition de l'humilité d'esprit indispensable à cette sainteté dont il entendait faire son idéal (p. 346). Il se rendait bien compte que les écrivains chrétiens, ses prédécesseurs, ne s'étaient pas éloignés des formes de la culture courante, même lorsque, à l'exemple de Tertullien, ils en pensaient et en disaient tout le mal possible; ils n'en concevaient pas d'autre, et, du reste, ils s'empruntaient de l'un à l'autre, inlassablement, les mêmes thèmes de développement; ils se copiaient alors même que la réalité aurait dû leur enseigner à changer leurs schémas; lui il sent — le premier sans doute — la décrépitude profonde de cette culture antique, qui n'est plus emplie que d'illusions et de faux-semblants; et, parce qu'il s'est convaincu qu'il n'y a plus rien à espérer d'elle, il pense qu'il n'y a plus qu'à utiliser ses ruines pour édifier autre chose. Il est l'homme de la *Cité de Dieu*, qui a vu Rome s'écrouler sous la poussée d'Alaric (p. 354 et suiv.). Ce qui reste en lui c'est l'instrument d'expression, parce qu'il ne saurait en façonner un autre: c'est un rendement nouveau qu'il en attend. Ce qu'il prétend faire en vérité, c'est substituer une culture chrétienne à la culture antique. Or, cette culture nouvelle, Augustin entend l'établir sur deux plans qui, du reste, se correspondent, l'un *philosophique*, et à la vérité il n'y change pas grand chose de ce qui existait déjà, il n'y ajoute guère non plus; l'autre proprement *chrétien*: il s'agit, par le secours de l'Écriture et de la réflexion, d'approfondir les données de la révélation (p. 357). Mais les Pères avant Augustin n'avaient pas, en vérité, fait autre chose; question d'insistance et, si l'on veut, de proportion, rien de plus. Seulement l'acquis patristique d'Augustin ne paraît pas très substantiel et il ne constitue pour lui qu'une base de départ assez étroite. L'évêque, toujours encombré d'occupations et obligations diverses, a eu, semble-t-il, tout juste le temps de lire d'assez près Tertullien et Cyprien auxquels il faut ajouter sans doute, avec les principaux écrits d'Ambroise, quelques œuvres contemporaines — toutes latines — de polémique et de pragmatique. C'est de son propre fonds qu'il a tiré l'essentiel (p. 420). Je ne conteste pas la richesse de ce qu'il a pu mettre dans ce fonds de sens de la vie religieuse, de

virtualités chrétiennes de tout ordre, mais je suis bien obligé, avec M. Marrou lui-même, de constater que ce qu'il a emprunté de connaissances précises au dehors n'était pas fort opulent : érudit d'histoire romaine, il avait démarqué Varron et c'est fort heureux pour nous, puisque c'est par lui que nous connaissons le vieux polygraphe ; philosophe, il n'a jamais dépassé la compétence d'un amateur, bien peu maître de sa technique, exégète et philologue travaillant *au rabais* (p. 544). C'est à de telles formules qu'aboutit M. Marrou au terme de son travail, lorsqu'il en résume les résultats dans sa Conclusion. Et pourtant il professe, si je l'entends bien (p. 545), qu'Augustin représente « une des plus puissantes intelligences de l'histoire ». J'ai du mal à me ranger sans réserves à un tel optimisme de jugement. Car, enfin, par quoi au juste ce simple « touche-à-tout » (p. 443) a-t-il manifesté la supériorité de son génie sur la pauvre culture vide et agonisante qui l'a formé et qu'il a pratiquée ? S'est-il vraiment évadé d'elle ? A lire M. Marrou, on en doute. L'a-t-il primée sans conteste possible par un apport de vie intellectuelle original et fécond ? Non, sans doute. Il tient, c'est certain, une place de premier rang dans l'histoire de son temps, et dans celle d'après son temps ; une place qui, à une autre époque, supposerait de toute nécessité un esprit souverain. Dans son œuvre immense, c'est une *forme* plus qu'une *substance* qui s'étale, un *écho* qui résonne plus qu'une parole de vie qui retentit.

Regardons d'un peu plus près le développement de son action, dans le plan de la *période chrétienne* de son existence. Le *principe* de toute l'activité intellectuelle de saint Augustin après sa conversion, c'est donc *la foi*, qui, en fait, découle pour lui de trois sources : l'*Écriture*, la *tradition*, l'*autorité vivante de l'Église* (p. 376). *En fait*, cette dernière prime les autres, puisqu'elle les justifie et les garantit. Si nous en croyons Augustin, rien n'existerait plus dans son esprit, comme dans sa conscience, que cette foi et la *doctrine chrétienne* qui l'exprime ; mais il faut se garder de l'en croire et il ne nous est pas difficile de relever en lui plus d'une manifestation ou réaction qui jure avec son exclusivisme résolu. Peut-être ne les voit-il pas ; en tout cas, il n'a pas conscience de les accepter (p. 340). Sa science chrétienne, il entend bien la soumettre, tout comme il a fait de la *fausse science*, à la *caritas* dont parle *I Cor.*, 8, 1 (*Scientia inflat ; caritas vero aedificat*) ; il la juge avec l'Apôtre, méprisable si elle ne s'oriente pas vers le progrès et l'amour *spirituels* ; par infortune, il n'a jamais pu cesser d'être rhéteur, rhéteur sans doute d'esprit moins fermé à la *vie* qu'on ne l'était d'ordinaire autour de lui ; rhéteur tout de même (p. 540). Comment aurait-il pu faire autrement ? C'est la question ou mieux l'affirmation interrogative que M. Marrou juge incontestable (p. 387). Il est vrai ; mais cette impuissance d'Augustin à se détacher des *formes* de sa culture antérieure ne témoigne pas seulement en faveur de la ténacité de cet acquis, il fait tout à l'égal la preuve d'une infirmité spécifique de l'illustre docteur dans le plan intellectuel : il ne disposait, ni dans sa connaissance, ni dans ses virtualités propres, d'aucun élément de remplacement valable. Il n'a

rien su faire de plus et de mieux, au regard de sa culture, qu'adapter vaille que vaille à son orientation religieuse — fonds et forme — son éloquence et sa rhétorique. Assurément, il n'oublie pas de proclamer — et je ne doute pas, je le répète, de sa sincérité — que, si la rhétorique est *utile* pour exposer et faire entendre la vérité, elle n'est pas *indispensable* et qu'il ne saurait être question d'en imposer l'étude, la connaissance et l'usage à tous les *intellectuels chrétiens* (p. 515) ; mais, en vérité, on se demande à quoi se réduirait en fait le contenu de la culture de tels intellectuels, si la préoccupation de la rhétorique, sous ses diverses formes, en devait être abstraite. Ce qui l'incline à la concession que je note, c'est la nécessité qu'il sent vivement d'*aller vite* dans la formation de son chrétien, et, sans doute, accepterait-il une éloquence dégagée des obstacles et des retards du *métier* de rhéteur, une éloquence plus directe et plus pragmatique, qui n'encombrerait pas l'amphigourisme artificiel de la littérature du temps. Cet esprit et cette tendance s'affirment dans le *De Doctrina christiana* et plus encore dans le *De Catechizandis rudibus*. Ils sont pleins d'intérêt ; mais, en réalité, ils restent, chez Augustin, à l'état d'idéal étranger ; je veux dire qui se réalise par des moyens extérieurs. Augustin se montre préoccupé que l'éloquence, qui est, peut-on dire, le *sport à la mode*, ne prime pas la doctrine (p. 512).

Il est curieux de se rendre compte de la portée de la connaissance biblique d'Augustin. Nous ne sommes pas en face d'un exégète très substantiel. Il a certainement pratiqué la Bible très assidûment dans son texte même, au point que l'emploi qu'il en fait peut s'apparenter à une sorte de centon (p. 500)<sup>1</sup>. L'exégèse proprement dite d'Augustin est, de notre point de vue, viciée et comme stérilisée par l'abus de l'interprétation symbolique ou allégorique. Augustin professe que tout ce qui ne se rapporte pas directement à la foi et aux mœurs doit être tenu pour figuré (*De Doctr.*, 3, 5-3, 37) ; quand un texte paraît obscur et l'est sans doute, plus au fond il est riche et mieux il se présente ; il n'est que de savoir l'interpréter (p. 483). M. Marrou remarque (p. 489) qu'au fond l'idée de la vérité cachée sous le voile des symboles, c'est le principe de toute l'esthétique du Moyen Âge. Il est vrai ; mais ce n'est pas là une innovation d'Augustin, et, si mal qu'il connût Origène, il savait que tel avait été le principe de l'exégèse de l'illustre Alexandrin. En réalité, l'exégèse d'Augustin ne dépasse pas le grammairien, ou, si l'on veut, le commentateur d'école et d'école antique ; elle n'a rien pour satisfaire un moderne et nous aurions tort d'attendre d'elle aucun des éclaircissements que nous cherchons aujourd'hui dans l'étude du texte de l'Écriture (p. 424). Il a traité ce texte comme il traitait autrefois celui de Virgile ; sa méthode ne fait pas de progrès de l'un à l'autre. Alors, je ne comprends plus bien ce que M. Marrou veut dire quand il parle (p. 427) de la *connaissance profonde* qu'Augustin est censé posséder du texte sacré. Il l'a lu et relu sans doute, l'a-t-il pour cela

1. Bon exemple dans *Confessions*, 13, 14.

profondément connu? J'ai souvenance d'un ecclésiastique qui récitait imperturbablement les Psaumes — en latin, bien entendu —; quel avantage exégétique en tirait-il? Pas le moindre et, au fond, M. Marrou lui-même ne pousse pas plus loin qu'il ne faut l'apparence d'illusion qu'il pense se donner (p. 428).

\* \* \*

En somme, qui veut se rendre compte de l'idéal qu'Augustin a fini par se faire en pratique de la formation de l'intellectuel chrétien n'a qu'à lire avec attention le *De Doctrina christiana* (p. 389 et p. 398). Le traité expose véritablement « un programme d'études supérieures qui constituent une formation complète de l'esprit » et qui sont conçues uniquement « en fonction du but religieux que le christianisme assigne à la vie intellectuelle ». Mais prenons garde qu'il ne s'agit, en réalité, que d'une adaptation à la formation chrétienne du *cursus* des études usuelles, du *cursus* scolaire classique, dont Augustin est incapable de se détacher. Pourtant l'intention même de l'adapter au lieu de se conformer simplement à lui présente de l'intérêt et témoigne d'un effort de réflexion relativement original.

L'impression d'ensemble que nous laisse l'étude que je viens d'analyser, c'est que tout le « génie » d'Augustin n'a pas suffi à transformer, même après sa conversion, les clichés sur lesquels s'était établie sa vie intellectuelle auparavant; qu'il est resté le grammairien et le rhéteur de la décadence, c'est-à-dire vidé de substance vivante, qu'il était déjà quand il est devenu chrétien; sa foi s'est superposée à cet acquis, sans le transformer autrement qu'en intention. L'idée fondamentale sur laquelle s'arrête finalement M. Marrou, c'est que la culture chrétienne d'Augustin est une *préfiguration médiévale*. J'hésite quelque peu, je l'avoue, sur le *sens* de l'action indéniable, soit l'avènement après Augustin du *médiévalisme*, parce que, étant donné l'énorme influence exercée par le grand Docteur sur les hommes qui l'ont lu en Occident à partir du *v<sup>e</sup>* siècle, jusqu'à l'avènement de l'*aréopagisme* au temps de Charles le Chauve, je me demande si c'est bien Augustin qui a anticipé sur le Moyen Age, dans la constitution même de son esprit et l'orientation de sa culture, ou si ce n'est pas plutôt le Moyen Age intellectuel qui s'est conformé aux tendances augustinienes et les a *explicitées*. Si cette dernière hypothèse était fondée, l'originalité d'Augustin, contestable dans le cas d'acceptation de la première, se trouverait singulièrement grandie, si antique que reste l'évêque d'Hippone « par ses matériaux et ses méthodes » (p. 143). En suivant M. Marrou, j'ai ressenti une impression étrange: on voit s'affronter toute une suite de constatations peu avantageuses pour la culture et l'esprit d'Augustin, et en face un ensemble d'affirmations pleines de promesses touchant les ressources et l'originalité de son esprit; or, les promesses me paraissent ne jamais guère dépasser l'espérance et les constatations nous ramènent toujours aux mêmes formules décevantes: c'est un rhéteur, un grammairien de

petite substance et en soi de petite portée, un lettré de la décadence. En sorte que ce qui en lui vit et intéresse, c'est ce qui ne regarde pas sa culture, ni le jeu de son intellect : sa foi chrétienne et ses réactions pragmatiques, telles — *mutatis mutandis* — que pouvaient les éprouver un Tatien ou un Tertullien.

Le problème précis que posait M. Marrou en commençant son exposé (p. vi) se présentait dans la formule que voici : « Qu'était l'activité de l'intelligence pour un homme de la fin de l'antiquité ? » La réponse que le livre impose, c'est qu'en soi cette activité n'était qu'agitation vaine, art de tourner en rond dans le cercle clos des préoccupations vides ; une culture sclérosée, hors d'état de se vivifier au contact intime d'un ferment de vie aussi puissant qu'était alors le christianisme, et tout au plus capable de le stériliser lui-même en partie, par son impuissance à sortir de soi. Augustin a sans doute senti ce qu'il aurait fallu faire pour préciser, formuler, réaliser ses aspirations de chrétien dans les cadres de l'intellectualisme dont il avait jusqu'alors vécu ; il n'a pas pu se réaliser, ni seulement s'exprimer. M. Marrou a certainement du regret et peut-être a-t-il éprouvé quelque déception à être obligé de constater ce qu'il a conclu et on a l'impression de temps en temps qu'il voudrait bien résister à la décevante constatation : il était trop honnête pour s'y dérober. Son livre dissipera définitivement plus d'un préjugé et contribuera efficacement à définir dans la vérité de l'histoire le véritable Augustin. C'est un travail de tous points excellent.

† Ch. GUIGNEBERT,

Professeur honoraire à la Sorbonne.

Juin 1939.

## LA PREMIÈRE EXPÉDITION DE SAVOIE

(FÉVRIER 1831)<sup>1</sup>

On n'apprécie généralement point assez l'influence exercée par la Révolution de 1830. Le soleil de Juillet n'éclaire pas seulement le comptoir du bourgeois, l'atelier de l'ouvrier français. Il jette aussi ses rayons au delà de nos frontières, en Belgique, en Italie et jusqu'en Pologne. Les peuples de l'Europe sortent de leur longue apathie. Les nationalités s'éveillent. La Sainte-Alliance est ébranlée.

Les « patriotes » étrangers qui ont trouvé en France un asile et méditaient depuis longtemps sur la libération de leur pays renaissent à l'espérance et

1. La seconde étant celle de la *Giovine Italia* (Jeune Italie) de Mazzini et du général Ramorino en février 1834.



se mettent fiévreusement à l'œuvre. Surtout les Italiens, qui reprennent les audacieux projets avortés dix ans plus tôt.

Le gouvernement de Turin s'inquiète. A partir du mois d'août 1830, il ne cesse de signaler à l'attention des autorités savoyardes les menées des réfugiés piémontais, « ces êtres aussi criminels que dangereux », qui répandent en Savoie des proclamations, des pamphlets et autres écrits « incendiaires » et entretiennent des correspondances avec les libéraux des États sardes, dont beaucoup se tiendraient « prêts pour se réunir en bande armée au premier signal de leurs chefs ». Dans le sud-est de la France, les réfugiés se regroupent, s'agitent<sup>1</sup>.

Le 16 janvier, le préfet du Rhône, Paulze d'Ivoy, informe l'ambassadeur de France à Tunis, de Barante, alors de passage à Lyon, que des réfugiés piémontais se sont présentés aux fonctionnaires civils ou militaires de quelques-uns des départements frontières, et notamment aux préfets du Rhône et de l'Ain, et au général commandant la 19<sup>e</sup> division militaire. Ces réfugiés les ont entretenus de leurs projets de révolution en Savoie et en Piémont, demandant secours et encouragement ou du moins tolérance. Paulze d'Ivoy aurait gardé la prudente réserve que lui commande sa position. Mais ces mêmes réfugiés ont trouvé « un accueil plus encourageant et plus ouvert » auprès du général commandant la division. « Le préfet s'en est entretenu avec le général, qui lui-même est convenu qu'il s'était peut-être trop avancé. » D'après Paulze d'Ivoy, ces relations entre les autorités et les Piémontais remonteraient déjà « à une date assez éloignée ».

En tout cas, instruit de ces faits, le ministre des Affaires étrangères, le comte Sébastiani, écrit le 20 janvier à ses collègues de la Guerre et de l'Intérieur, Soult et Montalivet, pour les prier de donner des ordres « bien positifs » aux agents de leurs départements respectifs. Les intentions du gouvernement doivent leur être connues de telle sorte qu'ils ne s'en écartent ni par ignorance ou incertitude, ni surtout par conformité d'opinion ou connivence avec un parti. Sinon, la France pourrait se trouver compromise. Les assurances données au gouvernement sarde prendraient une apparence de mauvaise foi ; ou encore le cabinet de Turin pourrait croire que le gouvernement français n'est pas assez fort pour se faire obéir fidèlement de ses agents : « Nous autoriserions ce cabinet à penser que l'action de notre gouvernement à l'intérieur manque de force<sup>2</sup>. »

Trois semaines plus tard, le préfet du Rhône informe les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères que des Lyonnais se proposent de prendre part à une insurrection dans le royaume de Sardaigne :

« Plusieurs lettres venues à Lyon, de la Savoie et du Piémont », écrit-il le

1. Archives de Savoie, Fonds Sarde, 456.

2. Archives du ministère des Affaires étrangères. Turin, registres 296 (fol. 176-177) et 298 (fol. 8).



11 février au comte Sébastiani, « indiquent que des mouvements insurrectionnels doivent éclater vers le 20 de ce mois. Je sais que les Piémontais réfugiés s'attendent à ces mouvements et se disposent à s'y joindre. *Plusieurs habitants de Lyon doivent aussi se joindre aux insurgés, aussitôt que les mouvements insurrectionnels se déclareront.*

« J'ai informé M. le ministre de l'Intérieur de ces faits. Je lui donne l'assurance que j'arrêterai toute démonstration qui aurait un caractère d'hostilité du gouvernement français contre le gouvernement sarde, et que je ne perds pas de vue la réserve que, d'après vos observations, il convenait aux autorisés frontières d'apporter dans les relations avec les gouvernements voisins. »

Dans une nouvelle lettre du 12 février au ministre des Affaires étrangères, Paulze d'Ivoy confirme les indications qu'il lui avait adressées la veille, d'après les correspondances du commerce, sur la situation de la Savoie et du Piémont :

« Les lettres reçues hier soir annoncent que des insurrections éclateront au premier jour. On désigne même que le 25 a été choisi pour un mouvement prononcé à Turin<sup>1</sup>. »

De même, le 13 février, le maréchal de camp Hulot, qui, en l'absence du général Bachelu, commande la 19<sup>e</sup> division militaire, rend compte au ministre de la Guerre qu'on recrute à Lyon des hommes de bonne volonté pour se porter en Savoie dès qu'une insurrection dont il est fortement question y éclatera<sup>2</sup>.

\* \* \*

L'auteur de ces enrôlements est un certain Mollard-Lefèvre, ancien soldat de Napoléon, ancien conspirateur sous la Restauration, et qui avait pris une part active à la Révolution lyonnaise de juillet 1830. En novembre de la même année, il s'était occupé de former un bataillon de volontaires destiné à seconder les mouvements insurrectionnels d'Espagne. Au début de février, nous le retrouvons à la tête d'un « Comité provisoire de secours en faveur des Polonais », qui s'était formé à la Croix-Rousse. Ce Comité avait publié dans le *Journal du Commerce* du 9 février un vibrant appel en faveur de la « brave nation polonaise, qui, électrisée au mot de liberté, a suivi notre exemple » et « dont la cause est la nôtre<sup>3</sup> ».

Mais, écrira plus tard Mollard-Lefèvre, « je pensai également faire plus pour les Polonais que de leur adresser des vœux stériles ou quelques légères

1. Archives du ministère des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 33 et 34.

2. Archives de la ville de Lyon. Documents Gasparin, t. VIII. « Résumé de tout ce qui est relatif à l'organisation et à la dissolution du bataillon dit des Volontaires du Rhône, vers la fin de 1830 et le commencement de 1831. (Extrait de la correspondance du lieutenant-général commandant la 19<sup>e</sup> division, à Lyon.) »

3. Cf. aussi le *Précurseur* des 9-10 février 1831.

souscriptions provenant de banquiers somptueux<sup>1</sup> ». Il « conçoit » donc le projet de « porter la liberté » en Italie « comme auxiliaire des patriotes italiens », projet combiné, nous dit-il encore, de manière à causer « une diversion favorable à la cause des Polonais<sup>2</sup> ». D'autre part, « si l'Autriche avait fait la moindre démonstration hostile contre le Piémont, la Hongrie faisait sa révolution, et la cause des despotes de l'Europe était à jamais perdue<sup>3</sup> ».

Les Piémontais réfugiés à Lyon avaient constitué un Comité, installé au café du Phénix, où s'entrelacent les drapeaux tricolores italiens et français. Mollard-Lefèvre entre donc en relations avec eux et avec leur chef, l'exc colonel Régis, proscrit à la suite de l'échec des mouvements carbonari de 1821. Et Mollard nous dit que, bien vite, « ils entrèrent dans ses vues ».

Mollard-Lefèvre se remet alors à « travailler la classe ouvrière », cette fois pour le soutien des mouvements insurrectionnels d'Italie, où « tout se préparait à une régénération nouvelle<sup>4</sup> ».

Mollard-Lefèvre ne joue cependant pas le rôle de premier plan qu'il s'attribue. Outre que « le commandement en chef des troupes révolutionnaires » appartient au « général » Régis, Mollard n'est, en réalité, qu'« un instrument de parti, que la faction Lafayette pousse en avant » ; il est en relations épistolaires avec le général Lafayette et il déclarera lui-même « qu'il agissait d'après les impulsions du comité Mauguin et compagnie<sup>5</sup> ».

La tentative de Régis et Mollard-Lefèvre n'est en fait qu'une partie d'un plan d'insurrection générale de l'Italie, lequel n'est lui-même qu'une partie d'un plan d'insurrection générale de l'Europe. Le bataillon des volontaires lyonnais n'est qu'un maillon dans une longue chaîne.

C'est ce qui ressort du manifeste que publie le 16 février dans un journal de Paris, la *Tribune*, un actif agent bonapartiste, Gustave de Damas, ancien chef de partisans lyonnais en 1814, rédacteur en 1827 d'un journal libéral de Lyon, l'« *Indépendant*, journal de la France provinciale », et, après 1830, un des collaborateurs du journal *La Révolution*. Celui-ci écrit que « 20,000 anciens militaires, gardes nationaux, volontaires et ouvriers sans travail » se sont offerts pour « former un corps sous la dénomination de Légion Lafayette sans que cette organisation devint à la charge de l'État ». Ce projet avait pour but « d'enlever à la capitale comme aux autres villes des bouches inutiles, d'empêcher par cette mesure les désordres qui peuvent être

1. « Lettre de Mollard-Lefèvre à M. Mornand », p. 6.

2. C'était également l'avis du général Lamarque : « Lamarque était d'opinion que le Comité de secours pour les Polonais devait employer tous les fonds qu'il avait réunis à aider à la révolution italienne, parce qu'une fois libre et rallié étroitement, le midi de l'Europe aurait pu venir véritablement en aide à la Pologne. » *Mémoires du général Pépé*, Paris, 1847, t. III, p. 490.

3. *Cour des Pairs. Procès des prévenus d'avril... Catégorie de Lyon*. Lyon, chez tous les libraires, 1835, p. 499 (séance du 24 juillet 1835).

4. *Mémoire justificatif de Mollard-Lefèvre*, p. 5-6.

5. Archives du ministère des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 71.

provoqués par le besoin », de donner « une existence à des milliers d'infortunés que l'exaspération de la misère peut porter à de funestes excès », car « on ne peut exiger que tant de malheureux meurent de faim sans se plaindre, soit à Paris, soit dans les départements ». Et cette entreprise n'est pas restée à l'état de projet. « Notre Légion est depuis longtemps organisée par des officiers généraux et officiers de tous grades de l'ancienne armée; elle a été et elle est encore recrutée dans les rangs des gardes nationales tout comme parmi les ouvriers dont le patriotisme est connu, la conduite à l'abri du reproche. » Et Gustave de Damas demande la reconnaissance officielle de cette Légion : « Formés en Légion Lafayette, nous irons réveiller la liberté au delà des Pyrénées ou porter le secours de nos bras aux braves Polonais; car mieux vaut vivre et mourir libres sur la terre étrangère que de vivre esclaves sur le sol de la patrie<sup>1</sup>. »

Gustave de Damas prétendra plus tard que son projet de *Légion Lafayette* avait eu l'agrément du maréchal Soult, ministre de la Guerre, et qu'il en avait longuement conféré avec le général Pelet, directeur du dépôt de la Guerre. Malgré un démenti officiel, Gustave de Damas persistera dans ses affirmations : « Je soutiens avoir en ma possession une lettre de M. le Ministre sur l'organisation proposée par moi<sup>2</sup>. »

Quoi qu'il en soit, toutes les nuances du « Parti du Mouvement », groupées derrière Lafayette, s'entendent pour organiser une insurrection européenne et, en particulier, italienne.

Comme l'écrivit un historien polonais, « les projets d'une révolution, qui devait éclater simultanément en France, en Italie, dans la presque île ibérique, en Allemagne et en Pologne, furent conçus dans les salons de Lafayette, Président de la Vente suprême des Carbonari français »<sup>3</sup>.

Les comités républicains secondent Lafayette de leur mieux. La *Société des Amis du Peuple*, qui déjà avait envoyé des volontaires au secours de la révolution belge, s'occupe activement des mouvements italiens et hongrois<sup>4</sup>.

1. Traduit devant la Cour d'assises de la Seine, le 28 avril 1831, sous l'inculpation d'« excitation à la haine et au mépris du gouvernement », il fut acquitté. « On a cherché à nous présenter », dit-il dans sa défense, « comme des hommes de parti, des républicains et des napoléonistes. Et bien ! oui, Messieurs, je suis napoléoniste, et tous les hommes composant cette légion sont aussi napoléonistes, si par cette dénomination on entend parler de tous ceux qui ne peuvent oublier que c'est sous Napoléon que la France a conquis le sceptre du monde. » *Gazette des Tribunaux*, n° 1782 (29 avril 1831).

2. *Ibid.* Cf. le *Moniteur* des 6 et 8 mai 1831.

3. Adam Lewak, *Le général Lafayette et la cause polonaise*. Varsovie, Wolff, 1934.

4. Cf. De Guichen, *La Révolution de Juillet 1830 et l'Europe*. Paris, 1917, p. 282. « L'un des agents secrets d'Apponyi, enrôlé dans le « club des Amis du Peuple », lui annonçait qu'en février tous les Italiens résidant en France se rendraient aux frontières, où l'on avait déjà envoyé plus de dix mille fusils. Par la même source, Apponyi apprenait que quelques agitateurs italiens avaient pénétré en France et devaient concerter avec le parti de la propagande le moyen de faire éclater une révolution en Italie (Apponyi à Metternich, 14 janvier 1831). Un certain accord semblait exister entre les révolutionnaires italiens et les agitateurs hongrois. Ceux-ci

Un des inspireurs de cette société, Buonarroti, qui est avec Lafayette un des principaux chefs de la Charbonnerie, avait, peu après son retour à Paris, constitué sous sa présidence un Comité insurrectionnel pour l'Italie, le « Comité central révolutionnaire italien ». « Comité subalterne », déclarera plus tard le carbonaro hispano-italien Raimondo Doria, « et pour ainsi dire vice-comité *spécial* pour les affaires italiennes, qui agissait à côté et sous la dépendance du grand comité *général* de la Charbonnerie <sup>1</sup> ».

Le « Comité central » s'était aussitôt mis en relation avec les exilés italiens réfugiés dans les diverses provinces de France, et spécialement avec les réfugiés à Lyon. Une expédition contre la Savoie et le Piémont, qui devait coïncider avec une révolution dans ces pays et une mutinerie des troupes, avait été décidée. D'après un accord entre Buonarroti et son comité, d'une part, et Lafayette, de l'autre, la Savoie serait cédée à la France en échange de la Corse <sup>2</sup>. Pour aider les réfugiés savoyards et italiens dans leur entreprise, des compagnies de volontaires se forment, non seulement à Lyon, mais aussi à Grenoble où les frères Vasseur organisent un « corps franc ». Le gouvernement, les autorités locales semblent fermer les yeux.

« Au commencement de l'année 1831 », dira plus tard un député du Rhône, « dans un des faubourgs de la ville de Lyon, dans la commune de la Croix-Rousse, résidence de la plus grande partie des ouvriers attachés à la fabrication des étoffes de soie, on organisa, sans beaucoup de mystère, un bataillon de *volontaires* destiné à pénétrer en Savoie pour y faire de la propagande et y provoquer la guerre étrangère. La formation de ce bataillon, ses chefs, ses dépôts d'armes, le jour de son départ, tout était connu, tout était publié d'avance ; l'autorité seule semblait ne rien voir et ne rien entendre <sup>3</sup>. »

D'après le bruit public, on procède à des achats et on forme des approvisionnements d'armes et d'habits. Le commissaire de police de Pierre-Scize apprend qu'une commande de 200 schakos a été faite à un chapelier de la rue Clermont. Ce n'est d'ailleurs là qu'une partie de la fourniture destinée aux

se proposaient de déclencher un mouvement en Hongrie dès que l'Italie serait soulevée... Il devait y avoir certaines ramifications « entre les mécontents de Hongrie et le « club des Amis du Peuple ». L'ambassadeur d'Autriche à Paris en avait presque acquis la certitude, et il avait appris également que, dans les bureaux du ministère de la Guerre, on annonçait qu'« une révolution bien plus terrible que celle de Pologne devait éclater dans le courant de janvier en Hongrie » (Apponyi à Metternich, 1<sup>er</sup> janvier 1831).

1. A. Luzio, *Mazzini « carbonaro »*. Turin, 1920, p. 416.

2. Giovanni La Cecilia, *Memorie storico-politiche*. Rome, 1876, vol. I, p. 164-166.

3. Discours de Jars à la Chambre des députés, le 31 janvier 1835. Cf., aux archives de la Guerre, le rapport du général Roguet du 2 mars 1831 : « Depuis plus d'un mois, le projet d'entrer en Savoie était annoncé, tout le monde a entendu parler de ce projet ; personne ne l'annonçait en secret. Des enrôlements étaient proposés et acceptés presque publiquement... Quelques Piémontais ou Savoyards et des Français en ont fait partie... Ce sont des officiers piémontais qui dirigeaient tout ; ce sont eux qui promettaient l'argent à l'arrivée et qui en donnaient au départ. »

Savoyards qui veulent réunir leur pays à la France, et à l'insurrection du Piémont et de l'Italie. D'autre part, un tailleur de la rue Syrène confectionne 300 capotes<sup>1</sup>.

Des réunions ont lieu dans les cabarets où l'on enrôle des gardes nationaux et des ouvriers pour la Savoie, le Piémont et l'Italie. La police laisse faire.

Cependant, le 17 février, le général Hulot envoie au ministre de la Guerre un rapport sur les enrôlements que font à Lyon des réfugiés piémontais dans le but de porter l'insurrection dans la Savoie. Il avise le ministre de la formation de trois bataillons qui ont été recrutés et organisés à Lyon, à Grenoble et dans une autre ville non désignée<sup>2</sup>.

Le 19, le général Hulot écrit de nouveau au ministre de la Guerre que des réfugiés piémontais, auxquels se joignent beaucoup de Français, se réunissent en grand nombre dans les départements de l'Isère et de l'Ain, vers la frontière. Leur projet est de se porter en Savoie : « Dans quelques jours, 5 à 6,000 Piémontais et des Français enrôlés par ceux-ci doivent pénétrer par différents points, où des armes ont été expédiées, dans le Piémont. » Le général demande des instructions à cet égard<sup>3</sup>.

Le 18 février, on avait signalé au préfet un sieur Guillot fils comme se livrant à des manœuvres contre « l'ordre de choses actuel », et notamment comme cherchant à faire des enrôlements « qu'on soupçonne être en faveur des carlistes ». Mais, dans une lettre du 21, le maire de la Guillotière, Clément Reyre, met les choses au point. Guillot fils, « demeurant chez son père, fleuriste, grande rue, maison Creuzel », n'est nullement un agent du gouvernement déchu. « On m'a assuré que le sieur Guillot fils était allé deux fois en Savoie, depuis peu de jours, et que ces voyages avaient eu pour objet l'expédition préparée contre la Savoie<sup>4</sup>. »

Nous connaissons aussi un autre chef de la *Légion des Volontaires du Rhône* (c'est le nom que prennent les compagnies de volontaires lyonnais) : Lacombe, un ancien conspirateur de 1817. Des rapports de police postérieurs nous apprennent que Lacombe était « un des fondateurs » de cette organisation et qu'il « avait été nommé capitaine dans l'expédition piémontaise qui a tenté d'aller en Savoie<sup>5</sup> ».

Enfin, dans la correspondance de Gasparin avec Casimir Périer, nous relevons le nom d'un autre « des chefs des Volontaires du Rhône », qui a « mar-

1. Les Piémontais réunis à Lyon font aussi confectionner des cocardes vertes, blanches et rouges (ou plutôt amarante). Documents Gasparin, t. V.

2. D'après un rapport postérieur, il s'agit ici de Bourg. Ce dernier renseignement est d'ailleurs erroné. Cf. archives du ministère des Affaires étrangères (Turin, registre 298, fol. 46 et 80) et de la Guerre (Correspondance générale. Février 1831, E<sup>5</sup> 7).

3. Archives de la ville de Lyon. Documents Gasparin, t. VIII. — Archives du ministère des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 52.

4. Archives du département du Rhône. Série M. Police, n° 46.

5. Ibid. Rapports de Prat des 20 février 1835 et 12 juillet 1831.

qué » lors de leur expédition, Achard, « le beau-frère de M. Gustave de Damas<sup>1</sup> ».

Maintenant que nous avons fait connaissance avec les chefs, passons en revue les troupes. Et d'abord quelle est leur composition sociale. « La plupart de ceux que l'on croit enrôlés », lit-on dans un rapport de la gendarmerie, « sont étrangers ou des pauvres ouvriers sans travail auxquels on promet de l'argent<sup>2</sup>. »

La masse des « Volontaires du Rhône » est composée de « malheureux Lyonnais » que le « patriotisme », le désir de voir la Savoie réunie à la France, la sympathie pour la cause des Piémontais et surtout la misère ont poussés à s'enrôler. « L'état de misère dans lequel se trouve un grand nombre d'ouvriers depuis plusieurs mois a rendu la séduction plus facile. » La solde promise est de 25 sous jusqu'à la frontière et de 20 sous en territoire savoyard<sup>3</sup>. Beaucoup s'enrégimentent, tentés par ces avantages. Peut-être ces promesses sont-elles d'ailleurs suivies d'un commencement d'exécution : « Des sommes étaient données à tous ceux qui voulaient contracter un engagement, écrit le *Journal du Commerce*, et la troupe s'est trouvée ainsi grossie de plusieurs centaines d'ouvriers sans travail<sup>4</sup>. »

De quels « ouvriers » s'agit-il? D'après Monfalcon (et aussi d'après Jars, nous l'avons vu), les *Volontaires du Rhône* se composent « surtout de tisseurs<sup>5</sup> ». Mais on sait que la « classe des tisseurs » se subdivise en deux fractions : les chefs d'atelier et les compagnons. Polémisant avec ceux qui confondaient l'association politique des « Volontaires du Rhône » avec l'association économique des chefs d'atelier, le « Mutuellisme », l'*Écho de la Fabrique* du 30 mars 1834 déclarera qu'« il est ridicule... de représenter les Mutuellistes, qui sont tous chefs d'atelier et en grande partie pères de famille, comme des soldats de la propagande révolutionnaire ». D'où l'on peut conclure que les « Volontaires du Rhône » sont en majorité de simples compagnons<sup>6</sup>, chômeurs pour la plupart.

Un rapport de police du 21 février résume ainsi l'état d'esprit des ouvriers enrégimentés dans la *Légion* : « Les enrôlés pour la Savoie sont au nombre de

1. Archives de la ville de Lyon. Documents Gasparin, t. IV, 31 janvier, 20 mars 1832.

2. Reproduit par le général Hulot dans sa lettre au ministre de la Guerre du 23 février 1831. Archives des Affaires étrangères. Turin, 296, fol. 58.

3. Archives de la Guerre. Rapport du général Roguet au maréchal Soult, 2 mars 1831.

4. *Journal du Commerce*, n° 1127, le 4 mars 1831.

5. Monfalcon, *Histoire des insurrections...*, 1834, p. 54.

6. Cf. Pariset, *Histoire de la Fabrique lyonnaise*, p. 277. « Un élément de trouble a été apporté, durant les dernières années de la Restauration, par l'agglomération des compagnons. Ils sont accourus du dehors pendant la période d'activité industrielle... et ils ont formé une population flottante qui n'a pas eu avec les ateliers le lien familial traditionnel. Ils tiennent à être libres ; ils ne logent pas chez le patron ; ils sont avides des jouissances de la vie et curieux des réunions qui ont lieu dans les cabarets où sont agitées les questions de politique et de socialisme. Ils sont faciles à impressionner parce qu'ils sont les plus fortement frappés par toute baisse des prix de façon ; ils sont les adhérents par avance acquis aux sociétés secrètes. »



deux ou trois mille, soi-disant, mais il paraît qu'ils n'ont point encore d'ordre pour partir, et ils végètent dans la ville. Ils sont sans pain et leurs chefs sont inquiets. Il est à craindre que ces individus ne se portent à quelques excès, n'ayant point de moyens d'existence. Ils ont dit que, les premiers qui leur donneraient de l'argent, ils seraient pour eux. Il est à craindre que les Carlistes ne cherchent à les attirer à eux<sup>1</sup>. »

Le même jour, le général Hulot écrit au ministre de la Guerre que l'on parle publiquement du projet des réfugiés piémontais : on pense qu'environ 2,000 hommes enrôlés par les meneurs sont sortis de Lyon, se dirigeant isolément sur les points de rassemblement qui leur sont assignés<sup>2</sup>.

D'après un rapport de police du 22 février, « les mêmes bruits courent toujours sur la prochaine insurrection de la Savoie » et « les enrôlements continuent pour ce pays<sup>3</sup> ».

Le même jour, le général Hulot reçoit une lettre du 20 par laquelle le ministre de la Guerre lui ordonne de se concerter avec les autorités civiles et judiciaires afin de faire cesser cet embauchage et d'en rechercher les auteurs<sup>4</sup>. Aussitôt, le général écrit au préfet du Rhône pour lui demander s'il est à sa connaissance que des personnes fassent des enrôlements en vue du mouvement projeté contre le Piémont et pour le prier, dans ce cas, de les lui indiquer. Il le prévient également qu'il est disposé à faire partir sur-le-champ pour le dépôt de Chalon les réfugiés piémontais dont on lui signalera la présence à Lyon<sup>5</sup>.

Le préfet quitte cependant Lyon pour faire une tournée administrative dans son département.

\* \* \*

En face de cette désinvolture, il est intéressant de noter que le roi Louis-Philippe lui-même s'inquiète d'une imminente incursion en Savoie et manifeste son mécontentement dans un billet adressé au ministre des Affaires étrangères, le comte Sébastiani<sup>6</sup>.

Les instructions que le ministre de l'Intérieur envoie le 22 février aux préfets du Rhône, de l'Isère, de l'Ain, etc., portent aussi la trace de la volonté répressive du Roi :

« Le Roi (informé de ces circonstances<sup>7</sup>) vous charge, Monsieur, d'em-

1. Archives du département du Rhône. Série M. Police. Rapports des brigades centrales.

2. Archives de la ville de Lyon. Documents Gasparin, t. VIII.

3. Archives du département du Rhône. Ibid.

4. Archives du ministère des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 57.

5. Archives de la ville de Lyon. Documents Gasparin, t. VIII.

6. Quelques jours plus tard, pour justifier la conduite du gouvernement français, Sébastiani placera ce billet sous les yeux de l'ambassadeur de Russie à Paris, Pozzo di Borgo. Cf. De Guichen, *La Révolution de Juillet 1830 et l'Europe*. Paris, 1917, p. 331-332.

7. Ces quatre mots rayés sur la minute. Ces circonstances, c'est la formation sur les fron-

ployer à réprimer ces tentatives et à disperser ces rassemblements tous les moyens que la législation existante et l'autorité dont vous êtes revêtu mettent à votre disposition, tant contre les réfugiés que contre leurs auxiliaires français. »

De même, dans les instructions du ministre de la Guerre au général Hulot :

« Je vous répète que je veux connaître d'une manière nette et certaine en vertu de quel ordre et par quelle disposition quelconque la formation dont il s'agit a eu lieu. S'il le faut, ordonnez une enquête et mettez-vous en mesure de m'éclairer à ce sujet, car *l'intention du Roi est de détruire jusqu'au soupçon de toute participation à l'égard des autorités civiles et militaires que les seules apparences tendraient à compromettre*<sup>1</sup>. »

Le 23 février au matin, le courrier de la malle arrivant de Lyon rapporte que, d'après les assertions de quelques voyageurs, 7 à 800 Savoyards, la plupart ouvriers dans cette ville, se sont fait habiller en gardes nationaux et sont partis pour Chambéry avec les armes qu'ils ont pu se procurer. Cette nouvelle, prématurée, du départ des Volontaires préoccupe le Roi, qui fait écrire par le baron Fain au comte Sébastiani pour lui signaler ce bruit, sans un mot de commentaire : « Le Roi vient de remarquer le passage ci-joint dans le Rapport des courriers de la poste, et c'est par son ordre que j'ai l'honneur de vous l'envoyer<sup>2</sup>. »

Le même jour arrivent à Lyon trois dépêches télégraphiques expédiées la veille de Paris et qui mettent tout le monde « sens dessus dessous ».

La première, adressée par le ministre de la Guerre au général Hulot, confirme les instructions précédentes. Le général la transmet aussitôt à la préfecture, qui, sur sa demande, lui envoie le tableau des réfugiés italiens et piémontais résidant à Lyon<sup>3</sup>.

Le général prescrit également au commandant de la gendarmerie de rechercher les réfugiés qui se trouvent à Lyon et de les signaler à l'autorité militaire.

Le général Hulot fait ensuite connaître à son collègue commandant à Grenoble que, d'après les ordres du ministre de la Guerre, on doit s'opposer aux enrôlements qui ont pour objet un mouvement sur la Savoie. On doit rechercher par tous les moyens possibles les dépôts d'armes, de munitions et autres objets militaires que l'on pense exister sur différents points.

La journée est aussi fort agitée à la préfecture, où parviennent deux dé-

tières de rassemblements de réfugiés italiens et de Français « dont le but avoué est d'opérer par la force une révolution dans les États de S. M. Sarde ».

1. A partir du 20 février, le ministre de la Guerre multiplie les lettres et dépêches concernant les mesures à prendre au sujet des enrôlements pour le Piémont.

2. Archives du ministère des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 50, 52-53, 59-61.

3. Il s'agit seulement ici de l'état nominatif du petit nombre de réfugiés qui reçoivent des subsides du gouvernement français (ils ne sont pas même vingt). En effet, comme l'écrivait au préfet, le 3 janvier, l'adjoint au maire Terme, la plupart des réfugiés « sont inconnus, ils logent souvent chez des amis, et il est bien difficile de les connaître ».

pêches télégraphiques du ministre de l'Intérieur. La première est conçue en ces termes :

« Ne souffrez à Lyon, à Grenoble, ni sur aucun point de la frontière des enrôlements et des réunions quelconques qui puissent inquiéter nos voisins.

« Ne laissez point fournir d'armes ; concertez-vous avec l'autorité militaire et rendez-moi compte. »

Cette dépêche est de suite communiquée au général, et, en même temps, le conseiller de préfecture Faye, qui remplace le préfet, répond au ministre par la même voie que déjà on s'est concerté avec le général pour découvrir les enrôlements et qu'on croit être sur la trace de quelques machinations de ce genre.

Deux heures plus tard, arrive une seconde dépêche qui prescrit au préfet du Rhône de communiquer la première au général Dessaix et de lui dire de s'abstenir de coopérer au mouvement qui paraît se préparer en Savoie. Le ministre recommande d'employer tous les moyens pour faire respecter le principe de la non-intervention et de transmettre également cette dépêche au préfet de l'Isère, ce qui est fait. Un courrier est expédié au général Dessaix pour lui faire parvenir à sa résidence, à Thonon, les instructions du ministre.

Le conseiller de préfecture délégué Faye, le général Hulot, le procureur du Roi et le commissaire central Prat se réunissent alors « pour arrêter les mesures propres à satisfaire le gouvernement et à prévenir tous les désordres ». Des perquisitions sont prescrites chez quelques réfugiés piémontais, « avec ordre de saisir les armes et effets d'équipement qui seraient en leur pouvoir ».

Le général Hulot écrit au préfet du Rhône, en tournée, pour le prévenir que le gouvernement veut arrêter toute entreprise contre le Piémont et pour le prier de rentrer sur-le-champ à Lyon où sa présence paraît indispensable afin d'assurer l'exécution des ordres du ministre au sujet des réfugiés italiens et des « volontaires dits du Rhône ».

Par l'intermédiaire du commandant de la place de Lyon, le général fait aussi donner l'ordre aux postes placés aux barrières d'arrêter tout attroupement de plus de quatre ou cinq personnes et tout homme armé qui voudraient sortir de la ville.

Enfin, Hulot rend compte au ministre de la Guerre de son activité au cours de cette journée si chargée. Il lui fait connaître qu'il a communiqué au préfet et au procureur du Roi les ordres du gouvernement au sujet des enrôlements et que des mesures sont prises pour les faire cesser. Il proteste contre les soupçons de connivence avec les réfugiés piémontais : « Une accusation grave que je dois repousser sans plus attendre, c'est l'assertion que les autorités de la ville aient favorisé ces enrôlements. »

En post-scriptum, le général reproduit un passage d'une lettre du préfet : celui-ci demande à ce qu'on maintienne à Lyon quelques réfugiés piémontais qui s'y sont créés des moyens d'existence et dont l'expulsion « révolterait la

ville ». Mais il fera rechercher ceux qui poussent aux enrôlements et les fera diriger sur Chalon. Quant aux Français, ils seront désignés à l'autorité judiciaire.

La ville paraît tranquille. Cependant, dans la soirée, le bruit se répand que Louis-Philippe a abdiqué, que Paulze d'Ivoy est à Paris, que les Autrichiens ont franchi le Pô, et qu'à Lyon les « partisans enrôlés pour le Piémont » se proposent de « tenter le pillage<sup>1</sup> ».

Le 24 février, le général Hulot prescrit au colonel de la 19<sup>e</sup> légion de gendarmerie de se rendre près du maire de Lyon qui lui désignera ceux des réfugiés italiens auxquels on aura à notifier l'ordre de se rendre à Chalon-sur-Saône, « lieu indiqué par le gouvernement pour la résidence des Piémontais et Italiens réfugiés en France ». Des ordres individuels sont donnés aux réfugiés présents à Lyon de quitter cette ville sans retard<sup>2</sup>.

Le général Hulot prévient aussi le général Pannetier qu'il existe dans le département commandé par lui, c'est-à-dire dans l'Ain, des dépôts d'armes, de munitions et d'effets militaires, que le projet des enrôlés pour la Savoie est de se rendre individuellement sur la frontière, de s'y réunir, armés, équipés, et de se porter ensuite en avant. C'est, paraît-il, sur Seyssel que se dirigera le rassemblement.

« Je ferai tout ce que je pourrai, ici, pour paralyser le départ de Lyon de ceux qui y ont été enrôlés, mais, comme il peut en être déjà sorti un grand nombre et qu'ils s'échappent isolément, il est probable que leur réunion aura lieu...

« Comme ceux qui dirigent cette agression devront se rassembler et en quelque sorte se former en troupe pour s'équiper et s'armer avant de passer la frontière, j'espère que vous aurez le temps de vous préparer à les prendre en flagrant délit<sup>3</sup>. »

Le même jour, les recherches prescrites la veille sont effectuées, « mais soit qu'elles aient été exécutées trop tard, soit qu'on y ait mis de la négligence, elles ont été à peu près sans effets ».

La ville est toujours aussi paisible. Cependant, lit-on dans un rapport de police, « on assure que plusieurs détachements doivent partir aujourd'hui pour la Savoie et qu'ils s'assemblent ce soir à quatre heures. On leur donne de l'argent et des habits<sup>4</sup> ».

D'après Mollard-Lefèvre, c'est le commissaire central lui-même qui aurait fait hâter le départ : « M. Prat, commissaire central, ne niera pas qu'il est

1. Archives de la ville de Lyon. Documents Gasparin, t. VIII. — Archives du département du Rhône. Série M. Police. — Archives du ministère des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 55, 57-58.

2. Archives de la ville de Lyon. Documents Gasparin, t. VIII.

3. Archives du ministère de la Guerre. Correspondance générale. Février 1831, E<sup>6</sup> 7.

4. Archives départementales du Rhône. Série M.

venu dans mon bureau place Grenouille pour m'inviter avec instance de partir de suite pour le Piémont avec mes hommes<sup>1</sup>. »

Prat est, en effet, un ancien charbonnier. Il avait été « chef d'une vente de carbonari<sup>2</sup> ». Un an plus tard, le ministre de la Guerre, Soult, demandera à Casimir Périer le remplacement du commissaire central : « Cet homme ne fera jamais aucun bien à Lyon. *Je regarde même comme douteux que son zèle soit sincère.* Il ne faut pas perdre de vue qu'il faisait partie de l'association de l'année dernière qui avait pour but de se porter en Savoie et d'y exciter une insurrection<sup>3</sup>... »

D'après le général Hulot, l'ordre du départ serait venu de Paris : « Le général Pépé, porteur de lettres du général Lafayette, a passé à Lyon le soir même de l'échauffourée des enrôlés, avec d'autres Italiens recommandés par le général Fabvier, et le premier a contribué à faire presser le mouvement<sup>4</sup>. » On ne trouve, cependant, rien dans les *Mémoires du général Pépé* qui puisse confirmer cette assertion<sup>5</sup>.

Enfin, s'il faut en croire Mazzini, venu de Genève se joindre à l'expédition de Piémont, c'est lui qui, pour éprouver les intentions du gouvernement à l'égard de celle-ci, aurait fait la proposition d'envoyer sur la route de la Savoie une sorte d'avant-garde composée pour la plus grande partie d'ouvriers français<sup>6</sup>.

En fait, la nécessité de hâter le mouvement était sans doute apparue à tous les yeux à la suite des mesures répressives prises à partir du 23 février par les autorités lyonnaises.

Cependant, ces mêmes autorités persistent à ne rien voir. Le même jour, à quatre heures du soir, le général Hulot télégraphie au ministre de la Guerre qu'il faudrait envoyer des troupes vers Seyssel et au pont de Beauvoisin pour s'opposer au mouvement *qui doit avoir lieu dans deux ou trois jours*<sup>7</sup>.

\* \* \*

Tard dans la soirée, les *Volontaires du Rhône* se réunissent dans les caba-

1. Lettre de Mollard-Lefèvre au procureur du Roi, 13 novembre 1831. Archives nationales, BB<sup>18</sup> 1201 (6.288 a 7). Dossier Mollard-Lefèvre.

2. Lettre de Prunelle à Gasparin, 10 mars 1834. Archives de la ville de Lyon. Documents Gasparin, t. XIII. Prat avait été nommé commissaire central en récompense du zèle et de l'activité qu'il avait montrés lors de l'organisation de la garde nationale de Lyon en 1830.

3. Lettre du 7 février 1832. Documents Gasparin. Le 25 décembre 1832, Mollard-Lefèvre écrit qu'en 1824 Prat ne voulait point du duc d'Orléans.

4. Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 71.

5. *Mémoires du général Pépé*, t. III, p. 494.

6. Mazzini, *Scritti editi ed inediti. Edizione diretta dall'autore*. Milan, G. Daelli, 1861, vol. I, p. 45-47. Mais il y a beaucoup d'inexactitudes dans ce récit, écrit trente ans après les événements. Mazzini, alors à ses débuts, était carbonaro. Il avait été initié en 1827.

7. Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 65.

rets de la Croix-Rousse au nombre de 5 à 600. Puis, après qu'un appel eut été fait, ils se groupent en petits détachements et se mettent en marche<sup>1</sup>.

Les *Volontaires* ne sont « ni armés, ni équipés, ni habillés, mais pour la plupart vêtus de misérables haillons ». Les armes doivent suivre jusqu'à la frontière. On est d'ailleurs persuadé que les troupes sardes se joindront au mouvement et s'empresseront elles-mêmes d'en fournir<sup>2</sup>. « Ils étaient partis de Lyon la plupart sans armes », lit-on dans le *Journal du Commerce*; « mais des fusils, de la poudre et des munitions de tout genre avaient été dirigés d'avance vers les montagnes du Bugey pour leur être distribués<sup>3</sup>. » Les réfugiés n'avaient pas osé accepter la collaboration de deux bataillons de la garde nationale de Lyon que leur avait offert le carbonaro Baune<sup>4</sup>.

Le point de concentration de la colonne est fixé à Tenay, en Bugey. De là, pour gagner la Savoie, l'expédition a le choix entre deux itinéraires : d'une part, elle peut prendre la route de Belley, traverser le Rhône à Yenne et, par le Bourget, atteindre Chambéry<sup>5</sup>; d'autre part, elle peut, « en traversant les montagnes », les chaînes d'Hauteville et du Valromey, passer le Rhône à Seyssel. C'est là, semble-t-il, l'itinéraire choisi. Le gouvernement sarde, bien renseigné sur le mouvement projeté, envoie à Rumilly des troupes qui font constamment des patrouilles<sup>6</sup>.

Avant de partir, Mollard-Lefèvre avait fait placarder une proclamation signée de lui, pour indiquer le but de son entreprise : l'affranchissement de tous les États italiens<sup>7</sup>. De leur côté, les réfugiés avaient fait imprimer une proclamation aux habitants de la Savoie, destinée à être répandue dans ce pays « au moment de l'invasion révolutionnaire<sup>8</sup> ». Enfin, à Paris, le Comité

1. Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 63. — *Journal du Commerce*, 2 mars 1831. — Le chiffre de 5 à 600 est celui qu'on rencontre le plus fréquemment. D'après quelques documents, il semble qu'un certain nombre de réfugiés piémontais avait déjà quitté Lyon pour Seyssel et que les Volontaires du Rhône soient partis pour les rejoindre et « appuyer » leur mouvement.

2. Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 75.

3. *Journal du Commerce*, n° 1127 (4 mars 1831).

4. Membre plus tard du Comité central de la Société lyonnaise des Droits de l'Homme, Baune sera condamné, au « Procès d'Avril », à la peine de la déportation. L'expédition de Savoie, qui, nous l'avons vu, est l'œuvre de la Charbonnerie franco-italienne, a beaucoup préoccupé les carbonari lyonnais dont l'organisation avait survécu aux journées de Juillet.

5. C'est l'itinéraire suivi, en mars-avril 1848, par l'expédition dite des « Volontaires ». Cf. Dutacq, *Histoire politique de Lyon pendant la Révolution de 1848*. Paris, 1910, p. 229-248. Cf. le *Journal du Commerce* du 4 mars 1831. « A Yenne, on a remarqué que des postes de carabiniers royaux (gendarmes) avaient été placés sur le bord du Rhône. »

6. Archives de la Guerre. Correspondance générale. Février 1831. « Il est parti de Chambéry de nouvelles troupes pour Rumilly et Seyssel, où l'on dit que les réfugiés se sont portés pour tenter le passage du Rhône » (lettre du général Saint-Clair au maréchal Soult, datée de Grenoble, 25 février). — *Journal du Commerce*, n° 1126 et 1127 (2 et 4 mars 1831).

7. Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 70.

8. Nous n'avons pu retrouver la proclamation de Mollard-Lefèvre. Voici celle des réfugiés, d'après le *Constitutionnel*, n° 64 (5 mars 1831) :

« Habitants de la Savoie ! après dix ans d'exil, vos frères, victimes de la plus injuste des



central révolutionnaire italien avait approuvé une troisième proclamation, adressée aux Italiens, inspirée et peut-être composée par Buonarroti. Ce dernier appel, ouvertement républicain, et dont le style rappelle celui des Conventionnels, commence ainsi : « L'heure de la revanche est arrivée. » Et, après avoir passé en revue les maux et les hontes qui accablent l'Italie, elle se termine par ces mots : « Que les trônes tombent, que les couronnes se brisent ; et que sur leurs ruines surgisse la République Une et Indivisible des Alpes à la mer<sup>1</sup>. »

L'autorité militaire n'est avertie que fort tard de la formation du « rassemblement » de la Croix-Rousse. A minuit, le commandant de la gendarmerie vient trouver le général Hulot pour le prévenir que, d'après le rapport d'un gendarme aposté à la Croix-Rousse, quelques cabarets isolés de ce faubourg sont remplis d'individus enrôlés, croit-on, par les Piémontais. Faye arrive lui aussi peu après. Il a été informé par le rapport d'un commissaire de police que les enrôlés se rassemblent à l'extérieur de la ville, à la Croix-Rousse. Ils font une espèce d'appel et se préparent à se mettre en route pour les frontières. On évalue à 3 ou 400 le nombre des personnes qui composent ce rassemblement.

Il est minuit et demi. Le général Hulot expédie ordres sur ordres :

Tout d'abord, il ordonne au colonel de la 19<sup>e</sup> légion de gendarmerie de réunir tous ses gendarmes disponibles et de se porter avec eux à la Croix-Rousse près de la porte des Chartreux. En même temps, il donne l'ordre au colonel du 1<sup>er</sup> régiment de dragons de tenir prêt à monter à cheval un piquet de 100 dragons, commandé par un officier ferme et prudent.

Ordre est également donné au colonel du 42<sup>e</sup> d'infanterie de tenir son régiment prêt à prendre les armes et d'envoyer à la Croix-Rousse 300 hommes commandés par un chef de bataillon qui se concertera avec le commandant de la gendarmerie et le secondera au besoin pour dissiper le rassemblement qui se forme.

Le général, accompagné du délégué du préfet, se rend lui-même « à portée

proscriptions, viennent se réunir à vous pour renverser le despotisme qui opprime notre patrie en deçà et au delà des Alpes.

« C'est au cri de *vive la liberté ! vive la patrie !* que nous entrons parmi vous. Ce cri généreux, que la France éleva la première, et auquel ont déjà répondu avec enthousiasme la Belgique, la Pologne et une grande partie de l'Italie, ne retentira pas en vain dans vos belles vallées et trouvera de l'écho parmi les descendants des Allobroges.

« Nous avons tous le même joug à secouer, les mêmes fers à briser, les mêmes maux à déplorer. Unissons-nous, marchons, et le drapeau de la liberté franchira bientôt les Alpes. Nos frères du Piémont et de la Ligurie ne tarderont pas à suivre notre exemple, à donner la main aux autres peuples de l'Italie régénérée. Nous aurons ainsi assuré à notre pays, avec la liberté, un avenir de prospérité et de gloire.

« Rendus alors à l'exercice de vos droits, vous pourrez vous-mêmes régler la forme de votre gouvernement et fixer les destinées futures de votre patrie.

« *Vos concitoyens exilés ou proscrits.* »

1. La Cecilia, *op. cit.*, p. 140.

du rassemblement ». Mais la réunion des troupes s'effectue avec trop de lenteur. Les gendarmes qui arrivent les premiers ne trouvent plus personne : les Volontaires sont déjà partis depuis plusieurs heures. « Les gendarmes n'avaient pu se porter là à cheval, parce que ce faubourg est sur une côte que les chevaux gravissent difficilement. »

On apprend seulement que les Volontaires se dirigent, par Meximieux, Lagnieu et Tenay, sur Seyssel, pour, de ce dernier point, pénétrer en Savoie.

Les gendarmes sont donc obligés de revenir à leur caserne pour prendre leurs chevaux.

Le général Hulot décide, en effet, de lancer de la cavalerie sur les traces des Volontaires du Rhône, qui ont maintenant deux ou trois heures d'avance.

Il donne l'ordre à l'escadron de dragons de se porter, avec la gendarmerie, à la poursuite de l'attroupement, de l'atteindre, de lui faire rebrousser chemin et d'en arrêter les chefs. Le commandant de l'escadron de dragons est tenu d'obtempérer aux réquisitions du chef d'escadron de gendarmerie Carrelet. L'ordre donné à ce dernier porte d'agir avec la plus grande vigueur pour se faire obéir, de ne point abandonner cet attroupement et d'empêcher à tout prix qu'il puisse s'armer<sup>1</sup>.

A trois heures du matin, le délégué du préfet, Faye, expédie aux préfets de l'Ain et de l'Isère une dépêche leur annonçant qu'« un corps de 2 ou 300 hommes » (« environ 300 hommes », selon une autre source) est parti de la Croix-Rousse et se dirige, par Meximieux, Lagnieu, Tenay et Seyssel, sur la Savoie, dans le but d'y « opérer un mouvement ». Le délégué du préfet s'est concerté avec le général commandant la division pour les faire poursuivre et disperser. « On suppose qu'ils se sont créés des chances de succès par des intelligences pratiquées en Savoie. Ils sont presque tous munis d'armes de guerre et de chasse<sup>2</sup>. »

Ce dernier détail n'est pas tout à fait exact. En réalité, « les armes étaient parties de Lyon dans des caisses et la petite troupe... ne devait les saisir qu'au moment où elle aurait mis pied sur le territoire de Savoie<sup>3</sup>. »

En même temps, le général Hulot écrit aux généraux Pannetier et Saint-Clair, commandant à Bourg et à Grenoble, pour les informer que les enrôlés pour le Piémont sont sortis en grand nombre de Lyon, se dirigeant vers la frontière, et qu'on les fait poursuivre par de la gendarmerie et de la cavalerie. Il leur fait aussi observer que ce mouvement coïncide sans doute avec ceux des départements de l'Ain et de l'Isère. Enfin, il les prévient que le projet des chefs est d'entraîner avec eux les gardes nationaux des lieux où ils passeraient.

1. Archives de la ville de Lyon. Documents Gasparin, t. VIII. — Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 63-64.

2. *Journal du Commerce*, n° 1126 (2 mars 1831). — Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 63, 79.

3. *La Sentinelle nationale*, n° 10 (7 juillet 1831).

Toutes les dépêches sont envoyées par estafettes, afin que les autorités aient « le temps de préserver la frontière de toute invasion ».

Le général Hulot écrit également au préfet du Rhône : il renouvelle ses instances auprès de Paulze d'Ivoy pour que celui-ci revienne de suite à Lyon.

« Les ordres que je reçois du ministre par un aide-de-camp qu'il m'a envoyé exprès sont tels que votre présence m'est nécessaire pour les mettre à exécution. Une grande responsabilité pèse sur vous et moi, nous avons l'un et l'autre des comptes à rendre au ministre, dont l'aide-de-camp part pour Grenoble ; il repassera probablement demain et emportera nos dépêches. »

Dans la journée, afin d'obtenir des enquêtes administratives et judiciaires, le général écrit encore au préfet et au procureur du Roi. Ceux-ci doivent constater ce qui a eu lieu au sujet des enrôlements. « Ces enquêtes doivent avoir pour objet de faire connaître en vertu de quel ordre et par quelle disposition quelconque des enrôlements étrangers et des formations illégales de troupes ont eu lieu. Vous jugerez sans doute indispensable de donner satisfaction à l'autorité du gouvernement et d'user de tous les droits de vos attributions pour découvrir les auteurs de ces enrôlements de Français par des étrangers et de la marche illégale des rassemblements que je fais poursuivre en ce moment<sup>1</sup>. »

Pendant ce temps, la préfecture a fait afficher une proclamation dans laquelle on peut lire :

« Habitants de Lyon. — Quelques tentatives d'enrôlements ont été faites parmi vous. Des hommes que vous avez accueillis dans leurs malheurs... ont abusé du droit d'hospitalité en entraînant quelques-uns d'entre vous dans des démarches coupables qui auraient pour but de mettre la France en état de guerre avec ses voisins et peut-être avec l'Europe.

« Le gouvernement de Louis-Philippe, qui respecte le droit sacré de non-intervention comme il le fait respecter à son égard et à celui des autres nations, ne peut tolérer sur son territoire l'organisation de corps ou bandes qui se dirigeraient sur les frontières pour les franchir à main armée...

« Des poursuites sont dirigées contre les auteurs des enrôlements qui ont eu lieu : la justice les atteindra.

« La garde nationale et la troupe de ligne ont reçu l'ordre de dissiper toutes les bandes qui se dirigeraient sur la frontière, et d'arrêter les individus qui en feraient partie...

« Seuls et sans aucun secours étranger, nous avons conquis nos franchises dans la grande semaine : laissons les peuples voisins régler, comme ils l'entendent, leurs intérêts avec leurs gouvernements. Ils ne seraient pas dignes de la liberté s'ils ne savaient la conquérir<sup>2</sup>. »

1. Archives de la ville de Lyon. Documents Gasparin, t. VIII. — Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 63-64.

2. *Le Précurseur*, n° 1292 (26 février 1831).

Cette affiche, signée du conseiller de préfecture délégué Faye (le préfet Paulze d'Ivoy n'est pas encore revenu de sa tournée dans le département), est fort mal accueillie par les ouvriers : « Gouvernement de traîtres », s'écrient-ils, « mauvais commencement, ça finira mal<sup>1</sup>. »

\* \* \*

Les *Volontaires du Rhône* ont déjà dépassé Meximieux et vont arriver au pont de Chazey lorsque, à dix heures et demie du matin, ils sont rejoints par les 100 dragons et les 30 gendarmes du commandant Carrelet. Et celui-ci réussit à convaincre les Volontaires, « qui sont dans le dénuement le plus complet », de renoncer à leur entreprise. Mollard-Lefèvre, qui voyage en voiture et se trouve « à deux lieues en avant de son détachement », se laisse arrêter sans résistance.

Il est assez difficile de déterminer l'importance des « forces d'invasion » qui viennent d'être arrêtées. Les évaluations sont très variables : « Il est à remarquer », écrit le délégué du préfet de l'Ain, « que M. le Préfet du Rhône (dans sa lettre du 25) ne portait ce rassemblement qu'à 2 ou 300 hommes, que les rapports de la gendarmerie le faisaient monter à 4 à 500 et que le maire de Meximieux l'évalue dans le sien de 7 à 800, différence qui peut s'expliquer par des adjonctions en route<sup>2</sup>. »

Nous pensons que cette dernière explication n'est pas suffisante. En effet, les autorités lyonnaises avaient intérêt à diminuer l'importance du corps qu'elles n'avaient pas su arrêter à temps. D'après l'autorité militaire et deux lettres du préfet lui-même du 27 février, le nombre des enrôlés s'élève à 5 ou 600 hommes. Mais Mollard-Lefèvre écrit qu'il était « à la tête de 1,000 à 1,200 braves, organisés militairement et presque tous anciens militaires », lorsqu'il partit de Lyon dans la nuit du 24 au 25 février. Plus tard, il portera à 1,500 le nombre de ses Volontaires. D'après la Cécilia, l'expédition se composait « de 400 émigrés politiques italiens » et « d'un bataillon de 800 ouvriers lyonnais », soit 1,200 hommes. Quinze mois après ces événements, le préfet du Rhône, Gasparin, écrira au ministre de l'Intérieur que les bataillons de Mollard-Lefèvre, « complets en officiers, présentaient un effectif d'environ mille hommes ». Nous pensons pas, en effet, que l'expédition ait dépassé ce chiffre, si même elle l'a atteint<sup>3</sup>.

Voici, en tout cas, comment le général Hulot rend compte au ministre de la Guerre de l'exécution des ordres donnés :

« Les détachements de gendarmerie et de dragons que j'avais envoyés à la

1. La Cécilia, *op. cit.*, p. 178.

2. Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 79.

3. *Mémoire justificatif de Mollard-Lefèvre*, p. 3. Il donne le même chiffre dans sa lettre à Mornand. — La Cécilia, *op. cit.*, p. 172. Plus loin (p. 176), il écrit que l'expédition comprenait « en tout environ 1,600 hommes ».

poursuite de l'attroupement dont il s'agit l'ont atteint au delà de Meximieux. Il s'est d'abord réuni et a fait mine de ne point obéir aux sommations, mais le chef d'escadron de gendarmerie Carrelet, officier de résolution, s'est approché de sa personne et leur a dit qu'il exécuterait les ordres qu'il avait reçus de les y contraindre. Bientôt les simples enrôlés déclarèrent qu'ils obéissaient, et, tournant leur animosité contre ceux qui paraissaient être leurs officiers, ils exigèrent d'eux qu'ils leur donnassent de l'argent, ils allèrent même jusqu'à les maltraiter. Alors le chef d'escadron Carrelet somma les officiers de satisfaire aux promesses qu'ils avaient faites, et ceux-ci donnèrent à chacun de ces hommes 2 fr. 50<sup>1</sup> ; après quoi, cet attroupement rebroussa chemin vers Lyon, mais, comme il était fatigué, il passe la nuit partie à Montluel, partie à Meximieux, où le chef d'escadron Carrelet a prié les autorités de leur délivrer des logements. Les chefs qui étaient dans une voiture en avant ont été atteints et arrêtés... »

Le général Hulot termine son rapport en assurant que « cet acte est une preuve que ni le gouvernement ni les autorités de Lyon ne sont complices des enrôlements illégaux qui ont eu lieu<sup>2</sup> ».

Le chef d'escadron Carrelet décide de garder à Meximieux, jusqu'à nouvel ordre, les chefs des enrôlés pour la Savoie. « On ne peut rien voir de plus misérable », nous dit encore le général, « que la composition de cet attroupement, tant en chefs qu'en subalternes. »

Aussi, dans la soirée (la nouvelle de la dislocation de la Légion des Volontaires du Rhône n'est arrivée à Lyon qu'à sept heures du soir), le général Hulot émet-il l'avis « de proposer à tous ces malheureux, qui se sont enrôlés pour avoir du pain, de s'engager pour Alger et, à l'imitation de ce qui se fait à Paris, d'en former des détachements pour les envoyer à Toulon ». Sa proposition ayant été bien accueillie par le préfet (revenu à Lyon dans la matinée) et le maire, il envoie sur-le-champ un officier d'état-major, le capitaine Assezat, à Montluel et Meximieux, où les Volontaires doivent passer la nuit, afin de tenter, dès le lendemain, de réaliser ce projet.

En même temps, le général Hulot et le préfet décident que les chefs des Volontaires du Rhône doivent être écroués à Meximieux, « parce que cet endroit est éloigné de Lyon de 8 lieues de poste ». Ils craignent, en effet, que, si on les amène à Lyon, « beaucoup de gardes nationaux ne tentent de les délivrer de vive force ».

« Il paraît », écrit encore le général Hulot, « que le chef principal se nomme Mollard-Lefèvre ; il est Français, établi à Lyon, on le dit de peu de consistance et sans fortune, mais fort exalté libéral... »

« Rendu à Lyon, Mollard, qui n'est qu'un instrument de parti, mais que

1. C'est-à-dire la solde de deux jours. En effet, « vingt sols par jour étaient le prix du service une fois rendu à la frontière, vingt-cinq sols jusqu'à la frontière » (Rapport du général Roguet du 2 mars 1831).

2. Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 64.



la faction Lafayette pousse en avant, devenait un héros, un être important, pour lequel ses acolytes croyaient devoir se dévouer, et ce dévouement consiste à provoquer les mouvements populaires, à pérorer à tort et à travers pour décréditer le gouvernement et à chercher à détourner la garde nationale de soutenir l'ordre légal<sup>1</sup>. »

Mais, avant que les ordres aient pu être portés au chef d'escadron Carrelet, ce dernier, qui, on ne sait pourquoi, avait changé de résolution à l'égard des chefs des enrôlés, les fait conduire, escortés de gendarmes, à la préfecture.

Arrivé devant le préfet, Mollard-Lefèvre, pour se justifier, exhibe une lettre du général Lafayette, qu'il laisse entre les mains de Paulze d'Ivoy<sup>2</sup>. Celui-ci fait aussitôt appeler le procureur du Roi. « Après avoir conféré sur la nature de l'arrestation, sur les résultats probables de la mise en jugement de Mollard et sans doute aussi sur des considérations tirées de la disposition des esprits turbulents qui avaient déjà concerté le projet de le délivrer par force si on l'incarcérait », ils relâchent Mollard-Lefèvre en lui conseillant de « s'éloigner momentanément de Lyon ». Ils semblent aussi l'avoir obligé de donner sa démission de capitaine de la garde nationale de la Croix-Rousse, qu'il avait organisée le 1<sup>er</sup> août 1830. Les autres officiers des Volontaires du Rhône sont également remis en liberté.

Quant à leurs soldats, poussés par la misère, 75 d'entre eux s'enrôlent pour Alger à Meximieux et 100 autres contractent des engagements à Montluel devant l'autorité locale. « Environ 200 des malheureux ouvriers enrôlés pour le Piémont se sont engagés pour Alger », écrit le général Hulot ; « leur dénuement est extrême, ils regardent cette mesure comme un bienfait. » Mais, d'après une autre source, 160 volontaires seulement se seraient engagés pour l'armée d'Afrique<sup>3</sup>.

Le « gros de l'attroupement » revient sur ses pas et rentre à Lyon « sans trouble et sans bruit<sup>4</sup> ». Un certain nombre, cependant, « s'achemine par le département de l'Isère du côté de la Savoie<sup>5</sup> ». Ils vont sans doute essayer de rejoindre le corps franc que les frères Vasseur ont organisé à Grenoble.

A Lyon, la « faction Lafayette » voit « avec mécontentement et dépit » que le projet de porter l'insurrection en Savoie ait échoué. « Elle provoque de

1. Archives de la Guerre. Correspondance générale. Février 1831, E<sup>5</sup> 7. — Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 64, 70.

2. Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 71. On peut se faire une idée du contenu de la lettre de Lafayette d'après une lettre de Mollard-Lefèvre du 11 juillet 1833, où il déclare qu'il avait communiqué son plan à « l'illustre général » ; et celui-ci avait reconnu que cette expédition aurait sauvé « l'héroïque Pologne » en causant « une heureuse diversion en sa faveur ».

3. Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 79. — Archives de la Guerre. Correspondance générale. Février 1831, E<sup>5</sup> 7. — Archives de la ville de Lyon. Documents Gasparin, t. VIII.

4. *Journal du Commerce*, n° 1127 (4 mars 1831).

5. Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 79.



pagitation », écrit le général Hulot, « et il y a des convocations d'ouvriers pour demain et après-demain, mais j'espère que la garde nationale persévérera à tenir une conduite légale<sup>1</sup>. »

Un « fervent apôtre de la liberté des peuples », le carbonaro Lortet<sup>2</sup>, capitaine de la garde nationale, se fait, dans le *Précurseur* du 26, « l'organe du mécontentement qu'ont inspiré à ses amis les obstacles apportés à l'affranchissement des Savoyards » :

« Notre gouvernement se comporte à l'égard des réfugiés italiens comme il l'a fait avec les Espagnols. Le spectacle de malheureux qui ne savent où reposer leur tête n'excite pas plus de pitié chez le ministère actuel que chez le ministère de Villèle et consorts. »

Lortet voit dans l'affiche de Faye une preuve que le gouvernement français veut « resserrer les nœuds de la sainte alliance ».

« Si l'autorité avait eu le moindre sentiment des convenances, elle aurait pu, il y a quinze jours (car toute la ville parlait déjà de l'expédition), faire avertir les Italiens que toutes les mesures étaient prises pour déjouer leurs projets. »

Tout en publiant cette protestation contre la conduite du gouvernement et des autorités locales, le *Précurseur* déclare qu'il lui paraît « y avoir en elle quelque chose de trop vif et par conséquent d'injuste ». Il estime que la conduite des autorités dont on ne peut suspecter la sympathie pour la cause de la liberté leur a été « dictée par un rigoureux devoir ».

N'étant pas en guerre avec le Piémont, la France peut faire pour les réfugiés piémontais tout ce que permet l'état de paix, mais seulement ce qu'il permet. « Certes, notre gouvernement ne doit pas se charger de la police du gouvernement piémontais. Les réfugiés peuvent combiner en France tous les moyens de renverser la tyrannie qui leur ferme les portes de leur pays. Ils peuvent tout, excepté parcourir en corps et en armes vingt lieues de territoire français pour déboucher de là, hostilement, contre les forces sardes » (en réalité, nous l'avons vu, les Volontaires ne marchaient pas en armes).

Les réfugiés doivent employer d'autres moyens, combiner d'autres mesures que le gouvernement français ne soit pas forcé d'entraver. Suivant l'exemple de l'Italie centrale, leurs amis les libéraux de l'intérieur peuvent se soulever et alors les réfugiés pourront aller leur donner la main et grossir leurs rangs. La liberté piémontaise s'abritera à son tour derrière le principe de la non-intervention. La France ne souffrira pas qu'un seul bataillon autrichien viole le territoire sarde. L'avantage évident que le gouvernement français trouvera dans le succès de la liberté dans la Savoie et le Piémont doit être pour les réfugiés un sûr garant qu'il ne fait pour les arrêter « que ce que les strictes obligations du droit des gens lui prescrivent<sup>3</sup> ».

1. Archives de la Guerre. Correspondance générale. Février 1834, E<sup>5</sup> 7.

2. Son nom est intimement lié à l'histoire du mouvement républicain à Lyon.

3. Cf. le *Journal du Commerce* du 4 mars. « Si une insurrection doit éclater en Savoie, c'est

Le général Hulot, qui n'a appris la mise en liberté de Mollard-Lefèvre et des autres officiers des « Volontaires du Rhône » que le 26 au matin, paraît fort mécontent de l'indulgence du préfet :

« Si vous ne faisiez pas la part de notre situation politique actuelle », écrit-il au ministre de la Guerre, « vous ne pourriez pas comprendre que ce Mollard-Lefèvre que je vous signale comme le chef de cet attroupement et qui l'est véritablement... ait été mis en liberté non plus que les autres individus, la plupart français, qui passaient aussi pour être les officiers de cet attroupement... La proclamation (de Mollard) est là pour l'inculper, et tous ses subordonnés le désignent pour leur chef. Rien n'était donc plus clair que sa culpabilité ; certainement, le préfet est un homme trop éclairé pour ne pas le sentir, mais il n'a pas osé faire son devoir et peut-être a-t-il bien fait. Cependant, vous remarquerez, M. le Maréchal, que c'est sans mon avis que le procureur du Roi et le préfet l'ont relâché. »

Hulot est cependant très satisfait du résultat de la dispersion de la légion des « Volontaires du Rhône » :

« J'espère que la mesure que j'ai prise d'agir avec vigueur contre cet attroupement, mesure que sous vos ordres j'avais projetée et que j'aurais exécutée en tout autre cas semblable, aura pour résultat de faire cesser tout le tripotage d'une coterie démagogique qui nous mène droit à l'anarchie. Mais il m'était impossible d'agir plus tôt. Au reste, me voilà dépopularisé dans la faction, quoique quelques-uns me rendent pourtant la justice de convenir que je les ai toujours détournés de cette entreprise, et les avais prévenus que je ferais tous mes efforts pour les faire échouer<sup>1</sup>. »

La dislocation du corps des *Volontaires du Rhône* est déjà un fait accompli lorsque arrive à Lyon une dépêche du ministre de l'Intérieur au préfet du Rhône :

« Je suis informé que, malgré les ordres itératifs que je vous ai transmis, le mouvement qui se prépare sur la Savoie a continué à Lyon et à Grenoble. On porte à 3,000 le nombre des fusils qui ont été prêtés par les gardes nationaux de Lyon. Des Savoyards et des Français se sont organisés en compagnies pour se porter sur la frontière. »

de l'intérieur du pays que doit partir le signal ; ce n'est même que par là qu'elle peut réussir. Laissons les Savoyards agir eux-mêmes ; n'étant pas en guerre avec le Piémont, la France ne pouvait permettre qu'on préparât sur son territoire une entreprise aussi ouverte contre le gouvernement sarde ; c'eût été violer le principe de non-intervention qu'elle a proclamé et autoriser d'avance l'Autriche à intervenir à son tour ; car, il ne faut pas se le dissimuler, si la France favorisait directement ou indirectement les insurgés de la Savoie, l'Autriche aurait un prétexte naturel et un droit évident à soutenir à son tour et même à rétablir un gouvernement que l'intervention de l'étranger aurait attaqué. » Le *Journal du Commerce* fait, cependant, des réserves sur la conduite des autorités : « Une chose est à regretter, c'est que les autorités de Lyon n'aient pas pris des mesures pour arrêter le mouvement, avant qu'il y eût commencement d'exécution ; la tranquillité publique n'eût pas été compromise, et les citoyens n'auraient pas eu de graves sujets d'inquiétude. »

1. Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 70.

Le ministre se plaint de ce qu'il n'a pas été pris de mesures assez énergiques pour empêcher ces rassemblements et il recommande de redoubler d'efforts pour faire respecter le principe de non-intervention. « Je vous rends responsable, ainsi que M. le général Dessaix, des suites de cette affaire <sup>1</sup>. »

Le 27 février, un commissaire de police saisit sur un crieur public une feuille publiée par l'imprimeur Boursy, où il est question de détachements sous les ordres du général Dessaix. Le commissaire de police enlève aussi sa médaille à ce crieur et il apporte le tout au commissaire central Prat, qui signale le fait au préfet du Rhône. Celui-ci communique ladite feuille au procureur du Roi : « Le premier paragraphe », écrit-il, « énonce un fait faux, quant au général Dessaix. Ne peut-on pas considérer cette publication comme calomnieuse et poursuivre l'auteur de l'article ? »

Le même jour, le général Hulot reçoit par estafette du ministre de la Guerre deux dépêches suivant lesquelles les généraux commandant les départements frontières doivent empêcher à tout prix qu'il parte de ces départements aucun rassemblement d'hommes armés ou non armés qui auraient des projets hostiles contre la Savoie. Ils doivent, s'il le faut, s'y opposer par la force des armes.

Le ministre donne aussi l'ordre au général Hulot de diriger des troupes vers Seyssel.

« Pour n'avoir rien à se reprocher », le général envoie en reconnaissance sur la route de Seyssel 35 dragons (33 hommes et 2 officiers) du 1<sup>er</sup> régiment avec des ordres précis de s'opposer à tout rassemblement et au besoin de les dissiper.

Arrivé à Seyssel, ce détachement s'y établit pour empêcher toute communication hostile avec la Savoie.

Le reste de l'escadron de 100 dragons, divisé en deux détachements, l'un stationnant à Montluel et l'autre à Meximieux, est maintenu dans le département de l'Ain jusqu'à nouvel ordre, afin d'assurer les correspondances et de pouvoir se porter sur tout attroupement nouveau qui serait signalé par l'autorité.

La gendarmerie, elle, rentre à Lyon, et les engagés volontaires pour l'armée d'Afrique sont dirigés sur Toulon sous la conduite d'un lieutenant du 42<sup>e</sup> de ligne.

Enfin, le général Hulot écrit au général commandant à Bourg pour lui faire part des ordres du ministre et le prévenir de l'envoi à Seyssel d'une reconnaissance de 35 chevaux.

« Si vous pensez que cette force et celle que vous aurez pu diriger sur ce point ne soient pas suffisantes, il vous appartient, Monsieur le Général, de

1. Ibid., fol. 65.

2. Archives du département du Rhône. Série M. Police, n° 47.

prendre des mesures telles que les intentions du ministre soient entièrement accomplies<sup>1</sup>. »

Dans la nuit du 27 au 28, le capitaine commandant la gendarmerie de l'Ain part de Bourg à la tête d'un détachement de 12 gendarmes « pour dissiper le reste des réfugiés piémontais qui se trouvent encore rassemblés à Seyssel<sup>2</sup> ».

De son côté, le préfet du Rhône avise son collègue de l'Ain qu'« un général ou colonel piémontais appelé Régis et qui a été désigné comme étant le chef du rassemblement devait être en avant de la troupe et qu'il n'a pas été atteint ». Aussi le préfet de l'Ain donne-t-il des ordres aux autorités de la frontière pour qu'elles s'efforcent de découvrir cet officier, dont les démarches doivent être scrupuleusement surveillées<sup>3</sup>.

Le 28 février, le général Hulot invite le colonel de la 19<sup>e</sup> légion de gendarmerie à ne pas ralentir sa surveillance et même, au contraire, à la rendre plus active, afin de prévenir toute nouvelle tentative du genre de celle qui vient d'être réprimée. Il devra chercher à découvrir où se confectionnent des cartouches et des effets d'équipement et d'habillement destinés aux enrôlés pour le Piémont<sup>4</sup>.

Tout est donc déjà terminé lorsque, ce même jour, arrive à Lyon le général Roguet, qui, trois jours auparavant, le 25 février, avait été désigné pour prendre le commandement supérieur des 7<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> divisions militaires, avec mission de garder avec soin les routes de Savoie, afin de les interdire à tout individu armé<sup>5</sup>. Le général Bachelu, qui depuis le 4 août 1830 commandait la 19<sup>e</sup> division militaire, est donc révoqué. Il avait, en effet, laissé trop « complaisamment s'organiser sous ses yeux » les Volontaires du Rhône<sup>6</sup>.

Le 1<sup>er</sup> mars, sur la réponse négative et un peu ironique du procureur du Roi à sa demande de poursuites contre l'auteur d'un article au sujet du général Dessaix, le préfet revient à la charge dans une nouvelle lettre à ce magistrat. Il continue à manifester son indignation contre l'article en question, « qui contient une relation absolument controuvée ».

« Il me semble », continue-t-il, « que la nouvelle étant fausse, ce pourrait être le cas d'en poursuivre l'auteur comme ayant répandu des bruits alarmants et propres à troubler la tranquillité publique. Je crois, Monsieur le Procureur du Roi, que, dans les circonstances actuelles, il est indispensable de prévenir tout ce qui peut être dans le cas de causer du désordre et de faire

1. Archives de la Guerre. Correspondance générale. Février 1831, E<sup>5</sup> 7.

2. *Journal du Commerce*, n° 1127 (4 mars 1831).

3. Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 80. D'après les « Archives historiques et statistiques », « le commandant en chef de l'entreprise, le général Régis, avait quitté Lyon depuis plusieurs jours ».

4. Archives de la ville de Lyon. Documents Gasparin, t. VIII.

5. Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 67-69.

6. Archives de la ville de Lyon. Documents Gasparin, t. IV. Rapport au ministre de l'Intérieur du 9 mars 1832.

naitre des craintes. Et, parmi les moyens de perturbation, il n'en est peut-être pas de plus dangereux que celui qui résulte de la publication de nouvelles fausses, semblables à celle que ma lettre du 27 février dernier vous avait signalée<sup>1</sup>. »

C'est sans doute aussi le préfet qui remet au *Précurseur* la note suivante qui paraît dans le numéro des 2-3 mars :

« D'après une lettre de Genève, quelques journaux ont annoncé que le général Dessaix devait avoir une part active dans les événements en Piémont. Il y a dans cette assertion plus que de la légèreté. Certainement, le général Dessaix, qui est malade à Ferney, où il jouit de sa retraite, n'a jamais pu avoir l'idée d'entrer pour rien dans des affaires étrangères à sa patrie d'adoption, et au gouvernement auquel il est attaché par ses affections et par ses serments. »

Nous allons voir ce que vaut ce démenti. La participation du général Dessaix aux événements de Savoie en 1831 n'a été jusque-là signalée par personne, et cette question mérite qu'on s'y arrête un instant<sup>2</sup>.

1. Archives du département du Rhône. Série M. Police.

2. Natif de Thonon, en Savoie, Dessaix avait embrassé avec ardeur les principes de la Révolution française. En 1789, il s'engagea dans la garde nationale parisienne. De retour à Thonon en 1791, il prit une part active à une émeute et fut pour ce fait condamné à mort par contumace par le Sénat de Savoie. L'année suivante, il travailla à l'organisation d'une « légion franche allobroge », composée de volontaires savoisiens, piémontais et suisses. Nommé capitaine de la première compagnie, il participa à l'expédition de Savoie de septembre-octobre 1792, où il appuya efficacement les opérations de l'armée française. Ce fut le début d'une brillante carrière militaire. En 1798, il fut nommé député au Conseil des Cinq-Cents par le département du Mont-Blanc. Il fit partie du groupe d'ardents démocrates qui s'était constitué autour du *Journal des hommes libres*. Son attitude au 18 brumaire lui valut une longue période de disgrâce, mais, en 1809, il reçut le grade de général de division et fut fait comte de l'Empire. En 1814, il défendit avec intrépidité la Savoie contre les Alliés, ce qui lui valut le surnom de « Bayard du Mont-Blanc ». Aux « Cent Jours », il alla rejoindre Napoléon à Lyon et fut nommé gouverneur de cette ville et commandant de la 19<sup>e</sup> division militaire. Puis il se rendit à l'armée des Alpes et opposa de nouveau une vive résistance à l'invasion. Après le désastre de Waterloo et l'abdication de Napoléon (18-22 juin 1815), Dessaix se prononce pour la lutte à outrance et la guerre de partisans. « Les suppôts du royalisme », écrivait-il le 8 juillet au maréchal Suchet, « ont bien pu établir une Vendée ; si vous l'ordonnez, une Lyonnaise en faveur de Napoléon II ou de la République sera de suite levée, le tocsin sonnera partout, et la France sera sauvée. » Mais, trois jours plus tard, malgré la volonté que manifestait la population de se défendre, Lyon capitula. Licencié lors de la seconde Restauration, Dessaix se retira à Ferney-Voltaire, puis il obtint l'autorisation d'habiter une partie de l'année en Savoie où il s'établit tout près de Thonon, à Marclaz. C'est là qu'à la suite de la tentative insurrectionnelle de Didier, il fut arrêté dans la nuit du 20 au 21 mai 1816. Depuis 1814, il était dénoncé comme conspirateur, mais on ne put rien prouver contre lui. Il resta néanmoins détenu jusqu'au 4 septembre, c'est-à-dire pendant plus de trois mois, dans le fort de Fenestrelle. Placé sous la surveillance de la police, Dessaix fut ensuite envoyé à Verceil avec résidence forcée, sans avoir été jugé. Deux mois après, il fut enfin complètement rendu à la liberté. D'après la *Biographie Michaud*, il aurait joué un rôle dans la Révolution piémontaise de 1821 ; il aurait même été appelé au commandement en chef de l'armée constitutionnelle, mais il aurait ensuite refusé.

Après la Révolution de 1830, la garde nationale de Lyon le choisit pour son général, par



Nous avons vu qu'une dépêche du ministre de l'Intérieur du 22, parvenue à Lyon le 23 (à quatre heures), recommandait au préfet du Rhône de faire savoir au général Dessaix qu'il devait s'abstenir de coopérer au mouvement. Un courrier avait été expédié au général pour que cette dépêche lui parvint à sa résidence à *Thonon*.

Le général Dessaix semble avoir quitté Thonon dès la réception de cette dépêche. Et il s'est rendu non pas à Ferney, mais à Genève. Il est, en effet, « établi depuis cinq jours » dans cette ville, chez son gendre, lorsque, le 28 février, il reçoit la visite inopinée d'un officier de gendarmerie venu secrètement faire une enquête sur le territoire genevois et savoisien : « J'ai cru devoir quitter Thonon », dit-il à l'officier, « au premier soupçon que j'ai eu qu'il pouvait se manifester quelque mouvement : je suis Français et bien Français avant tout et je serais désolé que mon nom servit de prétexte ou de signal à un mouvement qui n'émanerait pas du Gouvernement ou n'entretrait pas dans ses vues ; c'est pour ce motif que j'ai quitté mon domicile et mes affaires... »

Plusieurs fois des agitateurs de la Savoie l'avaient sondé et il aurait employé l'influence qu'il exerce dans ce pays à les calmer, à leur montrer l'inutilité d'une entreprise hasardée et à leur conseiller la prudence.

Cependant, au cours des derniers jours de février, on continue à dire « tout bas que le général Dessaix devait se mettre à la tête du mouvement ». Certains journaux reproduisent même ces bruits et écrivent que le général est à la tête du parti qui prépare l'insurrection en Savoie.

D'après ce que nous venons de voir, il paraît certain que, jusqu'au 24 février, jusqu'au jour de la réception du courrier de la préfecture du Rhône, le général Dessaix s'était activement occupé de la préparation d'un soulèvement en Savoie. Mais il ne veut agir qu'avec l'approbation du gouvernement français. Il ne semble d'ailleurs pas avoir perdu tout espoir de l'obtenir et d'effectuer un mouvement :

« Dans ce moment, tout est tranquille », écrit l'officier de gendarmerie dans

3,889 voix sur 4,879 votants. Lafayette, qui commandait en chef toutes les gardes nationales de France, fit l'accueil le plus sympathique à cette désignation et le roi Louis-Philippe la confirma. Une ordonnance du 12 novembre 1830 nomma Dessaix commandant supérieur de la garde nationale de Lyon. Dessaix hésita, puis finit par refuser cette offre, vu son état de santé (il était âgé de soixante-six ans et criblé de blessures) et la modestie de ses ressources. Son ardeur ne l'avait cependant pas quitté : « J'espère que ma santé pourra se rétablir dans quelques mois », écrivait-il de Ferney, le 15 décembre 1830, « et, si quelques puissances voisines tentaient de troubler notre repos, je me rendrais de suite dans le Jura pour organiser une première résistance et réunir des partisans qui barreraient les passages... » Il semble en correspondance non seulement avec le général Lafayette et le général Lamarque, son ami, mais encore avec le ministre de la Guerre. Il sollicitait la faveur, en cas de guerre, d'être chargé du commandement de l'avant-garde de nos frontières de l'Est. Dessaix était aussi très lié avec le ministre des Affaires étrangères, le général Sébastiani, son ancien compagnon d'armes.

Cf. Joseph Dessaix et André Folliet, *Le général Dessaix. Sa vie politique et militaire*. Annecy, 1879.



son rapport. « Il n'en est pas moins vrai que toute la Savoie est disposée à se soulever et à tendre les bras aux Français. Ils n'ont aucune confiance au prince de Carignan, qui avait déjà trompé son parti en 1820, et il est certain que si le gouvernement approuvait un mouvement en Savoie rien ne serait plus facile que de l'effectuer. Il ne faudrait pour cela qu'un tambour, un drapeau, la volonté du général Dessaix et l'autorisation, et bientôt il aurait une armée composée de Savoyards<sup>1</sup>. »

Et la « volonté du général Dessaix » paraît bien dépendre uniquement de l'autorisation du gouvernement français.

Nous avons vu que, dans sa lettre au procureur du Roi du 1<sup>er</sup> mars, le préfet du Rhône montre quelque inquiétude. Il y a, en effet, dans la ville une certaine agitation et il est question d'« un nouveau rassemblement » semblable à celui qui « s'était dirigé sur les frontières ». Le préfet donne avis au général Roguet qu'un rassemblement de mécontents aura lieu à la Croix-Rousse et il requiert des troupes pour maintenir l'ordre.

Cependant, ces craintes sont vaines : « J'ai envoyé de suite sur les lieux », écrit le général Roguet, « et j'ai acquis la certitude qu'il n'avait été question de rien de semblable. »

Le même jour, 1<sup>er</sup> mars, la police intime à tous les réfugiés piémontais ou italiens résidant à Lyon l'ordre de quitter la ville dans les vingt-quatre heures et de se retirer dans les villes qui leur ont été assignées.

« J'ai donné les ordres les plus précis », écrit le général Roguet, « pour que tous (les) Piémontais ou Italiens soient dirigés sur Chalon et, à cet égard, je crois devoir vous faire connaître la situation de ces malheureux. Ils sont sans aucune espèce de ressources et dans un état de misère dont il est impossible de se faire une idée ; ne conviendrait-il pas de leur donner à Chalon des moyens d'existence ? Cette réflexion, M. le Maréchal, est digne de toute votre sollicitude<sup>2</sup>. »

Le *Précurseur* proteste contre l'expulsion des réfugiés, mesure qui, « dit-on s'applique même à ceux qui étaient domiciliés dans notre ville et s'y étaient créés des intérêts industriels<sup>3</sup> ».

Mais cette assertion est démentie par l'autorité quelques jours plus tard. Cette mesure de refoulement n'était applicable qu'à 19 réfugiés. Et encore, sur ce nombre, 6 en sont exemptés provisoirement. D'autre part, 3 avaient déjà quitté la ville. Si bien que « 10 seulement ont reçu ordre de se rendre à Chalon ou Mâcon. Aucun d'eux n'avait acquis domicile, droit de cité ».

Le rédacteur du *Précurseur* est obligé de reconnaître le peu de rigueur de la répression : « Nous devons dire que nos autorités ont apporté beaucoup

1. Archives de la Guerre. Correspondance générale. Mars 1831.

2. Le ministre répond, le 8 mars : « J'écris au ministre de l'Intérieur pour qu'il prenne les mesures nécessaires afin que des secours leur soient assurés. »

3. Cf. le *Précurseur* des 2-3 et 8 mars 1831. D'après Mazzini, quelques réfugiés italiens furent conduits à Calais et refoulés en Angleterre.

d'humanité dans l'exécution des ordres rigoureux qui leur étaient transmis<sup>1</sup>. »

Des mesures analogues sont prises à Grenoble à l'égard des réfugiés italiens, notamment de ceux qui s'y étaient rendus après la dispersion à Meximieux des Volontaires du Rhône. Ces malheureux réfugiés exhalaient alors leur déception et leur mécontentement dans la proclamation suivante :

« Les Italiens émigrés à la nation française.

« Français ! Après dix ans de proscription, nous avons voulu briser le joug qui pèse sur la patrie italienne. Vous avez partagé nos espérances ; vous avez voulu contribuer à nos efforts. Placés sous la sauvegarde de votre gouvernement, nous croyions être sous l'égide de la liberté ; il n'avait apporté aucun obstacle à des préparatifs qui lui étaient connus, qui consommaient nos ressources les plus précieuses ; et, cependant, nous avons fait aussi la funeste épreuve du zèle qu'il apporte à étouffer cette liberté partout où elle cherche à naître. Tout était prêt ; nous marchions vers les frontières de la Savoie, et nos efforts ont été paralysés et une force brutale nous a disséminés sur votre terre et des Français qui voulaient nous prêter l'appui de leur courage ont été enveloppés et contraints à s'enrôler pour Alger... »

En fait, nous avons vu que seule la misère avait contraint un certain nombre de « Volontaires du Rhône » à s'engager pour l'armée d'Afrique.

« Alors », poursuit la proclamation, « un assez grand nombre d'entre nous s'est retiré à Grenoble ; sommés presque aussitôt d'en sortir, nous avons obéi. »

Ils se rendent à Voiron où bientôt ils reçoivent l'ordre d'aller à Lyon. Dans la correspondance du général Roguet, on évalue leur nombre à 80.

Les réfugiés ne perdent pas néanmoins tout espoir et leur proclamation se termine par ces mots, réminiscence de la Révolution française : « *Liberté ou la Mort !* »

Ils se proposent, en effet, d'aller à Marseille, de s'y embarquer pour Ancône afin de grossir les rangs des insurgés de l'Italie centrale<sup>2</sup>. Mais ils devront également renoncer à cette entreprise et seront dirigés sur Chalon.

Nous avons vu que le gouvernement avait ordonné une enquête au sujet des enrôlements. Les instructions remises au général Roguet, le 25 février, lui prescrivaient de faire, dès son arrivée, rechercher par une commission d'enquête les auteurs des rassemblements illégaux qui se sont formés à Lyon et à Grenoble « pour organiser des corps destinés à passer en Savoie et y exciter des soulèvements d'insurrection ». Il devait provoquer par devers les autorités civiles la prompte arrestation des chefs et de leurs principaux agents et les faire traduire devant les tribunaux pour y être jugés sur le délit qui leur est imputé<sup>3</sup>.

1. *Le Précurseur*, 9-10 mars 1831. — Cinq d'entre les réfugiés obtinrent plus tard l'autorisation de revenir à Lyon (trois le 17 mars, deux les 19 et 21 avril).

2. Bibliothèque de Grenoble.

3. Archives des Affaires étrangères. Turin, 298, fol. 69.

Dans son rapport du 2 mars, le général Roguet avait exposé au ministre de la Guerre les inconvénients d'une pareille mesure; les personnes qui ont favorisé ou dirigé, conseillé ou activé les enrôlements et la marche sur la Savoie sont trop nombreuses et souvent trop haut placées :

« On trouverait presque dans tous les rangs des gens qui secondaient (le mouvement) de leurs vœux, une enquête trouverait peut-être beaucoup de personnes qui ne désavoueraient pas leur conduite et qui croyaient fermement que l'on agissait dans les vues du gouvernement.

« Une enquête sera difficile à établir et je me trouve fort embarrassé pour désigner les membres qui doivent composer cette commission parce que j'ai la presque certitude que les choix peuvent tomber sur des hommes compromis. J'ajouterai qu'il est probable que cette mesure produira ici un effet bien contraire à ce que l'on semble en attendre; au reste, je sou mets ces réflexions à V. E. et quelle que soit la détermination qu'elle prendra je m'empresserai d'exécuter ses ordres; ce que j'en dis est dans l'intérêt de la prudence et du gouvernement. »

Dans sa réponse du 8 mars 1831, le ministre de la Guerre approuve la réserve du général Roguet :

« Quant à l'enquête que je vous ai prescrit de faire, les observations que vous m'adressez à ce sujet me déterminent à vous autoriser à ne point vous en occuper. Mais je vous recommande de prévenir les personnes qui auraient pu y donner lieu, qu'elles doivent être plus circonspectes à l'avenir et profiter de cet avertissement. »

Le 14 mars, le général Roguet communique au préfet du Rhône ce passage de la lettre du ministre :

« Je m'empresse », écrit-il, « de vous faire cette communication afin que, s'il est à votre connaissance que quelques personnes soient dans le cas que cet article désigne, vous ayez la complaisance de leur faire connaître les intentions du ministre<sup>1</sup>. »

Cette mansuétude ne peut s'expliquer que par le fait de la complicité — momentanée il est vrai — avec les chefs des Volontaires non seulement des autorités locales, mais même du gouvernement.

« On sait comment le gouvernement », écrira deux ans plus tard Anselme Pétetin, « après avoir laissé les réfugiés dissiper toutes leurs ressources en préparatifs de campagne, après avoir poussé bon nombre d'habitants de la Savoie à se compromettre en faveur d'une entreprise dont le succès n'était pas douteux, après avoir toléré et même encouragé secrètement cette tentative, en arrêta brusquement l'exécution au moment même où les réfugiés et les Volontaires du Rhône allaient franchir la frontière (en réalité, ils en étaient encore loin). On sait que le préfet de Lyon, M. Paulze d'Ivoy, qui

1. Archives de la Guerre. Insurrection de Lyon. Novembre 1831. « Je ne sache pas », dira plus tard à la Chambre le député du Rhône Jars, « qu'aucun des chefs ait été poursuivi, je ne sache pas qu'aucune enquête sérieuse ait eu lieu sur ce premier acte des associations. »

avait été invité à fermer les yeux sur l'organisation des « Volontaires », reçut tout à coup par le télégraphe l'ordre de s'opposer par la force à l'invasion de la Savoie<sup>1</sup> et de désarmer la légion<sup>2</sup>. »

Avant la réception de ces ordres, Paulze d'Ivoy avait favorisé les préparatifs de l'expédition. « Les autorités de Lyon », nous dit Mollard-Lefèvre, « me favorisaient d'une manière tout ostensible<sup>3</sup>. » Dans la séance de la Chambre des députés du 19 mars 1834, le maire de Lyon, Prunelle, révélera que le bataillon des Volontaires du Rhône avait été « organisé sous les yeux de l'autorité locale et en quelque sorte *avec son approbation*<sup>4</sup> ». D'après certains journaux, il aurait ajouté : « Je ne parle pas d'une *autre* autorité<sup>5</sup>. » Mauguin, qui intervient ensuite, souligne la grande importance du fait de l'existence à Lyon d'un bataillon militaire organisé sous la protection des autorités locales. « *Nous verrons* », ajoute-t-il, « *si les autorités locales, seules, avaient permis d'autoriser ce bataillon.* » Il est regrettable que Mauguin, qui savait à quoi s'en tenir, ne soit pas revenu sur cette question. De même, Mollard-Lefèvre déclarera au cours du procès d'avril : « Les hommes du pouvoir me secondaient secrètement ; je pourrais en citer quelques-uns qui m'ont fourni des armes<sup>6</sup>... »

C'est aussi l'opinion de Mazzini<sup>7</sup>, de La Cecilia, c'est celle du gouvernement sarde lui-même :

« Nous eûmes en main les preuves les plus claires », écrit le roi de Sardaigne Charles-Albert, « que ce mouvement avait été combiné d'après les ordres non seulement du général Lafayette, mais même du général Sébastiani, alors ministre, et qu'il était dirigé par les deux généraux commandant les divisions de Lyon et de Grenoble, et par les préfets de ces deux villes<sup>8</sup>. »

1. Dans l'*Écho de la Fabrique* du 3 mars 1833, qui reproduit cet article, on lit ici la note suivante : « Sans adopter les raisonnements de M. Pétetin, et voulant rester étrangers à la question politique, nous avons cru devoir citer textuellement et sans commentaire. (Note du rédacteur.) » On voit que cette note n'est pas, comme l'ont pensé Festy (*Le mouvement ouvrier sous la monarchie de Juillet*, p. 99) et Dutacq (*Les journées lyonnaises de novembre 1831. La Révolution de 1848*, p. 90), un refus d'admettre que les « Volontaires du Rhône » aient joué un rôle dans les événements de novembre, mais seulement une déclaration de neutralité politique, un refus de s'associer à la critique que fait Pétetin de la conduite du gouvernement à l'égard des réfugiés italiens et des « Volontaires du Rhône ».

2. *Le Précurseur*, 26 février 1833.

3. Archives nationales, BB<sup>18</sup> 1201 (6.288 a 7). Dossier Mollard-Lefèvre.

4. *Discours de M. Prunelle*... Lyon, 1834, p. 5-6.

5. *Le Réparateur*, 24 mars 1834.

6. *Cour des Pairs. Procès des prévenus d'Avril... Catégorie de Lyon*. Lyon, 1835, p. 498-499 (séance du 24 juillet 1835). Cf. aussi Louis Blanc, *Histoire de dix ans*.

7. « Les préparatifs se faisaient publiquement ;... les dépôts d'armes étaient connus de tous ; le Comité était en communication constante avec le préfet de Lyon. »

8. F. Odorici, *Il Conte Luigi Cibrario e i tempi suoi*. Florence, 1872, p. 235. En février-mars 1831, Charles-Albert n'était encore que prince héritier (le prince de Carignan). — Cf. la dépêche du 25 février de l'ambassadeur sarde à Paris, le comte de Sales : « La mauvaise foi du comte Sébastiani dans l'affaire de nos réfugiés est évidente. Non seulement il n'a rien fait pour prévenir leurs funestes projets, mais je suis encore bien disposé à croire qu'il n'aura fait qu'en

A Turin, où l'activité des réfugiés piémontais avait causé une grande inquiétude, on explique la dispersion de l'expédition des Volontaires du Rhône par le fait que le gouvernement français aurait jugé le moment mal choisi.

Si la thèse piémontaise est certainement exagérée, elle contient néanmoins une part de vérité. Il faut dire qu'à cette époque en France on estime imminente une guerre avec les pays de la Sainte-Alliance. En pareil cas, les réfugiés italiens auraient pu être utilisés contre leurs gouvernements respectifs, et en particulier contre le gouvernement sarde. D'où le libéralisme et jusqu'à un certain point la complicité des autorités françaises.

C'est seulement au dernier moment que les ministres de Louis-Philippe ont reculé devant l'entrée en Savoie et ordonné à Dessaix de renoncer à sa tentative.

\* \* \*

Malgré son échec, la première expédition de Savoie méritait une étude détaillée. D'abord, elle a exercé sur les relations diplomatiques de la France avec le Piémont, l'Autriche, et même la Russie, une influence non négligeable<sup>1</sup>. Ensuite, c'est, depuis 1792, la première tentative d'annexion révolutionnaire de la Savoie : les Volontaires du Rhône ont été les précurseurs des « Voraces » et l'expédition de février 1831 est en quelque sorte la répétition générale de celle d'avril 1848. D'autre part, ce coup de main manqué contribua puissamment à former la doctrine et la tactique d'un de ses participants, devenu illustre, Mazzini. Enfin, la Légion de Mollard-Lefèvre a été l'origine d'une organisation qui joua un rôle important dans les événements ultérieurs. Bientôt, en effet, sous la direction de Lacombe, l'association se reconstitua : les cadres des Volontaires du Rhône subsistèrent et un certain nombre d'ouvriers lyonnais restèrent secrètement groupés en société politique. « Les ouvriers », écrit Pétetin, « continuèrent les relations hiérarchiques que cette affaire (l'expédition de Savoie) avait établies entre eux et les officiers de tous grades qui avaient dû les commander. » Les 21-22 novembre 1831, ce furent les Volontaires du Rhône, Lacombe, Guillot, etc., qui menèrent au combat les ouvriers de Lyon. Ce furent les Volontaires du Rhône qui, le 23 novembre, prirent le pouvoir dans la seconde ville du royaume. Comme il est dit dans le « Réquisitoire » du « Procès d'Avril », l'expédition de Savoie « servit de prélude aux désastres de novembre 1831 ».

F. RUDE.

partie et bien faiblement ce qu'il m'a promis ces jours-ci » (Hillebrand, *Geschichte Frankreichs...* Gotha, 1877, t. I, p. 192, note 3).

1. Cf. Pietro Silva, *La Monarchia di Luglio e l'Italia*. Torino, 1917, p. 69-71, et C. Vidal, *Louis-Philippe, Metternich et la crise italienne de 1831-1832*. Paris, 1931, p. 51-58 et 134-137.

## COMPTE-RENDUS CRITIQUES

**Histoire de l'Église depuis les origines jusqu'à nos jours**, publiée sous la direction de Augustin FLICHE et Victor MARTIN. T. V : *Grégoire le Grand, les États barbares et la conquête arabe, 590-757*, par Louis BRÉHIER et René AIGRAIN. Paris, Bloud et Gay, 1938. 576 pages.

L'importante période de l'histoire de l'Église, qui s'étend de l'avènement du pape Grégoire le Grand (590-604) jusqu'à l'année 757, a trouvé en la personne de l'éminent byzantiniste Louis Bréhier et du savant historien l'abbé René Aigrain deux historiens de valeur. Cette période est, en grande partie, l'histoire de l'Église byzantine. En seize chapitres, d'inégale étendue, les deux historiens présentent l'histoire de l'Église, avec Byzance et Rome pour centres. Dans le premier chapitre, l'abbé Aigrain étudie *La politique italienne de saint Grégoire le Grand*, en commençant par présenter Grégoire avant son pontificat et son œuvre homilétique, exégétique et liturgique. Puis, l'historien montre le gouvernement de Grégoire le Grand en Italie, dans la province d'Aquilée, et l'action de Grégoire sur le schisme, dans la province de Ravenne et dans celle de Milan, et il termine par les rapports de Grégoire le Grand et des Lombards, qui aboutissent aux trêves de 598 et de 603 (p. 17-54). Les six chapitres suivants sont dus à M. Louis Bréhier. Nous sommes transportés à Constantinople. Le chapitre II étudie *Les rapports entre Rome et Constantinople, de l'avènement de Grégoire le Grand à la chute de Phocas, 590-610* (p. 55-77). Complétant le chapitre I, M. L. Bréhier commence par étudier les rapports entre Grégoire le Grand et l'empereur Maurice et il insiste sur le conflit au sujet du titre de patriarche oecuménique ; il termine par les rapports entre Phocas (602-610) et Grégoire le Grand et ses successeurs. En 610, Phocas cède la place au grand empereur Héraclius. Héraclius trouve l'empire dans un état de faiblesse très grande. Avec une grande énergie, Héraclius essaie de remettre de l'ordre dans l'empire et surtout il essaie de lutter contre les ennemis extérieurs. Malgré des débuts assez difficiles, Héraclius réussit, et par sa politique d'union religieuse et par sa contre-offensive contre Chosroès, à triompher de toutes les difficultés, et, en 632, la paix avec la Perse et la restitution de la Vraie Croix couronnent les efforts d'Héraclius. Tous ces faits sont racontés dans le chapitre III : *La crise de l'empire et le redressement d'Héraclius, 611-632* (p. 79-101). Les quatre chapitres suivants montrent les luttes de l'empire byzantin contre les ennemis du dehors, contre les Arabes, en Orient, qui enlèvent à Byzance la Syrie, la Mésopotamie, l'Égypte, conquièrent la Perse et disputent à l'empire l'Arménie, et, en Occident, contre les Slaves dans les Balkans. Les luttes christologiques, nées des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> conciles oecuméniques, affaiblissent en même temps gravement l'empire byzantin. M. L. Bréhier insiste sur le compromis du monoenergisme, par lequel



Héraclius tentait de réaliser l'union religieuse indispensable à l'empire, tentative qui amena en fait la violente opposition de Sophronios, patriarche de Jérusalem (chap. iv : *La nouvelle crise religieuse. Juifs. Monoénergisme. Islam*, 632-639, p. 103-130). L'Ekthésis, nouvelle tentative d'Héraclius pour faire la paix religieuse, provoqua cette fois l'hostilité du pape Jean IV (chap. v : *L'Ekthésis, la fin du règne et la succession d'Héraclius*, 638-641, p. 131-150). On aboutit au schisme monothélite qui contribua à aggraver l'état de l'empire (chap. vi : *Le démembrement des chrétiens orientales et le schisme monothélite*, 641-668, p. 151-179). Le VI<sup>e</sup> concile oecuménique (680) et le concile Quini-Sexte ou in Trullo (692) réussirent à rétablir à peu près la paix religieuse, désirée par Justinien II, mais la dynastie des Héraclides, en disparaissant, laissa l'empire singulièrement affaibli et diminué ; la Syrie, l'Afrique et une bonne partie de l'Italie étaient perdues (chap. vii : *Les derniers Héraclides. Rétablissement de la paix religieuse. Guerres civiles et invasions* 668-715, p. 181-209). Dans les cinq chapitres suivants, l'abbé Aigrain étudie successivement : *La fin de l'Afrique chrétienne* (chap. viii, p. 211-230), sa situation sous Grégoire le Grand, sa prospérité sous Héraclius et finalement sa décadence avec la conquête arabe ; *L'Espagne chrétienne* (chap. ix, p. 231-276), depuis 590, sous les rois catholiques jusqu'à l'émirat indépendant de Cordoue (756), période longue d'un siècle et demi environ, où l'Église fut étroitement mêlée aux luttes politiques ; *L'Angleterre chrétienne et les églises celtiques* (chap. x, p. 277-328), pendant la même période, montre les efforts faits par l'Église pour christianiser le pays : la mission grégorienne et l'œuvre de saint Augustin, les premiers continuateurs de saint Augustin, les chrétiens celtiques et l'Église d'Angleterre de Wilfrid à Egbert ; *L'Église franque sous les Mérovingiens* (chap. xi, p. 329-390) présente les rapports des rois mérovingiens et de l'Église jusqu'en 639, l'état de l'Église pendant l'ascension des maires du palais et l'état religieux et intellectuel de la Gaule franque ; enfin, *Les Papes et l'Italie de 604 à 757* (p. 391-440), important chapitre qui montre la lutte des papes contre le monothélisme en Orient et surtout en Italie, contre le péril lombard, qui mit fin à l'exarchat de Ravenne et menaça Rome elle-même. La papauté, devant l'effondrement de la puissance byzantine, fait alors appel aux rois francs et, grâce à leur appui, naît l'État pontifical. Les deux chapitres suivants, œuvres de M. L. Bréhier, nous ramènent en Orient et sont consacrés, le premier, à l'importante *Querelle des Images jusqu'au concile iconoclaste de 754* (chap. xiii, p. 431-470) ; origines du mouvement iconoclaste, débuts de la querelle, aboutissant au concile iconoclaste (754) réuni par Constantin V Copronyme, et un intéressant chapitre sur *La vie de l'Église byzantine de Maurice à Constantin* (chap. xiv, p. 471-503), qui fait voir les transformations de la vie byzantine, la constitution de l'Église, les patriarchats et les églises d'Orient, le clergé et la discipline ecclésiastique et la vie intérieure de l'Église. — Enfin, les deux derniers chapitres sont dus à l'abbé Aigrain, le chap. xv consacré au *Monachisme occidental* (p. 505-542), où sont étudiées les fondations et institutions et l'activité monastique, et le chap. xvi, qui étudie *Le temporel des églises occidentales* (p. 543-566), en deux paragraphes, le patrimoine de l'Église romaine et le temporel des églises en dehors du patrimoine. Deux cartes, placées en tête de l'ouvrage, *L'Église en 590 au temps de Grégoire le Grand* et *L'Église en 754 après l'invasion arabe*, permettent de suivre plus aisément l'exposé dense et précis de l'histoire de l'Église pendant cette période.

L'histoire profane, selon le plan adopté, est exposée dans la mesure où elle est inséparable de l'histoire religieuse. Les mêmes qualités de clarté, de précision minutieuse caractérisent ce tome comme les précédents. L'exposé de M. L. Bréhier, lumineux, comme à l'ordinaire, est une mise au point des questions étudiées, au moment de la parution du volume. La Bibliographie générale, qui ouvre l'ouvrage (p. 7-16), méthodique et critique, due à M. L. Bréhier, comme les Bibliographies particulières à chaque chapitre montrent que les deux historiens ont tenu compte des dernières publications parues, en 1938 même, et intéressant les questions étudiées par eux. Que l'on ne soit pas d'accord avec les auteurs sur certains points de détail, le fait n'a rien de surprenant, l'histoire byzantine pendant le VII<sup>e</sup> et le VIII<sup>e</sup> siècle, entre autres, offre encore bien des questions mal connues<sup>1</sup>.

Mais ce sont là taches légères. M. L. Bréhier a fait profiter le lecteur de sa vaste connaissance de l'histoire religieuse de l'empire byzantin. Le développement consacré au conflit au sujet du titre de patriarche œcuménique, au début du VII<sup>e</sup> siècle, l'exposé de la question du monoenergisme et celui du schisme monothélite sont de beaucoup ce que nous avons de mieux sur ces questions. Mais il y a lieu surtout d'attirer l'attention du lecteur sur le chapitre consacré au début de la Querelle des Images jusqu'au concile iconoclaste de 754. Mettant à profit des recherches toutes récentes et personnelles, M. L. Bréhier montre avec raison qu'au début, l'empereur Léon III l'Isaurien, en publiant son fameux édit de 726, attesté seulement par des sources syriennes, n'a, en réalité, publié aucun édit de ce genre, mais qu'il s'est contenté, très vraisemblablement, de sonder les intentions du peuple de la capitale. Ce dernier se montra, en fait, assez hostile à une politique iconoclaste, et Léon III n'insista pas. La Querelle des Images n'est pas encore très bien connue, du moins, dans ses détails, malgré les études préliminaires d'Ostrogorsky. Il y aurait lieu de publier certains traités encore inédits attribués au patriarche Nicéphore. Mais cette seconde partie de l'histoire de l'iconoclisme appartient au tome VI, œuvre du savant directeur du *Dictionnaire de théologie catholique*, l'abbé Amann, et qui n'est pas inférieur au présent tome V.

R. Gb.

**Fr. BLOCKMANS.** *Het Gentsche stadspatriciaat tot omstreeks 1302.* Rijksuniversiteit te Gent, Werken uitgegeven door de faculteit van de wijsbegeerte en letteren, 85<sup>e</sup> aflev. Anvers, de Sikkel, 1938. In-8°, 574 pages, 1 plan hors texte.

Ce sont des problèmes généraux, et du plus haut intérêt pour les origines de la société, de l'économie, de toute la vie urbaine au Moyen Age, sur lesquels M. Block-

1. Peut-être eût-il été bon, par exemple, pour mieux faire comprendre la politique religieuse d'Héraclius, d'insister sur l'origine arménienne de ce grand défenseur de la foi. M. Henri Grégoire a raison, je crois, d'appeler l'attention des historiens sur la nationalité arménienne d'Héraclius; on s'explique mieux sa politique d'union religieuse avec les monophysites arméniens, ses tentatives pour faire reconnaître la doctrine du monoenergisme, et aussi l'obstination mise par Constant II à réaliser l'union religieuse au moyen de la doctrine du monothélisme.

mans nous apporte dans ce livre des lumières nouvelles. Dans un cadre particulier : mais l'importance de Gand en fait, par excellence, un cas-type et les rapprochements sont nombreux avec la situation des autres villes flamandes.

Comment s'est formé le patriciat urbain? Dans quelles conditions s'est-il affranchi des charges qui grevaient sa liberté? Comment s'est-il enrichi? organisé? Quand et comment s'est-il affaibli et ruiné?

Une première agglomération constituée auprès de Saint-Bavon ayant été ruinée par les Normands en 851, Gand a recommencé de vivre dans le dernier quart du IX<sup>e</sup> siècle autour des deux abbayes de Saint-Pierre et de Saint-Bavon. Sans doute y eut-il, parmi les restaurateurs du *portus*, des « réfugiés » qui voulurent relever leur premier foyer.

Les descendants des fondateurs ou refondateurs formèrent le groupe, bientôt la caste, des *virī hereditarii*. Propriétaires du sol urbain, ils le lotirent aux nouveaux arrivants moyennant un cens ; ils assurèrent ainsi leur prépondérance sur ceux qui devaient former la majeure partie de la population et se procurèrent des ressources avec quoi ils développèrent leur commerce et leur industrie.

Ils étaient astreints d'abord au paiement d'un *census de mansionibus*, qui se retrouve sous des noms divers dans plusieurs autres villes de Flandre appartenant primitivement au comte et concédé par lui à Gand aux deux abbayes. Ce droit n'est pas, d'après M. Blockmans, un cens de justice, mais un cens foncier. Les Gantois paraissent bien l'avoir racheté dans la deuxième moitié du XI<sup>e</sup> siècle (il disparut ailleurs à des dates et dans des conditions très variables). Ainsi, avant 1100, le *portus* de Gand est constitué en une ville, formant une « unité économique, juridique, politique, matérielle ».

Sur quelle base ce patriciat s'est-il constitué?

La ville a sa vie propre dès sa constitution à la fin du IX<sup>e</sup> siècle.

1) Son commerce se développe progressivement au X<sup>e</sup> siècle. Avec l'Allemagne (où la première agglomération gantoise avait des relations sous Charlemagne), il y a un trafic de poisson, de vin, de matériaux de construction. On travaille déjà le cuir. [Cette activité économique est à rapprocher de l'accroissement certain de Tournai au X<sup>e</sup> siècle, de l'activité du commerce mosan, du trafic du continent avec l'Angleterre.]

Aussi, « au moins dès les environs de l'an 1000 », il y a une foire à Gand à la Saint-Bavon. Vers 1160, cette foire est prospère.

Au cours du XI<sup>e</sup> siècle a dû se former la gilde gantoise qui devient le noyau d'un groupement régional des marchands de la Flandre orientale.

Le trafic gantois est surtout actif, d'abord, avec l'Allemagne, en particulier celle du Nord-Ouest ; avec l'Angleterre, il se développe largement au XIII<sup>e</sup> siècle, où beaucoup de marchands importants sont connus ; avec la Flandre méridionale, avec la France, avec l'Italie et la péninsule ibérique les échanges ne cessent de s'accroître. Mais, peu à peu, d'actif, ce commerce tend à devenir passif : le changement, vers les pays du Rhin et de la Moselle, est sensible autour de 1150, vers l'Angleterre, autour de 1175. A cette époque, les Gantois avaient déjà joué les premiers actes de leurs destinées économiques.

2) La draperie est le fondement le plus solide, le plus durable de leur puissance.

La draperie gantoise a été, jusqu'ici, même par des auteurs qualifiés, considérée

comme récente, très récente même : elle ne se serait développée que vers la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.

En réalité, le travail de la laine n'a sans doute jamais été interrompu depuis l'époque romaine. A Gand, « l'industrie locale de la laine existe à partir du X<sup>e</sup> siècle » : la future draperie « urbaine » existe avant la « ville » elle-même. « C'est la draperie qui a permis au Gantois des X<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècles de capitaliser le *census de mansionibus* dû aux abbayes, de sorte que le patriciat des hommes heritaules a pu se constituer. »

Cette draperie prend à Gand, comme dans les autres grandes villes, les formes capitalistes souvent décrites, que les luttes du XIII<sup>e</sup> siècle transformeront ; Gui de Dampierre décomposera le groupement unique qui la dirigeait en trois grands « coepmanscepen » : les marchands de laine, les marchands de draps, les teinturiers, donnant ainsi une satisfaction relative au commun.

3) Le trafic de l'argent est la troisième source de la richesse des patriciens.

Ce commerce leur assure les moyens d'acquérir des biens-fonds, des rentes et d'autres revenus divers : dîmes, offices, etc.

Il n'apparaît pas qu'aucune spécialisation économique se soit imposée : les patriciens s'adonnaient en même temps aux formes d'activité les plus diverses. Au XIII<sup>e</sup> siècle, au moins, la plupart d'entre eux, commerçants et financiers, n'exerçaient plus leur activité en personne, mais employaient un clerc.

L'ensemble des patriciens, pourvus de privilèges et tenus à des obligations particulières, formaient une classe nettement distincte des autres habitants de la ville. Maîtres du gouvernement de la cité, ils s'efforçaient de passer des rangs de la noblesse urbaine à ceux de la noblesse authentique. Ils dominaient le commun de tous les points de vue : « le patricien n'est pas seulement le seigneur foncier de l'homme du commun, il est aussi le propriétaire de sa maison, son employeur, son juge, son receveur d'impôts, son administrateur, même son confesseur ».

A la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, ce patriciat perd cependant sa suprématie : le déclin du commerce actif a pu réduire les chances de ses membres ; les conflits économiques, l'ascension de nouveaux venus, la guerre avec la France ont précipité leur ruine.

Il est remarquable cependant — et le fait pose une question qu'il vaudra de suivre pour d'autres villes — que certains lignages ont su se maintenir tant que dura la prépondérance de leur classe. Celle-ci, en tout cas, joua dans la société de son temps un rôle capital, rôle qui dépassa le cercle de la ville, s'étendant à la politique flamande tout entière : elle mena la lutte contre le comte, elle affirma même une politique extérieure, d'accord avec l'Angleterre.

M. Blockmans a complété son travail par des listes copieuses de propriétaires de biens fonciers hors de la ville (comportant, outre le nom du vendeur ou donateur, les quantités de terre, leurs sites, le nom de l'acheteur ou donataire), de Gantois financiers (avec le nom du débiteur et la nature du prêt, le capital et l'intérêt prévu), une liste d'échevins, un plan de Gand vers 1300, des pièces annexes et un index de noms propres.

Ce bon travail est mené avec ingéniosité et précision ; à peine si quelques redites — mais qui paraissent bien difficiles à éviter — ralentissent un peu parfois son déroulement régulier et progressif. Il montre que, là même où l'on croirait devoir se résigner à l'ignorance, des recherches diligentes découvrent encore de quoi nouer de belles gerbes et donne l'espérance d'autres trouvailles. Dès maintenant, après M. Rolland et ses travaux sur Tournai, M. Blockmans a reculé sur un point décisif

les limites de la zone d'ombre qui dissimule les origines des villes et de l'économie médiévale<sup>1</sup>, et Gand est une ville neuve. Qui nous donnera sur Arras une étude équivalente?

E. C.

H. Maynard SMITH. *Pre-Reformation England*. Londres, Macmillan, 1938. In-8°, XIII-556 pages.

A peu d'intervalle ont paru en Angleterre deux longues études relatives à la Pré-réforme, l'une de J. Mackinnon, qui, de 1925 à 1930, publia un ouvrage en quatre volumes sur « Luther et la Réforme » : *The origins of the Reformation* (Londres, 1939) ; l'autre, dont il est question ici et qui est dû à un docteur d'Oxford, chanoine anglican de Gloucester. Le premier, plus général, remonte jusqu'à Philippe le Bel et Boniface VIII ; le second, limité à l'Angleterre, ne s'occupe du Moyen Age finissant qu'autant qu'il explique la situation religieuse à la mort d'Henri VII (1509). Avec plus de détails que dans le chapitre 1 de mon *Schisme anglican*. *Henri VIII*, puisqu'il s'agit d'un livre de 556 pages, M. Smith analyse les causes complexes, qui, sans déterminer nécessairement la Réforme anglaise, en préparèrent le terrain. Dans la première partie, six chapitres examinent « les conditions de la Pré-réforme dans le royaume », c'est-à-dire l'état de l'Eglise d'Angleterre au début du XVI<sup>e</sup> siècle — la religion populaire avec ses superstitions — les changements économiques et sociaux depuis la découverte du Nouveau-Monde, les changements politiques avec l'éveil des nationalités. La seconde partie, composée également de six chapitres, note les tendances, dont les origines sont parfois assez éloignées, qui aideront la Réforme à prendre pied dans le royaume : le Lollardisme, qui conservait des adeptes secrets, mais entêtés, dans la classe pauvre ; l'auteur estime leur proportion par rapport au reste de la population à celle des communistes aujourd'hui en Grande-Bretagne — le scolasticisme à son déclin — le mysticisme, qui n'est point sans danger s'il n'est pas surveillé ou réglé (M. Smith en signale certaines déviations, p. 367 et suiv.), et qui porte à se fier davantage à ce que l'on prend pour une lumière intérieure qu'à la tradition et à l'obéissance — la littérature populaire (moralités, ballades, satires, romans), raillant plus ou moins clergé, moines et choses d'Eglise — le ferment de la Renaissance avec l'humanisme, que propage largement Érasme à Oxford, à Londres et à Cambridge — les réformateurs catholiques, Colet « le puritain », Thomas More « l'humaniste chrétien », Érasme « le latitudinaire », Henri VIII « le traditionaliste », qui imprimèrent le premier mouvement à une réforme autre que celle qui devait finalement l'emporter.

M. Smith, dont le livre a été en partie soumis à des évêques anglicans, tente de concilier des idées adverses sur l'origine de la Réforme en Angleterre. Ses jugements ne sont pas tranchants, mais assez balancés, et il est loin de condamner en bloc tout ce qui précéda la révolution religieuse du XVI<sup>e</sup> siècle. Il distingue parfaite-

1. P. 414, « Risbringhe (?) », où des terres appartiennent à l'écolâtre de Cassel, est, sans aucun doute, Rousbrughe.

ment et estime ce qu'il y avait auparavant de bon et d'excellent, et il voit fort bien les défauts et les vices de ce qui a voulu le remplacer. Parlant de la piété populaire, où des abus s'étaient glissés avec le temps, il remarque (p. 163) que, si l'on peut recueillir un grand nombre de fables pieuses dans les quatre derniers siècles du Moyen Age, « il serait aisé de faire un plus gros livre encore avec toutes les aberrations religieuses et les histoires ridicules de l'Europe protestante ». Ce n'est pas la religion qui déforme l'homme, mais l'homme qui déforme la religion. C'est une calomnie, dit-il (p. 202 et suiv.), de dire, avec Latimer, que les moines inventèrent le Purgatoire pour se faire de l'argent. « Même aujourd'hui, des héritiers désappointés insinuent que le testateur a fait des œuvres charitables pour acheter le ciel et sont tout prêts à accuser quelque clergyman d'avoir indûment usé de son influence sur le mourant, s'ils ont la moindre chance de faire casser le testament. » La Bible mise à la portée de tous, observe-t-il encore, a poussé des gens, sans instruction ni formation préalables, à l'interpréter à leur fantaisie, sans tenir compte de l'enseignement de l'Église, d'où des myriades de sectes.

Une bonne composition et la clarté de l'exposé rendent attrayante la lecture d'un livre rempli de faits et de détails, bien documenté.

G. C.

---

Aug. RENAUDET. *Études érasmiennes, 1521-1529*. Paris, E. Droz, 1935. In-8°, XXIV-376 pages.

Le savant et délicat érasmisant a réuni ici diverses études consacrées au sage de Bâle, entre sa fuite de Louvain et sa fuite à Fribourg. Ce n'est pas une biographie, mais une série de morceaux détachés, et en apparence indépendants, sur Érasme humaniste et exégète tant profane que sacré, sur sa critique politique et sociale, sur ce que M. Renaudet appelle d'une façon très originale « le modernisme érasmien », sur Érasme et l'Église romaine, enfin sur Érasme et la Réforme.

Les amateurs d'ouvrages didactiques et de divisions rigides se plaindront de cette méthode, qui amène à repenser les mêmes problèmes sous divers aspects, et qui entraîne forcément des répétitions d'idées, de discussions, voire de formules. Le lecteur qui a le sens des nuances et de la vie se réjouira de voir le sujet investi de plusieurs côtés à la fois : de même, avant d'attaquer une place, le vieil art des sièges commençait à creuser des « parallèles ». Ainsi entendues, ces études se complètent, s'éclairent les unes par les autres, se corrigent. Et surtout, laissant de côté les oppositions traditionnelles, trop nettes et trop artificielles pour correspondre à la vérité, entre catholicisme et réforme, elles nous font entrer dans le vif de la religion érasmiennne. Comme l'avait déjà montré M. Marcel Bataillon, elles nous tiennent à l'écart des conceptions simplistes : d'un Érasme préparant l'*Aufklärung* et ne professant le christianisme que du bout des lèvres et par prudence ; d'un Érasme précurseur de Luther, puis effrayé par les violences du moine ; encore plus d'un Érasme conservateur ne souhaitant dans l'Église romaine que de timides réformes.

Le christianisme érasmien apparaît comme une religion « du pur esprit et de la simple foi ». En ce sens, il est antérieur à Luther. Dès 1504, l'*Enchiridion* (ici



encore il faut se référer à M. Bataillon) postule la nécessité du culte en esprit et vérité, et chez lui, avec la critique de Laurent Valla, revivent les traditions des Vaudois, de Wycliff, de Hus, et apparaissent les influences cantabrigiennes et franco-néerlandaises, celle de John Colet et de Jean Vitrier. L'Érasme de 1516, le traducteur du *Nouveau Testament* des Frohen, est d'esprit plus décidé que Luther, et semble plus proche de l'hérésie. M. Renaudet lui oppose très finement « le moine très régulier, le professeur de théologie à la Faculté de Wittenberg, le prédicateur de l'Église paroissiale », qui « ne pensait alors qu'à la réforme de sa propre conscience et de son propre vouloir, à la réforme intérieure des fidèles, confiants dans le Christ, certains du salut par la foi ».

Érasme se sent brusquement dépassé par la révolte de 1517. Neuf mois après les thèses, il réédite l'*Enchiridion*, vieux de quatorze ans. Lui n'est pas un révolté contre la tradition séculaire, vénérable à ses yeux, à condition qu'elle ne soit pas contraignante. Il est d'accord avec Luther pour chercher la vérité dans la Bible, mais « les deux hommes ne lisent pas la même Bible et ne la lisent pas dans le même esprit ». On pourrait compléter cette heureuse formule en disant que, pour Érasme, tout chrétien doit lire sa propre Bible : à chacun sa vérité, selon ses forces. L'essentiel est de lire avec sa foi.

Tout d'abord, la Bible érasmiennne est matériellement moins grosse que la Bible luthérienne. « Luther, consolé par saint Paul, traduit l'Écriture tout entière : la puissance tragique de son génie religieux s'accorde au génie de la Bible juive. L'histoire dure et cruelle du peuple hébreu, dont Érasme se détourne, trop classique pour goûter ces chroniques barbares, offrira bientôt à Calvin des exemples et des modèles pour le gouvernement des hommes. » Et, malgré tout ce que la pensée calvinienne doit à l'humanisme, le calvinisme de langue anglaise, en particulier, est fils de l'Ancien Testament : « John Knox vit de la Bible juive, et les puritains en vivent, au temps d'Élisabeth, au temps de Cromwell. »

Cet évangélisme d'Érasme le rapproche du doux Lefèvre et de nos « bibliens » de Meaux, plus que du rationalisme radical de Zwingli. Il est cependant d'accord avec eux tous, y compris Luther, pour penser que la religion, accaparée par les prêtres et étouffée sous le ritualisme des cérémonies, doit être mise à la portée des « simples et rudes ». Il blâme les théologiens d'interdire à ces simples la lecture de la Bible en vulgaire : « Nos plebeium et properantem instituimus theologiae tiro-nem. » N'est-ce pas aussi la doctrine de Ximènes et des éditeurs d'Alcalá? Peut-être que la prudence mondaine conseille de cacher les secrets des rois, mais il faut divulguer ceux du Christ. « Je souhaiterais », écrit-il, « comme nos premiers réformés français, que les femmes pussent lire l'Évangile, les épîtres de saint Paul ; que le tisserand pût les chanter à son travail, le voyageur se les réciter pour oublier la fatigue du chemin... Tous ceux qu'anime et qu'exalte l'esprit du Christ possèdent la vraie théologie, seraient-ils fossoyeurs ou tisserands. » Un Bernard Palissy n'en dira pas davantage. Il faut savoir à M. Renaudet le plus grand gré d'avoir mis en lumière ces textes essentiels. Ils enlèvent tout sens à cette question d'école : Érasme était-il réformé ou catholique romain? Il était un chrétien « moderniste », sorte d'inventeur de l'évolution des dogmes.

Mais sa position entre la tradition respectable et la révolution nécessaire était difficile à tenir et devait le rendre suspect aux deux partis. Son horreur des bruits de la place publique, égale à celle des poêles fumeux, ses relations obliga-

toires et alimentaires avec les princes, avec son maître Charles-Quint, avec le roi François I<sup>er</sup>, les papes Adrien et Clément, le souverain du sucre et des épices qui régnait à Lisbonne et dominait le monde, tout cela donnait naissance à une diplomatie érasmiennne, faite d'habiletés et de réticences. « Rome savait bien qu'il ne s'entendrait avec elle que dans le silence », mais que ce silence ne serait jamais troublé<sup>1</sup>.

Allons ici un peu plus loin que l'indulgence de Renaudet. L'amour du repos pousse Érasme jusqu'à un assez fâcheux abandon de Louis de Berquin. Et, si l'on peut admettre l'intransigeant refus qu'il oppose à Hutten, il est difficile de passer condamnation sur ses démarches auprès du magistrat bâlois contre Farel. Vouloir interdire la parole à son violent contradicteur et lui défendre l'usage des presses bâloises, c'est là une attitude assez peu digne du défenseur de la liberté chrétienne. Érasme n'est pas parfait.

Au monument qu'il construit depuis plus de vingt-deux ans, M. Renaudet vient d'ajouter des matériaux de choix. Que de choses en ces *Études* dont on aimerait à parler, si l'heure n'était venue de s'arrêter<sup>2</sup>?

H. HR.

---

**Korrespondenzen österreichischer Herrscher. Die Korrespondenz Ferdinands I.** 2<sup>e</sup> vol., 1<sup>re</sup> partie : *Familienkorrespondenz 1527 und 1528*, publ. par Wilhem BAUER et Robert LACROIX. Vienne, Adolf Holzhausen, 1937. In-8°, XVIII-361 pages.

Le premier tome de la correspondance de Ferdinand I<sup>er</sup> a été édité en 1912. Il a fallu attendre vingt-cinq ans l'édition du second ou, plus exactement, de la première partie du second volume, dont nous avons à rendre compte.

Cette fois encore, les documents ont été publiés *in extenso*, si bien que les 361 pages du recueil ne recouvrent que les deux années 1527 et 1528, capitales assurément, mais qui ne représentent cependant, ajoutées l'une à l'autre, qu'un instant de la vie européenne.

Le matériel documentaire, dans sa presque totalité, provient de l'inépuisable Haus-Hof-und Staats-Archiv de Vienne. Les lettres qui le composent sont signées de Marie de Hongrie, Ferdinand, Charles-Quint, et, en règle générale, écrites en français. Elles sont pleines de petites nouvelles, de menues précisions, de phrases protocolaires, remerciements ou de *Fürbitten*. Mais on y trouve aussi des indications utiles, voire précieuses, sur Zapolyn, la guerre de Hongrie, les descentes de reîtres allemands vers l'Italie, les desseins du Turc à propos des terres convoitées

1. M. Renaudet aborde (p. 85, n. 3) la question du *Julius*. Il conclut : « Il est possible qu'Érasme... se soit rappelé tel passage du *Julius*. Sur la composition de l'ouvrage, il fut probablement mieux informé qu'il ne voulut dire ; mais rien n'autorise à le lui attribuer avec quelque certitude. »

2. Signalons (p. 78) un *Adage* sur les rapports entre l'Église et la banque. Ailleurs (p. 115), une très curieuse allusion à la grève d'imprimeurs de 1529, qui retarda l'apparition de l'*Augustinus*, etc.

entre Save et Drave, la pénurie financière de Ferdinand, les excessives demandes d'argent des Hongrois. Avec plus ou moins de précision, défilent tous les grands événements de l'actualité : le sac de Rome, la mort de Bourbon, la chute de Gênes, les menées françaises en Angleterre et par toute l'Italie, le jeu de Venise en faveur du Turc, le revirement d'André Doria, enfin, qui, à point donné, livre à Charles-Quint la maîtrise de la Méditerranée occidentale.

Bien entendu, ces documents ne sont pas tous importants. Cependant, chaque fois que l'on aborde les missives ou les instructions que Charles-Quint rédige ou signe alors, en Espagne, l'horizon de ces lettres familiales s'élargit considérablement...

Le recueil laisse l'impression que l'empire de Charles-Quint est, pour ces années 1527-1528, une construction mal liée dans ses diverses parties, chacun des Habsbourgs se trouvant seul dans son secteur et obligé de se décider sans consulter les autres, sans en référer même à l'Empereur. Dans sa lettre du 27 septembre 1528, la consigne de se tenir sur la défensive que Charles-Quint donne à ses parents est toute générale, à eux de l'interpréter et de se décider au mieux des circonstances.

L'empire de Philippe II, malgré tout, sera en général autrement tenu et contrôlé que celui de Charles-Quint en 1527-1528. Peut-être est-ce la raison des incessants voyages de l'Empereur, de cette vie vagabonde que son fils éludera comme on le sait? Une fois de plus, en cette fin de 1528, entraîné par sa politique itinérante, Charles-Quint s'appretait à quitter l'Espagne pour l'Italie, tout à l'idée, d'ailleurs, d'en finir avec les Français...

Est-il besoin de dire que le présent recueil est admirablement édité, et que, pour toutes sortes de raisons, on souhaiterait en voir la continuation, le plus tôt possible?

F. B.

M. A. F. FITZLER. *Die Entstehung der sogenannten Fuggerzeitungen in der Wiener Nationalbibliothek. Veröffentlichungen des Wiener Hofkammerarchivs.* Baden bei Wien, Rohrer, 1937. In-8°, 81 pages.

La Bibliothèque nationale de Vienne possède un recueil de vingt-sept volumes, reste d'une collection plus copieuse, contenant des « gazettes » reçues par la maison de commerce augsbourgeoise de Philippe-Édouard et Octavien-Secundus Fugger. Ces deux frères s'étaient séparés de l'« affaire commune » de leur famille en 1578. Ils eurent en Europe des affaires diverses, financières et commerciales; en 1586, avec les Welser, ils obtinrent un privilège d'exportation des épices des colonies espagnoles d'Asie qui les amena à collaborer avec d'autres capitalistes : affaire qui donna lieu à de graves difficultés et dont la liquidation n'était pas terminée quand Philippe-Édouard, aîné et dernier survivant des deux frères, mourut en 1618.

A l'exemple de la plupart des grands marchands de leur temps, les deux Fugger avaient constitué tout un réseau d'informateurs; d'Asie même, ils reçurent des correspondances régulières, et jusqu'à des « gazettes du Japon ». M<sup>lle</sup> Fitzler, spécialiste de l'histoire économique de l'Espagne et du Portugal aux temps modernes et auteur d'un bon livre sur *Die Handelsgesellschaft Felix v. Oldenburg & Co, 1753-*

1760, a étudié cette correspondance d'une façon très sérieuse et a renouvelé complètement, par de nombreuses corrections de détail, les études qui leur avaient été consacrées jusqu'ici et, par certaines découvertes et observations, l'idée même que l'on peut se faire de l'ensemble des informations dont disposaient les grands marchands de cette époque. Car son travail déborde assez largement le cadre que ses documents lui auraient imposé : par maintes observations complémentaires, il ouvre des vues sur le développement de ce « journalisme » lui-même depuis le milieu du xvi<sup>e</sup> siècle jusque dans les deux premières décades du xvii<sup>e</sup>.

Il apparaît bien, en effet, que, vers 1550-1560, les grandes maisons de commerce se font envoyer des renseignements, non seulement des grandes métropoles commerciales, mais même de places secondaires d'Italie, des Pays-Bas (Arras, Tournai, par exemple) ou de places de foires (Besançon). Parmi les informateurs, certains envoient des correspondances à plusieurs entreprises dans le même temps. Pour certains de ces agents, cette tâche constitue un complément de revenu qui, en période de crise commerciale, peut devenir une ressource importante.

L'organisation de ces systèmes d'informations est un trait intéressant de l'évolution générale du xvi<sup>e</sup> siècle. Le commerce se « rationalise » peu à peu : « déjà dans la deuxième moitié du xvi<sup>e</sup> siècle on était convaincu que le service des renseignements était l'âme du commerce ». C'est là, évidemment, un témoignage de la « modernisation » de l'économie.

Mais nous en touchons à la fois les limites et le progrès. Le système était encore très inégalement pratiqué : les marchands se communiquaient des renseignements — de toute évidence, d'une manière très irrégulière ; beaucoup de ces informations avaient besoin d'être critiquées — et M<sup>lle</sup> Fitzler montre les précautions prises par les Fugger, attendant de nouvelles lettres pour faire des recoupements (déjà, d'ailleurs, de fausses nouvelles étaient répandues dans les bourses, à Anvers, par exemple : et ceci tient plus de la « continuité » que de la « nouveauté »). Mieux encore, les grands marchands reçoivent d'ailleurs des informations de toutes mains : des fonctionnaires impériaux, des ambassadeurs même ne dédaignent pas de collaborer avec des princes du commerce — et le corps des « nouvellistes » est évidemment encore assez peu homogène. A Venise, qui était à l'avant-garde du mouvement économique, les « nouvellistes » formaient déjà un groupement spécialisé au xvi<sup>e</sup> siècle ; mais, à Anvers, ils se recrutaient parmi les commis des grandes firmes ou les commissionnaires ; à Cologne, ils ne se font une spécialité de l'information qu'à défaut d'occupations commerciales plus actives. M. Kleinpaul, un des prédécesseurs de M<sup>lle</sup> Fitzler, avait cru découvrir, à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, plusieurs bureaux de *Zeitungsschreiber* à Augsbourg : même là, il n'y en avait encore que deux, et ne disposant d'aucun copiste, en 1610. Nous assistons donc à une évolution régulière, à un mouvement normal.

Nous en avons assez dit pour montrer le mérite de cette monographie, précise, riche d'informations neuves sur les grandes maisons de commerce, sur beaucoup de ces commis qui en faisaient la cohésion, riche aussi d'aperçus sur la circulation de la vie dans ces organismes nouveaux.

E. C.

Henry Charles LEA. *Materials towards a History of Witchcraft*, publiés par Arthur C. HOWLAND, avec une introduction de George L. BURR. Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1939. 3 vol. in-8°, XIX-434 pages + 436-1,038 + 1,039-1,548 pages.

L'illustre historien de l'Inquisition avait souvent, au cours de ses travaux, eu l'occasion de parler de la sorcellerie. Mais il rêvait de traiter à fond ce sujet. Car, dans les trois dernières années de sa vie, l'infatigable et consciencieux octogénaire accumula sur ces matières les notes de lecture, avec renvois d'une précision généralement impeccable aux livres aujourd'hui conservés dans la « Lea library ». Les notes n'étaient d'ailleurs pas classées lorsque M. Burr en prit connaissance. C'est à M. Howland qu'est revenue la tâche de rassembler et de vérifier ces nombreux textes, de les distribuer en chapitres, de donner à ces chapitres des titres. Il a ainsi constitué un recueil inappréciable pour l'historien, le philosophe, l'anthropologiste, l'amateur de folklore. On ne regrettera qu'une chose : c'est que ces 1,500 p. ne soient pas munies d'un index.

Les extraits recueillis par Lea, et souvent annotés par lui, sont inégalement riches suivant les pays. Particulièrement abondants pour l'Allemagne, ils le sont moins pour la France, où Lea avait projeté de faire faire une enquête dans nos archives locales. Peu de chose sur la Scandinavie, trop peu sur l'Angleterre et l'Écosse. L'Espagne est faiblement représentée, précisément parce que l'auteur pouvait renvoyer à son *Inquisition of Spain*. L'Italie a peu de chose. Rien, chose bizarre, sur la persistance tardive de l'illusion meurtrière en Amérique, notamment en Nouvelle-Angleterre.

Une part importante est faite aux critiques de la théorie officielle. Je ne vois pas cités quelques Français du début du XVII<sup>e</sup> siècle, Duncan de Cérisantes (à propos de Loudun), Maurice de Monstr'œil et Cyrano de Bergerac, mais seulement Naudé. Fait également défaut Thomas Browne avec son *De Religione medici* de 1642.

L'introduction de M. Burr nous fait connaître le projet qu'avait nourri Charles Lea d'écrire une histoire de la sorcellerie. Il y aurait, comme dans son histoire de l'Inquisition, signalé « le contraste entre les horreurs commises en Allemagne, en France et en Angleterre et la relative tolérance de l'inquisition ». Il notait qu'à la fois en Espagne et en Italie, le Saint-Office gardait « une attitude décidément sceptique » à l'égard des histoires du Sabbat. Lea avait dû sacrifier, faute de place, les pages qu'il avait écrites pour son grand ouvrage.

Une introduction de vingt pages nous renseigne sur les procédés de travail de Lea, les règles suivies pour la publication, et nous fournit quelques renseignements sur les travaux parus sur la matière postérieurement à sa mort en 1909.

H. Ha.

---

Henri HAUSER. *Recherches et documents sur l'histoire des prix en France, de 1500 à 1800*. Paris, les Presses modernes, 1936. In-8°, 523 pages.

Cet ouvrage, publié sous le patronage du *Comité scientifique international pour l'histoire des prix*, est désormais indispensable à tout travailleur. Il donne les

résultats de sondages ou de recherches opérées sur divers points du territoire : dans la région de Paris, en Normandie, à Château-Gontier, à Angers, à Rennes, à Saint-Antoine (Tarn-et-Garonne), dans le Dauphiné et à Nantes, pour le commerce de la Compagnie des Indes. Les prix sont, d'une part, évalués en monnaie de compte, de l'autre, en grammes d'argent, d'après des indices basés sur la période 1721-1745. Les poids et mesures locaux ont été réduits aux mesures décimales modernes. Ces seules indications rendent compte de l'énorme travail accompli par M. Hauser et par ses collaborateurs. Mais l'ouvrage est précédé d'une introduction de quatre-vingts pages, au cours de laquelle M. Hauser explique les difficultés auxquelles il s'est heurté et les solutions qu'il a préférées. Cette préface devrait être tirée à part et vendue à un prix qui permette aux étudiants de l'acquérir. Elle forme une admirable leçon de critique historique et le scepticisme même qui s'en dégage donnerait à méditer au débutant, avide de certitude : croit-on, par exemple, atteindre à la précision, quand on connaît le prix exact, exprimé en métal précieux, d'une vache, à travers les siècles ? On oublie que l'animal pesait, en moyenne, 200 kilos il y a cent ans, contre 400 à 500 aujourd'hui. Le poids moyen d'un bœuf anglais était de 400 livres en 1547, 800 en 1800, 1,400 à 1,600 en 1877.

L'extrême variation des qualités des marchandises et des genres de services rend toute comparaison, même dans le passé, difficile et précaire.

Les monnaies, d'autre part, n'ont pas cessé de varier. De 1483 à 1789, il y eut au moins cinquante-six mutations de la monnaie réelle ; presque toujours des dévaluations qui diminuent son contenu en métal précieux. La livre tournois, dont le poids correspondait en 1258 à 101 fr. 30 de 1928, n'en valait plus que 5 en 1774-1789. La monnaie réelle varie aussi par rapport à la monnaie de compte. Les différentes espèces, enfin, or, argent, billon ne conservent pas une relation immuable, les unes par rapport aux autres. Tous ces mouvements se traduisent dans les prix.

Les sources par lesquelles nous connaissons ces prix sont, d'autre part, diverses et discordantes. Barèmes pour évaluer le taux des rentes en nature, payées en numéraires, mercuriales des marchés, donnant des moyennes calculées d'après les ventes réellement opérées, les diverses évaluations officielles apparaissent en général déformées par les autorités qui les établissaient. Et les documents privés sont rares.

L'interprétation de ces données est difficile. Les statisticiens construisent des courbes avec des moyennes. Mais M. Hauser observe judicieusement que c'est précisément l'accident, négligé par le statisticien, qui intéresse l'histoire. Une subite cherté en tel endroit isolé explique l'événement humain, local, particulier, la révolte, l'émigration, l'épidémie, dont les courbes statistiques ne rendent pas compte. Les résultats auxquels aboutit la statistique ne sont cependant pas négligeables. M. Hauser note malicieusement que point n'était besoin des gigantesques travaux d'un Simiand pour découvrir que les prix ont fortement monté au xvi<sup>e</sup> siècle, qu'ils se sont stabilisés ou ont baissé entre 1650 et 1750 pour reprendre ensuite leur mouvement ascendant. Les contemporains s'en apercevaient bien tout de suite ! Sans doute ; mais en datant plus exactement les phases de hausse et de baisse, en déterminant leur amplitude moyenne, le statisticien n'a-t-il pas le mérite de vérifier scientifiquement et de préciser ce qu'on savait déjà ? L'histoire n'est pas toujours uniquement le particulier et l'accidentel. Une étude générale,



par exemple, des phénomènes démographiques pourrait se servir plus utilement des variations à long terme enregistrées par le statisticien que des accidents locaux. En réalité, l'une et l'autre méthode paraissent utiles et nécessaires ; que le statisticien construise ses courbes, que l'historien s'attache à conserver la réalité quotidienne, la synthèse finale ne pourra qu'y gagner.

Comment ne pas approuver, enfin, les brillantes pages écrites contre ceux qui prétendent apprécier le pouvoir d'achat de nos ancêtres ? La mobilité des besoins, les déplacements de la consommation, le caractère subjectif et relatif des dépenses inscrites dans un budget ne permettent évidemment de trouver aucun étalon.

Ce qu'au terme d'une étude trop brève, le lecteur, une fois de plus, admire en M. Hauser, c'est, non seulement l'information étendue et la critique avisée du savant, mais aussi ce talent, si rare, du vulgarisateur qui réussit à rendre accessible, même au non-spécialiste, les matières les plus abstruses.

H. B.

---

Robert DEMOULIN. *Guillaume I<sup>er</sup> et la transformation économique des Provinces Belges, 1815-1830*. Bibl. de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Liège, fasc. LXXX. Liège, 1938. In-8°, 466 pages.

M. Demoulin a divisé en deux parties son bel et important ouvrage : la première est consacrée à l'action personnelle de Guillaume I<sup>er</sup>, la seconde à la transformation de l'économie belge dans son ensemble.

Guillaume voulait, avant tout, l'union de ses deux peuples. En matière économique, « son but dernier, c'est l'amalgame des deux économies divergentes ». Son penchant le portait à y travailler avec ardeur : « le souci du bonheur matériel est un de ses traits essentiels ». Quant à la méthode, il était « un mercantiliste attardé ou précoce ». « Libéral par ostentation, despote par caractère », il voulut conquérir l'adhésion des Belges en les enrichissant, mais par une action personnelle, des interventions incessantes qui escomptaient audacieusement l'avenir.

Sa politique financière comportait de gros risques. Or, en matière fiscale, il fut exigeant : il voulut faire le bonheur de ses peuples malgré eux ; « la fiscalité fut la grande faute du gouvernement de Guillaume I<sup>er</sup> ». La fondation de la *Société Générale*, complémentaire et rivale de la *Nederlandsche Bank*, fut son œuvre : il en était le principal actionnaire ; il voulait lui confier les mêmes tâches diverses que Napoléon avait assignées à la Banque de France, mais « il y a un abîme entre les intentions du roi, fondateur du puissant organisme, et les réalisations des directeurs », qui n'avaient pas sa « confiance illimitée dans le crédit ». Le problème monétaire était, d'autre part, un gros embarras pour l'économie de cet État bipartite, pourvu de deux monnaies, dont les habitants se trouvaient en face de difficultés permanentes de change. « A l'origine de tous les échecs du Roi, nous retrouvons sa politique financière, conséquence de la structure même du royaume. »

Dans le domaine de la production proprement dite, Guillaume I<sup>er</sup> aurait voulu confier la direction de l'activité à l'État : en particulier, en matière de grands travaux — entrepris à la fois comme moyen de lancer le volant du travail national et, surtout, d'équiper le pays pour son développement futur, son idéal aurait été d'en

charger l'État ; les nécessités financières seules l'obligèrent à en abandonner les concessions à des particuliers. Il aurait voulu faire de ses deux pays un ensemble économique cohérent, mais se heurta à des différences profondes qui maintinrent l'antagonisme entre deux groupes distincts (pourtant M. Demoulin met en garde contre le simplisme de l'opposition établie couramment entre le Nord commerçant et le Midi manufacturier et contre le reproche souvent adressé à Guillaume I<sup>er</sup> d'avoir sacrifié aux intérêts du Nord les industries fondamentales de la Belgique). Mais l'harmonie économique intérieure du royaume dépendait de ses relations avec les autres pays et la politique douanière et commerciale du prince échoua dans ses tentatives d'accord avec la France, avec l'Angleterre, avec la Prusse, et les colonies, avec lesquelles les rapports étaient encore difficiles, n'offraient qu'un débouché insuffisant.

Guillaume I<sup>er</sup> s'intéressa vivement à l'industrie : elle fut « un des soucis constants de son gouvernement ». Il créa un « fonds de l'industrie », qui encouragea les entreprises nouvelles. Personnellement, il fut mêlé de près aux débuts de Cockerill et il participa activement aux spéculations industrielles de son temps. En revanche, « il n'accorda pas à l'agriculture toute la protection qu'elle réclamait ».

Sa politique s'éclaire, mieux encore que par son action personnelle, quand on la situe dans l'ensemble du développement économique des Provinces Belges. C'est la tâche que M. Demoulin s'est assignée dans la seconde partie de son livre.

La Belgique, au moment de notre Restauration, est « en plein bouleversement ». Déjà commencée avec le régime napoléonien, stimulée par Guillaume I<sup>er</sup>, la « révolution industrielle » bat son plein.

M. Demoulin établit d'abord soigneusement une base d'éléments statistiques concernant la population, les prix, le taux de l'argent, la monnaie, le commerce. Puis il montre le développement du capitalisme industriel, du machinisme et de la technique, de l'organisation industrielle et passe, enfin, en revue les résultats acquis dans les différentes branches de la grande industrie. Enfin, il montre les progrès du port d'Anvers, dont l'activité s'accroît à travers la crise de 1818 à 1822, et malgré celle de 1825.

Cette partie de son travail, aussi solide que la première, est de portée encore plus large, car elle raccorde l'histoire de la Belgique à celle des grands pays voisins : c'est la mise en place, la constitution de la grande industrie qui fera bientôt de l'Europe occidentale l'usine du monde pour tout le xix<sup>e</sup> siècle.

Dans cette transformation, « il est malaisé de distinguer ce qu'on peut attribuer à la réunion des Dix-Sept Provinces, de ce qui revient à l'activité royale » et « de ce qui est dû à des causes générales ». Ce qui est certain, c'est que, comme la Belgique, « la Hollande n'est pas enthousiaste du nouveau régime » : « au fil du temps, un déséquilibre entre le Sud et le Nord se dessina. Le Sud disposait de ressources plus nombreuses... Aussi, la sujétion politique que les Belges subissaient devait-elle leur paraître d'autant plus insupportable ».

A l'appui de sa « thèse », M. Demoulin publie plusieurs documents inédits et de copieux documents statistiques.

Son travail, de caractère essentiellement économique, est, sous ce rapport, solide et clair ; par les perspectives qu'il ouvre sur l'histoire politique, c'est un chapitre d'histoire générale.

E. C.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

---

**Histoire générale.** — Rien ne semble devoir arrêter l'énorme courant de l'*International bibliography of historical sciences*, que les fonds du Comité international des sciences historiques et l'admirable constance de M. Pierre CARON, assisté de M. Marc JARYC, et aidé des bibliographes de toute nationalité qu'ils ont su grouper autour d'eux, permettent d'élaborer. Nous sommes en présence de la douzième année, s'appliquant à 1937, de cette colossale entreprise (Paris, Colin ; Berlin, de Gruyter ; Londres, Oxford University Press ; Rome, Maglione ; New-York, Wilson Co, 1939, in-8°, xxx-501 p. ; prix non indiqué). 6,467 articles figurent dans ce répertoire, répartis dans un cadre de classement comportant vingt divisions et répertoriés dans d'excellentes tables finales. Bien entendu, il y a eu sélection à la base, du fait des Comités nationaux, et vraisemblablement au centre. On peut pourtant dire que les historiens ont à leur disposition un instrument de travail qui répond à toutes les demandes essentielles. Il est toutefois entendu que l'histoire des littératures et des arts ne figure pas dans ce répertoire. Notons aussi que la collaboration russe n'apparaît pas dans ce volume. D'autre part, on peut s'étonner qu'il n'y ait pas une rubrique *Australie* ou *Monde austral* : on peut regretter que le *terminus ad quem* soit, au moins en ce qui concerne l'histoire des relations entre États, la fin de la guerre dite mondiale. Peut-être sera-t-il possible, dans l'avenir, de satisfaire à ces vœux ou à d'autres, qui pourront être encore exprimés, mais ce qu'il faut souhaiter en premier lieu c'est la continuité indéfectible de l'entreprise bibliographique que le Comité international des sciences historiques patronne.

C'est aussi une belle, c'est une utile entreprise que celle de MM. P. CARON et M. JARYC, établissant, sous les auspices du même Comité international des sciences historiques, qui, décidément, est une très grande institution, la *World list of historical periodicals and bibliographies* (Oxford, I. C. of H. S., 1939, in-8°, xiv-391 p. ; sans indic. de prix). Songeons que ce répertoire comporte 2,861 titres — titres présentés dans toutes les conditions critiques souhaitables, donc qui correspondent bien à des réalités imprimées. On sera curieux de comparer la liste de l'après-guerre avec celle-ci, pour savoir combien d'organismes scientifiques auront été éliminés. Des index admirables terminent ce volume, qui ajoute un nouveau fleuron à la couronne de bibliographes éminents.

G. BN.

— Le n° 45 du *Bulletin of the International Committee of historical Sciences* (octobre 1939) contient, en dehors de documents administratifs relatifs au Congrès de Zurich et à la réunion du Luxembourg, diverses contributions se rattachant à l'activité des Commissions du Proche-Orient et de l'Extrême-Orient : O. HALECKI, *La croisade de Varna* (son échec, en 1444, décide de la chute de Constantinople) ; — H. HERAS, S. J., *Indian history goes back* (à propos des découvertes

de Mohenjo Daro et sur le mythe de la « civilisation aryenne » ; — M<sup>me</sup> G. DE CORAL-RÉMUSAT, *L'état actuel de nos connaissances sur l'histoire de l'ancien Cambodge* (divers travaux épigraphiques et archéologiques ont pu éclairer le rôle de plusieurs rois dans le développement des cités khmères) ; — SIAO KING-FANG, *La Chine, inspiratrice du despotisme éclairé* (la doctrine du tchouan-tche a été vivement discutée par les penseurs chinois ; elle a été à diverses reprises appliquée tout au cours de l'évolution politique de la Chine) ; — K. S. LATOURETTE, *Historical works on China and Japan by Americans* ; — OTTO FRANK, *Publications on the Far East* (en continuation de l'article de M. Grousset dans la *Revue historique* de janvier-mars 1937) ; — D. G. E. HELL, *Burma, the state of historial research* ; — N. H. FRANCE, *Hong-Kong, the state of historial research* ; — A. B. DE BRAGANÇA-PEREIRA, *Portuguese East Indies, works... published since 1918*. — D'autre part, M. H. DE AVELAR publie des *Renseignements historiques concernant la colonie portugaise d'Angola*. — Enfin, à la suite du compte-rendu de la réunion du Luxembourg est publié un aperçu de M. J. MEYERS sur *L'histoire dans le Luxembourg*.

On trouve, dans le n° 44 (juillet 1939) du même *Bulletin*, le compte-rendu exact, section par section et séance par séance, du 8<sup>e</sup> Congrès international tenu à Zurich en 1938. On y a joint une circulaire de M. M. LHÉRITIER, secrétaire général du Comité, en date du 14 juillet 1939, dans laquelle est, en particulier, annoncée la mort de l'ancien président, l'historien britannique Harold Temperley. Sur le disparu, on lira, en tête du *Bulletin*, une notice nécrologique de M. H. KOHT, son prédécesseur, ministre des Affaires étrangères de Norvège. G. BN.

— On trouve, dans le *Bulletin of the international Institute for social history* d'Amsterdam, n° 3 de 1939, un important catalogue des périodiques socio-politiques hollandais en possession de l'Institut et s'appliquant à la période 1795-1914. G. BN.

— Signalons, dans la « Collection Armand Colin », l'apparition de la 3<sup>e</sup> édition, mise à jour, de *La France économique et sociale au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par Henri SÈE, et la 4<sup>e</sup> édition de *Les origines du capitalisme moderne* du même auteur. L'éloge de ces deux volumes n'est plus à faire. Pour le premier, on a dû se contenter de corriger quelques lapsus. Pour le second, il a été possible de tenir compte de quelques corrections ou additions que l'auteur avait notées sur son exemplaire de la 4<sup>e</sup> édition. Les conditions de la collection ne permettaient de faire ces changements qu'avec beaucoup de discrétion. Pour les deux volumes, on a rajeuni les bibliographies, en tâchant de les pousser jusqu'à la date de 1939. Cette mise au point, opérée par M. Henri Hauser, conserve à ces deux ouvrages leur pleine valeur d'instruments de travail.

— S. H. STEINBERG. *Historical tables*, with a foreword by G. P. GOOCH (Londres, Macmillan, 1939, x-256 p. ; prix : 16 s.). — Voici un précieux instrument de travail dont la préface de M. G. P. Gooch souligne les rares mérites. Pour faire ressortir clairement l'interdépendance étroite des peuples dans tous les domaines et particulièrement dans les domaines intellectuel ou économique, l'auteur a dressé une série de tableaux chronologiques présentés sur six colonnes, dont la disposition fait saisir d'un seul coup d'œil les coïncidences et les synchronismes qui sont si révélateurs. Sauf pour la période de la Grande Guerre de 1914-1918, les colonnes de la page de gauche sont réservées aux relations entre États (principalement les

guerres) d'Europe occidentale, centrale et orientale, puis d'Orient et Asie (à partir du début du XVI<sup>e</sup> siècle de tous les pays d'outre-mer). La page de droite présente sur trois colonnes l'histoire ecclésiastique, qui, après la fin de la guerre de Trente ans, cède la place à l'histoire constitutionnelle, l'histoire économique et enfin l'histoire intellectuelle ou artistique. A partir de 1582, c'est le calendrier grégorien qui est adopté, même quand il s'agit de pays où il n'est pas encore en usage. L'ouvrage, de plus en plus détaillé, à mesure que l'on avance, s'arrête à la fin de 1938.

M. C.

— En dehors des documents sociétaires habituels, et particulièrement des notices sur divers membres disparus, les *Proceedings of the british academy* pour 1938 contiennent le texte des « lectures » suivantes : B. THOMAS, *Arab rule under Al bn Sa'id dynasty of Oman* ; — G. C. FIELD, *Some problems of the philosophy of history* ; — L. L. SCHÜCKING, *The baroque character of the elisabethan tragic hero* ; — S. RADHAKRISHMAN, *Gautama the Buddha* ; — O. BERGIN, *The native irish grammarian* ; — M<sup>lle</sup> E. JAMISON, *The Sicilian norman kingdom in the mind of anglo-norman contemporaries* ; — F. KENYON, *The western text in the gospels and acts*.

— Wilhelm GREBE, *Der tätige Mensch, Untersuchungen zur Philosophie des Handelns* (Berlin, Verlag für Staatswissenschaften und Geschichte, 1937, in-8°, xi-107 p.). — Ouvrage de critique philosophique, tout à fait étranger à l'esprit historique, même en ce qui concernerait l'histoire de la philosophie. L'auteur s'intéresse à l'« agir » humain, en un sens tout à fait général — non pas seulement à l'*homo faber*, auquel s'est souvent référé Bergson. Il s'oppose à la *Lebensphilosophie*, qui, issue de W. Dilthey, aboutit à Heidegger et Jaspers. Non pas, toutefois, qu'il participe du pragmatisme, car sa curiosité pour ce phénomène foncier, l'agir (*das Grundphänomen des Tuns*), semble l'apparenter, quoi qu'il en dise, au mouvement phénoménologique.

P. M.

— Hendrik BOLKESTEIN, *Wohltätigkeit und Armenpflege im vorchristlichen Altertum* (Utrecht, A. Oosthoek, 1939, gr. in-8°, xvi-492 p.). — Contribution importante à l'étude comparative de la morale sociale. L'Égypte et Israël avant et après l'hellénisation, la Grèce et Rome jusqu'au début de notre ère font l'objet d'une enquête aussi minutieuse qu'intelligente, en ce qui concerne la bienfaisance et l'assistance aux pauvres. Il en résulte que le zèle charitable des chrétiens n'est originairement pas chrétien, ni même judaïque, mais, au sens large, de provenance orientale ; rien ne l'amorçait en Occident. La protection des indigents est une prérogative des souverains sur le Nil et en Mésopotamie, comme en Palestine ; de façon parallèle, les dieux les gratifient de leur sollicitude. Au contraire, en Grèce, l'État et les Olympiens n'éprouvent d'intérêt que pour les citoyens, en tant que citoyens. On entrevoit ainsi, quoique ce ne soit pas le sujet du livre, ce que la « justice sociale » et la morale moderne doivent au christianisme, où l'assistance aux pauvres s'inspire d'un véritable amour pour le prochain et pour Dieu à la fois — amour divin proprement dit, charité de valeur suréminente, comme Pascal le montrera avec tant de vigueur. On peut regretter que H. Bolkestein n'ait pas étendu sa recherche au pays par excellence de la pauvreté, du « bol à aumône », l'Inde, laquelle « sublima » en désintéressement total sa constante sous-alimentation, sa misère si généralisée.

P. M.-O.

— La « Bibliothèque de l'Institut des sciences de la Presse de l'Université de Paris » a été inaugurée par la réédition de l'opuscule, paru en 1788, de Mirabeau, *Sur la liberté de la presse* (Paris, Éditions de l'Office technique de presse, 1939, in-8°, 63 p.). Le texte de Mirabeau est précédé d'une préface de M. Mirkine-Guetzévitch et d'« observations » de M. Philippe Sagnac, il est annoté par M. Hamburger, secrétaire de la revue *les Cahiers de la presse*. En réalité, il s'agit d'une refonte à la française du discours prononcé, en 1644, au Parlement anglais, par Milton, cousue à un texte du marquis de Cazaux et à un post-scriptum personnel sur le programme parlementaire, favorable à la convocation des États-Généraux. Souhaitons que la « Bibliothèque » précitée n'en reste pas à cet opuscule, et que ressuscitent les *Cahiers de presse*. G. BN.

— Roger Bigelow MERRIMAN. *Six contemporaneous Revolutions* (Oxford, Clarendon Press, 1938, in-8°, 220 p.). — Le savant historien de l'Empire espagnol a voulu nous présenter parallèlement six mouvements révolutionnaires qui, vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, se produisirent dans divers pays d'Occident : trois dans les possessions espagnoles, Catalogne, Portugal, Naples ; un en Angleterre, la révolution « puritaine » qui va, en somme, de 1640 à 1660 ; la Fronde en France ; aux Provinces-Unies, l'effacement de la maison d'Orange et le triomphe de l'aristocratie marchande et des autonomies provinciales en 1651. Peut-être trouvera-t-on excessive l'assimilation de cette crise parlementaire aux cinq autres événements.

Chacune de ces révolutions est d'abord examinée pour elle-même. Dans une seconde partie, l'auteur essaie de les replacer toutes dans leur milieu idéologique et une troisième partie recherche les rapports qui ont pu exister entre elles, ainsi que l'attitude et la politique des diverses puissances intéressées. Cette méthode a l'inconvénient de nous présenter à diverses reprises les mêmes faits et les mêmes problèmes. L'avantage, c'est de démonter avec plus de précision les ressorts de l'action.

Naturellement tout n'est pas d'égale valeur. Le chapitre sur la Fronde a été trop influencé par l'œuvre de vulgarisation de M. Madelin, et c'est seulement dans les parties ultérieures que l'auteur met bien en lumière les caractères essentiels de la première Fronde : une révolution de rentiers et une révolte de robins atteints dans leur situation financière et économique. Les révolutions ibériques et l'aventure napolitaine sont contées avec compétence et humour. Le morceau qui sera le plus goûté chez nous est celui qui traite de l'Angleterre. Il laisse l'impression d'une époque extrêmement confuse, où la nation ne sait pas où elle va, où même les minorités agissantes n'ont pas de plan défini, où les chefs, et Cromwell lui-même, sont le jeu des circonstances. Où est l'homme « qui ne laissait rien à la fortune de ce qu'il pouvait lui enlever par conseil ou par prévoyance » ?

On goûtera surtout les paragraphes consacrés aux relations bilatérales entre puissances : France et Angleterre, France et Provinces-Unies, Angleterre et Portugal, Angleterre et Hollande, etc., etc. Elles constituent une minutieuse et très clairvoyante mise au point des courants et contre-courants politiques dans le second quart du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. H. HR.

**Belgique.** — L'Académie royale de langue et de littérature françaises commence

1. P. 211, lisez 1851 pour 1852. On goûtera peu la conclusion où le mouvement révolutionnaire de 1640-1660 est comparé à celui de 1848.



à publier dans le n° 4, décembre 1939, de son *Bulletin une Bibliographie des lettres françaises de Belgique, de 1880 à 1938*, où n'ont été retenues que les œuvres relevant de la littérature d'imagination, de la critique et de l'histoire littéraire, ainsi que de la philologie, parues avant le 1<sup>er</sup> janvier 1939. Ce précieux instrument de travail a été rendu difficile à élaborer du fait que la Belgique ne possède pas un dépôt obligatoire des publications paraissant dans le pays. Le présent *Bulletin* donne, outre les ouvrages classés sous la lettre A, une liste des principaux ouvrages d'histoire littéraire et de critique d'une portée générale ou relatifs à un groupe d'écrivains.

— Étude institutionnelle, regeste de documents d'archives, tel est le double caractère de la publication de M. J. LEFÈVRE, conservateur aux Archives générales du royaume de Belgique, *Documents concernant le recrutement de la haute magistrature dans les Pays-Bas autrichiens au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Commission royale d'histoire (Bruxelles, Palais des Académies, 1939, in-8°, 170 p.). Elle démontre la force des institutions espagnoles, puisque, pendant ses quatre-vingts ans d'existence, l'administration autrichienne fut incapable de rien changer au mécanisme judiciaire (Grand Conseil de Malines, Conseils souverains de Brabant, Hainaut, Gueldre, Conseils de Flandre, Namur, Luxembourg, grand bailliage du Tournaisis) ; elle s'applique d'ailleurs exclusivement au personnel le plus élevé de ces juridictions, les présidents. M. Lefèvre étudie le mécanisme de leur nomination avec le plus grand soin, mais l'on peut regretter qu'il ait été si sobre de références précises touchant l'histoire et le fonctionnement des institutions judiciaires. Quant au regeste, il semble établi avec un soin méticuleux, ainsi que l'index qui y renvoie.

G. Bn.

— Remarquable est l'*Inventaire des Archives des tribunaux militaires* de l'ancienne Belgique, établi par M<sup>lle</sup> Lucienne VAN MEERBEECK (Archives générales du royaume, Gembloux, impr. Duculot, 1939, in-8°, 64 p.). L'introduction éclaire, en effet, de façon claire et intelligente l'histoire, l'organisation et la compétence de ces cours spéciales, dont l'acte de naissance est l'ordonnance du 12 octobre 1547, reprise par l'édit du duc de Parme du 15 mai 1587 et complétée par l'institution, en 1595, de la surintendance générale de la justice militaire. Ni le régime « anjouin » ni l'autorité autrichienne se substituant à l'autorité espagnole ne changèrent rien d'essentiel aux institutions décrites par M<sup>lle</sup> Van Meerbeeck et dont les papiers vont jusqu'aux environs de l'année 1735. La connaissance que celle-ci en a lui a permis d'apporter de l'ordre dans un fonds qui se présentait comme particulièrement anarchique, et l'inventaire proprement dit qu'elle en a dressé nous donne une impression satisfaisante d'archives bien classées et clairement intitulées.

G. Bn.

— Les « Archives générales du royaume » de Belgique viennent seulement de mettre en distribution l'*Inventaire des Archives du Conseil des finances*, établi par MM. Joseph et Placide LEFÈVRE (Gembloux, impr. Duculot, 1938, in-8°, 260 p.). Selon la méthode employée pour la collection et à laquelle tenait si justement l'éminent archiviste général M. Brouwers, aujourd'hui disparu, la publication comporte d'abord une introduction sur l'institution dont émane le fonds d'archives recensé. Ainsi trouvons-nous ici une vingtaine de pages solides sur le Conseil des finances, tel qu'il fut institué par Charles-Quint le 1<sup>er</sup> octobre 1531 et ultérieurement modifié sous les régimes espagnol, anjouin et autrichien — jusqu'en 1794. MM. J. et

P. Lefèvre y déterminent les attributions essentielles du Conseil : domaine ; subside et administrations ; commerce et douane ; statistique et comptabilité, sans compter diverses tâches annexes qui lui furent dévolues à la fin du régime autrichien, beaucoup plus mobile que ses prédécesseurs. Des papiers qui ont émané du Conseil des finances, MM. J. et P. Lefèvre ont dressé un inventaire comportant 9,170 articles. C'est dire la richesse de ce fonds, dont un événement fortuit, l'incendie de 1731, a distribué les éléments en deux groupes, que les auteurs de l'inventaire n'ont pu faire autrement que de respecter. L'inventaire dressé paraît rendre parfaitement compte du fonctionnement de l'institution, ainsi que de la nature et de l'objet des pièces recensées. Certaines de celles-ci s'appliquent aux affaires traitées pendant l'occupation du pays par les Français. Une très bonne table onomastique termine cet excellent ouvrage. G. Bn.

— Guill. HENNEN. *Inventaire des protocoles de notaires conservés aux Archives de l'État à Liège* (Tongres, Michiels, 1938, in-8°, 67 p.). — Répertoire alphabétique et table d'après les lieux de résidence et l'ancienneté des notaires de la principauté de Liège aux XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> et commencement du XIX<sup>e</sup> siècle. Une brève introduction traite du statut des notaires.

— [Armand LOUANT.] *Archives de l'État, à Mons. Archives de familles. Fonds d'Andelot. Inventaire analytique* (Mons, Dequesne, 1937, in-8°, xi-87 p.). — Archives d'une famille comtoise établie en Hainaut au XVI<sup>e</sup> siècle, apparentée à de nombreuses familles de l'aristocratie belge. Copieuse table alphabétique de noms de personnes et de lieux. E. C.

— *Documents relatifs à l'admission aux Pays-Bas des nonces et internonces des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, publiés par Joseph et Placide LEFÈVRE (*Analecta Vaticano-belgica*, publiés par l'Institut historique belge de Rome. 2<sup>e</sup> série : *Nonciature de Flandre*, VII. Bruxelles, Palais des Académies, 1939, 142 p.). — L'étude de la nonciature de Flandre a été dès l'origine une des tâches essentielles de l'Institut historique belge de Rome, qui a déjà consacré à l'édition de la correspondance des nonces une demi-douzaine de volumes ; mais les seules sources romaines restent insuffisantes pour donner une idée complète de l'activité de la diplomatie pontificale aux Pays-Bas. Aussi l'Institut a-t-il jugé nécessaire de les compléter par la publication de documents bruxellois. La présente publication nous procure les analyses de ces documents et elle nous permet de connaître les réactions provoquées par la présence et par l'activité des nonces chez les autorités locales et dans la population. Ces analyses exposent les modalités suivant lesquelles s'est faite la réception des délégués du Saint-Siège auprès du gouverneur général ; elles montrent que, si ces autorités sont toujours extrêmement vigilantes à prévenir tout abus de pouvoir de leur part, elles sont aussi très désireuses de conserver dans la capitale ces agents diplomatiques qui, malgré leur rang secondaire, rehaussent le prestige des gouverneurs généraux. C'est pour cette raison que les conflits, parfois aigus, qui se sont élevés au cours de ces deux siècles ont toujours fini par s'apaiser, le dernier nonce ne cessera ses fonctions qu'en 1794, quand le gouvernement des Pays-Bas sera dissous. M. C.

— M. J. DE VREUGHT s'est servi des archives de Belgique et de Liège, ainsi, naturellement, que des Archives nationales de Paris pour étudier *L'enseignement secondaire à Bruxelles sous le régime français : l'École centrale, le Lycée* (extr. des

*Annales de la Société royale d'archéologie de Bruxelles*, t. XLII. Bruxelles, impr. Bellieu, 1939, in-8°, 134 p. ; sans indication de prix). Les deux chapitres de cette étude bien conduite s'appliquent respectivement aux deux institutions ; mais M. de Vreught a eu l'excellente idée de faire précéder son exposé sur l'École centrale par une rapide esquisse de l'état de l'enseignement secondaire à Bruxelles avant janvier 1797, date de l'application de la loi sur les Écoles centrales dans le département de la Dyle. Tour à tour sont examinés les professeurs, les règlements et horaires, le recrutement des élèves, l'enseignement. Et ce sont à peu près les mêmes rubriques que l'on retrouve, *mutatis mutandis*, dans le chapitre consacré au Lycée. En annexe sont publiées des listes d'administrateurs de l'École et des professeurs de Lycée, ainsi que des prix distribués aux élèves. M. de Vreught connaît bien la littérature de son sujet, ainsi qu'en témoigne son annotation. Son livre est rempli d'utiles renseignements d'ordre administratif et pédagogique : mais il les relève sans les critiquer. Divers traits révèlent, de surcroît, l'état de l'opinion belge à l'égard de l'administration impériale. G. Bx.

**France.** — *Archives.* — Nous ne parlons pas d'ordinaire ici des rapports annuels des archivistes départementaux. Nous ferons exception avec les rapports établis par M. André LESORT pour les années 1929-1938 sur la marche du dépôt qu'il gérait si intelligemment, les Archives du département de la Seine et de la Ville de Paris. Sous le titre de *Documents. 2<sup>e</sup> série, n° 4 : Pour l'histoire du dépôt* (Paris, impr. Crété, 1939, in-8°, 149 p.), on trouvera ces rapports qui nous renseignent sur la vie d'un grand dépôt d'archives et sur l'état de nombreux dépôts municipaux pendant une décade. En passant, mais toujours avec une science intelligente, M. Lesort fournit d'utiles indications d'ordre historique, de sorte que ces rapports, outre leur intérêt technique et administratif, présentent des renseignements de tout ordre susceptibles d'être utilisés par les historiens.

M. Émile HERZOG, archiviste en chef du Haut-Rhin, a dressé l'*Inventaire sommaire des archives municipales de la ville de Thann antérieures à 1790* (Colmar, impr. « Alsatia », in-4°, v-82 p.). Cet inventaire est précédé d'une préface, où sont rappelés les traits essentiels de l'histoire de la ville alsacienne, de son administration ancienne et de ses archives. Celles-ci avaient fait l'objet de travaux de Mossmann et de l'abbé Hanauer et se trouvaient dans un bel état de conservation lors de la guerre mondiale. C'est pour leur éviter un sort calamiteux que la municipalité les confia au sous-sol de l'usine Scheurer-Lauth et C<sup>ie</sup>, où, en 1920, elles subirent les affreux effets de l'inondation. Lorsqu'on les retira, en 1922, de leur lamentable asile, elles étaient complètement bouleversées et beaucoup de documents réduits à l'état de pâte à papier. Ce sont ces archives diminuées que M. Herzog a reclassées et inventoriées. Elles sont d'un grand intérêt à la fois pour l'histoire de Thann depuis le début du xiv<sup>e</sup> siècle (le plus ancien document est de 1300) et celle des seigneuries autrichiennes et alsaciennes. L'inventaire de M. Herzog, entrepris en 1928 et achevé dix ans plus tard, est rédigé avec le plus grand soin, et il comporte une utile table alphabétique des noms propres.

Le *Répertoire numérique de la sous-série 3 E : Notaires* des archives départementales du Rhône a été établi avec un soin scrupuleux par M. Claude FAURE, archiviste en chef de ce département (Lyon, Imprimerie nouvelle lyonnaise, 1939, in-4°, xviii-98 p.). Ce répertoire s'applique à 1.335 articles formés des minutes et documents appartenant aux archives elles-mêmes et provenant des greffes de Ville-

franche et de Lyon, et à près de 7,800 articles déposés par la Chambre des notaires du Rhône. C'est un magnifique ensemble documentaire. M. Faure fournit, dans son introduction, quelques renseignements sur le corps notarial à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : beaucoup de notaires furent fusillés ou guillotins pendant la période tragique dont M. Herriot vient de refaire l'histoire. M. C. Faure a dressé un utile état des répertoires, avec leurs cotes, un état des notaires de Lyon par ordre chronologique, avec les cotes de leurs minutes, et une table alphabétique des notaires dont les minutes sont répertoriées dans cet excellent volume.

M. R.-N. SAUVAGE, archiviste en chef du Calvados, a publié le *Répertoire numérique des archives municipales et hospitalières de Vire, des origines au XX<sup>e</sup> siècle* (Caen, libr. Bigot, 1939, in-4<sup>o</sup>, iv-143 p.). Il décrit, dans une courte et substantielle introduction, les vicissitudes, souvent lamentables, de ces deux groupes de fonds, où l'index alphabétique qui termine le volume permet d'ores et déjà de piquer des indications intéressantes.

A signaler, sans nom d'auteur, paru dans la collection des inventaires des archives départementales et communales de la Meuse, l'*État des registres d'état civil des communes de la Meuse antérieurs à 1830* (Bar-le-Duc, impr. Comte-Jacquet, 1939, in-4<sup>o</sup>, 28 p.). Cet état énumère, dans l'ordre alphabétique, les communes dont les registres en question sont conservés par elles ou déposés par les tribunaux de première instance aux archives départementales ou déposés par les communes elles-mêmes.

M. JUST BERLAND, archiviste honoraire de la Marne, assisté de M. Jean LHUILIER, rédacteur principal aux archives de ce département, a établi le *Répertoire numérique de la série M* de ce dépôt (Châlons, impr.-libr. de l'Union républicaine, 1940, in-4<sup>o</sup>, 199 p.). Près de 7,000 articles constituent cette série si importante au point de vue de l'histoire politique. L'introduction de M. Berland en fournit des preuves immédiates topiques. Mais il est bon de noter aussi la présence dans cette série d'un grand nombre d'articles sur la viticulture champenoise.

A l'histoire de la région landaise (notamment la Chalosse et le pays de Saint-Sever) pourra rendre quelques services le *Répertoire numérique de la sous-série I F, collection L. Lion-Dufour*, établi par M. Joseph MANGIN (Mont-de-Marsan, impr. Jean Lacoste, 1939, in-4<sup>o</sup>, 30 p.). Cet érudit avait, en effet, dressé un fichier généalogique et réuni des pièces originales, maintenant groupés aux archives départementales des Landes, où ils sont consultables.

G. BN.

— En dehors des documents administratifs habituels, l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, année 1938 (Paris, Champion, 1939, in-8<sup>o</sup>, 248 p.), renferme le texte d'une lecture de M. Ch. PERRAT sur *Un Lyonnais à la veille de la Révolution, Pierre Poivre, ancien intendant des îles de France et de Bourbon*, où l'on insiste surtout sur les idées et l'activité de Poivre, retraits, aux environs de Lyon, et un mémoire érudit de M. Léon MIROT, *Jean sans Peur de 1398 à 1405, d'après les comptes de sa Chambre aux deniers*, dont les registres sont conservés aux archives de la Côte-d'Or.

G. BN.

— M. Gabriel Le Bras a préfacé, au débotté, *strictu sensu*, et avec beaucoup d'esprit, la monographie consacrée par M. [l'abbé] Georges COOLEN à *Helbaut. Essai sur l'administration d'une paroisse sous l'Ancien Régime, suivi d'une notice sur Bliques* (*Mémoires de la Société des Antiquaires de la Morinie*, t. XXXVII. Saint-Omer, impr. de l'Indépendant du Pas-de-Calais, 1939, in-8<sup>o</sup>, 200 p., 1 grav.).

C'est avec les papiers de la cure, complétés par les archives départementales du Pas-de-Calais, que l'auteur a pu retracer, de façon très vivante et très prenante, la vie d'une petite localité de l'Artois, depuis le premier tiers du xvii<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Révolution. Helfaut est devenu français en vertu du traité de Nimègue de 1678, et sur les biens de cette petite paroisse, ruinée et vidée de ses habitants au début du xvii<sup>e</sup> siècle, sur l'administration des revenus paroissiaux, la vie charitable, scolaire, religieuse, morale d'Helfaut, des renseignements nombreux nous sont donnés. M. Coolen a inséré dans son livre des textes originaux très nombreux, d'une langue souvent savoureuse. Il nous donne des précisions sur la répartition de la propriété foncière, les habitudes agricoles d'une population qui, en 1776, refusera le partage des communaux — mais dont on ne sait guère les sentiments, les désirs, les besoins au moment où la Révolution éclate. Monographie en somme conçue très personnellement et fort attachante. G. BN.

— M. Pierre MAROT, archiviste en chef du département de Meurthe-et-Moselle et conservateur du Musée historique lorrain, s'est justement acquis une réputation d'historien qualifié de l'art. Il nous en donne une nouvelle justification avec son petit ouvrage sur *Jacques Callot, d'après des documents inédits* (Nancy-Paris-Strasbourg, Berger-Levrault, 1939, in-8°, 108 p., illustr., 1 plan généalogique ; sans indication de prix). Au moyen de documents inédits retrouvés dans les archives qu'il gère, l'auteur, en effet, a pu, sur certains points de la biographie du grand artiste — dont tant d'auteurs, critiqués par M. P. Marot, se sont occupés — apporter des renseignements intéressants : la fortune de Callot, qui était, à la veille de sa mort, en 1635, une sorte de seigneur terrien, la place de Callot dans les événements qui sont, sur le plan artistique, traduits dans la série des « misères de la guerre », ses succès à la cour de France et ses relations personnelles avec Gaston d'Orléans, tels sont les points sur lesquels les recherches de M. Marot apportent du nouveau. Mais on goûtera tout particulièrement la fine conclusion de l'ouvrage, où M. Marot étudie « l'homme et son temps ». « Graveur génial, observateur spirituel », formule simple qui paraît embrasser les divers aspects de l'existence et du talent de Callot. En appendice, M. Marot a publié plusieurs textes en provenance de son dépôt. G. BN.

— Sous ce titre qui respire une foi ardente : *La lumière qui ne s'éteint pas. Un aperçu de la Réforme en Uzège et en Gardonnenque. Histoire de l'église de Saint-Génies de Malgoriès, 1530-1938* (Musée du Désert en Cévennes, 1939, 99 p., plans et fig.), M. B. DECORVET écrit une sorte de chronique protestante (préfacée par M. Fr. de Witt-Guizot) d'une petite paroisse de la Garrigue nîmoise, où l'église fut « dressée » par Guillaume Evesque en 1558. Il en suit les destinées à travers les guerres du xvi<sup>e</sup> siècle, les scènes douloureuses de la Révocation, les tragédies du Désert. Le nom des Guizot reparait à plusieurs reprises dans les documents. Petit livre d'édification, mais qui ajoute quelques traits au tableau du pays cévenol. H. HR.

— Par une savante note sur *L'industrie des indiennes à Marseille avant 1680* (extrait des *Mémoires de l'Institut historique de Provence*, 1<sup>er</sup> trimestre 1938. Marseille, Institut historique de Provence, 1939, in-8°, 11 p.), M. H. CHABAUT, utilisant les fonds des archives des Bouches-du-Rhône, apporte une contribution de mérite à une étude où les travaux de MM. H. Clouzot et Depitre font autorité.



M. Chobaut établit que cette industrie remonte à Marseille au moins à 1648, qu'elle semble y être née dans le milieu des maîtres cartiers et des graveurs sur bois, qu'il est vraisemblable que ce sont des apprentis et compagnons ayant appris le métier à Marseille qui l'ont répandu en France et même à l'étranger, et que, sans doute, après 1672, des spécialistes arméniens, établis à Marseille, y ont introduit le procédé du poncis, connu dans tout le Levant, pour les toiles peintes à la main. La parenté technique et sociale des industries de l'imprimerie et des indiennes est établie de façon solide par l'érudit archiviste en chef de Vaucluse.

Le même auteur qui distribue dans les revues méridionales les chapitres du travail d'ensemble qu'il est, à coup sûr, en train d'élaborer sur l'histoire des indiennes dans le Midi français. Ce travail repose sur une documentation étendue, et particulièrement sur les minutes notariales. Ainsi le diligent érudit a pu magistralement faire ou refaire l'histoire de *L'industrie des indiennes à Avignon et à Orange, 1677-1884* (extrait des *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, 1938, in-8°, 28 p.). Sur l'évolution de l'industrie en question dans les deux villes, son origine, son développement tant au point de vue des capitaux engagés que de la main-d'œuvre utilisée, sur son déclin, M. H. Chobaut fournit d'utiles précisions, dont la place est sans doute dès maintenant arrêtée dans son esprit pour la synthèse que nous attendons de sa science et de son intelligence. G. Bn.

— C'est en liaison avec les fêtes du 150<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution française que M. R. JOUANNE avait préparé une exposition aux archives départementales qu'il dirige, portant sur les papiers de A.-P.-M. Le Veneur, général aux armées des Ardennes et du Nord. Le Catalogue qu'il a dressé de cette exposition (*A.-P.-M. Le Veneur, général de la Révolution, 1746-1833*. Alençon, impr. Alençonnaise, [1940], in-8°, 69 p., illustr.) est extrêmement intéressant, car la carrière de son personnage est très curieuse. C'était un noble libéral qui a participé à l'assemblée bailliagère d'Alençon en 1789, brûlé lui-même ses titres féodaux, présidé l'administration départementale de l'Orne et a, comme général, assisté de Hoche comme aide de camp, joué un rôle important dans la défense des frontières. Exclu de l'armée comme noble, il offrit de servir comme simple soldat et fut arrêté. Il était en prison quand Thermidor le délivra. Les documents exposés illustrent cette carrière, et les analyses de M. Jouanne suppléent presque complètement aux documents eux-mêmes. Après l'avant-propos qui figure en tête de l'opuscule est édité le mémoire écrit par Le Veneur pour se justifier auprès du Comité de Sûreté générale. G. Bn.

— Notre ami disparu J. Maurain avait commencé de recenser dans la *Revue l'ouvrage de M. Georges SUAREZ sur Briand*. Il n'aura pas lu le t. III de cet ouvrage, qui porte le sous-titre de *Le pilote dans la tourmente, 1914-1916* (Paris, Plon, 1939, in-8°, II-499 p., illustr. ; sans indication de prix). Nous ne reviendrons pas sur les caractéristiques, indiquées par Maurain, du talent de M. Suarez. Ce talent est grand, mais mêlé, et la documentation de l'auteur, extrêmement vaste, n'est pas toujours du meilleur aloi ; surtout, M. Suarez — et comment le lui reprocher totalement? — écrit avec ses passions personnelles. C'est ainsi que, en particulier, il continue d'être sévère à l'égard de Jean Jaurès et de M. Caillaux. D'autre part, que de scènes, que de propos qui sont peut-être exacts, mais qui, tout de même, donnent une impression d'affabulation ! Mais il y a en nombre des portraits habilement brossés et des analyses de situations politiques intelligemment suivies, des



textes inédits de Briand lui-même reproduits, de sorte que, le livre de M. Suarez, à la fois, on s'en défend et on est conquis par lui<sup>1</sup>. G. Bn.

**Grande-Bretagne.** — Les *Transactions of the royal historical Society*, 5<sup>e</sup> série, t. XXII (London, 1940, in-8°, 315 p.), renferment les lectures suivantes : F. M. STENTON, discours présidentiel, *The historical bearing of place-name studies; the english occupation of Southern Britain*; — Ch. JOHNSON, *The Camden Society, 1838-1938*; — M<sup>lle</sup> K. MAJOR, *The Lincoln diocesan records*; — G. H. WHITE, *The first house of Bellime*; — J. E. A. JOLLIFFE, *Some factors in the beginnings of Parliament*; — M<sup>lle</sup> H. E. P. GRIEVE, *The deprived married clergy in Essex, 1553-1561*; — C. G. PARSLOB, *The growth of a borough constitution: Newark-on-Trent, 1549-1688*; — R. W. GREAVES, *Roman catholic relief and the Leicester election of 1826*. G. Bn.

— La *Royal historical society* vient de rendre un service signalé aux études historiques en publiant un *Handbook of british chronology* établi par les soins de F. M. POWICKE, assisté de Charles JOHNSON et de W. J. HARTE (Londres, Office of the Royal historical society, 1939, xii-424 p.). Le volume fournit la liste de tous les rois qui ont régné en Angleterre jusqu'en 1939, au Pays de Galles, en Écosse et dans l'île de Man, celle des différents « officiers » et secrétaires d'État, des évêques classés par provinces ecclésiastiques (avec, pour l'Irlande, les évêques catholiques), des ducs, marquis et earls de 1066 à 1603, la liste des Parlements d'Angleterre jusqu'en 1547 et celle des Conciles provinciaux et nationaux de l'Église d'Angleterre de 602 à 1536, de précieux renseignements sur les divers calendriers, un tableau par règne des « regnal years » et des « exchequeers years », ainsi qu'une liste des fêtes des saints et des jours fériés. On voit quel incomparable instrument de travail constitue cette chronologie, dont nous pouvons regretter que la France ne possède pas l'équivalent.

— G. SCOTT-MONCRIEFF. *The Lowlands of Scotland* (Londres, Batsford, 1939, 120 p.; prix : 8 s. 6 d.); — H. MAC DIARMID. *The Islands of Scotland* (Ibid., Id., 140 p.; prix : 10 s. 6 d.). — Chacun de ces volumes, orné à l'extérieur d'une aquarelle qui fait le tour de la couverture, s'ouvre sur une superbe photographie en couleurs et contient, en outre, 120 photographies environ où le paysage, l'homme et son habitat, la faune sont remarquablement représentés. Dans le premier surtout, où, malheureusement, l'absence de marges nuit parfois à l'effet, on a obtenu de fort beaux paysages, grâce à la prise de vues fréquemment aérienne, et grâce à la lumière ou au traitement de la plaque qui donne des tonalités claires, de grandes lignes, une espèce d'algèbre de la nature qu'on croyait ne trouver que chez certains peintres.

Les deux livres sont écrits par des littérateurs de profession, qui connaissent bien les pays dont ils parlent, parce qu'ils les habitent depuis des années. Le premier consiste en une agréable promenade descriptive et anecdotique. L'auteur du second, nationaliste écossais, a voulu montrer dans ces îles des refuges de la pensée

1. L'ouvrage de M. Suarez doit compter encore deux volumes. D'après les déclarations portées par M. M. Héraud à la Chambre des députés, le 23 février 1940, à l'occasion du débat sur la censure, leur parution est ajournée à la fin de la guerre, parce qu'il y est question, a « expliqué » M. Chauteemps, d'hommes encore vivants.

désintéressée, des sanctuaires pour savants, pour poètes et pour philosophes, loin de la « culture mégalo-politaine ». Les raisons qu'il donne de l'échec d'un projet d'université en Iona sont d'un trop fougueux gaélisme pour ne pas prêter à sourire avec lui. Il a parsemé son livre de poèmes, dont tous ne sont pas signés de lui, et qui donnent à l'ensemble un agrément original ; la matière du volume est d'ailleurs riche et variée ; les souvenirs historiques, des épopées norse à la disparition de lord Kitchener, y coudoient des données économiques pertinentes, des révélations sur la langue des Shetlands, où six mots expriment les sons émis par un gosier de vache, et bien davantage l'état de la mer ou du vent. L'auteur n'a pas tort de vouloir réserver l'accès de ces régions « à ceux-là seulement qui pourront passer un examen assez sévère sur des sujets appropriés ». J. V.

— Dans un mince volume intitulé : *The knights of the Garter, 1348-1939. With a complete list of the stall-plates in St. George's chapel* (Londres, S. P. C. K., s. d., in-8°, xvi-115 p. ; faisant partie des « Historical monographs relating to St. George's chapel, Windsor Castle », publ. sous la direction de S. L. Ollard ; prix : 6 s.), M. Edmund H. FELLOWES ne s'est pas proposé de refaire une fois de plus la liste de tous les membres, passés et présents, du plus illustre des ordres de chevalerie. Chacune des cinquante-six stalles réservées aux chevaliers de la Jarretière, dans la chapelle de Windsor, porte des plaques, dont certaines remontent au début du xve siècle, et où sont inscrits les noms de leurs occupants successifs, ou tout au moins de certains d'entre eux : bien des plaques ont disparu, bien des membres n'ont jamais eu de plaque. On donne donc : 1° la liste, par stalle, des plaques, avec identification de leurs possesseurs ; 2° la liste des occupants de chacune des vingt-six stalles primitives, de la fondation à la mort de Henri VII ; 3° la liste des chevaliers créés entre 1509 et 1797 et qui ne possèdent plus de plaque. Tout cela ne va pas sans une certaine confusion, qu'une courte mais pertinente introduction tend à dissiper. E. P.

— *Royal Commission on historical monuments, England. An inventory of the historical monuments in the City of Oxford* (Londres, H. M. Stationery Office, 1939, in-4°, xxxiii-244 p., avec 216 pl. et 11 plans, et une carte en dépliant ; prix : 21 s.).

— La Commission royale des monuments historiques d'Angleterre, que présidait le comte de Crawford et Balcarres, s'est donné pour tâche de publier, par comté, un inventaire luxueux et complet de tous les monuments et objets d'art antérieurs à l'année 1714. Cinq volumes de l'inventaire londonien ont déjà paru, tandis qu'une demi-douzaine de comtés — sur quarante — ont fait l'objet de magnifiques publications. Personne ne s'étonnera que, abordant l'Oxfordshire, il ait fallu consacrer un volume entier à ce véritable musée de monuments anciens qu'est la cité d'Oxford. De la tour saxonne de l'église Saint-Michel aux belles constructions classiques de l'Ashmolean ou du Sheldonian Theatre, toutes les périodes y sont représentées avec une profusion remarquable et s'harmonisent merveilleusement.

Le but que se propose ce volume n'est pas de donner un guide plus ou moins littéraire au visiteur, ni d'entamer des discussions, d'émettre des jugements laissés à l'historien de l'art. Il est de dresser un inventaire, exact, précis, mais sans phrases inutiles. Une assez courte préface résume les résultats obtenus dans l'inventaire, rappelant d'abord par quels monuments est représentée chaque période, puis dressant, par catégorie, une liste des principaux objets d'art. L'inventaire proprement dit se compose de quatre sections d'étendue et d'importance variables. La pre-

mière, relative aux monuments universitaires communs — Bodleian, Ashmolean, Sheldonian, etc. — est forcément très courte (nos 1-5, p. 1-15) : la planche 60, prise pendant les démolitions récentes des maisons de Broad Street, pour les agrandissements de la Bodleienne, permet de donner une vue d'ensemble de ce groupe de monuments, qu'on ne pouvait jusqu'alors voir que d'enfilade. Le gros morceau est constitué par la description des collèges, pris par ordre alphabétique, de All Souls à Worcester (nos 6-26, p. 15-125). Pour chacun est rappelée l'histoire de sa construction, puis, après une « description architecturale », on dresse l'inventaire de toutes les choses précieuses qu'il contient, boiseries, vitraux, mobilier, le tout accompagné de plans et d'une illustration aussi copieuse que bien choisie. Dans une troisième section sont étudiés les monuments ecclésiastiques et surtout les églises paroissiales (nos 27-49, p. 126-156) ; la plus importante de ces églises, l'actuelle cathédrale anglicane, a été inventoriée avec Christ Church College, dont elle forme partie intégrante. Enfin viennent les constructions civiles, d'abord le château, dont il reste une tour et une crypte romane, ensuite 240 maisons anciennes, pour la plupart des <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles, dont est donnée une liste, accompagnée de descriptions sommaires. L'ensemble monte à 293 notices de monuments ; là-dessus, la Commission propose de déclarer « particulièrement dignes d'être préservés », c'est-à-dire de leur donner un statut analogue à celui de nos Monuments historiques, tout ou partie de cinquante monuments : les bâtiments universitaires communs, tous les collèges anciens, sauf Hertford, six églises, le château, ce qui reste de l'enceinte médiévale, et enfin dix-sept maisons.

Le volume se termine par un armorial donnant description de tous les écus rencontrés, par un glossaire des termes techniques employés dans les descriptions, enfin par un admirable index des noms et des sujets. Tout a été mis en œuvre pour faire de cet ouvrage non seulement un régal des yeux, mais un solide instrument de travail.

E. P.

— Ainsi que nous l'apprend une remarque incidente, à la p. 106 de l'ouvrage que M. E. P. DICKIN lui consacre (*A history of Brightlingsea, a member of the Cinque Ports*. Brightlingsea, D. H. James, 1939, in-8°, xi-307 p., avec 19 planches et 1 carte hors texte), Brightlingsea est un petit port de la côte de l'Essex, au nord de l'estuaire de la Tamise. Son sol a donné le contingent habituel d'objets préhistoriques et de tuiles romaines. Son manoir, décrit comme possession royale dans le Domesday Book, passa ensuite entre les mains de l'abbaye de Colchester : pas de terrier avant le <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, ni d'archives de la cour manoriale avant le <sup>xvii</sup><sup>e</sup>. L'église, en grande partie médiévale, contient, comme beaucoup de ses congénères, de belles *brasses* (plaques funéraires en cuivre). Dès le <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, peut-être avant, le port devient, comme dépendance de Sandwich, un membre du groupe des « Cinq Ports », dont tous les autres participants se trouvent sur la côte du Kent et du Sussex ; de là un rôle assez important joué dans l'histoire navale au cours des siècles. — La documentation de M. Dickin est d'une extrême richesse ; l'illustration, allant d'objets préhistoriques à une visite de la reine Mary en 1938, ne manque pas d'intérêt. La mise en œuvre est déplorable ; l'auteur n'a évité aucun des pièges que l'histoire locale, chassée gardée de l'amateurisme, tend à ses adorateurs. Il écrit pour instruire ses compatriotes du passé de leur village ; le lecteur étranger ne saisit pas les allusions aux choses locales. On comble les lacunes de la documentation par des emprunts à des manuels généraux, voire à des articles de dictionnaire

ou d'encyclopédie. L'historien des problèmes agraires sera aussi déçu des pages sur le manoir que l'archéologue de celles sur l'église et le philologue de celles sur le patois local. Les bévues ne sont pas rares. Mais surtout M. Dickin, ayant rassemblé avec une remarquable industrie de très riches matériaux, a oublié d'en faire un livre : un paquet de fiches ne fait pas un récit, ni un inventaire une histoire. On consultera souvent avec profit ce volume : on ne le lira pas. E. P.

**Proche-Orient.** — Jeanne ARCACHE. *L'émir à la croix : Fakhreddine II Ma'an* (Paris, Plon, s. d. [1938], in-16, 265 p., une carte ; prix : 18 fr.). — Reprocherons-nous à M<sup>me</sup> Arcache d'avoir romancé le récit des aventures sanglantes et brillantes du grand Émir des Druses, de celui que les « Francs » appelaient *Faccardin*? Si jamais furent admissibles des circonstances atténuantes, c'est bien pour ce livre qui doit nous faire revivre l'existence troublée de l'Empire ottoman entre la décadence des descendants de Sélim II et le sursaut victorieux du sanguinaire Mourad IV, en prenant pour centre ces pays du Liban, sur lesquels les événements d'aujourd'hui ramènent l'attention et qui connurent au début du XVII<sup>e</sup> siècle une éclatante fortune, liée à celle de la Toscane et aussi de la France. Avec Fakhreddine II, le Liban apparut comme un allié de la chrétienté, un point de départ pour une nouvelle croisade, peut-être aussi comme un enjeu dans la lutte entre l'Espagne, dont le grand-duc était l'instrument<sup>1</sup>, et Richelieu. On y rencontre de Brèves et des Hayes de Cormenin, la diplomatie capucine et la *Turciade* du Père Joseph<sup>2</sup>. Mais la gloire du « prince de Saïda et de tout le Mont Liban », dont on disait qu'il descendait des Paléologues et que la légende fait mourir avec une croix à la façon de Lorraine sur la poitrine, ce brillant épisode fut sans lendemain. Reconnaissons pourtant qu'il a laissé dans la tradition libanaise une trace qui ne devrait pas périr.

M<sup>me</sup> Arcache a préparé ce volume d'aspect littéraire par un sérieux travail de recherches ; elle a lu des sources et des œuvres françaises, latines, anglaises, allemandes, italiennes, voire turques, ce qui ne pouvait être le fait de tout le monde. Voir sa bibliographie (où on ne trouve pas, à côté de Hammer, Jorga). Les épreuves auraient dû être corrigées de plus près<sup>3</sup>, notamment pour les citations italiennes.

H. H<sup>r</sup>.

**Histoire religieuse.** — Le R. P. Eutrope CHARDAVOINE a publié le tome XL de son *Annuaire pontifical catholique, 1937-1938-1939* (Paris, Librairie de la Bonne Presse, s. d. [1939], 800 p.), dont il avait dû interrompre la publication pendant trois années, en raison des difficultés économiques. Malgré l'obligation dans laquelle s'est trouvé l'auteur de réduire le nombre de pages de son livre, il a réussi à conserver les notes historiques habituelles concernant le pape Pie XI, les cardinaux, les évêques résidentiels et titulaires, les ordres religieux et les personnages de la Curie romaine, les listes générales étant arrêtées en fait au 30 mars 1939. Les statistiques des diocèses et des pays de mission ont été mises à jour dans la plus large mesure possible. L'*Annuaire* continue donc à être un répertoire méthodique de premier ordre.

M. C.

1. L'émir vint même à Livourne et à Florence et y resta de 1613 à 1618.

2. M<sup>me</sup> Arcache appelle la *Turciade* (p. 173) « un violent pamphlet ». Qu'elle lise le livre de Dedouvres sur *Le Père Joseph de Paris*.

3. P. 78, l. 3 : « promulgué ». Il faut lire : abrogé.

— Chanoine E. SOL. *L'église de Cahors ; évêques des premiers siècles* (Paris, Beauchesne, 1938, in-8°, 147 p.). — Les débuts de l'église de Cahors, comme de beaucoup d'autres, sont encombrés de légendes. M. Sol a eu à prendre position. Son érudition est très vaste : il paraît avoir tout lu sur la question, et un mérite, un intérêt de son livre est de nous donner comme une bibliographie de la fameuse querelle de l'apostolicité de l'Eglise des Gaules. Il semble incliner vers ce qu'il oppose, sous le nom de méthode historique, à la méthode traditionnelle. On aimerait qu'il le fît avec moins d'hésitation, et presque d'embarras. On regrettera aussi que, s'il a dressé une bibliographie copieuse, il ne donne que bien rarement des références.

E. J.

— Z. N. BROOKE. *Lay Investiture and its relation to the conflict of Empire and Papacy*. Tirage à part de la *British Academy*, vol. XV (Londres, Humphrey Milford, 1939, in-8°, 33 p.; prix : 2 s.). — Brochure sur des questions qui ont été bien souvent traitées, et qui trouve moyen d'être intéressante. L'auteur montre bien ce qu'il y a de confus dans les polémiques du temps de la querelle des investitures, et comment l'investiture par la crosse et l'anneau est loin d'avoir été, toujours, au premier rang des sujets de dispute. A propos du concordat de Worms, il est de ceux qui pensent, avec raison, croyons-nous, que la concession faite par le pape était accordée au seul Henri V, non à ses successeurs. Est-il bien certain que Lothaire n'ait rien essayé pour maintenir les droits du roi en matière d'élections épiscopales?

E. J.

— Francis DARWIN. *The holy Inquisition : suppression of Witnesses' Names* (tirage à part de la *Church Quarterly Review*, janvier-mars et avril-juin 1938, in-12, 48 p.). — M. Darwin, dont nous avons déjà signalé un travail relatif à l'Inquisition, continue dans le même ordre d'études : dans la présente brochure, il rappelle, et bien entendu condamne, la pratique qui consistait, sous prétexte de mettre les témoins à charge à l'abri des vengeances — le danger n'a guère pu exister qu'au temps de l'albigéisme — à refuser de communiquer leurs noms aux accusés ; il est bien clair que la défense devenait beaucoup plus difficile. L'érudition de M. Darwin est considérable. Nous nous permettrons de signaler quelques faits, trop rares, qui montrent qu'au moins aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles tout le monde n'acceptait pas sans répugnance une si grave entorse à la procédure ordinaire. Il est curieux de constater que le premier mouvement de Grégoire IX, apprenant que les inquisiteurs, dans le Languedoc, avaient introduit cette pratique, fut un sursaut d'indignation (cf. *Registre de Grégoire IX*, éd. Auvray, n° 2218). En 1289, une assemblée de prélats français envoyait en cour de Rome un mémoire (publié par Schleyer, *Anfänge des Gallikanismus im 13. Jahrhundert*, p. 151, cf. p. 191) contre les privilèges des Mendians. Entre autres points, le mémoire se plaignait que l'inquisition fût toujours confiée aux Prêcheurs. La conséquence, disait-on, était que « *fratres illi contra personas nullatenus... diffamatas vel suspectas... non facta copia nominum testium... volunt inquirere et inquirunt* ». Boniface VIII — M. Darwin l'a cité — a rappelé avec beaucoup de force que la suppression des noms ne pouvait être permise qu'en cas de réel danger ; autrement le retour au droit commun s'imposait. Que sa recommandation ne soit pas toujours restée lettre morte, c'est ce que prouvent quelques faits rapportés par M. Vidal, *Le tribunal d'Inquisition de Pamiers*, p. 192-193 : trois exemples de communication des noms : l'un par Bernard Gui, qui n'était cependant pas un inquisiteur indulgent ; un autre par Jacques



Fournier, évêque de Pamiers, le futur Benoît XII ; le troisième par Guillaume Lombard, inquisiteur d'Avignon. Peut-être des registres mieux conservés nous fourniraient-ils d'autres cas. Par contre, il semble qu'aux <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles, dans les Inquisitions d'Italie et d'Espagne, les noms n'étaient jamais livrés.

E. J.

— Roy Lutz WINTERS. *Francis Lambert of Avignon (1482-1530), a Study in Reformation Origins* (Philadelphie, The united Lutheran Publication House, 1938, in-12, iv-177 p. ; prix : \$ 2). — Biographie assez intéressante d'un personnage de second plan, en somme, mais qui est un excellent spécimen de bon nombre des partisans de la Réforme à ses débuts. Originaire d'Avignon, Lambert y entra dans un couvent de l'Observance, où il passa vingt ans. Il s'en lassa : pourquoi? M. Winters dit simplement que la faute en était à ses confrères. Chargé d'une mission hors du couvent, il en profita pour s'enfuir, se rendre d'abord en Suisse, où il ne fit guère que passer, à Lausanne, puis à Berne, enfin à Zurich, où il connut Zwingle, et où l'on peut placer sa conversion à la Réforme. Puis ce fut le tour de l'Allemagne. D'Eisenach, où il se rendit pour commencer, il voulut aller à Wittenberg, pour y voir Luther. Il est curieux de constater que Luther ne se souciait pas le moins du monde de cette visite. Il se défilait manifestement ; on aimerait à savoir si c'était dans ses habitudes. Il finit par consentir, et au début les deux hommes se plurent. Cela ne dura pas. Entre autres choses, Luther lui en voulut de se marier. Il ne trouvait pas que le mariage convînt aux ex-moines ou ex-prêtres. Et Lambert ne craignait pas les voyages. Il partit pour Metz, d'où il espérait pouvoir évangéliser la France. Devant la difficulté de l'entreprise, il se rendit à Strasbourg, puis dans la Hesse. Deux faits le mirent en vedette : la dispute de Homberg, contre un tenant du catholicisme, puis l'élaboration de tout un programme d'organisation ecclésiastique. Mais l'intervention et les critiques de Luther le firent écarter. Lambert obtint seulement une chaire à l'Université de Marbourg, mais ne la conserva pas longtemps ; il mourut en 1530. — Cette carrière nomade a été agréablement racontée par M. Winters. Par contre, il n'a parlé que de façon assez superficielle de ses doctrines, d'ailleurs assez changeantes. C'est ainsi que, touchant l'eucharistie et le baptême, il a passé de la doctrine de Luther à celle de Zwingle. Mais aurait-il mérité une étude approfondie? On peut se le demander. — E. J.

— Pompeo FALCONE. *Il valore documentario della Storia dell'Ordine Gerosolimitano di Giacomo Bosio* (Rome, 1939, tirage à part de l'*Archivio storico di Malta*, in-8°, 43 p.). — Dans cet article, l'auteur résume brièvement la carrière mouvementée de Giacomo Bosio, ainsi que les circonstances dans lesquelles il a, le premier, rédigé dans de grandes proportions une histoire de l'ordre de Malte, dont la première partie parut en 1594, et la seconde, posthume, en 1629. M. Falcone insiste sur l'intérêt qu'il y aurait à rechercher avec précision les sources et les ouvrages auxquels l'auteur a puisé.

E. J.

— Chanoine V. GELLON. *Le P. Lacordaire dans l'intimité du monastère* (Paris, Lethielleux, 1939, in-12, xii-104 p.). — Le titre, un peu vague, pourrait faire croire que le sujet du livre est plus vaste qu'il ne l'est en réalité. Il s'agit simplement de l'acquisition par Lacordaire de l'ancien monastère cartusien de Chelais, dans le massif de la Grande Chartreuse, et du rôle qu'a joué ce premier établissement dominicain en France, depuis la Révolution. On n'y trouvera rien de très



important, mais quelques lettres inédites et quelques anecdotes parfois piquantes sur les difficultés rencontrées par Lacordaire et sa manière de s'en tirer ; le tout présenté avec agrément.

E. J.

— Docteur Louis SAUVÉ. *Le docteur Récamier (1774-1852), sa famille, ses amis* (Paris, éditions Spes, 1938, in-12, 252 p. ; prix : 20 fr.). — Biographie très vivante et pas banale. On y apprend comment, avec quels efforts, moyennant quelles privations, on pouvait étudier la médecine, sous la Terreur et pendant le Directoire, qui avaient tout désorganisé. Sans parler des aventures imprévues : Récamier, modeste aide-major, fut embarqué sur un vaisseau de guerre et prit sa part dans un violent combat naval. Le Premier Empire et la Restauration ont vu les grands succès de Récamier, récompensés par de belles situations. En 1830, par fidélité monarchique, il démissionna de ses diverses fonctions. Il se fit par là des ennemis et renonça aux titres officiels qui, en France, contribuent le plus à faire la réputation d'un homme. M. Sauvé explique ainsi les critiques injustes et routinières, ou la conspiration du silence, dont eut à souffrir celui qu'il considère comme un des plus grands médecins et chirurgiens du XIX<sup>e</sup> siècle. M. Sauvé peint aussi Récamier dans sa vie de famille, très digne, parfois originale.

E. J.

— Georges GOYAU. *Le Christ chez les Papous* (Paris, Beauchesne, 1938, in-12, 151 p.). — Un nouveau livre, aussi vivant, aussi bien renseigné que les précédents, dû à l'historien des missions — M. Goyau a bien droit à ce titre. De tous les pays de missions, la Nouvelle-Guinée est peut-être celui qui offre le plus de difficultés : éloignement, côte très peu hospitalière, climat très pénible, très chaud, insalubrité, très hautes montagnes ou plaines basses et marécageuses, population clairsemée sur un immense espace (la France et l'Italie réunies), moins cruelle — ils ont fait peu de victimes parmi les blancs — qu'arriérée, résignée à le rester, paresseuse et ignorante. Et des discussions parfois avec les fonctionnaires anglais, puis australiens, qui administrent à peu près le pays, et qui auraient voulu attribuer à chaque confession chrétienne un ressort déterminé. Tout a été surmonté en une soixantaine d'années — c'est, en somme, d'un décret du Saint-Siège de 1881, qui créait le vicariat de Mélanésie et de Micronésie, que l'on peut dater le début de la mission ; quelques tentatives antérieures avaient échoué. Il est piquant de constater que ce début a été quelque peu mêlé à l'aventure, faut-il dire folle, faut-il dire malhonnête, du marquis de R... Depuis, malgré l'effrayante mortalité — les missionnaires meurent en moyenne vers trente-cinq ans — d'abord on a toujours trouvé des missionnaires (parmi lesquels le P. Bourjade, l'aviateur devenu célèbre pendant la Grande Guerre), puis les résultats, encore lents, il le faut bien, s'accroissent de plus en plus ; enfin, les missions sont vues désormais d'un bon œil par les autorités australiennes.

E. J.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

### I. GÉNÉRALITÉS ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

*The Editors.* Educating Clio (compte-rendu des séances du 54<sup>e</sup> Congrès de l'American Historical Association. Il s'est tenu à Washington les 28-30 décembre 1939, en présence de 1,072 personnes. En 46 sections, on a discuté 76 communications. Les plus nouvelles sont relatives à la comparaison entre le *Mir* et le *Kolkhoz*, au rôle de la *Frontière* dans l'histoire américaine, au succès des idées occidentales dans la Chine et le Japon contemporains). [*Amer. hist. Rev.*, avril 1940.] — The anglo-american historical conference 1939 (a étudié l'importance de l'élément slave dans l'histoire moderne). [*Bull. of the Inst. of hist. research*, novembre 1939.] — Charles Johnson. The Camden Society, 1838-1938 (cette Société savante a fusionné en 1896 avec la Royal historical Society, dont les publications de textes portent toujours le nom de *Camden Series*). [*Transactions of the R. Hist. Society*, 1940, 4<sup>e</sup> série, t. XXII.]

A. Dauzat. Chronique de toponymie : XXXII. Travaux de l'année 1939. [*R. É. A.*, octobre-décembre 1939.] — L. de Bruyne. Archéologie chrétienne (bibliographie 1937-1938). [*Bull. Inst. hist. belge de Rome*, fasc. XX, 1939.] — Georges Espinas. Histoire urbaine (revue critique des publications récentes). [*Ann. d'hist. soc.*, octobre 1939.] — H. Drouot. Bibliographie bourguignonne (de 1815 à nos jours). [*Ann. de Bourg.*, décembre 1939.]

Film-photography. [*Bull. of the Inst. of hist. research*, novembre 1939.]

Henri Forestier. Les traditions populaires des pays de l'Yonne (bibliographie critique, 2<sup>e</sup> partie). [*Ann. de Bourg.*, décembre 1939.]

Jean Lhomme. La caste. [*R. de S.*, octobre-décembre 1939.] — Paul Rivet et collaborateurs. Numéro spécial consacré à la Science des races au Musée de l'homme. [*Race et racisme*, décembre 1939.] — André Varagnac. Rationalisme et tradition. [*R. de S.*, octobre-décembre 1939.] — J. Calmette. Convictions et objectivité en histoire contemporaine (à propos de l'Histoire du mouvement ouvrier, par E. Dolléans). [*Rev. hist. mod.*, octobre-décembre 1939.]

L. Febvre et H. Hauser. Capitalisme, capitaliste (origines de ces mots). [*Ann. d'hist. soc.*, octobre 1939.] — C.-E. Labrousse. Comment contrôler les mercuriales? [*Ibid.*, avril 1940.] — André-G. Haudricourt. Contribution à l'étude du moteur humain. [*Ibid.*, avril 1940.] — Octave Dony-Hénault. Le créateur de l'industrie du zinc en Belgique, J.-J.-D. Dony. [*Acad. de Belgique. Bull. de la cl. des Lett. et Sc. mor. et pol.*, 1939, fasc. 10-12.]

Albert Duchêne. Quelques considérations sur l'histoire des finances coloniales de la France. [*Rev. Ac. Sc. mor. et pol.*, mars-avril 1939.] — Louis Rivière. La morale et le droit dans l'Islam. [*Ibid.*, juillet-août 1939.] — Walther Maas. Hollandais en Pologne. [*Ann. d'hist. soc.*, octobre 1939.] — Luiz Betim Paes Leme.

Caractéristique de l'économie au Brésil et aperçus sur l'influence européenne en Amérique. [*Rev. Ac. Sc. mor. et pol.*, mai-juin 1939.]

J. Vergote. Les principaux modes de supplice chez les anciens et dans les textes chrétiens. [*Bull. Inst. hist. belge de Rome*, fasc. XX, 1939.] — Marc Bloch. Autour des royautes (à propos du livre de H. Mitteis, *Die deutsche Königswahl*). [*Ann. d'hist. soc.*, avril 1940.] — Hans Kohn. AEIOU : some reflections on the meaning and mission of Austria. [*J. of mod. hist.*, décembre 1939.]

R. P. H. Heras. Indian history goes back (les récentes découvertes archéologiques). [*Bull. of the Int. Com. of hist. Sc.*, octobre 1939.] — David G. Mandelbaum. The Jewish way of life in Cochin (colonie qui remonte au moins au XI<sup>e</sup> siècle). [*Jew. soc. studies*, octobre 1939.] — D. G. E. Hall. Burma, the state of historical research. [*Bull. of the Int. Com. of hist. Sc.*, octobre 1939.] — K. S. Latourette. Historical work on China and Japan by Americans. [*Ibid.*, octobre 1939.] — Otto Franke. Publications on the Far-East in continuation of the article by Dr. Grousset in the *Rev. hist.*, 1937. [*Ibid.*, octobre 1939.] — M<sup>me</sup> G. de Coral-Rémusat. L'état actuel de nos connaissances sur l'histoire de l'ancien Cambodge. [*Ibid.*, octobre 1939.]

## II. ORIENT ANCIEN

Daniel Schlumberger. Les fouilles de Qasr-el-Heir, 1936-1938. Rapport préliminaire. [*Syria*, 1939, fasc. 3 et 4.] — Claude-F.-A. Schaeffer. Les fouilles de Ras Shamra-Ugarit. Dixième et onzième campagnes (automne et hiver 1938-1939). Rapport sommaire. [*Ibid.*, 1939, fasc. 4.] — Georges Dossin. Nqmd et Niqme-Had (ces deux noms découverts à Ras Šamra révèlent des influences amurrites). [*Ibid.*, 1939, fasc. 3.]

Bedřich Hrozný. L'inscription « hittite-hiéroglyphique » d'Apamée (transcription et traduction). [*Syria*, 1939, fasc. 2.] — A. Dupont-Sommer. Inscription de l'amulette d'Arslan-Tash. [*Rev. d'hist. des rel.*, septembre-décembre 1939.]

Maggie Rutten. La cour du dieu Mardouk. [*Rev. d'hist. des rel.*, septembre-décembre 1939.] — Georges Dossin. Les archives économiques du palais de Mari. [*Syria*, 1939, fasc. 2.]

André Chastel. La légende de la Reine de Saba (fin). [*Rev. d'hist. des rel.*, septembre-décembre 1939.]

A. Vincent. La religion d'Israël. [*J. des Sav.*, septembre-décembre 1939.]

## III. ANTIQUITÉ CLASSIQUE

Y. Béguignon. Une nouvelle histoire grecque (celle de Gaetano De Sanctis). [*R. É. A.*, octobre-décembre 1939.] — W. S. Ferguson. Polis and Idia in Periclean Athens (définition des mots : Polis et Idia. Quelle place la cité laissait-elle à l'Idia?). [*Amer. hist. Rev.*, janvier 1940.] — J. Hatzfeld. Du nouveau sur Phèdre (le héros du dialogue platonicien avait été inculpé dans l'affaire de la mutilation des Hermès et pour participation à une parodie des Mystères d'Éléusis). [*R. É. A.*, octobre-décembre 1939.]

Jean Bousquet. Une statue de Pélopidas à Delphes, signée de Lysippe. [*Rev. arch.*, octobre-décembre 1939.]

Albert Grenier. Les faiblesses et la ruine d'un grand empire (Rome). [*Rev. des*

*q. de Déf. nat.*, mai 1940.] — *J. Zeiller*. La vie quotidienne à Rome à l'époque impériale. [*J. des Sav.*, septembre-décembre 1939.] — *Ernest Stein*. La disparition du Sénat de Rome à la fin du VI<sup>e</sup> siècle. [*Acad. de Belgique. Bull. de la cl. des Lett. et Sc. mor. et pol.*, 1939, fasc. 10-12.]

*Alfred Merlin* et *Jean Gagé*. Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité romaine (pour l'année 1939). [*Rev. arch.*, octobre-décembre 1939.]

*J. Guey*. Le frumentum publicum. [*R. É. A.*, octobre-décembre 1939.] — *P. Boyancé*. Les « Endymions » de Varron. [*Ibid.*, octobre-décembre 1939.]

*R. Laur-Belart*. Nouvelles fouilles romaines en Suisse. [*Rev. arch.*, octobre-décembre 1939.] — *Fernand Benoit*. L'usine de meunerie hydraulique de Barbegal (Arles). [*Ibid.*, janvier-juin 1940.]

*J. Toutain*. La densité et la répartition de la population de la Gaule romaine. [*J. des Sav.*, janvier-mars 1940.] — *Adrian N. Newell*. The Dove-deity of Alesia and Serapis-Moritasgus. [*Rev. arch.*, octobre-décembre 1939.] — *G. Goury*. L'atelier de céramique gallo-romain de La Madeleine à Laneuveville-devant-Nancy. [*R. É. A.*, octobre-décembre 1939.]

*A. Blanchet*. Les bas-reliefs au cavalier en Thrace (d'après l'ouvrage de *Gawril I. Kazarov*). [*J. des Sav.*, mai-juin 1939.] — *R. Lantier*. Chevaux-enseignes celtiques. [*Rev. arch.*, avril-juin 1939.] — *Abbé Breuil*. Meule gravée découverte près du tumulus de Kercado. [*C.-R. de l'Acad. des I. et B.-L.*, novembre-décembre 1939.]

*J. S. P. Bradford* et *R. G. Goodchild*. Excavations at Frilford, Berks., 1937-1938 (site occupé dès le IV<sup>e</sup> siècle av. J.-C., avec huttes et construction rituelle (objets en bronze, poterie) ; temple romano-celtique du I<sup>er</sup> siècle ; cimetière du IV<sup>e</sup> siècle de notre ère, encore utilisé par les Saxons. Importants débris de poterie et monnaies du IV<sup>e</sup> siècle). [*Oxoniensia*, 1939, t. IV.] — *Adrien Blanchet*. Le taureau de Maiden Castle et les figures panthées (témoin important de la complication des croyances de la religion des Celtes aboutissant à un monothéisme compliqué). [*C.-R. de l'Acad. des I. et B.-L.*, mai-juin 1939.]

*Henri Seyrig*. Antiquités syriennes. [*Syria*, 1939, fasc. 3 et 4.]

#### IV. LE MOYEN AGE

*H. A. Cronne*. Historical revision : The origins of feudalism (mise au point). [*History*, décembre 1939.] — *Georges Espinas*. Sur la draperie médiévale. [*Ann. d'hist. soc.*, avril 1940.]

*Charles Petit-Dutaillis*. L'évolution de l'idée de commune au Moyen Age. Vieillesse et mort des communes françaises. [*C.-R. de l'Acad. des I. et B.-L.*, novembre-décembre 1939.] — *F. Imberdis*. Sur les routes du Moyen Age (proteste contre la théorie courante que le Moyen Age n'ait utilisé que les débris des voies romaines). [*Ann. d'hist. soc.*, octobre 1939.] — *Gabriel-Louis Jaray*. Venise et son rôle historique. Le roulier de la Méditerranée et l'intermédiaire entre l'Occident et l'Orient pendant dix siècles. [*R. de S.*, octobre-décembre 1939.] — *Alwyn A. Ruddock*. The Flanders Galleys. [*History*, mars 1940.] — *N. Gabrielli*. Oreficerie medioevali fiamminghe in Piemonte. [*Bull. Inst. hist. belge de Rome*, fasc. XX, 1939.] — *B. Colgrave*. The history of the British Museum Additional Ms. 39943. [*Engl. hist. Rev.*, octobre 1939.]

Claude-F.-A. Schaeffer. Un voilier de l'époque mérovingienne du nord de la France. [*Rev. arch.*, octobre-décembre 1939.]

F. M. Stenton. The historical bearing of Placename studies : the English occupation of Southern Britain (la toponymie du sud de l'Angleterre vérifiée en gros les assertions de Bède sur la répartition ethnique des envahisseurs saxons, angles ou jutes, et sur la chronologie des différentes vagues d'invasion). [*Transactions of the R. Hist. Society*, 1940, 4<sup>e</sup> série, t. XXII.]

J. Sauvaget. Les ruines omeyyades du Djebel Scis (VIII<sup>e</sup> siècle). [*Syria*, 1939, fasc. 3.]

F. L. Ganshof. Benefice and vassalage in the age of Charlemagne. [*Camb. hist. Journal*, 1939, vol. VI, n° 2.] — Th. Michels. La date du couronnement de Charles le Chauve (9 septembre 869) et le culte liturgique de saint Orgon à Metz. [*Rev. bén.*, octobre-décembre 1939.] — P. Deschamps. Les monuments religieux du haut Moyen Age en France. [*J. des Sav.*, septembre-décembre 1939.]

M. Richard. Le traité *De sectis* de Léonce de Byzance. [*R. H. E.*, octobre 1939.]

Henri Grégoire. La chanson de Roland de l'an 1085. [*Acad. de Belgique. Bull. de la cl. des Lett. et Sc. mor. et pol.*, 1939, fasc. 10-12.] — J.-M. Dechanet. L'amitié d'Abélard et de Guillaume de Saint-Thierry. [*R. H. E.*, octobre 1939.] — P. David. Un credo cathare? (découvert dans le tombeau de l'évêque de Cracovie, Maur, 1110-1119). [*Ibid.*, octobre 1939.]

George L. Haskins. The King's High Court of Parliament holden at Westminster. [*History*, mars 1940.] — Miss K. M. E. Murray. Dengemarsh and the Cinque Ports. [*Engl. hist. Rev.*, octobre 1939.] — C. A. J. Armstrong. Thirteenth-Century notes on the rights of the Abbey of Faversham in London, from a manuscript at Grenoble. [*Ibid.*, octobre 1939.]

G. Doutrepont. Le livre des faits du bon chevalier messire Jacques de Lalaing. [*J. des Sav.*, septembre-décembre 1939.] — Louis Halphen. Un pédagogue (Guibert de Nogent). [*C.-R. de l'Acad. des I. et B.-L.*, novembre-décembre 1939.]

H. Koeppler. Frederick Barbarossa and the schools of Bologna. [*Engl. hist. Rev.*, octobre 1939.]

H. S. Offler. England and Germany at the beginning of the Hundred Year's War. [*Engl. hist. Rev.*, octobre 1939.]

M. Dykmans. Les premiers rapports de Pétrarque avec les Pays-Bas. [*Bull. Inst. hist. belge de Rome*, fasc. XX, 1939.] — P. Tisset. Une charte auvergnate de 1322 portant constitution d'une dot. [*Ann. Midi*, octobre 1939.]

M. O. Halecki. La croisade de Varna (1444). [*Bull. of the Int. Com. of hist. Sc.*, octobre 1939.]

E. F. Jacob. Englishmen and the general councils of the xvth century. [*History*, décembre 1939.]

J. Godard. Dans les Pays-Bas bourguignons (un conflit de politique commerciale en 1473 entre importateurs et exportateurs de blé). [*Ann. d'hist. soc.*, octobre 1939.]

Ch. Van den Borren. Guillaume Dufay, centre de rayonnement de la polyphonie du Nord, à la fin du Moyen Age. [*Bull. Inst. hist. belge de Rome*, fasc. XX, 1939.] — W. Weyler. Documenten betreffende de Muziekkapel aan het hof van Ferrara. [*Ibid.*, fasc. XX, 1939.] — Chan. Pl. Lefèvre. Documents relatifs aux relations du magistrat de Bruxelles avec le Saint-Siège, durant le xv<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*, fasc. XX, 1939.]

Arthur S. Aiton. Coronado's muster roll (analyse et reproduction de ce texte important trouvé en 1936 dans les Archives des Indes. Les soldats avaient beaucoup d'armes mexicaines, 22 arquebuses, 15 arcs, de nombreuses lances ; concret, précis). [*Amer. hist. Rev.*, 1939, t. XLIV.]

#### V. LE XVI<sup>e</sup> SIÈCLE ET L'ANCIEN RÉGIME

Frederic C. Lane. The Mediterranean Spice trade. Further evidence of its revival in the sixteenth century (« les chiffres, d'origine portugaise et vénitienne, montrent que l'importation des épices d'Alexandrie vers l'Europe après 1560 était aussi élevée qu'à la fin du xv<sup>e</sup> siècle. » L'auteur attribue ce fait aux prix trop élevés des épices qui avaient fait le périple de l'Afrique. Cette situation dura jusqu'à l'essor hollandais). [*Amer. hist. Rev.*, avril 1940.]

Félix Gilbert. The humanist concept of the Prince and *The prince* of Machiavelli. [*J. of mod. hist.*, décembre 1939.] — Lucien Febvre. Augustin Renaudet et ses études érasmienne. [*Ann. d'hist. soc.*, octobre 1939.] — J. Guignard. Humanistes tourangeaux. [*Human. et Renais.*, 1940, fasc. 2.] — Camille Aymonier. Quel est l'auteur du discours sur la servitude volontaire? (combat l'opinion du Dr Armaingaud qui l'attribue à Montaigne). [*Rev. hist. de Bordeaux*, octobre-décembre 1939.]

J. Cuvelier. Le graveur Corneille van den Bossche (xvi<sup>e</sup> siècle). [*Bull. Inst. hist. belge de Rome*, fasc. XX, 1939.]

E. Ravenet. Un épisode de l'expédition de 1541 contre Alger. L'échauffourée de la porte d'Azzoun. [*Rev. afr.*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1939.]

E. H. Harbison. French intrigue at the Court of Queen Mary (Antoine de Noailles, ambassadeur de France près de Marie Tudor, a pu contre-attaquer l'action des agents espagnols, grâce au concours de nombreux indicateurs secrets : courriers, cuisiniers, domestiques, agents vénitiens et pontificaux, surtout le sieur de Berteville, J. Leigh and G. Brooke). [*Amer. hist. Rev.*, avril 1940.] — Madeleine Doran. The « credulity » of the Elizabethans. [*J. of the hist. of Ideas*, avril 1940.] — Simone Quet. La Cour des aides de Guyenne. [*Rev. hist. de Bordeaux*, octobre-décembre 1939.]

A. Louis. Un sculpteur belge en Italie au xviii<sup>e</sup> siècle : François Lejeune. [*Bull. Inst. hist. belge de Rome*, fasc. XX, 1939.] — J. Bouchary. Les compagnies financières à Paris, à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle. [*Ann. hist. Rév. fr.*, novembre-décembre 1939.] — L.-E. Labrousse. Le prix du froment, 1782-1790. [*Ann. d'hist. soc.*, octobre 1939.]

H. Chobaut. Un « fabricant de nobles » en 1789 (en Avignon). [*Ann. hist. Rév. fr.*, septembre-octobre 1939.] — J. Bascou. Les paysans du Béarn et plus particulièrement de la sénéchaussée d'Oloron, en 1789. [*Ibid.*, janvier-février 1940.]

Siao King-Fang. La Chine, inspiratrice du despotisme éclairé. [*Bull. of the Int. Com. of hist. Sc.*, octobre 1939.]

#### VI. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE PREMIER EMPIRE

F. Vermale. La fortune du conventionnel Amar avant 1793. [*Ann. hist. Rév. fr.*, septembre-octobre 1939.]



*E. Auray.* La mission conciliatrice de Vincent à Rambouillet, en septembre 1792. [*Ann. hist. Rév. fr.*, septembre-octobre 1939.]

*Charles Parain.* La Révolution française et la question agraire : grande et petite propriété. [*La Pensée*, octobre-décembre 1939.] — *L. de Cardenal.* Les contributions directes dans le département de l'Aude pour l'année 1790 (fin). [*Ann. Midi*, octobre 1939.] — *E. Flavien-Girard.* La querelle domaniale versaillaise de l'an VII (relative aux aliénations consenties par les rois en faveur de la ville, contestées par la Régie de l'enregistrement et du domaine). [*Rev. d'hist. de Versailles*, juillet-décembre 1939.] — *Jean Montreau.* La Révolution française et la pensée de Marx. [*La Pensée*, octobre-décembre 1939.]

*E. Bencze.* Un poète hongrois de la Révolution française. [*Ann. hist. Rév. fr.*, novembre-décembre 1939.]

*T. Leflon.* Quelques lettres de Bernier à Portalis (concernant la Petite-Église). [*Ann. hist. Rév. fr.*, novembre-décembre 1939.] — Docteur *V. Audibert.* Napoléon est mort d'un cancer à l'estomac. [*Rev. des Ét. nap.*, novembre-décembre 1939.]

Docteur *L. Guillot.* Napoléon à cheval. [*Rev. de l'Inst. nap.*, 3<sup>e</sup> trim. 1939.]

Général *Kukiel.* L'histoire fabuleuse de Marie Walewska. [*Rev. de l'Inst. nap.*, 4<sup>e</sup> trim. 1939.] — *Maria dell' Isola.* Sainte-Hélène, Pauline et le Vatican. [*Ibid.*, 4<sup>e</sup> trim. 1939.] — Commandant *Huard.* La princesse Pauline à Grasse (en 1807). [*Ibid.*, 4<sup>e</sup> trim. 1939.] — *Pierre Muret.* En marge des souvenirs de Beyle en Italie (les Études stendhaliennes de M. R. Dollot). [*Ibid.*, 3<sup>e</sup> trim. 1939.]

*R. Joxe.* Le comité royal provisoire de Marseille (formé le 25 juin 1815). [*Ann. hist. Rév. fr.*, septembre-octobre 1939.]

## VII. LE XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

*M. Noël et P. Berthier.* Chansons de Basse-Bourgogne (xviii<sup>e</sup> et xix<sup>e</sup> siècles). [*Ann. de Bourg.*, décembre 1939.]

*Ezio Chichiarelli.* Note sul pensiero politico francese del secolo XIX : Alexis de Tocqueville. [*Annali di Scienze politiche*, juillet-décembre 1939.] — Baron *Seil-lière.* Le libéralisme doctrinaire dans l'œuvre de Doudan (fin). [*Rev. Ac. Sc. mor. et pol.*, mars-avril 1939.] — *Pierre Jacomet.* Berryer au prétoire. [*Ibid.*, juillet-août 1939.] — *R. Tinthoin.* L'Oranie agricole en 1868. [*Rev. afr.*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1939.]

*N. Gash.* The influence of the Crown at Windsor and Brighton in the elections of 1832, 1835 and 1837. [*Engl. hist. Rev.*, octobre 1939.] — *C. L. Cline.* Disraeli and Peel's 1841 Cabinet. [*J. of mod. hist.*, décembre 1939.]

*Henri Decugis.* L'influence des juges et membres du Barreau sur l'évolution de l'Empire britannique. [*Rev. Ac. Sc. mor. et pol.*, mars-avril 1939.] — *Gustav Mayer.* Early german socialism and jewish emancipation. [*Jew. soc. studies*, octobre 1939.] — *N. B. Cantacuzène.* Vieux temps, vieilles figures (suite, souvenirs de Vienne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle). [*Rev. hist. S.-E. européen*, octobre-décembre 1939.]

*Alfred Levin.* The fifth social-democratic congress and the Duma. [*J. of mod. hist.*, décembre 1939.]

*Marc Bloch.* La Roumanie au XIX<sup>e</sup> siècle. [*Ann. d'hist. soc.*, octobre 1939.] — *Ange Bally.* Un ouvrage d'il y a un siècle : la Bessarabie comme pays moldave (suite). [*Rev. hist. S.-E. européen*, octobre-décembre 1939.]

## VIII. LE MONDE CONTEMPORAIN

*René Dussaud.* La guerre de 1914-1918 et l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. [C.-R. de l'Acad. des I. et B.-L., novembre-décembre 1939.] — *Général O. Meynier* et commandant *Lehuraux.* La guerre sainte des Senoussya dans l'Afrique française, 1915-1918 (suite et fin). [Rev. afr., 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1939.]

*C. H. Williams.* The pattern of dictatorship (d'après plusieurs ouvrages récents). [History, décembre 1939.] — *André Siegfried.* La contribution de la France, de l'Angleterre et des États-Unis à la civilisation occidentale (remarquable). [Rev. de P., 1<sup>er</sup> février 1940.] — *André Siegfried.* Le canal de Panama. [Ibid., 1<sup>er</sup> mars 1940.]

*Édouard Bénès.* La France et la nouvelle Europe (réimpression du discours prononcé, en 1932, au Centenaire de l'Académie des Sciences morales et politiques). [Année pol., février 1940.] — *André Géraud (Pertinax).* La France, la Grande-Bretagne et la paix future. [Pol. étr., février 1940.]

*R. Auboin.* L'effort économique de guerre franco-britannique. [Pol. étr., février 1940.] — *Jacques Bardoux.* La conscription britannique, une affirmation et un avertissement. [Rev. Ac. Sc. mor. et pol., mai-juin 1939.]

*Henri Labouret.* L'Afrique du Sud et l'Allemagne. [Pol. étr., décembre 1939.]

*Gabriel-Louis Jaray.* La Belgique devant la guerre. [Pol. étr., décembre 1939.] — \*\*\*. Politique scandinave. [R. de P., 15 mars 1940.] — *Alfred Jolivet.* La Finlande. [Ibid., 1<sup>er</sup> mars 1940.] — *Maurice Pernot.* La politique du Saint-Siège et le conflit européen. [Pol. étr., février 1940.] — *Jean Thévenot.* La reconstruction de l'Espagne. [Ibid., décembre 1939.]

*Henri Brunshwig.* Été 1939 : Allemagne. [Ann. d'hist. soc., octobre 1939.] — *H. Lauferburger.* Les finances de guerre de l'Allemagne. [Pol. étr., février 1940.]

*Guido Zernatto.* L'Autriche et l'Europe centrale. [Pol. étr., février 1940.] — *Adam Rose.* La reconstitution économique de l'Europe centrale et orientale. [Ibid., février 1940.]

*W. F. Reddaway.* The Polish question in november 1939. [History, décembre 1939.]

*Albert Mousset.* L'Italie et les Balkans. [Pol. étr., décembre 1939.]

*Philip E. Mosely.* Russian policy in 1911-1912 (mise au point à l'aide de publications récentes). [J. of mod. hist., mars 1940.] — *Paul Berlinc.* Une nouvelle phase de la politique extérieure des Soviets. [Année pol., février 1940.]

*A. H. Brodrick.* La situation en Extrême-Orient. [R. de P., 15 mars 1940.] — *R. de Lapomarède.* La politique extérieure du Japon. Un bilan provisoire. [Études, 5 mars 1940.] — *Michel Bréal.* La Chine après deux ans de conflit. [Pol. étr., décembre 1939.]

## IX. HISTOIRE RELIGIEUSE

*Victor Carrière.* Essai sur l'historiographie ecclésiastique locale. [R. H. Égl. de Fr., octobre-décembre 1939.] — *R. F. Bennett.* Pierre Mandonnet O. P. and dominican studies. [History, décembre 1939.]

*G. Garitte.* Un fragment belge attribué à saint Antoine l'Ermite. [Bull. Inst. hist. belge de Rome, fasc. XX, 1939.] — *J. Gazay.* Études sur les légendes de sainte

Marie-Madeleine et de Joseph d'Arimathie (fin). [*Ann. Midi*, octobre 1939.] — Ph. Grierson. The translation of the relics of St Amalberga to St Peter's of Ghent. [*Rev. bén.*, octobre-décembre 1939.]

Lucie Varga. Les Cathares sont-ils des néo-manichéens ou des néo-gnostiques? [*Rev. d'hist. des rel.*, septembre-décembre 1939.] — M. Esposito. Sur quelques écrits concernant les hérésies et les hérétiques aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles. [*Rev. H. E.*, janvier-avril 1940.]

Fr. Bader. Beiträge zur Geschichte einiger schwäbischer Klöster aus der handschriftlichen Ulmer Chronik des Hans Brigel. [*Anal. Praem.*, 1939, fasc. 3-4.] — G. Van den Broeck. De capitulo generali in ordine Praemonstatensi. [*Ibid.*, 1939, fasc. 3-4.] — G. P. Sijen. Les œuvres de Philippe de Harveng, abbé de Bonne-Espérance. [*Ibid.*, 1939, fasc. 3-4.] — P. P. Wissenberger. Kulturelle Beziehungen zwischen dem Prämonstatenstift Schussenried und Prag im 17-18 Jht. [*Ibid.*, 1939, fasc. 3-4.]

Albert Chérel. Voltaire et l'idée de tolérance. [*Rev. Ac. Sc. mor. et pol.*, juillet-août 1939.] — Albert Chérel. L'esprit religieux de Voltaire. [*Ibid.*, mai-juin 1939.]

P. Fiel. Le vicaire général Birot et la question des nominations épiscopales, d'après des documents inédits (1902-1904). [*R. H. Égl. de Fr.*, octobre-décembre 1939.]

Alexandre Brou. Le point final à la question des rites chinois (par une décision de la Congrégation de la Propagande de mai 1935). [*Études*, 5 février 1940.]

---

## CHRONIQUE

### NÉCROLOGIE

MARCEL MARION (1857-1940)

On se défend mal d'un sentiment d'admiration devant la majesté et l'unité de l'œuvre. Vingt volumes, dont seize d'études et quatre de présentation de textes, — sans parler de divers manuels d'enseignement secondaire; de grands articles de revue, dont tel ferait presque à lui seul, sur le rayon des œuvres originales, le tome XXI; de multiples communications éparses dans les publications des Académies, des Congrès, des Comités ministériels; des collaborations à la presse quotidienne, où reparaissent les thèmes familiers du savant. L'œuvre de Marcel Marion fait masse dans la production historique française. La construction de cet ensemble monumental, que domine et résume l'*Histoire financière*, a demandé un demi-siècle.

C'est en 1891, en effet, que Marion apportait à notre *Revue* son premier article: une forte étude sur la « famine » de 1748 en Guyenne. Le voilà d'emblée sur le terrain de l'histoire économique et sociale, qui restera le sien. Et sur une terre élue de la recherche, qu'il exploitera longtemps: la généralité de Bordeaux, où pousse le plus riche vignoble de France, Bordeaux et son port, où se rencontrent les courants commerciaux de trois continents. Bordeaux devient d'ailleurs pour Marion domicile de recherche et domicile administratif: professeur à la Faculté des Lettres, il se fixe dans la ville dont son collègue Camille Jullian écrit alors l'histoire.

Dès le début, Marion a donc trouvé sa voie. Attaché à une catégorie d'études, domicilié dans la recherche bordelaise, il ne se confine pourtant ni dans l'une ni dans l'autre. Il se permet durant ses années de jeunesse d'agréables vagabondages. Il annote, avec Alfred Rébelliau, une nouvelle édition du *Siècle de Louis XIV*. Son ouvrage sur *La Bretagne et le duc d'Aiguillon* est l'œuvre d'un biographe — d'une faiblesse un peu coupable — et d'un historien de l'administration provinciale. Désormais d'ailleurs, quand il quittera l'histoire économique, entendue au sens large, ce ne sera guère que pour l'histoire des institutions. Entendue, elle aussi, de plus en plus largement. Marion, approchant de la cinquantaine, se fera, dans son *Lamoignon*, l'historien de nos institutions judiciaires à la fin de l'Ancien Régime. Le *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles* sera un des fruits de sa maturité savante. Ses recherches régionales ne l'immobilisent pas un instant dans l'histoire régionale, on vient de s'en apercevoir. S'il leur doit son *Impôt sur le revenu* en Guyenne, son *État des classes rurales* dans la généralité de Bordeaux, et aussi, pour la plus grande part, ses deux études sur la vente des biens nationaux, il s'efforce d'identifier dans ce cadre géographique tout autre

chose qu'une variété régionale de taxation, de métayage ou de transfert de propriétés. Ce qu'il étudie, par exemple, dans l'*Impôt sur le revenu*, c'est à la fois l'impôt sur le revenu en France, dans son ensemble, et dans une généralité où coexistent une grande économie commerciale et une économie rurale traditionnelle. Il aurait pu en réalité demander plus encore, beaucoup plus, à cette grande généralité atlantique, à cette « Gironde » prédestinée où s'étale, à l'appel des villes grandissantes, la marée du commerce colonial, et qui constitue, au XVIII<sup>e</sup> siècle, un champ d'observation exceptionnel.

Mais, même dans ses œuvres d'histoire économique ou sociale, Marion est historien des institutions, beaucoup plus que des faits. Entendons par là qu'il est beaucoup plus attentif à la structure juridique des institutions, ou même à leur vie fonctionnelle, qu'au milieu économique qui les conditionne dans une large mesure. Il est juriste beaucoup plus qu'économiste. L'observation vaut pour la production auxiliaire, ou pour les œuvres d'approche dont il a été question jusqu'ici, comme pour la série des œuvres maîtresses.

\* \* \*

C'est comme historien de nos finances publiques ou, mieux, de nos institutions financières publiques, de 1715 à 1914, que s'affirme surtout Marcel Marion. Une longue pratique l'avait préparé de loin à une telle entreprise. Les premières constructions datent de 1891, c'est-à-dire de son premier ouvrage important : sa thèse sur *Machault*, une solide histoire du Contrôle général de 1749 à 1754. Viennent ensuite, à de longs intervalles, deux ouvrages qui attestent, avec la continuité des desseins de l'auteur, la lente maturation de l'œuvre. L'étude, déjà signalée, où il retrace l'histoire de l'*Impôt sur le revenu au XVIII<sup>e</sup> siècle*, c'est-à-dire des tailles, dixièmes et vingtièmes, paraît en 1901. Neuf ans encore s'écoulent avant la publication du recueil de textes sur *Les impôts directs sous l'Ancien Régime, particulièrement au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Nous voici peu de temps avant la guerre mondiale, une vingtaine d'années après *Machault*. Le Collège de France a accueilli Marion. Une partie du travail est prête. Le premier volume de l'*Histoire financière de la France depuis 1715* paraît en 1914. La publication reprend en 1919 avec l'ouvrage consacré à la Constituante et à la Législative. Les autres volumes se succèdent pendant dix ans, de 1921 à 1931 — et les portes de l'Institut s'ouvrent devant Marion dans l'intervalle, en 1926. Le dernier volume nous conduit jusqu'à la veille de la Grande Guerre. L'œuvre couvre ainsi deux siècles de notre histoire. Deux siècles au cours desquels revit en réalité un passé financier plus vaste encore, allant des ordonnances de Louis XIV aux décrets-lois de Poincaré, avec les deux grands « tournants » fiscaux de 1789 et de 1914. Les six volumes de l'*Histoire financière* tiennent ainsi une place unique dans notre littérature historique. Le recours à ce grand ouvrage de synthèse est quotidien. Comme l'auteur le rappelait à propos du *Dictionnaire des institutions* de Chéruel, il est plus facile d'en médire que de s'en passer.

Les critiques n'ont naturellement pas manqué. Les proportions et la nature de l'ouvrage en font une cible facile. Un tel essai de synthèse ne pouvait être que « prématuré ». Et le reproche n'est pas sans apparence de raison. Il n'est pas non plus, à certains égards, sans fondement. Le ton, surtout, attirait des répliques : Marion était un libéral, sinon de premier plan, du moins de premier rang. Dans la

guerre des doctrines, il ne tirait pas à blanc sur l'adversaire. Il savait se découvrir, s'exposer. Question de tempérament plus que de fond. Il vitupérait les « prodigalités », les « gaspillages » dolosifs imputables au Parlement. Était-il plus tendre pour les ministres de l'ancienne monarchie? Et, d'ailleurs, la cause n'est-elle pas jugée? Tous les auteurs ne sont-ils pas d'accord? Objection plus dangereuse, celle de la synthèse prématurée. Mais, au total, aussi peu fondée, dès lors que l'ouvrage de Marion, mûri depuis les premières œuvres, pensée de toute une vie, nous apparaît sous son aspect essentiel d'histoire de la politique et des institutions financières, et non sous son aspect accessoire d'histoire de la politique ou des institutions économiques. Qu'on y relève d'apparentes lacunes, que notamment l'histoire de notre système bancaire en soit absente, n'enlève rien aux mérites de l'œuvre : Marion faisait l'histoire des finances publiques et non des finances privées. Qu'il ait porté trop peu d'attention à certaines questions techniques, notamment à l'histoire de la comptabilité publique, est plus grave. Le principal est ailleurs. Il suffit que l'ouvrage permette de suivre pendant deux siècles le mécanisme et la courbe des recettes et des dépenses publiques. Quiconque sera préoccupé de ce considérable problème n'en cherchera pas en vain la solution dans l'œuvre du maître disparu.

\* \* \*

Faut-il y chercher plus encore? Cette *Histoire financière* est-elle en même temps une sorte d'histoire économique? Plus modestement, lie-t-elle avec assez d'évidence la vie de nos finances publiques à celle de notre économie, et apparaît-elle ainsi plus explicative que les grands ouvrages d'histoire financière qui l'ont précédée? Ou même, à nous en tenir au strict domaine de l'histoire financière, aux pures données des recettes et des dépenses publiques, est-elle suffisamment explicative? On n'hésite guère à répondre : non. Non, parce que la référence à l'économie et la méthode comparative n'ont pas, dans l'œuvre de Marion, la part qui leur revient.

Il serait injuste de dire que l'homme est au fond, beaucoup plus qu'un économiste libéral, un juriste pointilleux. Mais on est frappé chez lui de la primauté du juridique qui ne laisse pas toujours à l'économie sa place. Les crises du XVIII<sup>e</sup> siècle lui paraissent plus imputables à l'impôt inique ou à l'interdiction d'exporter — c'est-à-dire, en fin de compte, au législateur — qu'aux faibles moyens de transport qui, même dans un marché international libre, ne permettraient pas alors la compensation internationale des récoltes et la réduction de l'amplitude des fluctuations de prix. La législation royale était-elle si coupable? Et surtout était-elle seule coupable? Inversement, le jugement de Marion sur les finances impériales ne doit-il pas être nuancé? Le législateur impérial aurait-il assuré à lui seul, malgré l'excellence de son œuvre, la prospérité financière de l'État, sans la collaboration d'une hausse internationale des prix qui se maintient sensiblement jusqu'à la fin du régime? Autre problème. Marion s'alarmait vivement de la montée des dépenses publiques au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, et plus encore au début du XX<sup>e</sup>. Le troisième milliard est atteint en 1875. Le quatrième en 1908. Le cinquième en 1913. Eût-il été sans intérêt de rapprocher de cette hausse celle du capital ou du revenu national durant la même période? Les courbes comparées



de l'annuité successorale et des budgets présentent, pendant près d'un siècle, de 1826 à la guerre de 1914, une frappante concordance. Après 1914, divorce non moins éclatant. La charge budgétaire, qui apparaissait très grossièrement jusque-là comme une constante, comme allant de pair avec la richesse et les facultés contributives du pays, s'aggrave alors dans des proportions sans précédent. La hausse des budgets au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècles d'ailleurs été un phénomène international. Une étude comparée de cette hausse dans les divers pays n'aurait-elle pas aidé à délimiter la part certaine du gaspillage français?

On aperçoit par ces quelques exemples que l'œuvre de Marion eût pu gagner en force explicative, tant par une confrontation systématique de l'économie et du financier que par l'étude comparée qui demande une sévère méthode dans le tri du comparable — des finances nationales. Faute de ce complément de recherches, elle laisse encore de belles perspectives d'enquête. Elle demeure telle quelle un monument inégalé.

C.-E. LABROUSSE.

#### ALBERT DEMANGEON (1872-1940)

La Géographie est en deuil. Albert Demangeon n'est plus, et ses élèves innombrables, devenus si souvent ses amis, éprouvent l'impression d'un vide qui ne pourra être comblé.

Né en 1872, d'une famille vosgienne, élève, puis surveillant de l'École normale supérieure, professeur au lycée Henri-IV, il entre tout jeune à la Faculté des Lettres de Lille, qu'il ne quittera que pour venir enseigner à la Sorbonne. Dès le début de sa carrière, il se révèle comme un initiateur. Sa thèse sur *La Picardie et les régions voisines* (Paris, Colin, 1905) inaugure la série des grandes monographies régionales, qui, depuis, caractérisèrent l'école géographique française. Sa méthode est, dès ce moment, établie : la géographie humaine s'explique, en partie par les facteurs physiques, en partie par les facteurs historiques. Il n'a cessé de réagir contre la tendance que manifestent certains géographes, à se spécialiser dans l'étude exclusive des faits physiques. Pour lui, la géographie est essentiellement synthèse, et, dans l'aménagement de la Terre, l'homme a tellement lutté contre la Nature que l'histoire de cette lutte commande la vie actuelle. Dès lors, toute étude géographique doit s'appuyer sur une solide connaissance du passé. Les *Sources de la géographie de la France aux Archives nationales* (Paris, 1905) furent le bréviaire de tout débutant et les ouvrages de géographie consacrèrent de longues pages à l'histoire économique, surtout pour les deux derniers siècles.

Cette idée de lien étroit entre l'histoire et la géographie, A. Demangeon la développa à la fois dans des études régionales et dans des études générales. Parmi les premières, citons *La montagne dans le Limousin* (*Annales de géographie*, 1911) et deux volumes de la *Géographie universelle* : *Iles Britanniques* (Paris, 1927), *Belgique et Pays-Bas* (1927). Parmi les études générales, deux eurent des succès particuliers : *Le déclin de l'Europe* (1920) et *L'Empire britannique* (1923). Depuis l'autre guerre, il se consacrait surtout à renouveler l'étude des problèmes d'habitat (*L'habitation rurale en France*, *Annales de géographie*, 1920 ; *L'habitat rural*

*Ibid.*, 1927; *Villages et communautés rurales*, *Ibid.*, 1933; *Économie agricole et habitat rural*, *Ibid.*, 1934; cartes de densité et d'habitat dans l'*Atlas de France*), sans négliger pour cela les autres grands problèmes mondiaux (*Aspects nouveaux de l'Économie internationale*, *Annales de géographie*, 1932; *Le surpeuplement*, *Ibid.*, 1938). Mais il n'eut pas le temps de mettre la dernière main aux livres qui auraient condensé sa doctrine. Il laisse, en effet, inachevés une *Géographie humaine générale*, une *Géographie humaine de la France*, le volume sur la *France*, dans la *Géographie universelle*, et une Collection de Manuels pour l'Enseignement secondaire, dont il dirigeait l'élaboration avec un sens aigu de la pédagogie et une haute idée de la valeur littéraire du manuel. Tout au moins ces divers ouvrages sont-ils assez avancés pour que l'on puisse espérer voir ses héritiers spirituels en assurer la publication.

André MEYNIER.

#### HERBERT ALBERT LAURENS FISHER (1865-1940)

Un triste accident, survenu au printemps 1940 dans une rue de Londres, nous a enlevé Herbert Fisher. Avec lui disparaît l'un des plus éminents historiens anglais, l'un de ceux qui étaient le plus lu en France. Il comptait parmi les plus fidèles amis de Charles Bémont et avait toujours suivi de près la *Revue historique*. Élie Halévy ne manquait pas de passer tous les ans quelques jours dans sa maison de New College. Dans ce centre si actif de travail, dont lui-même était sorti et dont il avait en fin de carrière pris la direction, il accueillait avec une constante bonne grâce les historiens français.

Il avait consacré une partie de son existence aux affaires publiques. Après de nombreuses années d'étude et d'enseignement à Oxford, il avait, en 1912, accepté de diriger, en qualité de vice-chancelier, l'Université de Sheffield. La dernière guerre l'avait fait entrer au Parlement, où il occupa jusqu'en 1926 le siège réservé aux jeunes universités d'Angleterre. Dès 1916, Lloyd George l'appelait à la présidence du « Board of Education », qu'il conserva jusqu'en 1922. Sa carrière ministérielle fut particulièrement féconde, illustrée par la grande réforme scolaire qu'opéra la loi de 1918. Cette loi marque une étape importante dans les transformations survenues depuis que les Anglais, en 1870, avaient décidé de confier aux autorités locales le soin d'organiser, à côté des écoles privées, un enseignement officiel. Elle ne se bornait pas à prolonger la durée de la scolarité jusqu'à l'âge de quatorze ans; elle se proposait en même temps de rebâtir sur des bases nouvelles et avec des objectifs distincts, d'une part l'éducation des jeunes enfants entre leur sixième et leur onzième année, et d'autre part un enseignement plus avancé destiné à s'étendre au delà de leur quatorzième année. Elle invitait, pour ne pas dire qu'elle prescrivait, aux autorités locales de s'engager dans cette vaste entreprise dont l'État supporterait une grande partie des frais. Elle reste ainsi au point de départ des progrès qui ont été depuis lors accomplis.

Avant de devenir ministre, Fisher était déjà l'auteur de travaux historiques remarquables. Il avait consacré son premier ouvrage au Moyen Âge (*The Mediæval Empire*, 1898), mais avait ensuite dirigé son attention sur l'époque napoléonienne.

Les trois volumes qu'il a publiés à ce sujet (*Studies in Napoleonic Statesmanship*, 1903 ; *Bonapartism*, 1908 ; *Napoléon Bonaparte*, 1913) resteront parmi ceux qui font le mieux connaître l'œuvre intérieure de l'Empereur. Historien très intéressé par les pays étrangers et les questions internationales (*The Republican Tradition in Europe*, 1911 ; *An International Experiment*, 1921), il reste aussi très britannique par la place qu'occupent dans son œuvre les biographies. Nous lui devons celles de deux des hommes qui ont le mieux exploré les institutions anciennes de l'Angleterre (*Life of F. W. Maülard*, 1910 ; *Life of Sir Paul Vinogradoff*, 1927) et d'un de ceux qui ont le mieux pénétré la vie des démocraties anglo-saxonnes (*Life of Lord Bryce*, 1926).

Retiré du Parlement pour devenir « Warden » de New College, Fisher écrit alors son œuvre maîtresse, sa monumentale *Histoire de l'Europe*, publiée en 1933-1934 et rééditée en 1938 avec un appendice consacré aux événements les plus récents. Le premier de ses trois volumes s'étend, de l'âge d'Homère à la Renaissance, sur plus de deux millénaires. Le second couvre les trois siècles qui vont de la Renaissance à la Révolution et le dernier nous conduit de 1789 jusqu'à nos jours. Ils ont de suite pris rang parmi les classiques et le méritent par la maîtrise avec laquelle l'auteur accomplit son dessein. Non qu'il ait voulu découvrir dans l'histoire de l'Europe quelque rythme ou l'accomplissement de quelque plan préconçu. Il ne prétend, comme il nous en avertit dans sa préface, qu'à suivre les vagues successives qui, au cours des siècles, ont parcouru notre continent. L'œuvre se distingue par l'abondance des matériaux, par le talent de l'écrivain, mais avant tout par la lucidité avec laquelle l'historien se transporte à travers les âges et en saisit les caractères essentiels. Lucidité qui n'exclut pas la sympathie, même l'enthousiasme. Qu'on lise, par exemple, les pages consacrées à la Grèce antique ou aux beaux jours de l'Empire romain. C'est, au contraire, avec une clairvoyance courageuse que ce libéral anglais marque au xix<sup>e</sup> siècle le contraste entre l'immensité des transformations matérielles et les progrès accomplis par la science politique.

Fisher a eu ainsi le privilège ou la sagesse de rassembler en une œuvre maîtresse l'essentiel de ses connaissances et de ses réflexions. Son *Histoire de l'Europe* paraît destinée à exercer non seulement sur les historiens, mais sur le grand public une influence durable.

Paul VAUCHER.

**France.** — *Un siècle et demi de hausse des prix agricoles (1726-1873). Présentation d'un nouvel indice général des prix.* — M. Labrousse a fait récemment sur ce sujet, à l'Académie des sciences morales, une communication, dont nous sommes heureux de donner dès maintenant le bref résumé suivant.

Autrefois comme aujourd'hui — autrefois, à certains égards, plus qu'aujourd'hui — les mouvements de prix constituent de grands symptômes économiques et sociaux. C'est essentiellement à ce titre qu'ils nous intéressent. Une hausse lente et progressive, étalée sur de longues années — à la différence des hausses courtes et convulsives — révélera en principe une économie bien portante, où la marche de tous les revenus se fera, ou à peu près, en bon ordre. Le malheur est que la hausse lente et progressive n'existe pas à l'état pur : la réalité nous la montre toujours

sous la forme d'une chaîne de variations courtes, comprenant des temps de hausse et des temps de baisse, mais décrivant dans l'ensemble, avec des avances et des reculs, un mouvement de hausse. L'orientation générale à la hausse, durant par exemple un quart de siècle dans l'économie contemporaine, et beaucoup plus dans l'économie de l'ancien type, crée bien une présomption d'économie progressive : à la hausse de longue durée du prix correspond, dans une mesure extrêmement variable selon la période considérée, une hausse accélérée de la production. L'étude dont il a été donné lecture permet ainsi de retrouver, avec le mouvement des prix agricoles français de 1726 à 1873, un indice majeur de notre économie rurale.

Ce mouvement est, dans l'ensemble, une hausse. Elle débute quelques années après la stabilisation de 1726 qui substitue à la monnaie mouvante une monnaie dont la stabilité sera maintenue, en fait — l'épisode de l'assignat mis à part — pendant près de deux siècles. Chapitre exceptionnel dans notre histoire monétaire ! La montée des prix présente des accélérations inégales. Lente d'abord, elle progresse plus rapidement avant la Révolution, atteint un maximum en 1789 et force son allure à travers les années impériales. Le décrochement de 1817, d'une violence exceptionnelle, marque une chute subite du niveau des prix. Mais la montée reprend vite, avec, toutefois, des pentes très douces sous la Restauration et la monarchie de Juillet. Elle s'accélère ensuite sous le Second Empire. En 1873-1877, le mouvement de hausse, qui a ainsi couvert, dans son ensemble, un siècle et demi, s'arrête. Il se renverse. Il fait place à une baisse qui se prolongera jusqu'à la fin du siècle. Phénomène tout nouveau dans notre histoire contemporaine.

Le producteur rural, propriétaire paysan, métayer, fermier, n'avait que médiocrement profité de la grande hausse qui couvre les deux derniers tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle. Son exploitation était rarement assez importante pour lui permettre, à la fois, de vivre et de vendre. La situation change au XIX<sup>e</sup> siècle. Les translations révolutionnaires de propriété ont agrandi le domaine paysan. Et, surtout, les rendements se sont élevés. La famille vivant des produits du domaine s'est réduite : conséquence de la chute de la natalité et de l'extension de l'élevage, qui exige moins de main-d'œuvre, aux dépens de la culture des céréales. Enfin, la dîme et les droits seigneuriaux payables en nature ont disparu. Quatre facteurs, qui libèrent pour la vente une fraction notable de la récolte, qui accroissent fortement le volume des denrées négociables entre les mains de l'exploitant. Une masse croissante de paysans entre dans le cycle de l'échange et vend des quantités croissantes, participant ainsi de plus en plus au bénéfice de la hausse — puis éprouvant, à partir de 1873, dans des proportions jusqu'alors inconnues, les conséquences de la baisse. Le vendeur de denrées agricoles, qui avait eu l'avantage, pendant un siècle et demi, d'une économie inégalement mais constamment progressive, perd pour la première fois au jeu de l'alternance des cycles de longue durée.

Cette étude a exigé la construction d'un certain nombre d'indices de prix. Deux indices généraux des prix, l'un non pondéré, l'autre pondéré, allant de 1726 à 1789, permettent de reporter près de cent ans en arrière l'origine des indices de notre Statistique générale. Ils prennent place parmi les plus anciens qui aient été constitués.

*Autographes.* — Le 7 mai 1940 a été vendue une lettre entièrement autographe de Bonaparte à Joséphine, du 29 floréal an IV. Elle est pleine de tendresse — et

de fautes d'orthographe. Elle a été publiée dans le recueil du D<sup>r</sup> L. Cerf des *Lettres de Napoléon à Joséphine* (1928).

— Le catalogue n° 330 des Booksellers Meyers and Co, de Londres (1940), signale une lettre de Bonaparte à Berthier, du 5 vendémiaire an X, formulant des instructions pour l'occupation de la Toscane par Murat. Comment un original de cette nature ne se trouve-t-il pas aux Archives françaises de la Guerre?

— Un catalogue de la maison Sotheby and C<sup>o</sup> de Londres signale, par une vente des 24 et 25 juin 1940, diverses lettres de Charles I<sup>er</sup> et Charles II d'Angleterre, d'Henriette de France, femme du premier, ainsi qu'une curieuse pièce signée de Nelson, peu de temps après qu'il eut perdu la main droite, au combat de Santa-Cruz. La reproduction de cette signature indique la difficulté avec laquelle le célèbre marin apprit à signer de la main gauche.

G. Bn.

---

## INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Abercrombie (Nigel)*. Saint Augustine and french classical thought, 314.
- Aigrain (René)*. Voir *Bréhier (Louis)*.
- Alloing (chanoine Louis)*. Le diocèse de Belley. Histoire religieuse des pays de l'Ain, 135.
- Anderson (Pauline Relyea)*. The background of anti-english feeling in Germany, 1890-1902, 321.
- Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, année 1938, 466.
- Arcache (Jeanne)*. L'émir à la croix : Fakhreddine II Ma'an, 472.
- Arnoldson (Sverker)*. Svensk-fransk Krigs och fredspolitik i Tyksland 1634-1636, 151.
- Arquilliére (H.-X.)*. L'Église au Moyen Age, 315.
- Bar (Gaston de)*. Tables générales du Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques, t. IV, 141.
- Baudot (Marcel)*. Les sources de l'histoire du département de l'Eure, 300.
- Bauer (Wilhelm) et Lacroix (Robert)*. Korrespondenzen österreichischer Herrscher. Die Korrespondenz Ferdinands I; 2<sup>e</sup> vol., 1<sup>re</sup> partie : Familienkorrespondenz 1527 und 1528, 452.
- Bayet (Albert)*. Histoire de France, 115.
- Beirão (Caetano)*. Voir *Cartas da Rainha D. Mariana Vitória*.
- Benaerts (Pierre)*. L'unité allemande, 1806-1838, 295.
- Berland (Just) et Lhuillier (Jean)*. Répertoire numérique de la série M des archives départementales de la Marne, 466.
- Bibliographie alsacienne*, t. VI, 302.
- Bibliographie des lettres françaises de Belgique*, de 1880 à 1938, 463.
- Bidwell (Percy Wells)*. Our trade with Britain. Bases for a reciprocal tariff agreement, 298.
- Blanc (Jules)*. Voir *Dupieux (Paul)*.
- Blet (H.), Esmonin (E.) et Letonnelier (G.)*. Le Dauphiné, recueil de textes historiques choisis et commentés, 145.
- Blockmans (Fr.)*. Het Gentsche stadspatriciaat tot omstreeks 1302, 446.
- Bolkenstein (Hendrik)*. Wohltätigkeit und Armenpflege im vorchristlichen Altertum, 461.
- Boniver (Denis)*. Der Zentralraum, 162.
- Brătianu (G. I.)*. Études byzantines d'histoire économique et sociale, 276.
- Les origines du peuple roumain, les données archéologiques, 311.
- Brătulescu (Victor)*. Miniaturi și manuscrisă din Museul de artă religioasă, 340.
- Bréhier (Louis) et Aigrain (René)*. Grégoire le Grand, les États barbares et la conquête arabe, 590-757, 444.
- Brooke (Z. N.)*. Lay investiture and its relations to the conflict of Empire and Papacy, 473.
- Browne (John L.)*. The Methodus ad faciendum historiarum cognitionem of Jean Bodin, a critical study, 122.
- Bunsen (Herman)*. Die Dynamik der Schweizerischen Demokratie, 312.
- Busquet (Raoul)*. Fonds des archives départementales des Bouches-du-Rhône; 2<sup>e</sup> vol. 1<sup>re</sup> partie : Dépôt annexe d'Aix-en-Provence, série B, 300.
- Calmette (Joseph) et Desprez (Eugène)*. Histoire du Moyen Age; t. VII : L'Europe occidentale, de la fin du xiv<sup>e</sup> siècle aux guerres d'Italie. Les premières grandes puissances, 119.
- Cammaerts (Émile)*. The Keystone of Europe. History of the Belgian dynasty, 1830-1939, 297.
- Caron (Pierre) et Jaryc (Marc)*. Répertoire des périodiques de langue française, 2<sup>e</sup> supplément, 241.
- International bibliography of historical sciences, 459.
- World list of historical periodicals and bibliographies, 459.
- Carroll (E. Malcolm)*. Germany and the Great powers, 1866-1914, 321.
- Cartas da Rainha D. Mariana Vitória para a sua família de Espanha*; publié par *Caetano Beirão*; I : 1721-1748, 152.
- Celier (Léonce)*. Recueil de documents concernant le Poitou, contenus dans les registres de la Chancellerie de France, 303.



- Chardavoine* (R. P. *Eutrope*). Annuaire pontifical catholique, 1937-1938-1939, 472.
- Charles, S. J. (H.)*. Tribus moutonnières du Moyen-Euphrate, 316.
- Chobaut (H.)*. L'industrie des indiennes à Marseille avant 1680, 467.
- L'industrie des indiennes à Avignon et à Orange, 1677-1884, 468.
- Ciana (Albert)*. Napoléon, autographes, manuscrits, signatures, 189.
- Clemenceau (Georges)*. Discours de paix, 306.
- Clouzot (Étienne)*. Anciens plans de Genève, xv<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles, 155.
- Concilium Tridentinum*, *Diariorum, actuum, epistularum, tractatum nova collectio*, 160.
- Coolen (Georges)*. Helfaut. Essai sur l'administration d'une paroisse sous l'Ancien Régime, 466.
- Corporation ancienne de construction navale en France (La), 302.
- Cosemans (A.)*. De bevolking van Brabant in de xvi<sup>e</sup> en xviii<sup>e</sup> eeuw, 296.
- Courteault (Henri)*. Les Archives nationales de 1902 à 1936, 299.
- Cruchet (René)*. France et Louisiane, médecine et littérature, 304.
- Cunz (Pieter)*. Ulrich Zwingli, 155.
- Dainville (M. Oudot de)*. Remarques sur les compoix du Languedoc méditerranéen, 142.
- Inventaire de Joffre, 301.
- Darwin (Francis)*. The holy Inquisition : suppression of witnesses' names, 473.
- David (Pierre)*. Les Bénédictines et l'ordre de Cluny, dans la Pologne médiévale, 158.
- Decorvet (B.)*. La lumière qui ne s'éteint pas. Un aperçu de la Réforme en Uzège et en Gardonnenque. Histoire de l'église de Saint-Génies de Malgories, 1530-1938, 467.
- Demoulin (Robert)*. Guillaume I<sup>er</sup> et la transformation économique des Provinces belges, 1825-1830, 457.
- Dermenghem (Émile)*. Voir *Guillaume* (abbé Paul).
- Desprez (Eugène)*. Voir *Calmette (Joseph)*.
- Dickin (E. P.)*. A history of Brightlingsea, a member of the Cinque Ports, 471.
- Dillay (M.)*. Voir *Samaran (Ch.)*.
- Du Bois (Armand Budington)*. The English business company and after the Bubble Act, 1720-1800, 285.
- Ducos (Gustave)*. Sainte-Croix de Volvestre et son monastère, des origines à la Révolution, 1117-1789, 157.
- Dumésil (Georges)*. Mythes et dieux des Germains, 274.
- Dupieux (Paul)* et *Blanc (Jules)*. Répertoire numérique de la sous-série II C des archives départementales de l'Aube, 299.
- Dupré-Théseider (Eugenio)*. I papi di Avignone e la questione romana, 280.
- Duprey (Jacques)*. Un fils de Napoléon I<sup>er</sup> dans les pays de la Plata, au temps de Rosas, 153.
- Dupuis (José)*. Frère Fiacre de Sainte-Marguerite, prieur des rois, 161.
- Dürr (Emil)*. Jakob Burckhardt als politischer Publizist, 313.
- Esmonin (E.)*. Voir *Blet (H.)*.
- Espinas (Georges)*. Recueil de documents relatifs à l'histoire du droit municipal en France. Artois, t. II, 303.
- État des registres d'état civil des communes de la Meuse antérieurs à 1830, 466.
- Exposition de l'affiche en couleurs, de Chéret à nos jours, 189.
- Falcone (Pompeo)*. Il valore documentario della storia dell' Ordine Gerosolimitano di Giacomo Bosio, 474.
- Fanfani (Amintore)*. La storiografia economica nell' ultimo mezzo secolo, 317.
- Faure (Claude)*. Répertoire numérique de la sous-série 3 E : Notaires, des archives départementales du Rhône, 465.
- Fellowes (Edmund H.)*. The Knights of the Garter, 1348-1939, 470.
- Fitzler (M. A. F.)*. Die Entstehung der sogenannten Fuggerzeitungen in der Wiener Nationalbibliothek, 453.
- Floyd (Michael)*. The face of Ireland, 146.
- Folberth (Oto)*. Stefan Ludwig Roth, și raporturile lui cu Români, 311.
- Foreman (Grant)*. Sequoyah, 297.
- Foster (John)*. The church of the T'ang dynasty, 315.
- Galbreath (D. L.)*. Inventaire des sceaux vaudois, 154.
- Gandilhon (Alfred)*. Inventaire sommaire des archives communales antérieures à 1790, des archives départementales du Cher, 300.
- Répertoire critique des anciens inventaires des archives du département du Cher, 299.
- Garnier-Azais (M.-L.)*. Prélat des ouvriers... Le cardinal Manning, 315.
- Garratt (G. T.)*. Gibraltar and the Mediterranean, 323.
- Gauchet (René)*. Voir *Laurain (Ernest)*.
- Gellon* (chanoine V.). Le P. Lacordaire dans l'intimité du monastère, 474.
- Geyl (P.)*. Geschiedenis van de Nederlandse stam, Deel III : 1688-1715, 150.
- Gilliard (Ch.)*. La politica di Carlo V al principio del 1536, 294.
- Goyau (Georges)*. Le Christ chez les Pa-pous, 475.

- Graham (Rose)*. An essay on english monasteries, 306.
- Grebe (Wilhelm)*. Der tätige Mensch. Untersuchungen zur Philosophie des Handelns, 461.
- Guihaire (R. P.)*. Lacordaire et Ozanam, 143.
- Guillaume (abbé Paul)*. Inventaire sommaire des archives départementales des Hautes-Alpes postérieures à 1790. Série L; publié par *Émile Dermenghem*, 142.
- Hajek (Alois)*. Bulgariens Befreiung und staatliche Entwicklung unter seinem erstem Fürsten, 318.
- Hammerich (L. L.)*. The beginning of the strife between Richard Fitz-Ralph and the mendicants, 158.
- Harte (W. J.)*. Voir *Johnson (Charles)*.
- Hartmann (Georges)*. Les tarifs actuels des chemins de fer suisses pour le transport des marchandises agricoles et des animaux vivants, 156.
- Hauser (Henri)*. Recherches et documents sur l'histoire des prix en France, de 1500 à 1800, 455.
- Hennen (Guillaume)*. Inventaire des protocoles de notaires conservés aux Archives de l'État à Liège, 464.
- Herzog (Émile)*. Inventaire sommaire des archives municipales de la ville de Thann antérieures à 1790, 465.
- Hesse (Raymond)*. Aristide Briand, premier Européen, 144.
- Housse (R. P. Émile)*. Une épopée indienne. Les Araucans du Chili, 296.
- Huik (Frank Martin)*. The philanthropic motive in Christianity, an analysis of the relations between theology and social service, 133.
- Iorga (N.)*. Basele populare ale orcarii micari din Balcani, 294.
- Ce e Bizanțul, 294.
- Isnard (Émile)*. Inventaire sommaire chronologique des chartes, lettres patentes, lettres missives et titres divers antérieurs à 1790, de Marseille, 301.
- Jaryc (Marc)*. Voir *Caron (Pierre)*.
- Jaurès (Jean)*. Le rayonnement de la Révolution française, 305.
- Johnson (Charles)* et *Harte (W. J.)*. Handbook of british chronology, 469.
- Jones (M. C.)*. The charity school movement : a study of 18th century puritanism in action, 287.
- Jouanne (R.)*. A.-P.-M. Le Veneur, général de la Révolution, 1746-1833, 468.
- Jusselin (M.)*. Exposition des souvenirs de la Révolution française, 305.
- Kellen (Tony)*. Publications de la section historique de l'Institut G. D. de Luxembourg, t. LXVIII, 190.
- Knappen (M. M.)*. Tudor puritanism, a chapter in the history of idealism, 129.
- Koeniger (Michael)*. Die Erneuerung des Sendgerichts in der Diocese Fulda, 161.
- Koudenhove-Kalergi (Richard)*. L'Europe unie, 295.
- Lacroix (Robert)*. Voir *Bauer (Wilhelm)*.
- Langedijk (D.)*. De schoolstrijd in de eerste jaren na de wet van 1857, 150.
- Laporte (Dom J.)*. Inventio et miracula Sancti Vulfranni, 315.
- La Présentation (R. P. Antoine-Marie de)*. Le Carmel en France. Étude historique, t. I, 159.
- Laurain (Ernest)*, *Gauchet (René)* et *Weber (Marcel)*. Inventaire sommaire des archives hospitalières de Château-Gontier, 300.
- Lea (Henri-Charles)* et *Howland (Arthur C.)*. Materials toward a history of witchcraft, 455.
- Lefèvre (J.)*. Documents concernant le recrutement de la haute magistrature dans les Pays-Bas autrichiens au XVIII<sup>e</sup> siècle, 463.
- (*J. et Placide*). Inventaire des archives du Conseil des finances, 463.
- Documents relatifs à l'admission aux Pays-Bas des nonces et internonces des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, 464.
- Léman (Auguste)*. Richelieu et Olivarez, 142.
- Lesort (André)*. Documents ; 2<sup>e</sup> série, n<sup>o</sup> 4 : Pour l'histoire du dépôt, 465.
- Lesourd (Paul)*. La Butte sacrée : Montmartre, des origines au XX<sup>e</sup> siècle, 156.
- Lespès (René)*. Oran, étude de géographie et d'histoire urbaines, 138.
- Letonnelier (G.)*. Voir *Blet (H.)*.
- Lhuillier (Jean)*. Voir *Berland (Just)*.
- Lopez (Roberto)*. Dieci documenti sulla storia della guerra di corsa, 147.
- Le relazioni commerciali tra Genova e la Francia nel medio evo, 147.
- Storia delle colonie Genovesi nel Mediterraneo, 148.
- Louant (Armand)*. Archives de l'État à Mons. Archives de familles, fonds d'Andelot. Inventaire analytique, 464.
- Loveday (Arthur)*. World war in Spain, 322.
- Lucien-Graux*. Dante, en marge de la Divine Comédie, 146.
- Lukinich (Imre)*. Die ungarische Regierung und die polnische Frage in den ersten Jahren des Weltkrieges, 307.
- Mac Call (Seamus)*. Thomas Moore, 136.
- Mac Diarmid (H.)*. The islands of Scotland, 469.

- Mangin (Joseph)*. Répertoire numérique de la sous-série I F, collection L. Lion-Dufour, 466.
- Marchand (Jean)*. Une enquête sur l'imprimerie et la librairie en Guyenne, mars 1701, 305.
- Marie* (reine de Roumanie). Histoire de sa vie, t. III, 310.
- Marot (Pierre)*. Jacques Callot, d'après des documents inédits, 467.
- Marrou (Henri-Irénée)*. Saint Augustin et la fin du monde antique, 403.
- Martel (Vladimir)*. Mes entretiens avec Granger, lieutenant de Blanqui, 143.
- Maurice* (major-général Sir Frederick). Haldane, 1915-1928. The life of Viscount Haldane of Cloan, t. II, 132.
- Medlicott (W. N.)*. The Congress of Berlin and after. A diplomatic history of the Near East settlement, 1878-1880, 318.
- Merriman (Roger Bigelow)*. Six contemporaneous revolutions, 462.
- Merutiu (V.)*. La carte ethnographique de la Roumanie, d'après le recensement de 1930, 312.
- Mickwitz (Gunnar)*. Aus Revaler Handbüchern. Zur Technik des Ostseehandels in der ersten Hälfte des 16 Jhts, 124.
- Mirabeau*. Sur la liberté de la presse, 462.
- Mirkin-Guetzévitch (Boris)*. La technique parlementaire des relations internationales, 294.
- Morgand (A.)*. Inventaire sommaire des archives départementales de Saône-et-Loire, antérieures à 1790. Archives ecclésiastiques. Série G., t. II, fasc. I, 300.
- Moulin (André) et Walter (Gérard)*. Catalogue de l'histoire de la Révolution française, t. II, 305.
- Müller (Karl Alexander von)*. Vom alten zum neuen Deutschland, 295.
- Näf (Werner)*. Die Schweiz in Europa, 154.
- Nistor (I.)*. Vechea graniță de Nord a Moldovei, 311.
- Oliver (Frank)*. Special undeclared war, 295.
- Olivier de Serres*, père de l'agriculture française, 1539-1619, 303.
- Orton (H.)*. Voir *Renwick (W. L.)*.
- Otto, S. J. (Josef-Albert)*. Gründung der neuen Jesuitenmission durch General Peter Johann Philipp Roothaan, 291.
- Ourliac (Paul)*. La Pragmatique Sanction et la légation en France du cardinal d'Estouteville, 1451-1453, 160.
- Oursel (Ch.)*. L'église Notre-Dame de Dijon, 162.
- Panzram (Bernhard)*. Die schlesischen Archidiaconate und Archipresbyterate, bis zur Mitte des 14 Jhdts, 159.
- Pasquier (abbé Émile)*. Notes angevines, 304.
- Paulus (Jean)*. Henri de Gand, essai sur les tendances de sa métaphysique, 158.
- Petranu (C.)*. L'art roumain de Transylvanie, 308.
- Pichon (Jean)*. Le partage du Proche-Orient, 320.
- Pirou (Gaëtan)*. Introduction à l'étude de l'économie politique, 316.
- Pollock (J. H.)*. William Butler Yeats, 136.
- Power (Patrick)*. Waterford and Lismore. A compendious history of the united dioceses, 284.
- Prestage (Edgar)*. Portugal and the war of spanish succession. A bibliography, 153.
- Priestley (Herbert Ingram)*. France overseas. A study of modern imperialism, 289.
- Proceedings of the british academy 1938, 461.
- Quennell (M. et C. H. B.)*. A history of everyday things in England; vol. II : 1500-1799, 145.
- The good new days, 145.
- Rabeau (Gaston)*. Species Verbum, l'activité intellectuelle élémentaire, selon saint Thomas d'Aquin, 159.
- Ragaz (Jakob)*. Die Arbeiterbewegung in der Westschweiz, 155.
- Raleigh Radford (C. A.)*. Goodrich Castle-Herfordshire, 307.
- Renaudet (Aug.)*. Études érasmiennes, 1521-1529, 450.
- Renwick (W. L.) et Orton (H.)*. The beginnings of English literature to Skelton, 1509, 126.
- Répertoire numérique de la série A (registres de formalités) des archives départementales de la Haute-Vienne, 142.
- Révolution française dans l'histoire, dans la littérature, dans l'art (La), 306.
- Reynold (Gonzague de)*. Conscience de la Suisse : billets à ces Messieurs de Berne, 313.
- Roberts (B. Dew)*. Mitre and musket. John Williams, lord Keeper, archbishop of York, 1582-1650, 282.
- Robertz (Heinrich Hubert)*. Die deutsch-englischen Flottenbesprechungen im Sommer 1908, 322.
- Romein (Jan et Annie)*. Erflaters van onze beschaving Nederlandsche gestalten uit zes eeuwen, 149.
- Royal commission on historical monuments. England. An inventory of the historical monuments in the city of Oxford, 470.
- Sacerdoteanu (Aurelian)*. Inventarul arhivelor statului, 190.
- Samaran (Ch.) et Billay (M.)*. Répertoire

- des séries U à ZZ<sup>1</sup> (Papiers judiciaires), 141.
- Sapori (Armando)*. Il commercio internazionale nel medioevo, 146.
- Sarkissian (A. O.)*. History of the Armenian question to 1885, 130.
- Sauvage (R.-N.)*. Répertoire numérique des archives municipales et hospitalières de Vire, des origines au x<sup>x</sup> siècle, 466.
- Sauvé (Louis)*. Le docteur Récamier, 1774-1852, 475.
- Schwartz (Herbert)*. Die Entwicklung der völkerrechtlichen Beziehungen Aethiopiens zu den Mächten seit 1885, 294.
- Scott-Moncreiff (G.)*. The Lowlands of Scotland, 469.
- Sée (André)*. Babeuf et le complot des Égaux, devant la Haute Cour de justice de Vendôme, 143.
- Server (A. Wilson)*. L'Espagne dans la « Revue des Deux Mondes », 1829-1848, 297.
- Sheridan (J. D.)*. James Clarence Mangan, 136.
- Smith (H. Maynard)*. Pre-Reformation England, 449.
- Sol (chanoine E.)*. L'église de Cahors, évêques des premiers siècles, 473.
- Sola Pinto (V. de)*. The English Renaissance, 1528-1688, 126.
- Sontag (Raymond James)*. Germany and England. Background of conflict, 1848-1894, 320.
- Staley (Eugene)*. World economy in transition, 317.
- Steinberg (S. H.)*. Historical tables, 460.
- Stojanović (Mihailo D.)*. The great powers and the Balkans, 1875-1878, 319.
- Suarez (Georges)*. Briand; t. III : Le pilote dans la tourmente, 1914-1916, 468.
- Thompson (Beatrice Hamilton)*. Glastonbury, truth and fiction, 306.
- Tonnelat (Ernest)*. Charles Andler, sa vie et son œuvre, 144.
- Toscano (Mario)*. La conferenza di Montreux e la nuova convenzione degli stretti, 319.
- Transactions of the royal historical society, 5<sup>e</sup> série, t. XXII, 469.
- Travaux et les joies dans l'ancienne France (Les), 304.
- Tyan (Émile)*. Histoire de l'organisation judiciaire en pays d'Islam, 116.
- Uzureau (chanoine F.)*. Andegaviana, 33<sup>e</sup> série, 141.
- Van Gennep (Arnold)*. Manuel de folklore français contemporain, t. III et IV, 271.
- Van Meerbeek (Lucienne)*. Inventaire des archives des tribunaux militaires, 463.
- Vellard (Jean)*. Une civilisation du miel. Les Indiens Guayakis du Paraguay, 296.
- Vernet (Mgr Félix)*. Dom Grea, 1828-1917, 162.
- Veillot (François)*. Dom de Lavergne et la congrégation des sœurs de la Charité et de l'Instruction chrétienne de Nevers, 161.
- Vreught (J. de)*. L'enseignement secondaire à Bruxelles sous le régime français : l'Ecole centrale, le Lycée, 464.
- Wallace (D.)*. East Anglia, 145.
- Weber (Marcel)*. Voir Laurain (Ernest).
- Wehner (J. M.)*. Struensee. Die Schicksale des Grafen Struensee und der Königin Karoline Mathilde, 152.
- Weill (R.)*. La Phénicie et l'Asie occidentale, des origines à la conquête macédonienne, 273.
- Winters (Roy Lutz)*. Francis Lambert of Avignon, 1482-1530. A study in Reformation origins, 474.
- Wiseman (Nicholas, cardinal)*. Recollections of Rome, 315.
- Yaffe (N.)*. Walery Wroblewski as the organiser of the polish rising of 1863 in the government of Grodno, 307.
- Zeeland door de eeuwen heen, 150.

## TABLE DES MATIÈRES

### ARTICLES DE FOND

	Pages
BLANCHARD (Marcel). D'une version de l'affaire des « chemins de fer belges ».	218
BRÉHIER (Louis). Les empereurs byzantins dans leur vie privée. . . . .	193
CHAUVIRÉ (Roger). Grandeur de Bodin. . . . .	378
COMBES (Jean). Voir SAYOUS (André-E.).	
GRENIER (Albert). Un ennemi de l'impérialisme : Camille Jullian. . . . .	36
HENRY (Paul). La France et les nationalités en 1848, d'après les correspon- dances diplomatiques (fin). . . . .	234
KAGAN (Georges). La crise de la science historique russe. . . . .	1
SAYOUS (André-E.). L'épuisement économique de l'Allemagne entre 1914 et 1918. . . . .	56
ID. et COMBES (Jean). Les commerçants et les capitalistes de Montpellier aux XIII <sup>e</sup> et XIV <sup>e</sup> siècles. . . . .	341

### MÉLANGES

BOURGIN (Georges). Un témoin de la Révolution : Rœderer. . . . .	259
DUNAN (Marcel). La naissance de l'Allemagne napoléonienne : l'alliance franco-bavaroise de 1805. . . . .	105
DUPONT-FERRIER (Gustave). Le sens des mots <i>patria</i> et <i>patrie</i> en France au Moyen Age et jusqu'au début du XVII <sup>e</sup> siècle. . . . .	89
FEBVRE (Lucien). France de l'Est et du Sud-Est : trois études historiques. .	398
GUIGNEBERT (Charles). Saint Augustin et la fin du monde antique, à propos d'un ouvrage récent. . . . .	403
RIGAULT (Abel). Le <i>Livre jaune</i> . . . . .	111
RUDE (F.). La première expédition de Savoie (février 1831). . . . .	413

### COMPTES-RENDUS CRITIQUES

ALLOING (chanoine Louis). Le diocèse de Belley. Histoire religieuse des pays de l'Ain (É. J.). . . . .	135
BAUER (Wilhelm) et LACROIX (Robert). Korrespondenzen österreichischer Herrscher. Die Korrespondenz Ferdinands I, t. II, 1 <sup>re</sup> partie (F. B.). . .	452
BAYET (Albert). Histoire de France (Ch. G.). . . . .	115
BLOCKMANS (Fr.). Het Gentsche stadspatriciaat tot omstreeks, 1302 (E. C.).	446
BRĂȚIANU (G. I.). Études byzantines d'histoire économique et sociale (L. B.).	276
BRÉHIER (Louis) et AIGRAIN (René). Grégoire le Grand, les États barbares et la conquête arabe, 590-757 (R. Gd.). . . . .	444

	Pages
BROWNE (John L.). <i>The Methodus ad facilem historiarum cognitionem</i> of Jean Bodin, a critical study ( <b>R. C.</b> ) . . . . .	122
CALMETTE (Joseph) et DÉPREZ (Eugène). <i>Histoire du Moyen Age. T. VII : L'Europe occidentale, de la fin du xiv<sup>e</sup> siècle aux guerres d'Italie. Les premières grandes puissances</i> ( <b>G. D.-F.</b> ) . . . . .	119
DEMOULIN (Robert). <i>Guillaume I<sup>er</sup> et la transformation économique des Provinces belges, 1815-1830</i> ( <b>E. C.</b> ) . . . . .	457
DU BOIS (Armand Budington). <i>The English business Company after the Bubble act, 1720-1800</i> ( <b>E. C.</b> ) . . . . .	285
DUMÉZIL (Georges). <i>Mythes et dieux des Germains</i> ( <b>M. B.</b> ) . . . . .	274
DUPRÉ-THESEIDER (Eugenio). <i>I papi di Avignone e la questione romana</i> ( <b>J. B. M.</b> ) . . . . .	280
FITZLER (M. A. F.). <i>Die Entstehung der sogenannten Fuggerzeitungen in der Wiener Nationalbibliothek</i> ( <b>E. C.</b> ) . . . . .	453
HAUSER (Henri). <i>Recherches et documents sur l'histoire des prix en France, de 1500 à 1800</i> ( <b>H. B.</b> ) . . . . .	455
HUIK (Frank Martin). <i>The Philanthropic Motive in Christianity, an Analysis of the Relations between Theology and Social Service</i> ( <b>É. J.</b> ) . . . . .	133
JONES (M. G.). <i>The Charity school movement : a study of 18th century puritanism in action</i> ( <b>E. P.</b> ) . . . . .	287
JORDAN (W. K.). <i>The development of religious toleration in England, from the accession of James I to the convention of the Long Parliament</i> ( <b>E. P.</b> ) . . . . .	128
KNAPPEN (M. M.). <i>Tudor puritanism, a chapter in the history of idealism</i> ( <b>R. C.</b> ) . . . . .	129
LEA (Henry Charles) et HOWLAND (Arthur C.). <i>Materials toward a History of Witchcraft</i> ( <b>H. Hr.</b> ) . . . . .	455
LESPÈS (René). <i>Oran. Étude de géographie et d'histoire urbaines</i> ( <b>G. Y.</b> ) . . . . .	138
MAC CALL (Seamus). <i>Thomas Moore</i> ( <b>A. R.</b> ) . . . . .	136
MAURICE (major-general Sir Frederick). <i>Haldane, 1915-1928. The life of Viscount Haldane of Cloan, t. II</i> ( <b>M. B.</b> ) . . . . .	132
MICKWITZ (Gunnar). <i>Aus Revaler Handelsbüchern. Zur Technik des Ostseehandels in der ersten Hälfte des 16 Jh<sup>ts</sup></i> ( <b>E. C.</b> ) . . . . .	124
OTTO, S. J. (Josef Albert). <i>Gründung der neuen Jesuitenmission durch General Peter Johann Philipp Roothaan</i> ( <b>É. J.</b> ) . . . . .	291
POLLOCK (J. H.). <i>William Butler Yeats</i> ( <b>A. R.</b> ) . . . . .	136
POWER (Patrick). <i>Waterford and Lismore. A compendious history of the united dioceses</i> ( <b>É. P.</b> ) . . . . .	284
PRIESTLEY (Herbert Imgram). <i>France Overseas. A study of Modern Imperialism</i> ( <b>Ch.-A. J.</b> ) . . . . .	290
RENAUDET (Aug.). <i>Études érasmiennees, 1521-1529</i> ( <b>H. Hr.</b> ) . . . . .	450
RENWICK (W. L.) et ORTON (H.). <i>The beginnings of English literature to Skelton, 1509</i> ( <b>J. V.</b> ) . . . . .	12
ROBERTS (B. Dew). <i>Mitre and Musket, John Williams, Lord Keeper, Archbishop of York, 1582-1650</i> ( <b>R. C.</b> ) . . . . .	282
SARKISSIAN (A. O.). <i>History of the Armenian Question to 1885</i> ( <b>M. B.</b> ) . . . . .	130
SHERIDAN (J. D.). <i>James Clarence Mangan</i> ( <b>A. R.</b> ) . . . . .	136
SMITH (H. Maynard). <i>Pre-Reformation England</i> ( <b>G. C.</b> ) . . . . .	449



## TABLE DES MATIÈRES

499

Pages

SOLA PINTO (V. DE). The English Renaissance, 1510-1688 (J. V.) . . . . .	126
TYAN (Émile). Histoire de l'organisation judiciaire en pays d'Islam (G.-D.).	116
VAN GENNEP (Arnold). Manuel de Folklore français contemporain, t. III et IV (A. G.) . . . . .	271
WEILL (R.). La Phénicie et l'Asie occidentale, des origines à la conquête macédonienne (G. C.) . . . . .	273

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES. Histoire générale, 294, 459; Allemagne, 295; Amérique latine, 296; Belgique, 296, 462; Espagne, 297; États-Unis, 297; France, 141, 299, 465; Grande-Bretagne, 145, 306, 469; Irlande, 146; Italie, 146; Pays-Bas, 149; Pays scandinaves, 151; Pologne, 307; Portugal, 152; Proche-Orient, 472; République argentine, 153; Roumanie, 308; Suisse, 153; Histoire religieuse, 156, 314, 472; Histoire de l'art, 162; Histoire économique et sociale, 316; Problèmes de politique européenne, 318.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

- I. Généralités et instruments de travail, 164, 324, 476.
- II. Orient ancien, 165, 477.
- III. Antiquité classique, 166, 326, 477.
- IV. Le Moyen Age, 168, 326, 478.
- V. Le xvi<sup>e</sup> siècle, 172, 330, 480.
- VI. L'Ancien Régime, 173, 330, 480.
- VII. La Révolution française et le Premier Empire, 175, 332, 480.
- VIII. Le xix<sup>e</sup> siècle, 176, 332, 481.
- IX. Le monde contemporain, 177, 334, 482.
- X. Histoire religieuse, 335, 482.

CHRONIQUE. Nécrologie : Charles Guignebert, 1867-1939 (A. LOISY, Marcel SIMON et Marguerite BRUNOT), 179; Georges Pagès, 1867-1939 (Pierre RENOUVIN), 183; E.-F. Gautier, 1864-1940 (Christian COURTOIS), 337; Marcel Marion, 1857-1940 (C.-E. LABROUSSE), 484; Albert Demangeon, 1872-1940 (André MEYNIER), 487. — Herbert Albert Laurens Fisher (Paul VAUCHER), 488. — Congrès, 188. — France, 188, 340, 489. — Un siècle et demi de hausse des prix agricoles. Une communication de M. LABROUSSE, 489. — Grande-Bretagne, 190. — Italie, 190. — Luxembourg, 190. — Roumanie, 190. — Turquie, 190. — U. R. S. S., 191.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE, 492.

TABLE DES MATIÈRES, 497.

*Le gérant* : P. ANGOULVENT.

L

*Le*

*Sc*

*Si*

*Sp*

*Su*

*So*

*To*

*To*

*To*

*To*

*TH*

*Tr*

*Tr*

## LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA REVUE

*Les volumes dont le format n'est pas indiqué sont in-8° ; le nom de Paris n'est pas ajouté pour ceux qui ont paru chez des libraires de cette ville.*

- Schmalz (Hans W.)*. Versuche einer gesamt-europäischen Organisation 1815-1820. Aarau, Sauerländer, 1940, 96 p.
- Siegfried (André)*. Suez, Panama et les routes maritimes mondiales. A. Colin, 1940, vi-298 p.
- Spade (Giannino Ferrari dalle)*. Immunità ecclesiastiche nel diritto romano imperiale. Venise, Ferrari, 1939, 248 p.
- Super (Paul)*. The Polish tradition. An interpretation of a nation. Londres, G. Allen et Unwin, 1939, xvi-215 p.; prix : 7 s. 6 d.
- Svolos (A.)*. Le travail dans les constitutions contemporaines. Librairie du Recueil Sirey, 1939, x-105 p.
- Talas (Asad)*. L'enseignement chez les Arabes. La Madrasa Nizamiyya et son histoire. P. Geuthner, 1939, xii-125 p.
- Tauci (R.)*. Intorno alle lettere di Fra Paolo Sarpi ad Antonio Foscari. Florence, Barbera, 1939, 278 p.; prix : 15 lire.
- Taylor (Henrietta)*. The Jacobite court at Rome in 1719. Edimbourg, Constable, 1938, viii-262 p.
- Teggart (Frederick J.)*. Rome and China. A study of correlations in historical events. Berkeley, University of California Press, 1939, xviii-283 p.
- Thomson (Gladys Scott)*. The Russells in Bloomsbury, 1669-1771. Londres, J. Cape, 1940, 384 p.; prix : 15 s.
- Trevor-Raper (H. R.)*. Archbishop Laud, 1573-1645. Londres, Macmillan, 1940, x-464 p.; prix : 21 s.
- Trois textes pré-kempistes du premier livre de l'Imitation; édité par *Jac. Van Ginneken*. Amsterdam, Noord-Hollandsche Uitgevers Moratschappij, 1940, 156 p.
- Valeri (Nino)*. La vità di Facino Cane. Turin, Società subalpina editrice, 1940, 272 p.; prix : 28 lire.
- Volpe (Giacchino)*. Vittorio Emanuele III. Milan, Istituto per gli studi di politica internazionale, s. d. (1939), 254 p., ill.; prix : 12 lire.
- Warner (John) et Gunn (W. A.)*. John Frosh and the Chartist movement in Monmouthshire. Newport, Chartist centenary Committee, 1939, xii-56 p.
- Weygandt (Ann M.)*. Kipling's reading and its influence on his poetry. Philadelphie, University of Pennsylvania press, 1939, xiv-200 p.
- Wilde (John C. de), Geis (Irving) et Clark (Eunice)*. Handbook of the war. Londres, Constable, 1940, viii-248 p.; prix : 10 s.
- Willey (Basil)*. The eighteenth century background. Studies on the idea of nature in the thought of the period. Londres, Chatto and Windus, 1940, viii-302 p.; prix : 15 s.
- Wordsworth (W. A.)*. En-Roch, the prophecies of Isaiah the Seer with Habakkuk and Nahum. Edimbourg, Clark, 1939, xii-512 p.
- Writings on British history 1936, compiled by *Alexander Taylor Milne*. Londres, Cape, 1940, 390 p.; prix : 12 s. 6 d.
- Yoshpe (Harry B.)*. The disposition of loyalist estates in the Southern district of the State of New-York. New-York, Columbia University Press, 1939, 226 p.

LI

*Les*  
c

*Ait*  
c  
l  
1

*Alp*  
d  
l

*Art*  
r  
t  
7

*Asi*  
c  
1  
1

*Bas*  
T  
U  
x

*Bas*  
U  
E

*Bas*  
S  
5

*Bee*  
L  
p

*Belu*  
A  
J  
1

*Bex*  
1  
r

*Ben*  
V  
N

*Bes*  
to  
2

*Bith*  
1  
x

*Bov*  
to  
L

## LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA REVUE

Les volumes dont le format n'est pas indiqué sont in-8°; le nom de Paris n'est pas ajouté pour ceux qui ont paru chez des libraires de cette ville.

- Aiken (James M.)*. The trial of George Buchanan before the Lisbon Inquisition. Londres, Oliver and Boyd, 1939, LXXVI-166 p.; prix : 12 s. 6 d.
- Alfaric (Prosper)*. Les manuscrits de la Vie de Jésus d'Ernest Renan. Les Belles-Lettres, 1939, LXIV-382 p.; prix : 90 fr.
- Arbonan (Holger)*. Schweden und das Karolingische Reich. Stockholm, Waldström und Widstrand, 1937, 274 p. et 74 pl.
- Ashon (T. S.)*. An eighteenth-century industrialist : Peter Stubs of Warrington, 1756-1806. Manchester University Press, 1939, x-156 p.
- Barbagallo (Corrado)*. Storia Universale. T. V, 1<sup>re</sup> partie : Evo Contemporaneo : Riforme e Rivoluzione, 1699-1799. Turin, Unione tipografica editrice torinese, 1940, xvi-794 p.; prix : 150 lire.
- Barbosa (Ruy)*. Conferencias y discursos; trad. en espagnol par Julio E. Payro. Buenos-Aires, 1940, VIII-362 p.
- Bastide (Georges)*. Le moment historique de Socrate. Félix Alcan, 1939, 322 p.; prix : 50 fr.
- Beer (M.)*. An inquiry into Physiocracy. Londres, Allen et Unwin, 1939, 196 p.; prix : 6 d.
- Bell (Bernard Iddings)*. Religion for living. A book for Postmodernists. Londres, John Gifford, 1939, XVIII-237 p.; prix : 10 s. 6 d.
- Bengtsson (Frans G.)*. Karl XII, 1682-1707, bis zum Auszug aus Sachsen. Zurich, Sperber, 1939, 476 p.
- Benso di Cavour (C.)*. Discorsi parlamentari. Vol. VIII : 1853 (suite). Florence, La Nuova Italia, 1939, 488 p.
- Beseghi (Umberto)*. Ugo Bassi. T. I : L'apostolo. Parme, Donati, 1939, 368 p.; prix : 25 lire.
- Bithell (Jethro)*. Modern german literature, 1880-1938. Londres, Methuen, 1939, x-535 p.; prix : 18 s.
- Bovey (Wilfrid)*. The French Canadians to-day. A People on the March. Londres, Dent, 1939, XII-362 p.; prix : 15 s.
- Bushman (William Curt)*. The rise of integral nationalism in France. New-York, Columbia University press, 1939, 355 p.
- Cantimori (Delio)*. Eretici italiani del Cinquecento, Ricerche storiche. Florence, Sansoni, s. d. (1939), VIII-447 p.
- Cardaliaguet (René)*. Le régicide brestois Claude Blad, proconsul de Quiberon. Brest, Presse libérale du Finistère, 1937, 166 p.
- Carr (E. H.)*. The 20 Years' Crisis. Londres, Macmillan, 1939, xvi-314 p.; prix : 10 s. 6 d.
- Carrington (Hugh)*. Life of captain Cook, Londres, Sidgwick et Jackson, 1939, x-324 p.
- Caskey (Willie Malvin)*. Secession and restoration of Louisiana. Louisiana State University Press, 1938, XII-318 p.
- Chadwick (H. Munro et N. Kershaw)*. The growth of literature, vol. II et III. Londres, Cambridge University Press, 1936 et 1940, XVIII-784 et XXVI-928 p.; prix : 30 et 35 s.
- Charlétty (Sébastien)*. Les grandes figures. Larousse, 1939, 400 p., ill.
- Christophe de Grèce (prince)*. Le monde et les cours; traduit par Henri Delgove. Plon, 1939, IV-310 p.
- Classe (André)*. The rhythm of English prose. Oxford, Blackwell, 1939, 138 p.; prix : 10 s. 6 d.
- Cockroft (Grace Amelie)*. The public life of George Chalmers. New-York, Columbia university press, 1939, 233 p.
- Cooper (Duff)*. La deuxième guerre mondiale. La première phase; traduit par S. W. Monod. Union latine d'éditions, 1940, 320 p.
- Correspondence of Lord Aberdeen and Princess Lieven, 1832-1854*. Vol. II : 1848-1854; édité par E. Jones Parry. Londres, Royal historical society, 1939, VIII, p. 293-670.
- Coutinho (Bernardo Xavier C.)*. Bibliographie franco-portugaise. Lisbonne, Institut français au Portugal et Instituto para

## II LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA « REVUE »

- a alta cultura. Porto, librairie Lopes da Silva, 1939, viii-411 p.
- Darby (H. C.)*. The medieval Fenland. Cambridge University Press, 1940, xviii-200 p.; prix : 12 s. 6 d.
- The draining of the Fens. Cambridge University Press, 1940, xx-312 p.; prix : 21 s.
- David (Charles Wendell)*. Narratio de itinere navali peregrinorum Hierosolymam tendentium et silviam Capientium, A. D. 1189. Numéro 5 des Proceedings of the American philosophical society, déc. 1939, p. 591 à 678, pl.
- Dawes (Charles G.)*. Journal, as ambassador to Great Britain. New-York et Londres, Macmillan, 1939, xii-442 p.; prix : 25 s.
- Degen (Marie Louise)*. The history of the woman's peace party. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1939, 266 p.
- Delavignette (Robert)*. Les vrais chefs de l'Empire. Gallimard, 1939, 262 p.
- Delcourt (Marie)*. Périclès. Gallimard, 1940, 268 p.
- Dickin (Edward Percival)*. A history of Brightlingsea. A member of the Cinque Ports. Brightlingsea, James, 1939, xii-308 p., ill.
- Dickins (Margaret)*. A history of Chastleton. Oxfordshire. Banbury, The Office of The Banbury guardian, 1938, x-83 p.
- Dodd (Martha)*. L'ambassade regarde. Aubier, 1940, 242 p.; prix : 21 fr.
- Dose (Martial)*. Le général Mazillier, 1862-1937. Les troupes coloniales sous la III<sup>e</sup> République. Fournier, 1939, 220 p.
- Dunlop (J. G.)*. The Dunlop papers. Vol. II : The Dunlops of Dunlop : and of Auchenskarth, Keppoch, and Gairdbraid. Londres, Butler and Tanner, 1939, x-408 p.
- Dupont (Clémence)*. Les Constitutions de Constantin et le droit privé au début du IV<sup>e</sup> siècle. Les Personnes. Lille, impr. L. Danel, 1937, 254 p.
- Early charters of the Cathedral church of St. Paul, London; édité par *Marion Gibbs*. Londres, The Royal historical society, 1939, XLVIII-338 p.
- Eve of Victorianism (The) Reminiscences of the years 1802 to 1834. Emma Sophia, countess Brownlow. Londres, Murray, 1940, x-208 p.; prix : 6 s.
- Falcone (Pompeo)*. Il valore documentario della Storia dell' Ordine Gerosolimitano di Giacomo Bosio. Rome, Regia deputazione per la Storia di Malta, 1939, 43 p.
- Falcucci (Clément)*. L'humanisme dans l'enseignement secondaire en France au XIX<sup>e</sup> siècle. Toulouse, E. Privat, 1939, xvi-667 p.
- Faussemagne (Jean)*. L'apanage ducal de Bourgogne, dans ses rapports avec la monarchie française, 1363-1477. Lyon, impr. du Salut public, 1937, 331 p.
- Federn (Karl)*. The materialist conception of history. Londres, Macmillan, 1939, xiv-263 p.; prix : 10 s. 6 d.
- Fellowes (Edmund H.)*. The Knights of the Garter 1348-1939. Londres, S. P. C. K., s. d. (1940), xvi-116 p.; prix : 6 s.
- Ferrero (Guglielmo)*. Reconstruction. Talleyrand à Vienne, 1814-1815. Plon, 1940, iv-373 p.
- Finaert (Joseph)*. L'évolution littéraire de saint Augustin. Les Belles-Lettres, 1939, xii-190 p.
- Saint Augustin rhéteur. Les Belles-Lettres, 1939, xii-110 p.
- Fletcher (F. T. H.)*. Montesquieu and English politics, 1750-1800. Londres, Arnold, 1939, 286 p.
- Freymond (Jacques)*. La politique de François I<sup>er</sup> à l'égard de la Savoie. Lausanne, V. Porchet, 1939, 198 p.
- Fry (Roger)*. Last lectures; avec une introduction par *Kenneth Clark*. Cambridge, University Press, 1939, xxx-370 p.; prix : 21 s.
- Gain (André)* et collaborateurs. Histoire de Lorraine. Nancy, Berger-Levrault, 1939, x-740 p., ill.
- Geary (Sister M. Theophane)*. A history of third parties in Pennsylvania, 1840-1860. Washington, The Catholic University of America, 1938, xii-274 p.
- Gedye (G. E. R.)*. Suicide de l'Autriche. La tragédie de l'Europe centrale; traduit par *Maximilien Vox*. Union latine d'éditions, 1940, 352 p.
- Gheusi (P.-B.)*. Cinquante ans de Paris. II : Leurs femmes. Mémoires d'un témoin, 1889-1938. Plon, 1940, 468 p.
- Ghisalberti (Alberto M.)*. Nuove ricerche sugli inizi del Pontificato di Pio IX e sulla Consultà di Stato. Rome, Vittoriano, 1939, 208 p.; prix : 20 lire.
- Giardini (Cesare)*. L' « affaire » d'Enghien et la congiura realista dell' anno XII. Milan, Mondadori, 1939, 476 p.; prix : 25 lire.
- Giraud (Émile)*. La crise de la démocratie et le renforcement du pouvoir exécutif. Librairie du Recueil Sirey, 1938, 184 p.
- González (Severino)*. La formula Μια Ὁμοια τρεῖς ὑποστάσεις en san Gregorio de Nisa. Rome, Typographie grégorienne, 1939, 146 p.
- Gosso (Sac. Francesco)*. Vita economica delle



- abbazie Piemontesi, sec. x-xiv. Rome, Presses de l'Université grégorienne, 1940, 216 p.
- Gouron (Pierre). L'utilisation du sol en Indochine française. Centre d'études de politique étrangère, n° XIV. Hartmann, 1939, 466 p., ill. et 9 pl. h. t.; prix : 55 fr.
- Goyau (Georges). La Normandie bénédictine. Pirates vikings et moines normands. Plon, 1940, 242 p.
- Grenard (F.). Grandeur et décadence de l'Asie. A. Colin, 1939, 224 p.; prix : 15 fr.
- Grox (Clyde Leclare). A select bibliography of British history, 1660-1760. Chicago, The University of Chicago Press, 1939, xxvi-507 p.; prix : 9 dollars.
- Harrap (A. J.). England and the Maori wars. Londres, The New Zealand News, 1937, 423 p.; prix : 100 fr.
- Herbert (Lord). Henry, Elizabeth and George, 1734-1750. Letters and diaries of Henry, tenth Earl of Pembroke and his circle. Londres, Jon. Cape, 1939, 576 p.
- Hérodote. Histoires. III : Thalie; texte établi et traduit par Ph.-E. Legrand. Les Belles-Lettres, 1939, 161 p. doubles.
- Herriot (Édouard). Lyon n'est plus. T. IV : La réaction. Hachette, 1940, 464 p.; prix : 30 fr.
- Hobson (J. A.). Confessions of an economic heretic. Londres, Allen et Unwin, 1938, 217 p.; prix : 5 s.
- Hyde (H. Montgomery). La princesse de Lieven, grande dame et cœur de femme; traduit et adapté par Denise Geneix. Hachette, 1940, 254 p.; prix : 22 fr. 50.
- International bibliography of historical sciences. Twelfth year 1937. Librairie A. Colin, 1939, xxx-502 p.
- Johannis Scotti annotationes in Marcianum; édité par Cora E. Lutz. Cambridge (Mass.), The mediaeval academy of America, 1939, xxx-244 p.; prix : 3 dollars 50.
- Johnsen (Arne Odd). Om Theodoricus og hans Historia de antiquitate regum norwagiensium. Oslo, Dybwad, 1939, 112 p.
- Kern (F.). Kinship and law in the Middle ages; traduit par S. B. Chrimes. Oxford, Blackwell, 1939, xxxii-214 p.; prix : 12 s. 6 d.
- Kunstler (Charles). La vie privée de l'impératrice Joséphine. Hachette, 1939, 254 p.
- Lefebvre (Georges). Quatre-vingt-neuf. Éditions du cent cinquantième de la Révolution française, 1939, 242 p.; prix : 25 fr.
- Letters from George III to Lord Bute, 1756-1766; édité par Romney Sedgwick. Londres, Macmillan, 1939, lxxviii-277 p.; prix : 18 s.
- Longnon (Jean). Recherches sur la vie de Geoffroy de Villehardouin, suivies du catalogue des actes des Villehardouin. É. Champion, 1939, x-288 p. et carte.
- Lonn (Ella). Foreigners in the Confederacy. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1940, xiv-566 p.; prix : 5 dollars.
- Lowenthal (Marvin). The Jews of Germany. A history of sixteen centuries. Londres, Lindsay Drummond, 1939, xiv-474 p.; prix : 10 s. 6 d.
- MacMunn (Sir George). The American war of Independence in perspective. Londres, Bell et fils, 1939, xii-370 p.; prix : 15 s.
- Madelin (Louis). L'avènement de l'Empire. Hachette, 1939, 398 p.
- Manni (Eugenio). Lucio Sergio Catilina. Florence, La Nuova Italia, 1939, 267 p.
- Matsuoka (Kôji). L'étalon de change or en Extrême-Orient. Bulletin de la Maison franco-japonaise. Geuthner, s. d. (1938), 122 p.
- Mayer (J. P.). Prophet of the mass age. A study of Alexis de Tocqueville; traduit par M. M. Bozman et C. Hahn. Londres, Dent, 1939, xvi-198 p.; prix : 8 s. 6 d.
- Mayne (Ethel Colburn). A Regency chapter. Lady Bessborough and her friendships. Londres, Macmillan, 1939, xiv-328 p.; prix : 16 s.
- Mediaeval Germany, 911-1250; traduit par Geoffrey Barraclough. Oxford, Blackwell, 1938, xii-141 p. et x-304 p.; prix : 7 s. 6 d. et 12 s. 6 d.
- Milne (J. G.). Greek and roman coins and the study of history. Londres, Methuen, 1939, viii-128 p. et XVI pl.; prix : 6 s.
- Mira (Giuseppe). Aspetti dell' economia Comasca all' inizio dell' età moderna. Côme, Cavalleri, 1939, 286 p.; prix : 50 lire.
- Montgomery-Cuninghame (colonel Sir Thomas). Dusty measure. A record of troubled times. Londres, Murray, 1939, x-356 p.; prix : 12 s. 6 d.
- Mordacq (général H.). Clemenceau. Les Éditions de France, 1939, iv-244 p.
- Moulin (Léo). Du Traité de Versailles à l'Europe d'aujourd'hui, 1919-1939. Bruxelles, Centrale d'éducation ouvrière, 1939, 188 p.; prix : 15 fr.
- Mowat (R. B.). The american entente. Londres, Arnold, 1939, 286 p.; prix : 7 s. 6 d.
- Mulchrone (Kathleen). The Book of Lecan, reprint introduction and indexes. Dublin, The Stationery office of Eire, 1939, LXIII p.
- Nathan (Manfred). The Huguenots in

- South Africa. Londres, South Africa Central news agency, 1939, xii-159 p.
- Niessel (général). Le triomphe des bolchéviks et la paix de Brest-Litovsk. Souvenirs, 1917-1918. Plon, 1940, x-381 p.
- Parke (H. W.). A history of the Delphic oracle. Oxford, Blackwell, 1939, viii-458 p.; prix : 22 s. 6 d.
- Paton (James Morton). The Venetians in Athens, 1687-1688, from the *Istoria* of Cristoforo Ivanovitch. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1940, xiv-140 p.
- Perini (Federico Augusto). Giornalismo ed opinione pubblica nella Rivoluzione di Venezia, fine sec. xvii-1849. Fonti, bibliografia, iconografia. Padoue, Soc. cooperativa tipografica, 1938, 300 p.
- Perry (Ralph Barton), Krey (August Charles), Panojsky (Erwin), Calhoun (Robert Lowry), Chinard (Gilbert). The meaning of the humanities; édité par Theodore Meyer Greene. Princeton University Press, et Londres, H. Milford, 1938, xxx-178 p.; prix : 2 dollars 50.
- Perry (William). Alexander Penrose Forbes, bishop of Brechin, the Scottish Pusey. Londres, S. P. C. K., 1939, x-202 p.; prix : 7 s. 6 d.
- Pirou (Gaétan). Néo-libéralisme, néo-corporatisme, néo-socialisme. Gallimard, 1939, 219 p.
- Powicke (F. M.), Johnson (Charles) et Harte (W. J.). Handbook of british chronology. Londres, The Royal historical society, 1939, xii-424 p.
- Proceedings of the British Academy, 1938. Londres, H. Milford, 1939, xiv-422 p.; prix : 30 s.
- Riess (Ludwig). The history of the English electoral law in the Middle ages; traduit par K. L. Wood-Legh. Cambridge University Press, 1940, xii-107 p.; prix : 7 s. 6 d.
- Robequain (Charles). L'évolution économique de l'Indochine française. Centre d'études de politique étrangère, n° XIII. Hartmann, 1939, 398 p. et carte; prix : 40 fr.
- Robertson. Letters, 1817-1822; édité par E. E. Rich et R. Harvey Fleming. Londres, The Hudson's bay record society, 1939, cxxii-372 p.
- (William Spence). France and Latin-american independence. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1939, xvi-626 p.; prix : 3 dollars 25.
- Robles (Alfonso Garcia). Le panaméricanisme et la politique de bon voisinage. Les Editions internationales, 1938, 61 p.
- Scudi (Abbie Turner). The Sacheverell affair. New-York, Columbia University press, 1939, 170 p.
- Serge (Victor). Portrait de Staline. Grasset, 1940, 188 p.; prix : 15 fr.
- Sermoneta (duchess of). The Locks of Norbury. The story of a remarkable family in the xviii<sup>th</sup> and xix<sup>th</sup> centuries. Londres, Murray, 1940, xvi-390 p.; prix : 18 s.
- Sicilia e Piemonte nel 1848-49, a cura del R. Archivio di Stato di Palermo. Rome, Vittoriano, 1940, xxiv-310 p.; prix : 45 lire.
- Shakespeare. The merry wives of Windsor. King Lear. The Merchant of Venice. The Quarto of 1608 reproduced in Collotype facsimile. Londres, The Shakespeare association. Sidgwick and Jackson, 1939, 3 vol.; prix : 10 s. 6 d. chaque.
- Small (major Abner). The road to Richmond; édité par Harold Adams Small. Berkeley, University of California Press, 1939, xiv-314 p.
- Smith (G. Royde). The history of Bradshaw. A century review of the origin and growth of the most famous guide in the world. Londres et Manchester, Blacklock, 1939, viii-76 p., ill.
- Smyth (Charles). The art of preaching. A practical survey of preaching in the Church of England, 747-1939. Londres, Society for promoting christian knowledge, 1940, xii-257 p.; prix : 8 s. 6 d.
- Sorbelli (Albano). Storia della Università di Bologna. Vol. I : Il medioevo sec. xi-xv. Bologna, Zanichelli, 1940, 327 p.; prix : 25 lire.
- Soreau (Edmond). Introduction à l'histoire. Nancy, impr. Georges Thomas, 1939, 144 p.
- Stone (Edward Noble). Three old french chronicles of the Crusades. The history of the Holy War. The history of them that took Constantinople. The Chronicle of Reims. Seattle, The University of Washington, 1939, viii-378 p.
- Strigl (Richard von). Introduction aux principes fondamentaux de l'économie politique. Librairie de Médecis, s. d. (1939), 263 p.

## LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA REVUE

Les volumes dont le format n'est pas indiqué sont in-8°; le nom de Paris n'est pas ajouté pour ceux qui ont paru chez des libraires de cette ville.

- Anderson (Eugen Newton)*. Nationalism and the cultural crisis in Prussia, 1806-1815. New-York, Farrar et Rinehart, 1939, xii-303 p.; prix : 2 dollars 50.
- (*Pauline Relyea*). The background of anti-english feeling in Germany, 1890-1902. Washington, The American University Press, 1939, xxiv-382 p.
- Bailly (Auguste)*. Anne de Bretagne, femme de Charles VIII et de Louis XII. Les Éditions de France, 1940, 229 p.
- Basanoff (V.)*. Pomerium Palatinum. Rome, Bardi, 1939, 110 p., ill.
- Batsford (Harry) et Fry (Charles)*. The greater english church of the middle ages. Londres, Batsford, 1940, viii-136 p., ill.; prix : 7 s. 6 d.
- Beard (Charles A. et Mary R.)*. America in midpassage. New-York, Macmillan, 1939, 978 p. en deux vol.
- Beatty (Richmond Croom)*. Lord Macaulay, victorian liberal. Norman, University of Oklahoma Press, 1938, xvi-388 p.; prix : 3 dollars.
- Beller (Elmer A.)*. Propaganda in Germany during the Thirty Years War. Princeton, University Press, et Londres, H. Milford, 1930, x-50 p., ill.
- Bertaut (Jules)*. Les reines de France. Marie-Louise, femme de Napoléon. Les Éditions de France, 1940, 325 p.
- Bibliographia Pannonica. V : Die Neue Literatur über die Römerzeit und die Epoche der Völkerwanderung in Ungarn, in der Jahren 1938 und 1939.* Budapest, Institut de l'Université P. Pázmány, 1940, 72 p.
- Boitoș (Olimpiu)*. Raporturile românilor in Ledru-Rollin și radicalii Francesi. Bucarest, Cartea Românească, 1940, 283 p.
- Borkenau (F.)*. The totalitarian enemy. Londres, Faber and Faber, 1940, 254 p.; prix : 10 s. 6 d.
- Brabant (Rev. Frank Herbert)*. The beginning of the third Republic in France. A history of the national assembly, february-september 1871. Londres, Macmillan, 1940, xii-555 p.; prix : 25 s.
- Butterfield (H.)*. The statecraft of Machiavelli. Londres, Bell, 1940, 168 p.; prix : 6 s.
- Calendar of the fine rolls preserved in the Public Record Office. Vol. XIX : Henry VI. A. D. 1452-1461. Londres, His Majesty's stationery office, 1939, viii-424 p.
- Caron (P.) et Jarye (M.)*. World list of historical periodicals and bibliographies. A. Colin, 1939, xvi-392 p.
- Charles (Madeleine)*. La Guerre et la Bible. Éditions Je sers, 1940, 320 p.
- Clavel (Marcel)*. Fenimore Cooper. Sa vie et son œuvre. La jeunesse, 1789-1826. Aix-en-Provence, Impr. universitaire de Provence, 1938, 698 p.
- Fenimore Cooper and his critics. Aix-en-Provence, Ibid., 1938, 418 p.
- Coirault (Gaston)*. Les Écoles centrales dans le Centre-Ouest. Tours, Arrault, 1940, xxii-431 p.
- Colgrave (Bertram)*. Two lives of Saint Cuthbert. Text, translation and notes. Cambridge, University Press, 1940, xiv-375 p.
- Dorr (Harold M.)*. The Michigan constitutional conventions of 1835-1836. Debates and proceedings. Ann Arbor, The University of Michigan Press. Londres, H. Milford, 1940, x-594 p. et appendices.
- Dundulis (Bronius)*. Napoléon et la Lituanie en 1812. Félix Alcan, 1939, 344 p.
- Dupont-Sommer (André)*. Le quatrième livre des Macchabées. Introduction, traduction et notes. H. Champion, 1939, xviii-190 p.
- Empires coloniaux (Les)*. Conférences organisées par la Soc. des anciens élèves et élèves de l'École libre des sciences politiques. F. Alcan, 1940, 222 p.; prix : 20 fr.
- Falk (Maryla)*. Il mito psicologico nell'India antica. Rome, Bardi, 1939 (Memorie della R. Acc. naz. dei Lincei, p. 289-730).
- Frank (Tenney)*. An economic survey of ancient Rome. Vol. V : Rom and Italy of the Empire, et General Index to vol. I-V. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1940, xvi-445 et 140 p.
- Fyfe (Hamilton)*. The illusion of national character. Londres, Watts, 1940, 274 p.

- Galbraith (V. H.)*. The Saint Albans chronicle, 1406-1420. Oxford, Clarendon Press, 1937, LXXVI-464 p.; prix : 21 s.
- Giurescu (Constantin C.)*. Istoria Românilor. T. I : Bucarest. Fondation du roi Carol, 3<sup>e</sup> éd., 3 vol., XVIII-598 p.; t. II, VIII-801 p., ill.; prix : 200 et 260 lei.
- Godefroy de Paris (Père)*. Les Frères Mineurs Capucins en France. Histoire de la province de Paris, t. I, fasc. I et II. Rouen, Éditions Lecerf. Paris, Bibliothèque franciscaine provinciale, 1937 et 1939, 176 et 240 p.
- Gooch (G. P.)*. Recent revelations of European diplomacy. Londres, Longmans et Green, 1940, VIII-475 p.; prix : 10 s.
- Graham (Eleanor)*. The making of a queen. Victoria at Kensington Palace. Londres, Jon. Cape, 1940, 333 p.; prix : 8 s. 6 d.
- Halgouet (H. du)*. Nantes, ses relations commerciales avec les îles d'Amérique, au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ses armateurs. Rennes, impr. Oberthur, 1939, 293 p.
- Halpern (Joseph)*. History of our people in rabbinic times. Londres, Shapiro, 1939, 2 vol., XIV-496 p.
- Halphen (Louis) et Mahn (Jean-Berthold)*. Initiation aux études d'histoire du Moyen Age. Presses universitaires de France, 1940, 141 p.; prix : 18 fr.
- Halter (H.)*. Finland breaks the Russian chains. Londres, Hamilton, 1940, VI-232 p.; prix : 10 s. 6 d.
- Hardy (Georges)*. Le problème religieux dans l'Empire français. Coll. *Mythes et religions*. Leroux, 1940, VIII-155 p.; prix : 18 fr.
- Harper (Lawrence A.)*. The english navigation laws. A 17th century experiment in social engineering. New-York, Columbia University Press. Londres, H. Milford, 1939, XVI-502 p.; prix : 25 s.
- Harris (David)*. Britain and the Bulgarian horrors of 1876. Chicago, The University Press, 1939, VIII-437 p.; prix : 3 dollars.
- Hatzfeld (Jean)*. Alcibiade. Presses universitaires de France, 1940, XII-376 p.; prix : 50 fr.
- Hearnshaw (F. J. C.)*. Germany, the aggressor throughout the ages. Londres, Chambers, 1940, 288 p.; prix : 7 s. 6 d.
- Hedges (James B.)*. Building the Canadian West. The land and colonization policies of the Canadian Pacific Railway. New-York, Macmillan, 1939, X-422 p.; prix : 4 dollars.
- Herlitz (Nils)*. Sweden, a modern democracy on ancient foundations. Minneapolis, The University of Minnesota Press, 1939, XVI-127 p.
- Hill (Sir George)*. A history of Cyprus. Vol. I : To the conquest by Richard Lion Heart. Cambridge University press, 1940, XVIII-352 p.; prix : 25 s.
- Höjer (Towald T. Son)*. Bismarck, Decazes och den Europeiska krisen 1875. Uppsal, Lundequist. Leipzig, Harrassowitz, 1940, 178 p.; résumé en français.
- Lindbom (Tage)*. Den svenska faktörens rörelsens uppkomst, och tidigare historia, 1872-1900. Stockholm, Tidens förlag, 1938, 422 p.; prix : 4 couronnes 50.
- Loewe (Herbert)*. « Render unto Caesar. » Religious and political loyalty in Palestine. Cambridge, University Press, 1940, XVI-141 p.; prix : 6 s.
- McGovern (William Montgomery)*. The early empires of Central Asia. A study of the Scythians and the Huns and the part they played in world history. Chapel Hill. The University of North Carolina Press, 1939, XVI-529 p.; prix : 4 dollars.
- McLachlan (Jean O.)*. Trade and peace with Old Spain, 1667-1750. Cambridge University Press, 1940, XVI-249 p.; prix : 15 s.
- Mongredien (Georges)*. Marion de Lorme et ses amours. Hachette, 1940, 256 p.; prix : 22 fr. 50.
- Morandi (Carlo)*. Lo stato di Milano e la politica di Vittorio Amedeo II. Note e documenti. Bologne, Zanichelli, 1939, 93 p.
- Picard (Charles)*. Manuel d'archéologie grecque. La sculpture. II : Période classique. V<sup>e</sup> siècle. Aug. Picard, 1939, 1,016 p. en 2 vol.
- Piel (Jean)*. La taille proportionnelle dans les Généralités de Caen et d'Alençon. Caen, impr. Caron, 1937, 222 p.
- Priestley (Herbert Ingram)*. France overseas through the old regime. A study of European expansion. New-York, Appleton-Century, 1939, XVIII-393 p.
- Proceeding minutes and enrolments of the Company of Soapmakers, 1562-1642; édité par *Harold Evan Matthews*. Bristol, Record Society, 1940, VIII-254 p.
- Renvall (Pennti)*. Klaus Fleming und der Finnische Adel in den Anfangsphasen der Krise der neunziger Jahre des 16 Jhdts. Turku, Annales Universitatis Turkuensis, 1939, XI-377 p.
- Saint-Cyr (Charles de)*. L'ingérissable Allemagne. Peyronnet, 1940, 96 p.



P

P

Vol.  
la  
ti  
d'  
C

Vol.  
P  
fr  
de  
ca

Vol.  
et

Vol.  
lè

Vol.  
p

té

Vol.  
S

Vol.  
G

G

d

d

d

Vol.  
H

ti

Vol.  
ra

Vol.  
p

i

Vol.  
ra

Vol.  
p

h

Vol.  
n

Vol.  
W

Vol.  
F

F

Vol.  
h

P

Vol.  
B

B

Vol.

p

Vol.

M





# PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

## PEUPLES ET CIVILISATIONS

### HISTOIRE GÉNÉRALE EN VINGT VOLUMES

publiée sous la direction de LOUIS HALPHEN et PHILIPPE SAGNAC

#### **Volumes parus :**

- Vol. I. **Les premières civilisations**, par G. Fougères, membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne, ancien directeur de l'Ecole française d'Athènes, P. Jouguet, membre de l'Institut, directeur de l'Institut français du Caire, J. Lesquier, professeur à la Faculté des Lettres d'Aix, G. Contenau, conservateur au Musée du Louvre, R. Grousset, conservateur du Musée Cernuschi. 4<sup>e</sup> éd. revue et augmentée. 1 vol. in-8° de viii-491 p., avec cartes hors texte, 70 fr.
- Vol. II. **La Grèce et l'Orient, des guerres médiques à la conquête romaine**, par Pierre Roussel, membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne, directeur honoraire de l'Ecole française d'Athènes, avec la collaboration de P. Cloché, professeur à la Faculté des Lettres de Besançon, et R. Grousset. 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée. 1 vol. in-8° de 556 p., avec cartes hors texte, 80 fr.
- Vol. III. **La conquête romaine**, par André Piganiol, professeur à la Sorbonne. 3<sup>e</sup> éd. revue et augmentée. 1 vol. in-8° de 526 p., avec cartes hors texte, 70 fr.
- Vol. IV. **L'Empire romain**, par Eugène Albertini, membre de l'Institut, professeur au Collège de France. 3<sup>e</sup> éd. revue et augmentée. 1 vol. in-8° de 470 p., avec carte hors texte, 70 fr.
- Vol. V. **Les Barbares, des grandes invasions aux conquêtes turques du XI<sup>e</sup> siècle**, par Louis Halphen, membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne. 4<sup>e</sup> éd. revue et augmentée. 1 vol. in-8° de 447 p., avec cartes hors texte, 70 fr.
- Vol. VI. **L'essor de l'Europe (XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles)**, par L. Halphen. 1 vol. in-8° de 609 p. et un *Supplément bibliographique*, 80 fr.
- Vol. VII. **La fin du Moyen Age**, par H. Pirenne, professeur honoraire à l'Université de Gand, A. Renaudet, professeur à la Sorbonne, E. Perroy, professeur à la Faculté des Lettres de Lille, M. Handelsman, professeur à l'Université de Varsovie, et Louis Halphen : I. *La désagrégation du monde médiéval (1285-1453)*, 1 vol. in-8° de 570 p., 80 fr.; II. *L'annonce des temps nouveaux (1453-1492)*, 1 vol. in-8° de 324 p., 45 fr.
- Vol. VIII. **Les débuts de l'âge moderne : la Renaissance et la Réforme**, par Henri Hauser, professeur honoraire à la Sorbonne, et A. Renaudet, professeur à la Sorbonne. 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée. 1 vol. in-8° de 639 p., avec carte hors texte, 80 fr.
- Vol. IX. **La prépondérance espagnole (1559-1660)**, par Henri Hauser, professeur honoraire à la Sorbonne. 1 vol. in-8° de 594 p., 80 fr.
- Vol. X. **La prépondérance française : Louis XIV (1661-1715)**, par A. de Saint-Léger, professeur à la Faculté des Lettres de Lille, et Philippe Sagnac, professeur à la Sorbonne. 1 vol. in-8° de 564 p., 70 fr.
- Vol. XI. **La prépondérance anglaise (1715-1763)**, par Pierre Muret, professeur honoraire au lycée Carnot, avec la collaboration de Ph. Sagnac. 1 vol. in-8° de 652 p., 80 fr.
- Vol. XIII. **La Révolution française**, par Georges Lefebvre, Raymond Guyot et Ph. Sagnac, professeurs à la Sorbonne. 2<sup>e</sup> édition, revue et augmentée. 1 vol. in-8° de 599 p., avec carte hors texte, 80 fr.
- Vol. XIV. **Napoléon**, par G. Lefebvre, professeur à la Sorbonne. 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée. 1 vol. in-8° de 606 p., 80 fr.
- Vol. XV. **L'éveil des nationalités et le mouvement libéral (1815-1848)**, par Georges Weill, professeur à la Faculté des Lettres de Caen. 1 vol. in-8° de 392 p., 80 fr.
- Vol. XVI. **Démocraties et Capitalisme (1848-1860)**, par Ch.-H. Pouthas, professeur à la Faculté des Lettres de Paris. 1 vol. in-8° de 640 p., 80 fr.
- Vol. XVII. **Du Libéralisme à l'Impérialisme (1860-1878)**, par Henri Hauser, professeur honoraire à la Sorbonne, Jean Maurain, professeur à la Faculté des Lettres de Lille, et P. Benaerts, docteur ès lettres, agrégé de l'Université. 1 vol. in-8° de 556 p., 80 fr.
- Vol. XVIII. **L'essor industriel et l'impérialisme colonial (1878-1904)**, par Maurice Baumont, docteur ès lettres, agrégé de l'Université. 1 vol. in-8° de 624 p., 80 fr.

#### **En préparation :**

- Vol. XII. **La rénovation de l'Europe et la Révolution américaine**, par Philippe Sagnac, professeur honoraire à la Sorbonne.
- Vol. XX. **Le monde contemporain**, par H. Moysset, professeur à l'Ecole supérieure de la Marine, et Maurice Baumont, docteur ès lettres, agrégé de l'Université.

Reliure toile, 20 fr. — Reliure demi-chagrin, 40 fr.



# PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

Nouveautés :

**B. DUNDULIS**

*Docteur de l'Université de Paris*

## NAPOLÉON ET LA LITHUANIE EN 1812

Un volume in-8° . . . . . 50 fr.

---

**L.-A. HALOPPEAU**

### LOUIS XI

*Le Drame entre France et Bourgogne (1464-1482)*

Un volume in-8° . . . . . 50 fr.

---

**J. HATZFELD**

*Maître de conférences honoraire à la Sorbonne*

### ALCIBIADE

*Etude sur l'histoire d'Athènes à la fin du V<sup>e</sup> siècle*

Un volume in-8° . . . . . 50 fr.

---

**E.-G. LÉONARD**

### MON VILLAGE SOUS LOUIS XV

*d'après les Mémoires d'un paysan*

Un volume in-8° . . . . . 50 fr.

---

**ET. MARTIN-SAINT-LÉON**

*Correspondant de l'Institut*

## HISTOIRE DES CORPORATIONS DE MÉTIERS

DEPUIS LEURS ORIGINES JUSQU'A LEUR SUPPRESSION

EN 1791

avec un appendice de bibliographie critique  
par E. COORNAERT, professeur au Collège de France

4<sup>e</sup> édition, un volume in-8° . . . . . 80 fr.

---

108, BOULEVARD S<sup>t</sup> GERMAIN, PARIS

E

fr.

fr.

fr.

fr.

S

fr.